

l'euro

Le Monde



55^e ANNÉE - N° 16806 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



TROIS MINISTRES EN PROCÈS

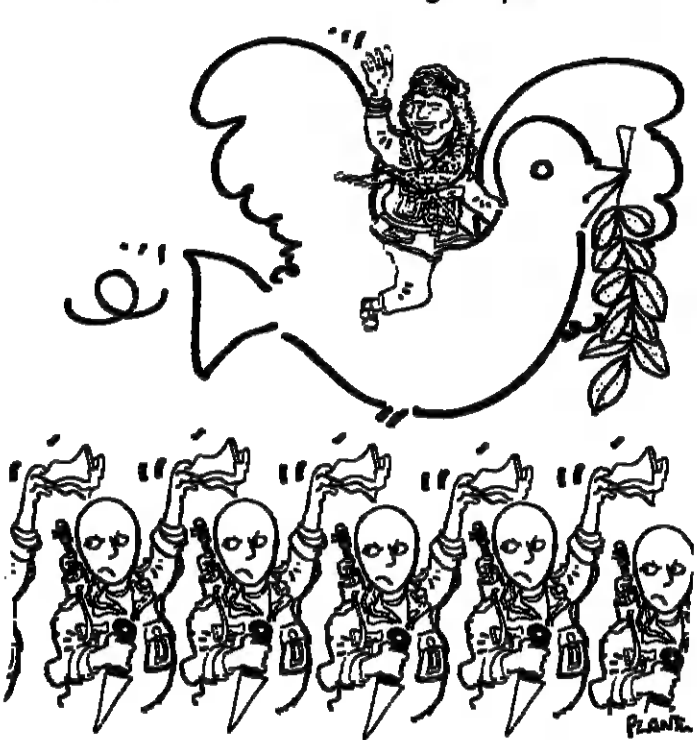
L'affaire du sang contaminé

Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Edmond Hervé comparaitront devant la Cour de justice, mardi 9 février. Dans notre cahier spécial : récit de l'affaire, analyse, portraits, infographies, extraits de l'arrêt de renvoi.

La mort annoncée du roi Hussein

● Le souverain jordanien est rentré à Amman pour y mourir ● Son fils aîné, le prince Abdallah, hérite d'un royaume en crise ● Méfiante envers Israël, malgré les efforts du roi, la Jordanie souffre de l'embargo imposé à l'Irak

LE ROI HUSSEIN de Jordanie est rentré à Amman, vendredi 5 février, dans un état désespéré. « Il est en train de mourir », a déclaré un membre de sa famille à l'agence Reuters. Réhospitalisé d'urgence le 26 janvier aux États-Unis, le roi Hussein avait déjà subi en 1998 un traitement contre le cancer des ganglions lymphatiques dont il était atteint. Au terme d'un règne de quarante-six ans, il laisse le trône à son fils aîné Abdallah, trente-sept ans, qu'il avait désigné comme successeur le 25 janvier, plutôt que son frère Hassan, prince héritier depuis 1965. Cette succession précipitée intervient à un moment critique pour le royaume, confronté au blocage du processus de paix et à une crise économique persistante due notamment à l'embargo imposé à l'Irak. Militaire de formation, peu connu de son peuple, le prince Abdallah ne dispose d'aucune expérience politique.



Lire page 5, le portrait du roi page 11 et la chronique de Pierre Georges page 32

TÉMOIGNAGE

La nouvelle Allemagne de Gerhard Schröder ou la tentation de l'oubli

UN DÉBAT douloureux traverse l'Allemagne du chancelier Schröder : faut-il du passé faire table rase, tourner une fois pour toutes la page de la Shoah ? Il fut lancé, à l'automne 1998, par l'écrivain Martin Walser, romancier considérable, dont les propos sur la « routine de la culpabilisation » et « l'instrumentalisation d'Auschwitz dans le débat public » ont déclenché une énorme polémique qui se prolonge encore. Intrigué, l'écrivain Bernard-Henri Lévy a voulu comprendre et savoir si la tentation de l'oubli l'emportait. Pour *Le Monde*, il a mené l'enquête auprès des politiques et des intellectuels, interrogeant le chancelier lui-même, des membres de la coalition « rouge-verte », des représentants de la communauté juive.

Lire pages 12 et 13

Milosevic se fait prier

SLOBODAN MILOSEVIC, comme toujours, ménage ses effets. Alors que les préparatifs allaient bon train, vendredi 5 février, au château de Rambouillet où des négociations sur le Kosovo devaient s'ouvrir le lendemain, on attendait toujours la confirmation de la participation des autorités fédérales yougoslaves, indispensable à la tenue de ces pourparlers. Le Parlement de Serbie a accepté, jeudi, le principe des négociations, mais en rappelant son hostilité au règlement proposé par les médiateurs internationaux. Il a exclu non seulement l'indépendance du Kosovo mais un retour au statut d'autonomie dont jouissait la province jusqu'en 1989, et dont Slobodan Milosevic l'a privée.

Lire page 2

Robin des bois part en guerre contre le plancher de la passerelle Solférino

L'ESTHÉTIQUE architecturale doit-elle l'emporter sur la survie des forêts tropicales ? C'est la question posée par les associations Agri ici et Robin des bois, qui ont dénoncé, jeudi 4 février, l'utilisation de bois africain et amazonien pour la construction de la passerelle Solférino. Cette passerelle piétonne, actuellement en chantier sur la Seine à Paris, entre le jardin des Tuileries et le Musée d'Orsay, prévoit un plancher en Ipé du Brésil, vingt bancs en doussé du Cameroun ainsi qu'une main courante en assamela du bassin du Congo. « On va avoir au cœur de Paris un cocktail d'essences vulnérables, formidable vitrine qui incitera d'autres architectes à utiliser ces bois », proteste Jacky Bonnemains, responsable de Robin des bois.

Cette association dénonce depuis longtemps l'utilisation d'essences tropicales dans les édifices publics : en 1992, elle avait mené campagne contre l'équipement de l'esplanade de la Bibliothèque nationale de France (BNF) en bois d'Ipé et de ses volets d'occultation en okoumé. Une critique qui s'est révélée d'autant plus fondée que ces bois n'ont pas montré des qualités aussi bonnes que le prétendaient les

architectes. Dans son dernier rapport, publié le 20 janvier, la Cour des comptes signale que des « fissurations ou décollements affectent presque tous les panneaux d'occultation des façades des tours ». Pourtant, l'exemple de la BNF a fait des émules dans les cabinets d'architectes français. Ainsi on retrouve de l'Ipé dans l'immeuble de la Banque de France à Montpellier, sur le quai Henri-IV à Dieppe, sur la passerelle des Bonnets rouges à Rennes, et jusqu'aux bancs des Champs-Élysées.

Cette mode explique en partie que ce bois soit passé du quatorzième rang des essences commercialisées par le Brésil en 1992 au dixième rang quatre ans plus tard. Or, comme le précise Claude Sastre, professeur au laboratoire de phanérogamie du Muséum d'histoire naturelle, « l'Ipé regroupe de nombreuses espèces, souvent inconnues. Si on replantait un arbre pour chaque bûche coupée, l'exploitation serait acceptable, mais ce n'est absolument pas le cas. Résultat : on détruit les forêts amazoniennes ». Les essences africaines sont, elles aussi, surexploitées. Plusieurs d'entre elles sont même inscrites à l'annexe II - liste des espèces

dont la commercialisation est restreinte - de la Convention sur le commerce international des espèces sauvages (Cites).

Il existe cependant, pour la passerelle parisienne comme pour les autres ouvrages, une solution européenne : le chêne. Comme l'indique le directeur de l'espace rural et de la forêt, Cyrille Van Effenterre, dans une lettre du 1^{er} octobre 1998 à l'établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels en charge de la passerelle, « les qualités technologiques et esthétiques [du chêne] supportent parfaitement la comparaison avec les bois tropicaux ».

Aux yeux des importateurs, un boycott européen serait d'autant plus inutile que la demande asiatique, très forte, absorberait de toute façon les bois tropicaux. Robin des bois demande la suspension des commandes et le réexamen de l'option chêne. Le temps presse : la fourniture du bois pour la passerelle par une scierie de l'Eure ne serait qu'une question de jours.

Hervé Kempf et Sylvia Zappi

Réforme des lycées

Après la manifestation enseignante de jeudi, qui a mobilisé plus de 10 000 personnes à Paris, le ministère de l'éducation présente la dernière version de sa réforme des lycées. p. 8

CGT : le congrès de Bernard Thibault

Le syndicaliste cheminot a affirmé son autorité sur la centrale. Il devait être élu, vendredi, secrétaire général. p. 6

Malaise au Centre Pompidou

Les conservateurs sont inquiets sur leur avenir, alors que la réouverture du Centre, le 1^{er} janvier 2000, devrait être marquée par le redéploiement du Musée national d'art moderne. p. 27

Télécoms : la révolution Internet

Les constructeurs traditionnels des télécommunications, liés aux grands opérateurs, sont concurrencés par une nouvelle génération d'entreprises. p. 16

Conférence mondiale sur le sida

Dans les pays industrialisés, les polythérapies pourraient à terme faire du sida une maladie chronique comme d'autres. p. 24

Homme, luxe et décontraction

Les collections de prêt-à-porter masculin automne-hiver 1999-2000 viennent de s'achever à Paris. Les vêtements de ville profitent des acquis du vêtement de sport. p. 25

International	2	Tableau de bord	19
France	6	Aujourd'hui	23
Société	8	Météorologie, jeux	26
Carnet	10	Culture	27
Régions	11	Guide culturel	29
Horizons	12	Kiosque	30
Entreprises	16	Abonnements	30
Communication	18	Radio-Télévision	31

A la conquête de l'Irlande



A QUELQUES mois de la Coupe du monde de rugby, le Tournoi des cinq nations permet au XV de France de mesurer la pertinence de ses ambitions. La première rencontre, face à l'Irlande, samedi 6 février à Dublin, sera l'occasion pour l'arrière toulousain Emile Ntamack de faire son retour en sélection après deux ans d'absence.

Lire page 23

Chaque samedi avec Le Monde



les événements les gens les programmes

Daté dimanche-lundi à partir du 6 février



zine littéraire

BALZAC

SPÉCIALE

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

DIPLOMATIE Les pourparlers de paix sur le Kosovo, organisés par les pays du Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie, devaient s'ouvrir, samedi 6 février, au château de

Rambouillet en présence de représentants albanais et serbes. L'issue de ces discussions semble incertaine tant les positions des parties semblent éloignées. ● LE PRÉ-

SIDENT CLINTON a annoncé qu'il étudie « sérieusement la possibilité de participer » à une force de l'OTAN sur le terrain. Mais ce déploiement dépendra de la conclu-

sion d'un accord « solide et efficace » entre Serbes et Albanais. ● LA SERBIE a accepté d'envoyer une délégation à Rambouillet. Sa composition devait être connue

vendredi. ● LA CRISE AU KOSOVO consacre l'échec du nationalisme du président yougoslave, Slobodan Milosevic dans cette province peuplée à 90 % d'Albanais de souche.

Kosovo : quinze jours pour parvenir à la paix

A la veille de l'ouverture, prévue samedi 6 février, des pourparlers de Rambouillet, la République fédérale de Yougoslavie n'avait pas encore confirmé sa participation. A Londres, Russes et Occidentaux mettent la dernière main à leur proposition de règlement

ON ATTENDAIT toujours, vendredi 5 février, la réponse du gouvernement fédéral yougoslave sur sa participation aux négociations sur le Kosovo qui doivent samedi à Rambouillet. Les représentants de la communauté albanaise, y compris ceux de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), ont accepté de participer à ces discussions convoquées par le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie. Le Parlement de la République de Serbie en a également accepté le principe jeudi, en y mettant toutes sortes de restrictions. Mais on ignorait encore vendredi matin si la liste des délégués serbes comprendrait des représentants de la Fédération yougoslave. Le président de la Fédération, Slobodan Milosevic, comme souvent, réservait jusqu'au dernier moment sa décision.

Hubert Védrine, interrogé, jeudi soir, sur la suite possible des événements, a refusé de se « placer dans l'hypothèse où le gouvernement yougoslave donnerait la mauvaise réponse ». Dans cette hypothèse en fait, les négociations n'auraient sans doute pas lieu. « Cela réduirait trop le champ des discussions », indique un diplomate français. « Cela voudrait dire, explique un autre, que le statut du Kosovo devrait for-

cement s'inscrire dans le cadre de la République de Serbie ; dans ce cas, ce n'est même pas la peine de négocier ». Les pays membres du Groupe de contact (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Russie) ont certes retenu comme principe de base des négociations que les frontières de la République fédérale de Yougoslavie ne seraient pas modifiées, ce qui exclut l'indépendance du Kosovo. Mais les Occidentaux ne veulent pas exclure que le Kosovo redevienne, comme il l'était autrefois, une entité autonome, séparée de la République de Serbie, au sein de la Fédération yougoslave. Les représentants de la communauté albanaise ne se prêteront de toute façon pas à des négociations sur une base aussi restrictive.

INTENSES CONSULTATIONS

Dans l'espoir qu'une délégation serbe digne des enjeux serait finalement réunie, on s'affairait febrilement dans les chancelleries, particulièrement au Quai d'Orsay, chargé de toute la logistique de la rencontre supposée s'ouvrir samedi après-midi : aménagements du petit château de Rambouillet pour héberger jour et nuit les délégués des deux camps (ils s'annoncent à dix-sept du seul côté kosovar alors

qu'on n'en attendait qu'une dizaine) ; mise au point de barrières pour maintenir la presse à bonne distance et éviter qu'elle interfère dans ce que l'on conçoit comme un strict huis-clos, etc.

Le Groupe de contact devait se réunir une dernière fois à Paris vendredi soir, en principe seulement pour arrêter les modalités pratiques des négociations qu'animeraient trois de ses représentants : Christopher Hill pour les Etats-Unis, Boris Maloriski pour la Russie, Wolfgang Petritsch pour l'Union européenne. Mais d'intenses consultations politiques sur le fond ont eu lieu ces dernières se-

maines entre les pays membres du Groupe de contact, qui ont semblé-t-il quelque peine à accorder leurs violons. Une troisième version du texte qui doit servir de cadre aux négociations circulait, jeudi, entre les capitales, sans que l'on sache encore si elle serait la bonne ou si le Groupe de contact devrait, une dernière fois, remettre l'ouvrage sur le métier vendredi soir.

L'idée est de fixer un cadre rigide aux négociations, les parties en conflit n'ayant plus à s'entendre que sur les détails de cette œuvre, qui doit dessiner pour trois ans un statut d'« autonomie substantielle »

La « fermeté » de M. Chirac

et la « détermination » de M. Védrine

Alors qu'il se trouvait à Lisbonne en voyage officiel (lire page 3), Jacques Chirac a estimé, jeudi 4 février, à propos des négociations prévues sur le Kosovo, qu'un « effort diplomatique était engagé pour conduire, avec une certaine fermeté s'il le faut, à une solution qui soit à la fois équitable et raisonnable ». Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, qui assurera avec son homologue britannique, Robin Cook, la coprésidence de la conférence de Rambouillet, s'est pour sa part déclaré, toujours à Lisbonne, « non pas optimiste, parce que je connais l'extrême complexité du dossier, mais déterminé. Car nous ferons tout pour que cette réunion démarre samedi après-midi comme prévu et qu'elle se poursuive par des négociations intenses et non-stop ». (Corresp.)

du Kosovo. 85 % du projet qu'on mettra sur la table « ne sont pas négociables », a déclaré, jeudi, un responsable américain, ajoutant qu'on ne laisserait aux intéressés « aucune marge de manœuvre pour décider des aspects fondamentaux » de ce plan. Le problème est que certains de ces aspects fondamentaux ne font apparemment même pas l'unanimité au sein du Groupe de contact.

UN PLAN SUR TROIS ANS

Le Foreign Office à Londres a donné quelques indications sur le projet. Il prévoit des élections dans les neuf mois pour élire des pouvoirs locaux représentatifs de la population, à 90 % d'origine albanaise ; ces élections devraient être supervisées par l'OSCE, qui veillera à assurer une information libre, notamment par une radio que les Français sont en train de mettre sur pied. Les autorités élues devraient avoir des prérogatives assez larges dans différents domaines (économie, fiscalité, éducation, santé, justice), surtout dans la police, actuellement entre les mains des Serbes, et qui serait totalement restructurée. Cet accord serait conclu pour trois ans.

L'une des questions fondamentales est évidemment de savoir ce

qui se passera au terme de ces trois ans. Laisse-t-on la porte ouverte à l'indépendance à terme, fût-ce en ne disant rien dans le projet d'accord de ce qu'il adviendra à l'issue de la période intérimaire, comme le souhaitent les Américains ? Ou le principe de base - autonomie mais pas indépendance - doit-il être proclamé comme intangible, comme le voudraient les Russes ?

D'autre part, si l'accord se fait sur le plan, une force internationale sera déployée au Kosovo pour le faire respecter. Les Russes en ont admis le principe, mais à une seule condition : que Belgrade en soit d'accord, ce qui à ce jour n'est pas le cas. Sur ce point aussi la formulation est délicate à trouver, y compris entre les organisateurs de la négociation.

Quant aux intéressés directs, Serbes et Kosovars, ils partent de positions diamétralement opposées sur tout. Si les Serbes viennent à Rambouillet en face de l'UCK, les Occidentaux auront certes gagné un premier pari qui semblait plus qu'incertain il y a quelques jours encore ; mais le plus difficile restera à venir : obtenir un accord en moins de quinze jours.

Claire Tréan

Les Serbes campent sur leurs positions

LE GOUVERNEMENT serbe devait désigner, vendredi 5 février, son équipe de négociateurs devant participer, à partir de samedi, aux pourparlers de Rambouillet sur le Kosovo. Si une écrasante majorité de députés serbes s'est prononcée, jeudi, en faveur de la participation à cette réunion (227 voix pour, 3 contre et 3 abstentions), ce vote est assorti d'une sévère mise au point dans laquelle Belgrade réaffirme son intention de ne céder aucun pouce de souveraineté sur le Kosovo.

« Nous avons réaffirmé notre unité et notre détermination à résoudre les problèmes du Kosovo par la voie du dialogue », a dit le président du Parlement serbe, Dragan Tomic. Mais selon lui, deux principes de base doivent régir le processus de négociations : la question du Kosovo doit être résolue pacifiquement et la souveraineté ainsi que l'intégrité territoriale de la Serbie et de la Yougoslavie doivent être préservées.

Un point d'accroc sérieux apparaît déjà à l'horizon, la motion de 12 pages adoptée par les députés serbes précisant qu'en aucun cas des troupes étrangères ne pourront être déployées au Kosovo. Elle rejette aussi certaines solutions pour le Kosovo proposées par le Groupe de contact (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie).

Ce document « condamne avec la plus grande vigueur les menaces de l'OTAN » contre la RFY et estime qu'elles constituent « un soutien ouvert aux séparatistes et aux terroristes » et une menace contre « la souveraineté et l'intégrité territoriale ». « En cas d'agression contre notre pays (...) nous nous défendrons par tous les moyens », affirme le Parlement. « Nous n'acceptons pas la présence de troupes étrangères sur notre territoire », poursuit-il. « En aucun cas des troupes de l'OTAN ne peuvent être déployées pacifiquement au Kosovo », a ajouté le vice-premier ministre serbe, Vojislav Seselj, dirigeant du Parti radical serbe (PRS, ultranationaliste).

Les députés considèrent par ailleurs que certaines positions du Groupe de contact sont « intolérables et extrêmement partiales » car elles mettent sur un même plan « un Etat souverain et ceux qui veulent le détruire ». Selon Belgrade, la communauté internationale « n'a pas évalué l'essence (...) de la soi-disant Armée de libération du Kosovo en tant qu'organisation terroriste ».

Le Parlement exclut qu'une « autonomie substantielle » du Kosovo conduise vers un Kosovo indépendant, à sa transformation en troisième entité fédérale (aux côtés de la Serbie et du Monténégro) ou à « une rupture des liens juridiques, politiques et économiques » avec le reste de la Serbie. (AFP/AP)

Bill Clinton : « C'est aujourd'hui qu'il faut arrêter le conflit »

WASHINGTON

de notre correspondant

A la veille des pourparlers de Rambouillet, les Etats-Unis sont plus pressés que jamais de formaliser leur participation à une force de maintien de la paix au Kosovo. Après des semaines de discussions et une semaine de débat public, le président Clinton a expliqué à ses compatriotes, jeudi 4 février, la sortie d'un petit déjeuner national de prière, les raisons pour lesquelles cette province de Serbie - dont beaucoup d'Américains n'ont jamais entendu parler - est cruciale pour les intérêts et le leadership mondial des Etats-Unis. « Nous étudions sérieusement la possibilité de participer à une force (...) de l'OTAN sur le terrain (...) si un accord - et c'est un grand si - est conclu (...). Nous sommes en train d'en discuter avec le Congrès et avec nos alliés. Mais aucune décision n'a été prise », a déclaré Bill Clinton,

pour qui « c'est aujourd'hui qu'il faut arrêter ce conflit », car « la violence attire la violence, et si vous ne vous y opposez pas, elle deviendra de pire en pire jusqu'à ce que l'on décide enfin de s'y opposer. Le coût en sera alors beaucoup plus lourd dans des conditions plus dangereuses ».

Il a toutefois mis à cette participation des conditions très strictes. La première - et sine qua non - est la conclusion d'un accord entre Belgrade et les Kosovars « solide et efficace ». Il faut aussi que la sécurité - des troupes américaines s'entend - soit garantie par le retrait d'un maximum de troupes serbes et le désarmement des maquisards de l'UCK. Washington exige aussi que les objectifs de l'OTAN et ce qu'il appelle la « stratégie de sortie » de la crise soient clairs.

Bill Clinton a reconnu que ses alliés européens fourniraient « la majorité substantielle des

troupes » et que, compte tenu du fait que « l'OTAN est un partenariat », ils ont le droit d'attendre des Etats-Unis, qui ont été les leaders de l'OTAN depuis cinquante ans, qu'ils soient présents ». La secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a de son côté clairement fixé les enjeux de Rambouillet : « Trois résultats sont possibles. Si le président Milosevic rejette les propositions du Groupe de contact (...), il peut s'attendre à des frappes aériennes. Si les Albanais du Kosovo s'opposent aux progrès à Rambouillet (...), ils ne pourront compter sur l'OTAN et la communauté internationale pour venir à leur secours (...). Si les deux parties parviennent à un accord, il nous faudra concentrer nos efforts pour assurer son succès. C'est donc la carotte et le bâton que les Américains vont agiter ce week-end ».

Patrice de Beer

Une province sous haute tension depuis dix ans

« MILOSEVIC s'est fait sur le Kosovo en y faisant la crise, prédisait-il y a huit ans un avocat réputé de Belgrade, et c'est sur le Kosovo qu'il tombera » : s'il est encore bien tôt pour prédire une éventuelle disgrâce du président de la République fédérale de Yougoslavie, son échec dans la province serbe à majorité albanaise apparaît aujourd'hui patent.

En 1987, alors qu'il dirige la Ligue des communistes de Serbie, il fait le ménage à la tête du parti, place ses amis dans les médias et se débarrasse des opposants favorables à un dialogue avec les Albanais du Kosovo, qui représentent 90 % des quelque 2 millions d'habitants de la province. Slobodan Milosevic mobilise les foules dans des « meetings spontanés », sur le thème de la « révolution antibureaucratique » et du « réveil de la conscience serbe ».

Celui qui apparaît comme un « libérateur » veut restructurer la Yougoslavie - en difficulté depuis la mort de Tito le 4 mai 1980 - dans un système centralisé. Et surtout tirer un trait sur « l'humiliation » que le maréchal avait infligée à la Serbie depuis trente ans en estimant qu'une Yougoslavie équilibrée supposait une Serbie affaiblie. Slobodan Milosevic a alors quarante-six ans : il devient presque aussitôt une « idole », exige la « réunification de la Serbie » par le rattachement des

provinces autonomes du Kosovo et de Voïvodine et déclenche une vague de nationalisme qui se manifeste à travers de gigantesques réunions populaires.

Deux ans plus tard, il fait adopter, en mars 1989, une nouvelle Constitution marquée par la « récupération » des deux provinces autonomes : la Voïvodine et, surtout, le Kosovo. Dans la province albanaise, la révolte gronde déjà depuis plusieurs mois. De violents affrontements entraînent la mort de dizaines de personnes lors de heurts entre manifestants et forces de l'ordre serbes. L'administration est épurée de tous les cadres soupçonnés de sympathies à l'égard des « séparatistes » : l'armée est déployée ; l'apartheid s'installe.

CONTRE-PIEDS

En juin 1989, à l'occasion du sixième centenaire de la bataille du Kosovo qui marqua, au Champ des merles, la retentissante défaite des chrétiens contre les envahisseurs turcs, Slobodan Milosevic apparaît comme le grand maître de cérémonie. Il déclare que « la Serbie se trouve devant de nouvelles batailles, non pas armées, bien que celles-ci ne soient pas exclues ». Plus d'un million de personnes flament lors de cette « fête », qualifiée alors par le chef de la communauté albanaise, Ibrahim Rugova, de « véri-



table provocation ». Slobodan Milosevic est au faite de sa gloire : il est élu président de Serbie en juillet 1989.

Au Kosovo, la situation ne se calme pas pour autant. Comme il le fera souvent par la suite, Slobodan Milosevic tente de souffler le chaud et le froid. Il prend un malin plaisir à multiplier les contre-pieds, à surprendre ses adversaires. Après avoir imposé l'état d'urgence dans

la province, un an plus tôt, il le lève, en avril 1990, et annonce la libération d'une centaine de détenus politiques, dont le « doyen » des prisonniers yougoslaves, l'écrivain Adem Demaqi, incarcéré pendant près de trente ans pour « activités nationalistes ».

Dans le même temps, il promet aux Serbes de sauvegarder ce qu'il appelle leur « berceau ». Les affrontements ont déjà provoqué la mort

de plus de cent personnes, dans une région quadrillée par plusieurs dizaines de milliers de policiers et de miliciens serbes. A l'automne 1990, un rapport de la CIA estime que « l'expérience socialiste a échoué. Le pays se disloque, et le démantèlement de la Fédération sera accompagné de violences ethniques et d'agitation qui conduiront à la guerre civile ». Les auteurs du document accusent Slobodan Milosevic d'en être le principal responsable en raison de la répression au Kosovo et de l'exacerbation des sentiments nationalistes serbes.

RADICALISATION

Après la guerre dans l'ex-Yougoslavie, Slobodan Milosevic est salué par les chaînes de télévision serbes, lors de la signature de l'accord de Dayton, en décembre 1995, comme « l'homme de la paix ». Dans la province à majorité albanaise, la situation continue à se tendre. Les négociations sur le système éducatif n'ont pas progressé malgré la signature, à l'automne 1996, d'un accord « historique » entre Ibrahim Rugova et Slobodan Milosevic.

Le mécontentement monte et des divisions commencent à apparaître, au sein même de la communauté albanaise, sur la stratégie à suivre : au dialogue sans violence prôné par Ibrahim Rugova depuis dix ans, une frange radicale - diri-

gée par Adem Demaqi - entend désormais substituer la confrontation. Au même moment émerge, en 1997, une nébuleuse « Armée de libération du Kosovo » (UCK) qui attaque des postes de police serbes en différents points de la province.

Au début du mois de mars 1998, les forces serbes attaquent plusieurs hameaux, tuant une centaine de personnes. Depuis, l'escalade de la répression et des combats n'a fait que s'amplifier. Des dizaines de milliers de personnes ont fui les combats, vers l'Albanie ou le Monténégro voisins, et l'UCK apparaît de plus en plus comme un élément incontrôlable. Alors que la communauté internationale multiplie les pressions et tente de contraindre les deux parties à entamer un dialogue, la radicalisation des Albanais comme des Serbes plonge le Kosovo dans la guerre et le chaos.

Pour la première fois peut-être, « le pistolet sur la tempe », les autorités de Belgrade semblent prendre conscience qu'elles ne parviendront pas à régler militairement la question du Kosovo et qu'elles devront entamer un dialogue. Après dix ans de provocations, d'atermoiements, de fausses promesses et la mort de plusieurs centaines d'hommes, de femmes, d'enfants, et de policiers.

Denis Hautin-Guinaud

La Flandre veut transformer la Belgique en confédération

Motivées par des raisons budgétaires, les propositions du Parlement flamand sont vivement rejetées par les francophones

BRUXELLES

de notre correspondant
Le débat sur la réforme de l'Etat belge a rebondi, mercredi 3 février, avec l'adoption par la commission des réformes institutionnelles du Parlement flamand d'un texte synthétisant les propositions qui pourraient être celles de la Flandre à l'issue des élections législatives du 13 juin 1999. Ce texte prévoit de profondes réformes institutionnelles qui transformeraient l'Etat fédéral institué en 1993 en une confédération où les deux « Etats confédérés », la Flandre et la Wallonie, disposeraient de compétences accrues, dont seraient dépossédés le gouvernement fédéral.

Ces propositions concernent au premier chef l'obtention, pour les régions, d'une autonomie financière et fiscale accrue. L'impôt sur le revenu des personnes physiques serait ainsi perçu directement par les entités régionales, et non plus levé centralement et redistribué par l'Etat fédéral aux régions.

Ce dernier conserverait néanmoins la gestion des ressources produites par la TVA, à l'exception de celles provenant de travaux relatifs à l'immobilier. Le projet préconise également une régionalisation partielle du financement de la politique de santé, d'aide à la famille et de l'aide à l'emploi. Le point le plus novateur et le plus controversé concerne le statut de Bruxelles tel que les Flamands voudraient le voir évoluer. Actuellement, la région de Bruxelles-capitale, peuplée à 85 % de francophones, a le statut d'une région dotée de presque toutes les compétences des deux autres régions, à l'exception des matières dites « personnalisables », comme l'enseignement ou la culture, qui sont gérées par la Communauté française pour les francophones et par le gouvernement flamand pour les néerlandophones de Bruxelles.

Ce fragile équilibre risque d'être bouleversé par les exigences de la Flandre, des voix de plus en plus nombreuses s'élevant dans cette province pour demander la cession partielle de la capitale par les deux futurs « Etats confédérés ». Dans cette hypothèse, la région bruxelloise serait pratiquement mise en tutelle par la Flandre et la Wallonie, et perdrait une autonomie chèrement conquise dans les précédentes négociations relatives à la réforme des institutions du royaume.

Ces propositions, qui devront encore être débattues en séance plénière du Parlement flamand, ne font pas l'unanimité des partis politiques de la province. Elles ont été adoptées par le Parti chrétien-social (CVP) du premier ministre Jean-Luc Dehaene, le Parti libéral (VLD) et le parti nationaliste modéré Volksunie. En revanche, le Parti socialiste (SP) et les écologistes d'Agalev se sont abstenus, en désaccord avec les propositions visant à abolir la solidarité nord-sud en matière sociale. Le parti séparatiste d'extrême droite Vlaams blok a fait de même, mais pour des raisons inverses, estimant que ces propositions n'allaient pas assez loin dans la voie de l'indépendance totale de la Flandre.

La publication de ce texte a provoqué de vives réactions d'hostilité dans les milieux politiques et dans la presse francophone. « Voilà la sauce à laquelle ils veulent nous manger ! », titrait ainsi le quotidien populaire *La Lanterne*, illustrant ce propos d'un dessin montrant le lion flamand se léchant les babines devant un steak en forme de carte de Belgique. « Inacceptable ! », tranchait Philippe Busquin, président du Parti socialiste, alors que pour Louis Michel, son homologue libéral, l'adoption de telles mesures signifierait la « fin de la Belgique ».

Est-ce à dire que l'on serait au début d'une nouvelle escalade du conflit communautaire en Belgique ? Jos Chabert, ministre flamand des finances du gouvernement régional de Bruxelles et membre du CVP, veut encore croire que l'on arrivera, au bout du compte, à un compromis équilibré, notamment sur Bruxelles. Pour sa part, il refuse toute mesure visant à créer « des citoyens de seconde zone » dans la capitale, et espère que le premier ministre, fédéraliste sincère et convaincu à ses yeux, l'emportera sur les partisans du fédéralisme au sein du CVP, le parti dominant en Flandre.

Les pessimistes, comme les dirigeants du Front démocratique des francophones (FDF), considèrent cette note de synthèse comme un élément de plus prouvant la volonté flamande de faire de l'Etat belge une coquille vide. « Ce qui est à moi est à moi, ce qui est à vous est négociable, telle est la stratégie de la Flandre », s'est ainsi insurgé Antoine Spaak, figure de proue du FDF.

Luc Rosenzweig

L'Italie rejette les critiques de Bruxelles sur son insuffisante rigueur budgétaire

Le ralentissement économique diminue les rentrées fiscales

Les prévisions de croissance de l'Italie, et donc celles de son déficit budgétaire, sont-elles trop optimistes, comme l'affirme la Commission européenne ? A Rome, on rétorque que l'Italie respecte ses engagements européens, tout en reconnaissant que la croissance a été plus faible que prévu. Le différend devrait être tranché lors du conseil Ecofin, qui se réunit lundi 8 février, à Bruxelles.

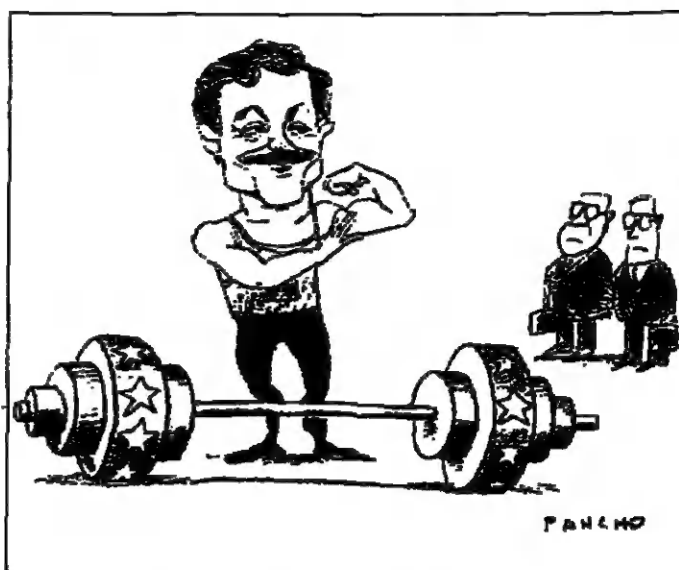
ROME

de notre correspondant
Massimo D'Alema, président du conseil, a accueilli avec une parfaite sérénité les réserves d'Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen pour les affaires économiques et monétaires, sur le plan de stabilité présenté au mois de décembre par Rome. Selon le commissaire, les prévisions italiennes, notamment en ce qui concerne la croissance de 1999, sont « exagérément optimistes ». Ce qui, à ses yeux, pourrait rendre nécessaire « un effort supplémentaire pour respecter les objectifs et les engagements pris ».

Le dernier mot reviendra au conseil Ecofin qui se réunira lundi prochain à Bruxelles mais, d'ores et déjà, Yves-Thibault de Silguy a recommandé au Conseil d'inviter les autorités italiennes à présenter une modification du programme de stabilité lors de la présentation, courant mai, du document de programmation économique et financière (DPEF).

CORRECTIF BUDGÉTAIRE

Ces nouvelles suspensions sur les facultés de l'Italie à tenir son rang alors qu'elle est à peine entrée dans le club de l'euro n'ont pas provoqué de tollé dans la péninsule. Massimo D'Alema les a qualifiées de « superficielles » et a assuré, jeudi 4 février, que « l'Italie



est en ligne avec les engagements pris envers l'Europe. Si quelque chose n'a pas fonctionné cette année (1998), a-t-il ajouté, ce n'est pas par manque de rigueur, mais parce que la croissance a été inférieure d'un point par rapport aux prévisions ». La faute en incombe à la crise asiatique et aux difficultés de la Russie. Ce qui a fait chuter le taux de croissance à 1,5 % au lieu des 2,5 % prévus, c'est-à-dire loin derrière ceux des autres pays européens.

Ce qui inquiète Yves-Thibault de Silguy est l'année en cours et tout particulièrement les prévisions de croissance de 2,5 % qui lui semblent ambitieuses et qu'il faudra sans doute réduire. Ce qui implique un nouveau correctif budgétaire qui a été évalué à 7 000 ou 8 000 milliards de lire (entre 3,5 et 4 milliards d'euros). Cette perspective a immédiatement été rejetée par Massimo D'Alema qui a exclu toutes mesures d'ajustement, tandis que Carlo Azeglio

Ciampi, ministre du Trésor, a expliqué à Yves-Thibault de Silguy que, si la croissance sera vraisemblablement inférieure à ce qui avait été prévu (2 % ou peut-être moins), il ne sera pas pour autant nécessaire de procéder à de nouvelles coupes pour respecter le taux de déficit public fixé à 2 % par rapport au PIB. Le manque de rentrées fiscales engendré par une croissance plus faible sera compensé par une charge de la dette moins importante en raison de la baisse des taux d'intérêt, estime le gouvernement italien.

Le DPEF de l'année 1998 - qui a été accepté par la Commission - sera respecté coûte que coûte et il n'y aura pas de dérapages des comptes publics, assurent les autorités en faisant référence au scénario présenté à Bruxelles cette semaine par Mario Draghi, directeur général du Trésor. Pour Yves-Thibault de Silguy, « ce qui est important est que le gouvernement italien arrive à un déficit de 1 % en 2001 et réduise sa dette de 3 % à l'année afin d'atteindre 100 % du PIB en 2003 ». Le verdict sera rendu lundi 8 février par le conseil Ecofin, mais, pour Massimo D'Alema, il ne s'agit pas d'un autre examen. « L'Italie est déjà promue et sa crédibilité n'est pas en discussion », a-t-il insisté.

Michel Bôle-Richard

La Suisse se réinterroge sur son adhésion à l'Union

BERNE

de notre correspondant
Depuis l'introduction de l'euro chez ses voisins, la Suisse apparaît plus que jamais isolée. Le gouvernement helvétique vient de relancer le débat sur l'adhésion à l'Union européenne en publiant un rapport sur l'intégration mercredi 3 février. Ce texte répond d'abord à une « Initiative populaire » des mouvements pro-européens réclamant l'ouverture immédiate des pourparlers d'adhésion. Le Conseil fédéral rappelle que tel est aussi son objectif, mais il entend décider lui-même du moment de la réévaluation de la demande d'adhésion de la Suisse.

Une première avait été déposée en 1992, mais elle a été gelée peu de mois plus tard par un référendum. Échoué par ce désaveu po-

pulaire, le gouvernement a donc décidé d'inviter les électeurs à rejeter l'initiative des milieux pro-européens qui sera prochainement soumise à référendum, la jugeant prématurée. Dans l'immédiat, Berne entend donner la priorité à la ratification et à la mise en vigueur des accords bilatéraux.

PÉRIODE TRANSITOIRE

En présentant ce volumineux rapport de quatre cents pages, le gouvernement souhaite encourager un vaste débat dans le pays. Ensuite, à la lumière des réactions de la population, il choisira le moment opportun pour entamer, le cas échéant, des négociations avec Bruxelles.

Afin de permettre à chacun de se déterminer en connaissance de cause, le rapport analyse d'abord

les conséquences pour l'avenir de la Suisse des diverses options possibles : adhésion à l'Union européenne, à l'Espace économique européen, accords bilatéraux ou cavalier seul. L'adhésion coûterait 3,1 milliards de francs suisses (1,92 milliard d'euros) si la Suisse devenait le seizième Etat membre et 3,9 milliards de francs suisses (2,41 milliards d'euros) si elle n'entraînait qu'après l'élargissement, comme vingt-troisième membre. L'adhésion entraînerait l'abandon du franc suisse au profit de l'euro, au terme d'une période transitoire à négocier. Autre conséquence, la TVA augmenterait fortement, de 7,5 % actuellement à environ 15 %, procurant un surplus de recettes de quelque 15 milliards de francs suisses (9,30 milliards d'euros) par an.

Le rapport estime que « l'avantage économique pour la Suisse est vraisemblablement à long terme, mais ne saurait être chiffré ». Certains secteurs protégés comme l'agriculture pourraient faire les frais de la suppression des frontières, tandis qu'une baisse des salaires et une augmentation des taux d'intérêt seraient « probables dans un premier temps ».

A l'instar de la Finlande et de l'Autriche, la Suisse serait en mesure de préserver sa neutralité de même qu'elle pourrait conserver ses droits populaires comme le référendum et l'initiative, en y apportant cependant quelques aménagements.

Ce rapport suscite des réactions mitigées, laissant un peu chacun sur sa faim. Les vaines hésitations du gouvernement ont déjà les pro-européens et les socialistes qui réclament un calendrier plus précis. Le patronat et les partis de droite estiment qu'il ne faut pas brûler les étapes tant que les accords bilatéraux n'auront pas été mis en place. Résolument opposée à un rapprochement avec Bruxelles, la droite nationaliste emmenée par le tribun zurichois Christoph Blocher y voit « un document de propagande en faveur de l'adhésion ». « Le Conseil fédéral se faufile à pas de loup vers l'Union européenne », a déclaré le porte-parole de son parti.

Patrice Claude

Jean-Claude Buhrer

M. Chirac rassure le Portugal sur l'élargissement européen

LISBONNE

de notre envoyé spécial
Sous un soleil resplendissant et par une température printanière, Jacques Chirac a entamé, jeudi 4 février, la première visite, depuis près de dix ans, d'un président de la République française au Portugal. La construction européenne et l'élargissement de l'Union ont été au cœur des échanges. Tout d'abord parce que le Portugal et la France doivent assurer successivement, en l'an 2000, la présidence européenne. Ensuite, et surtout, parce que la perspective de l'élargissement de l'UE inquiète Lisbonne, qui craint d'être vite privé, avec l'éventuelle arrivée de pays en difficulté, des fonds structurels de la Communauté (qui ont représenté pour les cinq dernières années l'équivalent de 20 milliards de francs [3 milliards d'euros]). Cela alors que la manne de Bruxelles, et la gestion unanimement reconnue comme rigoureuse qu'en a fait Lisbonne, a permis au Portugal d'assurer un développement extrêmement rapide au cours des dix dernières années. « Chacun devra fournir un effort », a déclaré Jacques Chirac lors de sa conférence de presse commune avec son homologue.

Après avoir tenu à souligner l'importance croissante des échanges entre les deux pays - qui ont été multipliés par deux depuis dix ans - ainsi que l'augmentation notable de la communauté fran-

caise au Portugal, Jacques Chirac a déploré le faible nombre d'étudiants français qui apprennent le portugais (0,2 %) en indiquant avoir demandé au ministre de l'Éducation de tenter de remédier à cette situation. Devant l'Assemblée de la République du Portugal, réunie en séance plénière, Jacques Chirac a ensuite prononcé un vibrant et lyrique hommage à l'amitié franco-portugaise en se réjouissant de « l'accueil favorable qui fut réservé à Lisbonne » à la déclaration franco-britannique de Saint-Malo portant sur la défense européenne. Il a, d'autre part, indiqué que Paris soutenait la proposition du gouvernement portugais d'organiser prochainement le premier sommet entre l'Afrique et l'Union européenne.

Jacques Chirac et sa délégation (qui comprend, outre les ministres des affaires étrangères, Hubert Védrine, de la culture, Catherine Trautmann, et du budget, Christian Sautter, de nombreux hommes d'affaires français) devaient quitter Lisbonne vendredi, après un entretien avec le premier ministre, Antonio Guterres, pour se rendre à Porto, la deuxième ville du pays. Le maire de Bordeaux, Alain Juppé, dont la ville est jumelée avec Porto, devait y rejoindre la délégation qui regagnera ensuite Paris dans la matinée de samedi.

Denis Hautin-Gubraut

Le processus de paix menacé en Ulster

LONDRES

de notre correspondant
Les tambours de guerre résonnent à nouveau en Irlande du Nord. Le cessez-le-feu décrété par les principales milices armées, loyalistes (protestantes) et républicaines (catholiques), avant les accords du « vendredi saint » tient toujours, mais, tandis que le ton monte entre politiciens enflammés dans une véritable impasse, certains groupuscules dissidents, de part et d'autre de la fracture confessionnelle, s'apprêtent à reprendre l'« action militaire ».

Mo Mowlam, ministre des affaires nord-irlandaises dans le gouvernement de Tony Blair, a admis jeudi 4 février pour la première fois que le processus de paix adopté en avril 1998 entraînerait désormais « dans une période très difficile ».

A un mois de la passation prévue des pouvoirs entre Londres et les nouvelles autorités électorales d'Irlande du Nord - le 10 mars -, le gouvernement autonome, qui devait être formé il y a déjà plusieurs mois entre loyalistes protestants et républicains catholiques, ne l'est toujours pas. Chef des loyalistes et du gouvernement en gestation, David Trimble, pressé par une base politique très remontée, se refuse toujours à offrir au Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, les deux sièges de ministre qui, élections obligent, lui reviennent. Motif : le refus réitéré par l'IRA - et les principaux groupes para-

militaires protestants - de déposer les armes auprès de la commission ad hoc tant que les institutions politiques promises dans les accords du « vendredi saint » ne seront pas en fonction. En clair, on tourne en rond, et, de part et d'autre de la frontière politico-religieuse, certains commencent à se préparer au pire.

GROUPES DISSIDENTS

Mardi, c'est la Force des volontaires d'Ulster, l'un des principaux groupes loyalistes protestants, signataire des accords d'avril, qui déclare avoir pris possession d'une « importante livraison d'armes ». Le lendemain, c'est l'IRA qui annonce publiquement qu'une « petite quantité » de ses stocks d'armes a été volée par des dissidents et que l'organisation, qui « poursuit son enquête », n'en a pour l'instant récupéré qu'une partie. Les sécessionnistes de l'IRA véritable, ceux qui ont posé la bombe d'Omagh qui fit vingt-neuf morts en août 1998, seraient les responsables. Ce groupuscule, à qui l'IRA provisoire avait fermement conseillé de « s'autodétruire ou plus tôt » en septembre, aurait récemment renforcé ses liens avec un autre groupe dissident, plus puissant, appelé l'IRA de la continuité.

Jeudi soir, une chaîne de télévision britannique (ITN) a diffusé des entretiens inquiétants avec plusieurs supporters « politiques » de ce groupe. L'un d'eux, Brendan McClenaghan, s'est dit

convaincu que « la continuité » était sur le point d'agir à nouveau, y compris, éventuellement, contre des cibles commerciales à Londres. Comme disait Mo Mowlam jeudi, il va falloir « du courage, de la détermination et du cœur au ventre » à ceux qui veulent avancer sur la voie de la paix.

Patrice Claude

Jean-Claude Buhrer

espace SUFFREN

LA NOUVELLE BEETLE

à partir de **20 000 €***

131 400 km

40 ter, avenue de Suffren 75015 Paris
Tél : 01 53 58 10 00

Hocine Aït Ahmed candidat à la présidentielle algérienne

ALGER. Hocine Aït Ahmed, de retour en Algérie après un exil volontaire de trois ans, devait annoncer, vendredi 5 février, sa candidature à l'élection présidentielle de la mi-avril. La veille, les militants de son parti, le Front des forces socialistes (FFS), l'avaient désigné pour porter les couleurs du parti. M. Aït Ahmed, soixante-deux ans, a souligné jeudi devant le congrès du FFS que la priorité était désormais « de mettre fin à l'effusion de sang en Algérie ». En revanche, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a décidé jeudi de ne pas participer à la compétition et de pratiquer un « boycottage actif » car les « garanties de transparence pour un scrutin juste » présentées par le pouvoir ne sont pas suffisantes. (AFP)

Salman Rushdie a obtenu un visa pour se rendre en Inde

NEW-DELHI. L'obtention d'un visa par l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie a déjà provoqué des réactions dans la communauté musulmane indienne. L'un de ses responsables, l'imam de la grande mosquée de Delhi, Sayed Ahmad Bhoukari, l'a appelé à manifester pacifiquement son opposition « si le gouvernement [conduit par les nationalistes hindous] accorde une réception officielle à un homme dont les écrits ont blessé le Prophète ». Il a toutefois affirmé que « si Salman Rushdie garde un profil bas et n'assiste à aucune fonction publique, il peut visiter le pays quand il veut ». L'affaire intervient dans une situation déjà tendue en raison de la campagne déclenchée par les extrémistes hindous contre les chrétiens. La minorité musulmane indienne est forte d'environ 130 millions de membres. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ALLEMAGNE** : la Deutsche Bank, première banque du pays, a accepté de rendre publics, jeudi 4 février, des documents qui montrent qu'elle avait financé la construction du camp de concentration d'Auschwitz. Dans sa tentative pour faire cesser les poursuites dont elle fait l'objet aux États-Unis, la banque devait proposer un dédommagement financier aux organisations juives. Pour la Deutsche Bank, le risque est que sa compromission avec le régime nazi bloque le rachat en cours d'un établissement financier américain, Bankers Trust, pour un montant de 9,8 milliards de dollars (8,6 milliards d'euros), selon le *Financial Times*.

■ **ITALIE** : le ministre de la défense, Carlo Scognamiglio, a annoncé, jeudi 4 février, que d'ici une quinzaine de jours, il présentera un projet de loi visant à réformer le service militaire et à supprimer la conscription. Il faudra sans doute encore attendre cinq ou six ans avant que le service obligatoire disparaisse complètement et que les femmes puissent entrer dans l'armée. (Corresp.)

■ **RUSSIE** : la Cour suprême a rejeté l'appel des avocats d'Alexandre Nikitine et des organisations des droits de l'homme, qui réclamaient l'abandon des charges de trahison et d'espionnage retenues contre l'ancien officier de marine russe. (Reuters.)

■ **IRAK** : Richard Butler, chef de la commission spéciale des Nations unies (Unscm) chargée du désarmement de l'Irak, a déclaré, jeudi 4 février, qu'il quitterait son poste fin juin, à l'expiration de son contrat. M. Butler a affirmé qu'il avait informé mercredi le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, de sa décision. Le diplomate australien a souvent attiré les critiques de la Russie et d'autres membres du Conseil de sécurité, notamment la Chine, pour des déclarations considérées comme partiales à l'égard de Bagdad. (AFP Reuters.)

■ **CAMBODGE** : 17 familles belges d'origine cambodgienne ont déposé plainte, jeudi 4 février, devant la justice belge contre les anciens chefs khmers rouges Khieu Samphan, Nuon Chea et Ieng Sary, accusés de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide. Ce dépôt de plaintes ouvre la voie à une procédure visant à l'arrestation, en vue de jugement, des trois anciens lieutenants du défunt dictateur Pol Pot, responsables du régime qui présida à la mort d'un quart de la population cambodgienne, de 1975 à fin 1978. (AFP)

■ **DJIBOUTI** : Hassan Gouled Aptidon, quatre-vingt-trois ans, président sans partage de l'ancien territoire français des Afars et des Issas depuis son indépendance en 1977, a annoncé jeudi 4 février son retrait en avril de la scène politique. Son dauphin, Issaï Omar Gueddih, cinquante-quatre ans, chef de cabinet du président, sera le candidat du Rassemblement populaire pour le Progrès (RPP), le 9 avril lors du premier tour de l'élection présidentielle. (AFP)

■ **ÉTHIOPIE-ÉRYTHÉE** : après des semaines d'accalmie, des tirs d'artillerie ont débuté jeudi 4 février entre forces érythréennes et éthiopiennes sur le front de Badmé, au nord-ouest de l'Éthiopie, selon un communiqué du gouvernement éthiopien. Les deux États, en état de guerre larvée à la suite d'un conflit frontalier, ont déployé de part et d'autre de leur frontière un important arsenal. (AFP)

Le FMI et le Brésil s'entendent sur de nouveaux objectifs

BRASILIA. Le gouvernement brésilien et le FMI sont parvenus, jeudi 4 février, à un accord de principe sur un nouveau cadre de la politique économique. « Les autorités brésiennes ont réaffirmé leur engagement de travailler avec la communauté internationale pour vaincre les difficultés économiques actuelles afin de restaurer la croissance économique avec une inflation basse », est-il précisé dans un communiqué publié par le FMI. Les économies seront plus que jamais nécessaires au Brésil (Le Monde du 4 février). Pour compenser l'impact négatif de la dévaluation du réal sur la dette publique, le Brésil s'est engagé à dégager des surplus budgétaires de 3 % à 3,5 % du PIB, contre 2,6 % prévus en novembre. Le Brésil devra soumettre à l'institution au plus tard avant fin mars, la finalisation de son nouveau programme. Ce n'est qu'à cette condition que le Fonds débloquera 9 milliards de dollars (7,9 milliards d'euros) dans le cadre d'une aide globale de 41,5 milliards (36,4 milliards d'euros). Le Brésil a déjà reçu 5,3 milliards de dollars (4,6 milliards d'euros). (AFP)

CESSION DE PARTS D'UNE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE À MAYOTTE
Actionnaire Principal (99 % des actions) cède totalité de ses parts d'une société de Négoce à Mayotte
Contacts :
SIM - BP 91
97600 MAMOUZOU
Tél. : 02 69 61 11 13 :
demandeur la Direction Générale ou le Secrétaire Général
Fax : 02 69 61 14 95

DETAILLANT GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS
Rue de la République 100, 97600 MAMOUZOU
MATÉLÉS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Fines ou relevées
SWISSLEX - TIGER - EPIC - SIMONS
DUNLOP - BUTEX - FRELLI - ETC.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Shiner - Coulon - Oublier - Sufon - Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
251, rue de Belleville PARIS 13^e Téléphone : 01 42 08 71 00 - 71 07

Les sénateurs cherchent un moyen d'infliger une sanction indélébile à Bill Clinton

Le chef de l'exécutif américain ne risque plus l'impeachment

Les sénateurs américains ont décidé, jeudi 4 février, à l'issue d'une série de votes, d'entamer l'ultime phase du procès en destitution du président Clinton. Il semble que seul un incident de dernière minute peut empêcher la procédure de s'achever avant la fin de la semaine prochaine. Il ne fait plus de doute que Bill Clinton restera en place, la majorité des deux tiers étant hors d'atteinte de ses adversaires.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les managers (procureurs) républicains dépêchés par la Chambre des représentants pour mener l'accusation ont compris que leur sort était jeté et que les sénateurs avaient décidé d'en finir au plus vite avant les vacances parlementaires, qui commencent vendredi 12 février, quand ceux-ci ont repoussé leur requête de faire témoigner Monica Lewinsky dans l'hémicycle. 25 républicains sur 55 se sont joints aux démocrates pour s'opposer à ce que beaucoup craignaient, de voir la déposition dégénérer en « cirque » ou en « spectacle » ; les neuf sénateurs, tous partis confondus, ont voté contre la comparution de la jeune stagiaire. Les partisans de Bill Clinton ne peuvent que s'en réjouir.

Mais, pour donner une dernière satisfaction à leurs collègues de la Chambre, les sénateurs républicains, soutenus par neuf démocrates, ont autorisé l'utilisation d'extraits vidéo de l'interrogatoire des trois témoins - M^{lle} Lewinsky et M^{lle} Vernon Jordan et Sidney Blumenthal - par l'accusation et la défense. Ils ont ainsi passé outre aux appels de la Maison Blanche et de la plupart des démocrates, opposés

à toute diffusion de ces cassettes vidéo. Les managers auront donc toute latitude pour utiliser des extraits de leur choix, moins pour défendre une cause perdue et sur laquelle personne n'a l'impression d'avoir encore quelque chose à apprendre, que pour infliger à un président qu'ils ne sont pas parvenus à destituer le plus de mal possible.

PREMIÈRE APPARITION

Car si, sur le fond, Bill Clinton ne risque pas grand-chose, ses infidélités ayant été étalées à satiété sur la place publique, c'est son image qui risque d'être encore plus écornée. Alors qu'il se démène pour montrer qu'il continue à gouverner le pays, alignant chaque jour une nouvelle initiative - jeudi, sur le Kosovo -, voici que son ancienne liaison va apparaître pour la première fois sur des dizaines de millions de petits écrans. La jeune fille parlera pour la première fois et, même si elle ne dit rien de scabreux sur son aventure dans le bureau ovale de la Maison Blanche, l'impression qu'elle laissera dans les esprits n'a guère de chance d'être à l'avantage de son ancien partenaire présidentiel.

Cela n'a pas empêché les managers de se plaindre de la manière

cavalière selon eux -, dont les sénateurs les ont traités et de les placer devant le jugement de l'Histoire. Leur colère et leur frustration étaient évidentes, à l'image de James Kogan qui a estimé que « si un sénateur n'a pas assisté à ces dépositions, il ne sera pas en mesure de rendre son verdict sur l'impeachment du président ».

En bref, ils considèrent que les dés sont pipés en faveur de Bill Clinton de par la lâcheté de la majorité républicaine au Sénat. Mais les deux partis étaient unis dans le désir d'en arriver au vote final. Tout comme ce spectateur interpellé pour avoir crié : « Dieu tout-puissant, qu'on vote et qu'on en finisse ! » D'autant que la prolongation du procès n'a apporté aucune révélation capable de transmuter cette sordide affaire en crime contre l'État. Jeudi, les managers ne semblaient pas l'avoir compris quand ils argumentaient sur la découverte de la facture d'un petit déjeuner entre Monica et Vernon Jordan, et que ce dernier avait trop opportunément oublié.

La procédure devrait donc être la suivante : réunis samedi à 10 heures du matin, heure locale, les sénateurs entendront pendant six heures accusation et défense

présenter leur version de l'audition des témoins. Lundi, ce sera au tour des conclusions des deux parties. À partir de mardi s'engagera le débat final, au cours duquel chaque sénateur disposera de quinze minutes. Il est possible qu'un vote de dernière minute ouvre au public des séances prévues à huis clos. On passera enfin au vote sur les deux articles d'impeachment jeudi ou vendredi.

Restera la dernière question, et de taille : comment faire payer un président acquitté ? La suggestion de quelques républicains d'une « constatation des faits » est moribonde, rejetée par les démocrates et la droite républicaine, qui la juge contraire à la Constitution.

Reste la censure, qui ne plaît guère aux républicains mais qui a la faveur des démocrates. Ce pourrait être l'ultime moyen pour le Sénat d'exprimer solennellement sa désapprobation des agissements de Bill Clinton. Ce vote aura pour objet de ternir sa carrière par une sanction indélébile. Ainsi que l'a déclaré Robert Byrd, le doyen des démocrates, « comme pour Colin, cette marque le suivra jusque dans la tombe ! »

Patrice de Beer

Des services secrets tchèques pas si... secrets

PRAGUE

de notre correspondant

Si John Le Carré, le célèbre auteur britannique de romans d'espionnage, était tchèque, il s'arracherait les cheveux de dépit devant le spectacle que les services secrets tchèques donnent depuis quelques jours. Après la destitution du directeur du contre-espionnage (BIS), Karel Vulterin, décidée par le gouvernement, lors d'un conseil des ministres nocturne, la semaine dernière, on assiste à un vaste déballage de confidences sur la place publique.

La presse locale s'en donne à cœur joie, au grand dam du président Václav Havel et des services occidentaux. Le chef de l'Etat a désapprouvé la décision gouvernementale jugée « peu convaincante » et a redouté une « perte de crédit » des services tchèques qui « jouissaient d'une bonne réputation auprès des alliés occidentaux ». « Est-ce que l'OTAN - dont le pays sera membre le mois prochain - nous confiera certains secrets si tout se trompette à droite et à gauche ? », s'est interrogé M. Havel.

Son inquiétude est partagée par les services occidentaux, qui, non seulement suivent avec effacement la conduite de leurs homologues tchèques, mais font aussi les frais de la désorganisation du BIS. Londres, qui ne cache pas son mécontentement, a annoncé le rappel de

l'agent du M16 (contre-espionnage britannique) à Prague, dont le nom et le domicile ont été divulgués dans un journal télévisé de la chaîne privée TV Nova (50 % d'audience).

ÉCHANGE ÉPISTOLAIRE

L'homme en question, Christopher Hurran, serait, selon les fuites reprises dans la presse, à l'origine de la destitution sine die de M. Vulterin, un biologiste de cinquante et un ans qui dirigeait le BIS depuis mars 1997. Le gouvernement aurait décidé la destitution de M. Vulterin à la suite d'un échange épistolaire entre l'agent britannique et le ministre, Jaroslav Bata, chargé de la coordination des quatre services de renseignement tchèques. Dans sa lettre, M. Hurran se serait plaint de erreurs du BIS dans l'affaire de la défection vers Londres d'un consul irakien en poste à Prague, Jaber Salim, chef présumé des agents irakiens dans plusieurs pays d'Europe centrale, a profité des dernières fêtes de Noël pour rejoindre, avec femme et enfants, la Grande-Bretagne, où est installée l'opposition au président Saddam Hussein. M. Salim aurait été chargé de préparer un attentat contre le siège pragoise de la radio américaine Radio Free Europe, qui diffuse, depuis novembre 1998, des émissions critiques à destination de l'Irak.

Le cabinet du premier ministre, Milos Zeman, a justifié sa décision dans un communiqué officiel qui a mis en émoi la population. « Le BIS a commis de graves erreurs qui ont menacé la sécurité du pays », pouvait-on y lire. M. Vulterin devait quitter son poste car il « n'aurait pas averti le cabinet » de l'immunité de la défection du « diplomate » irakien et de la préparation d'attentats sur le territoire national. M. Bata a par ailleurs regretté que le BIS n'ait pas su « retourner » le consul irakien et l'utiliser pour « installer des micros dans l'ambassade ».

« Crise des services secrets » autant qu'« amateurisme des hommes politiques », selon les editorialistes tchèques, les remous actuels illustrent la difficulté de la sortie du communisme et de la reconstitution d'institutions démocratiques. Près de dix ans après la liquidation de la StB, la filiale tchèque du KGB, et malgré l'aide des pays occidentaux, Prague semble ne pas pouvoir compter sur des services secrets fiables et apolitiques. La zizanie actuelle serait, entre autres, la conséquence du projet des sociaux-démocrates, arrivés au pouvoir en juillet 1998, de placer un des leurs à la tête du BIS, selon des spécialistes tchèques de l'espionnage.

Martin Plichta

Fragilisé par la crise, l'Azerbaïdjan veut une base américaine

L'IDÉE d'installer une base américaine en Azerbaïdjan, lancée fin janvier par ce pays coincé entre la Russie et l'Iran, avait pour but de faire du bruit. Bakou ne devient-elle pas ainsi la première capitale d'un pays de la CEI (Communauté des États indépendants) ayant succédé à l'URSS ? à souhaiter ouvertement une présence militaire permanente des États-Unis sur son territoire ? L'émotion a été forte à Moscou et à Téhéran, déjà obligés d'assister, impuissants, à l'afflux chez leurs voisins de sociétés pétrolières américaines. Mais ce vœu de Bakou - auquel Washington s'est bien gardé de répondre - témoigne surtout du sentiment d'urgence qui s'est emparé de la présidence azerbaïdjanaise. Le pouvoir du tout-puissant Gueïdar Aliev est en effet fragilisé, aujourd'hui, par une conjonction de facteurs.

D'abord, la chute des prix du pétrole et les résultats décevants des premiers forages sous la Caspienne, au large de Bakou, ont repoussé à un avenir indéterminé le « boom » pétrolier promis depuis quatre ans en Azerbaïdjan. Les attentes frustrées de la population, qui n'a guère profité des premiers investissements et des commissions versées par les pétroliers étrangers, deviennent une menace pour le président Aliev. L'immense crédit dont jouissait l'ancien patron communiste de l'Azerbaïdjan à son retour, en 1993, dans un pays

au bord de l'effondrement, s'est envolée. Une preuve en a été donnée, en octobre, avec sa réélection, moins simple que prévu après l'octroi de zestes de démocratie occidentaux. Mais à ces menaces sur la stabilité intérieure s'ajoute une nouvelle incertitude majeure, celle de la santé du président autocrate, âgé de soixante-quinze ans. Il a pris soin d'écarter tout rival potentiel, sans parvenir à imposer d'héritier. Or, il vient de passer deux semaines à l'hôpital militaire d'Ankara : officiellement, il souffrait d'une « bronchite aiguë » et pas du tout de problèmes cardiaques (alors qu'il avait eu une alerte en 1987 à Moscou).

LIVRAISONS D'ARMES

C'est durant son absence, mais avec son accord, que son conseiller diplomatique, Vafa Guluzade, a donné des interviews pour assurer que l'armée américaine devait protéger l'Azerbaïdjan, menacé par l'envoi d'équipements militaires russes de pointe (Mig 29 et missiles 300) à l'Arménie, son voisin et vieil ennemi déclaré. Les Russes « se préparent à utiliser les Arméniens pour nous attaquer ». « Je pense que des bases militaires turques, américaines ou de l'OTAN seraient ici les bienvenues », « je ne dis pas qu'elles seront là dans vingt minutes, mais elles viendront ». « Si cela ne dépendait que de moi, je déplorais immédiatement une esca-

drille de l'armée de l'air américaine sur la péninsule d'Apscheron » qui abrite Bakou, a-t-il notamment déclaré.

A sa suite, le président Aliev, puis son ministre des affaires étrangères, Tofiq Zulficarov, de passage cette semaine à Paris, ont affirmé que la question des bases « n'était pas à l'ordre du jour actuel », tout en soulignant qu'elle pourrait l'être à l'avenir. Bakou dénonce, depuis des années, les livraisons clandestines d'armes à l'Arménie par la Russie, qui dispose elle-même de bases. Mais depuis six mois, ces envois se font ouvertement, en vertu d'un traité d'alliance. Ce traité a été réactivé après la chute, il y a un an, du président arménien Levon Ter-Petrossian, un pro-occidental « auquel Moscou ne faisait pas totalement confiance », déclarait récemment au Monde M. Guluzade. Le pouvoir à Erevan est désormais détenu par des clans nationalistes originaires du Haut-Karabakh et armés par la Russie. Ce sont eux qui ont arraché à l'Azerbaïdjan cette enclave en majorité arménienne, de même que ses pour-tours, chassant ainsi près de 700 000 Azerbaïdjanais, dont beaucoup croupissent toujours dans des camps. « Les Russes tentent de me calmer en disant que leur alliance militaire avec Erevan n'est pas dirigée contre l'Azerbaïdjan », s'est indigné M. Aliev. Son ministre a précisé que les Russes

« ne pouvant s'en prendre à la Turquie, membre de l'OTAN, c'est bien l'Azerbaïdjan qui est visé ».

Depuis le cessez-le-feu de 1994, l'opinion internationale a oublié le conflit du Haut-Karabakh, se consacrant à l'idée souvent fallacieuse que les ex-belligérants n'auraient plus les moyens d'une nouvelle aventure militaire. Les plans de paix du « Groupe de Minsk » de l'OSCE (coprésidé par les États-Unis, la Russie et la France) se succèdent sans résultat. Le dernier en date, imaginé, dit-on, par Evgueni Primakov, le nouveau chef du gouvernement russe, proposait à l'Azerbaïdjan et au Haut-Karabakh, traités ainsi à égalité, de créer un « État commun ». La formule envisagée par l'OSCE a permis un accord de la Moldavie avec ses séparatistes russes, mais celle-ci cherche maintenant à le corriger. Bakou, en tout cas, refuse cette « tentative de donner une base juridique à toute forme de séparatisme de par le monde », mais M. Aliev craint surtout que Moscou ne profite de la brutale chute d'enthousiasme des pétroliers américains pour la Caspienne. Le chef d'État azeri tente donc de faire jouer la valeur géostratégique de son pays comme barrière à la coopération croissante russo-iranienne, dans l'espoir que les États-Unis s'impliquent enfin sérieusement dans la quête d'un début de solution.

Sophie Shihab

La succession en Jordanie s'éc...

U,68 F U,45 F
CANADA 100000
VOS APPELS
A MA PRÉSENTATION !
7 ans / 7 - 24 heures / 24
01 53 53 75 18

moyen d'infliger
à Bill Clinton
un impeachment.

La succession en Jordanie s'engage à un instant critique pour le royaume

La crise économique et le blocage du processus de paix israélo-palestinien rendent difficile la tâche du prince héritier Abdallah. Chef des forces spéciales, il n'a, à trente-sept ans, aucune expérience politique

La Jordanie s'est préparée, vendredi 5 février, à l'annonce de la mort du roi. Rentré à Amman en début de matinée, Hussein de Jordanie, qui avait été hospitalisé aux États-Unis le 26 janvier, a été aussitôt

transporté dans un hôpital. Son entourage avait annoncé, quelques heures auparavant, qu'il était « proche de la mort ». L'ultime traitement d'urgence tenté aux États-Unis contre le cancer des ganglions lymphatiques dont il souffrait avait été sans succès. Rentré une première fois en Jordanie le 19 janvier après une première et longue hospitalisation, le roi avait boulevé dans l'urgence sa succession en reti-

nant le titre de prince héritier à son frère Hassan au profit de son fils aîné, Abdallah. Ce dernier s'apprêtait à accéder au trône dans la précipitation, alors que le royaume traverse une période critique, du fait de la

crise économique et du blocage du processus de paix. Agé de trente-sept ans, le prince héritier, qui a suivi un cursus classique dans l'armée, ne dispose d'aucune expérience politique.

AMMAN
de notre envoyé spécial
Amman était calme, vendredi matin 5 février, lorsque l'appareil transportant le roi Hussein s'est posé, vers 10 heures, sur l'aéroport international de la capitale en provenance des États-Unis. Comme cela avait été annoncé, le roi a été aussitôt transporté à la clinique médicale Al-Husseini. Aucun journaliste n'a apparemment été autorisé à assister au retour du monarque dont l'état de santé avait été considéré comme sans espoir par son entourage. Comme chaque vendredi, jour de repos en terre musulmane, mais avec peut-être encore plus de ferveur, les habitants de la capitale se sont rassemblés dans les mosquées, priant pour la santé du souverain. Les journaux de ce matin annonçaient en gros caractères le retour

du monarque, accompagné de photos où l'on voyait la reine Nour l'embrasser.

La veille, en fin d'après-midi, les Jordaniens avaient appris par la radio et la télévision, que le roi rentrerait chez lui dans un « état critique », l'entourage médical du souverain précisant même que l'unique rein et le foie du malade « ne fonctionnaient plus ». Les chaînes de télévision étrangères, largement reçues à Amman, montraient, elles, quelques images d'un cortège automobile dans lequel figurait une ambulance, quittant la clinique où était soigné le roi, puis l'avion royal prenant son envol.

Les médias officiels jordaniens, qui ont répété l'information tout au long de la soirée, sont restés discrets sur l'état réel du malade, mais chacun a compris ici que le souve-

rain allait vers sa fin. Plusieurs confidences venues de l'entourage médical du roi ne cachaient pas que l'issue fatale ne faisait guère de doute. Au point que, dès jeudi soir, certains se demandaient si le roi arriverait vivant en Jordanie. La persistance discrète des autorités qui, tout au long de la semaine ont minimisé l'état réel du souverain, donnait à penser que la mauvaise nouvelle ne serait annoncée que lorsque divers préparatifs auraient été menés à bien.

UNE LETTRE DU ROI

En moins de vingt jours, le paysage politique jordaniens a connu l'équivalent d'un tremblement de terre. Le souverain hachémite était revenu dans son pays le 19 janvier, après six mois d'un traitement anticancéreux mené dans une clinique

spécialisée de Rochester, aux États-Unis. Reçu à Amman par une foule en liesse, le roi, qui se proclamait guéri, avait aussitôt déclaré de la régence son frère cadet, le prince Hassan, et l'avait remplacé par son fils aîné, le prince Abdallah. Cette décision, inattendue à l'encontre d'un prince qui était l'héritier désigné depuis plus de trente ans, avait été longuement expliquée dans une lettre du roi rendue inhabituellement publique. Hussein y accusait son frère d'avoir globalement abusé de son pouvoir et de menacer les intérêts de sa lignée.

Le 26 janvier, le roi rentrait précipitamment aux États-Unis pour y reprendre un traitement. Officiellement, ce nouveau départ était mis au compte de la fatigue. Mais quelques jours plus tard, l'entourage médical du souverain faisait savoir

que le cancer n'avait pas connu de rémission et que la greffe de moelle osseuse faite pour contrecarrer les effets de la chimiothérapie n'avait pas donné les résultats escomptés. Le retour précipité en Jordanie indiquait qu'il n'y avait plus d'espoir.

L'accélération des événements donne du crédit à la thèse, largement diffusée depuis plusieurs jours, que le premier retour du roi, le 19 janvier, était en réalité une initiative précipitée pour mettre en ordre la succession avant qu'il ne soit trop tard. De fait, il s'en est fallu de peu que le successeur du roi Hussein soit Hassan et non Abdallah.

Ce dernier a passé les dix derniers jours à recevoir l'hommage des corps constitués, l'appui de l'armée et la reconnaissance de la communauté internationale. Il y a quelques

jours, le secrétaire d'État américain Madeleine Albright faisait une escale remarquée à Amman, indiquant par sa présence que la succession jordannienne avait l'aval des États-Unis. Accompagné du ministre des Affaires étrangères Ariel Sharon, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, devait pour sa part se rendre dimanche en visite officielle à Amman.

Si personne dans le monde n'a publiquement remis en question le dernier choix du roi, personne non plus ne sait ce que son fils fera de la charge. Homme jusque là effacé, militaire plus que politicien, le futur roi Abdallah va devoir montrer de fortes qualités pour faire face aux problèmes multiples qu'affronte la Jordanie.

Georges Marion

Le nouveau souverain devra réviser une diplomatie régionale très contestée

C'EST UN ROYAUME en grande difficulté que le roi Hussein de Jordanie a légué à son fils, Abdallah. Difficultés économiques, financières, sociales et politiques qui prennent ici une dimension plus dramatique qu'ailleurs, parce que, coïncé entre l'Arabie saoudite, l'Irak, la Syrie, la Palestine et Israël, le pays est au point de télescopage de deux crises : l'interminable affaire irakienne et le gel du processus de paix israélo-arabe.

Malgré son ascendant incontestable sur ses concitoyens et quarante-six années de règne, le roi Hussein lui-même avait perdu pied ces dernières années. Monarchiste ou opposant, les Jordaniens s'interrogeaient sur la sagesse de sa stratégie, qui a suscité la méfiance des pays voisins - hormis Israël -, sans pour autant résoudre les problèmes du pays par ailleurs menacé, pensent certains, de devenir une « poterie de substitution » forcée pour les réfugiés palestiniens.

L'Irak est en quelque sorte le péché originel, puisque c'est pour l'avoir soutenu lors de l'invasion du Koweït que le royaume a été littéralement mis en quarantaine. Il a ainsi vu tarir ses principales sources de revenus, c'est-à-dire les milliards de dollars d'aide financière arabe, et les centaines de millions de billets verts, que les quelque 250 000 à

300 000 émigrés jordaniens dans le Golfe, renvoyés chez eux du jour au lendemain, avaient pour habitude de transférer chaque année au pays. Leur retour a entraîné une augmentation du nombre des sans-emploi, dans un pays où 65 % de la population a moins de vingt-cinq ans, où 40 % des actifs sont employés dans le secteur public et où le taux de natalité est de 3,5 %. Progressivement, des dizaines d'usines et de sociétés d'import-export, qui vivaient principalement du commerce avec Bagdad, ont vu leur activité sensiblement réduite, ou ont dû mettre la clé sous la porte.

FAUX PAS STRATÉGIQUE

Autre faux pas stratégique : la signature en 1994, d'un traité de paix séparé avec Israël. Isolée, et craignant d'être le laïssé-pour-compte d'un processus de paix israélo-palestinien qui semblait voué au succès, après la signature de la Déclaration de principes israélo-palestinienne, le roi a accéléré la normalisation avec l'État hébreu, auquel il s'est quasi armé, en même temps qu'il prenait de grandes distances vis-à-vis de son voisin irakien. Cela lui valut certes de se réconcilier avec ses riches pairs du Golfe et avec les États-Unis, dont l'aide financière annuelle de 150 millions de dollars est loin de répondre aux besoins du

royaume. En accueillant à bras ouverts, à partir de 1995 notamment, des opposants au régime irakien, il s'est mis à dos l'Irak, qui risque d'exercer chez lui ses capacités de nuisance. Mais surtout, il a été contesté par les Jordaniens, qui ont le sentiment d'avoir perdu leur âme dans un aventurisme politique dont ils n'ont tiré aucun profit.

Au plan économique, l'Irak et le traité de paix ont, en fait, été les catalyseurs d'une crise structurelle, que les gouvernements jordaniens successifs s'étaient bornés à constater pendant deux décennies, sans pour autant y remédier. Jusqu'à l'imposition, en 1989, par le Fonds monétaire international, d'un plan d'ajustement structurel, dont le co-

rollage inévitable fut une aggravation des difficultés sociales génératrice de tensions. Celles-ci se sont exprimées, à deux reprises au moins, de façon violente : en 1996, lors d'émeutes contre le triplement du prix du pain ; en 1998, pour soutenir l'Irak menacé de bombardements américains.

La contestation a aussi été véhiculée par les partis politiques, principalement la confrérie des Frères musulmans, historiquement alliée du souverain, mais désormais dans l'opposition. Car paradoxalement, malgré la crise, ou peut-être à cause d'elle - le roi, disent certains, a voulu ouvrir une soupape de sécurité politique -, la Jordanie est revenue, depuis 1992, au multipartisme. Tou-

tefois, une loi électorale promulguée en 1993 a tenté d'en circonvenir les effets en favorisant les allégeances tribales et familiales.

Malgré une tentative de muselage de la presse et l'intimidation des opposants, ceux-ci n'en donnent toujours pas moins de la voix, dénonçant la corruption, les injustices sociales, l'inféodation aux États-Unis, l'alliance avec Israël, la manipulation des institutions, singulièrement du Parlement, devenu, selon eux, une caisse de résonance de l'exécutif. A cette opposition légale s'ajoutent des extrémistes islamistes, dont le nombre n'est vraisemblablement pas élevé, mais qui se sont manifestés, en 1998, sous des appellations diverses, par des actes terroristes « artisanaux » qui n'ont pas fait de victimes.

UNE CHANCE À SAISIR

Qu'ils soient transjordaniens ou d'origine palestinienne (60 % de la population), les Jordaniens n'ont pas compris non plus pourquoi leur pays tiendrait le rôle de faux-frère des Palestiniens, en tentant de les convaincre d'aller de l'avant dans leurs négociations de paix avec un Israël, dirigé par le gouvernement le plus à droite de l'Histoire de ce pays, et dont la communauté internationale toute entière condamne la

politique. Certains ne cachent pas leurs craintes de voir les Palestiniens réfugiés en Jordanie, installés définitivement contre leur gré dans le royaume.

Ils sont également nombreux à se demander pourquoi leur pays persiste dans l'erreur, en étant le seul État arabe à approuver la récente alliance militaire israélo-turque, perçue par l'ensemble des autres pays arabes, dont la Syrie voisine, comme dirigée contre eux ? La tension est du reste allée croissant entre Amman et Damas au cours des derniers mois de 1998, et les échanges d'accusations et d'injures n'ont fait qu'aggraver une suspicion réciproque endémique.

C'est donc peu dire qu'une tâche délicate attend le roi Abdallah, dont l'expérience politique est pratiquement égale à zéro. Malgré son charisme et sa perspicacité politique, Hussein lui-même avait du mal à se dégarer de la nasse. Mais peut-être son erreur fondamentale aura-t-elle précisément été de ne pas avoir compris que le « paternalisme » avait fait son temps, que la Jordanie avait mûri et qu'il fallait laisser fonctionner les institutions. Il y a peut-être là une chance à saisir pour son successeur.

Mouna Naim

(Actualité)

Abdallah, militaire discret héritier de la couronne

IL ÉTAIT jusqu'à présent un prince sans histoire. Général dans le civil, bon père de famille, amateur de voitures de course et président de la modeste fédération jordannienne de football. Puis l'histoire s'est accélérée. Rongé par la maladie et sentant sa fin proche, son père, le roi Hussein, décide, le 25 janvier, de bouleverser un ordre de succession figé depuis plus d'un quart de siècle et de propulser Abdallah au premier rang.

Avec Hussein, Abdallah partage une silhouette trapue, un passage à l'académie militaire de Sandhurst, en Grande-Bretagne, et une accession précipitée au trône jordannien. Mais la comparaison trouve rapidement ses limites. A trente-sept ans, le jeune souverain reste avant tout un personnage méconnu.

Sa vie épouse pourtant les méandres d'un royaume dessiné de brique et de mortier par les Britanniques pour une vieille dynastie chassée de la Mecque par les Saoud. La princesse Mona, sa mère, native d'Irlande, est née Antoinette Avril. Elle est la fille d'un conseiller militaire britannique, le colonel William Gardner, spécialiste du Génie et installé en Jordanie en 1958. Le colonel Gardner s'inscrit dans une véritable lignée de conseillers militaires britanniques mis au service de la couronne jordannienne, parmi lesquels John Bagot Glubb, plus connu sous le nom de Glubb Pacha.

Deuxième épouse du roi qui se marie avec elle le 25 mai 1961, convertie à l'islam (ce qui permet aujourd'hui à Abdallah d'accéder au trône), la princesse Mona lui donne prématurément son premier fils, Abdallah, le 30 janvier 1962. Désigné prince héritier à l'âge d'un an, il le demeure jusqu'à sa troisième année. Cible de nombreux attentats, le roi Hussein décide alors de confier le titre à son propre frère Hassan, afin d'éviter, en cas de malheur, une trop longue régence.

L'enfant grandit pour moitié en Jordanie et pour moitié dans le Surrey où il fréquente St Edmund's school. Après le divorce de ses parents, en 1972, il ira aux États-Unis étudier à la Deerfield Academy, avant de retourner en Grande-Bre-

tagne, à Sandhurst puis à Oxford, où il suit une spécialisation en politique internationale pendant un an. De ces longs séjours hors du royaume, Abdallah a gardé une aisance à s'exprimer en anglais qui tranche avec le caractère encore perfectible, selon certains observateurs, de son arabe.

Rentré au pays en 1984, le jeune prince s'engage alors dans la carrière militaire. Il y gravit rapidement les échelons, dans la discrétion qui sied à l'institution. Il interromp son parcours pour suivre des cours dans des académies militaires américaines et à la Georgetown University de Washington. Promu général en 1994, on lui confie en 1997 la responsabilité des forces spéciales. Ce commandement lui permet de se mettre en évidence lors de l'arrestation d'un gang responsable de la mort de 8 personnes à Amman.

TRADITION PATRIARCALE

Abdallah a épousé, en 1993, Rania Yassin, une jeune Palestinienne issue d'une famille de Toulkarem, en Cisjordanie, une origine qui ne peut déplaire à la majorité de la population jordannienne issue de l'ancienne Palestine. La princesse, née dans le Golfe, a fait partie de ces milliers de Jordaniens rapatriés dans leur pays, souvent dans des conditions difficiles, à la suite de l'invasion du Koweït. Deux enfants sont nés de cette union, Hussein, en 1994, puis Iman, en 1996.

En choisissant son fils Abdallah contre son frère Hassan, le roi Hussein s'est conformé aux institutions jordaniennes et à la tradition patrilinéaire de transmission du pouvoir qui fait la spécificité de la dynastie hachémite, dans une région où les successions sont souvent autant de chausse-trappes. Mais le « petit roi » a aussi voulu faire prévaloir une vision de la Jordanie sur une autre : celle du militaire attaché à son « héritage », plutôt que celle de l'ancien étudiant d'Oxford, familier des cercles d'intellectuels, marié à une Palestinienne. Il appartient maintenant à Abdallah de se faire un surnom.

Gilles Paris

0,58F 0,68F 0,45F
USA CANADA ROYAUME-UNI

VOS APPELS À PRIX IRRÉSISTIBLES !

7 jours/7 • 24 heures/24

Avec One.Tel, économisez sur tous vos appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 7000 devant le numéro de votre correspondant.

COMMENT TELEPHONER AVEC One.Tel

COMPOSEZ LE 01 53 53 7000 CODE PAYS NUMÉRO D'APPEL

QUELQUES EXEMPLES DE PRIX (en francs)

Algérie	2,10 F (TTC/mn)
Australie	0,98 F
Autriche	1,66 F
Belgique	1,00 F
Grèce	1,81 F
Israël	1,93 F
Italie	1,23 F
Mexique	2,40 F
Pays-Bas	0,95 F
Portugal	1,69 F
Tunisie	2,03 F

NOUVEAUX TARIFS

One.Tel
100% Télécoms.

RENSEIGNEZ-VOUS AU
01 53 53 75 18

AUCUN ABONNEMENT • AUCUN PAIEMENT ANTICIPÉ
AUCUN FRAIS D'INSTALLATION • AUCUNE CONSO MINIMUM

*Tous d'un appel vers Paris. Les tarifs sont valables le jour de leur publication.

«CESAR» 99
6 NOMINATIONS

dont
meilleur film
meilleur réalisateur :
Francis Veber

Le
diner
des
CÔNS

déjà
9 MILLIONS DE SPECTATEURS



FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

SYNDICALISME Le congrès de la CGT s'est achevé, vendredi 5 février, à Strasbourg, avec l'élection des instances dirigeantes de la confédération. Bernard Thibault, le

nouveau secrétaire général, qui succède à Louis Viannet, a, d'entrée, assis son autorité sur la centrale et impulsé un cours nouveau, sans être véritablement contesté. Le docu-

ment d'orientation a été adopté par 83,8 % des suffrages et seulement 10,6 % de votes contre et 5,6 % d'abstentions. ● LA PLATE-FORME revendicative adoptée par les

congressistes se prononce en faveur d'une forte revalorisation du SMIC et contre la flexibilité. ● LE DÉBAT sur les 35 heures met en évidence un divorce potentiel entre les syndi-

calistes du privé, qui y trouvent des avantages, et ceux du public, qui craignent une remise en cause des avantages acquis.

Bernard Thibault assoit son autorité sur la CGT

Alors que les précédentes passations de pouvoir s'étaient souvent faites dans un climat de crise, le nouveau secrétaire général engage la confédération dans une voie originale sans réelle contestation. Le document d'orientation a été approuvé par près de 90 % des délégués

STRASBOURG de nos envoyés spéciaux. Le 46^e congrès de la CGT, qui s'achève vendredi 5 février à Strasbourg, est bel et bien celui de Bernard Thibault. Au cours de ces cinq jours de travaux, le leader cheminot a affirmé de manière incontestable son autorité sur la centrale. N'avait-il pas lui-même prédit des « débats vifs » ? Quant à son entourage, n'envisageait-il pas, avec une forte appréhension, les réactions de ces 1 060 délégués qui, pour la plupart, lui étaient de parfaits inconnus ? Or, non seulement Bernard Thibault devrait être élu sans problème secrétaire général, mais les orientations qu'il a assignées à la centrale pour les trois ans à venir ont recueilli un large assentiment. Le document d'orientation sur lequel il s'est très fortement investi a été approuvé, jeudi, après une lecture collective, par 83,8 % des suffrages, avec 10,6 % de votes contre et 5,6 % d'abstentions.

Ont été ainsi validés, sans crise interne majeure, la demande d'adhésion de la CGT à la Confédération européenne des syndicats (CES), un rapprochement avec les autres centrales, et en particulier avec la CFDT, et la nécessité de placer les 35 heures au cœur de sa politique revendicative. Plaidant une nouvelle fois auprès du

congrès en faveur de sa ligne d'ouverture, le futur secrétaire général a évoqué une CGT désormais « attentive à la démarche des autres, désintéressée et donc allergique à toutes les pensées uniques », qui « doit tout faire pour un syndicalisme européen visant lui aussi au progrès social ».

« Les camarades des autres organisations européennes sont des gens salariés comme nous », a-t-il insisté. Et pour mieux enfoncer le clou, évoquant Astérix et les Gaulois, il a jugé illusoire un scénario dans lequel les 654 000 adhérents de la CGT, recroquevillés dans leur petit village, seraient seuls « clairvoyants », quand les 58 millions de syndiqués rattachés à la CES feraient figure d'« aveugles ».

Cette ultime mise au point devait permettre d'assurer un accueil civil à Emilio Gabaglio, secrétaire général de la CES, ainsi qu'à Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, qui devaient venir, vendredi, assister à la clôture des travaux du congrès. Afin de désamorcer toute bronca de la salle qui porterait une ombre à l'autorité naissante du futur secrétaire général, une parade a été trouvée. C'est Louis Viannet qui, avant de faire ses adieux au congrès, accueillera en personne M^{me} Notat. A plusieurs reprises, au cours de la semaine, les cadres intermédiaires



de la CGT se sont, en effet, montrés un peu rétifs aux impulsions de la direction, obligeant M. Thibault à monter au créneau. A cette occasion, les délégués ont découvert un dirigeant capable de fermer pour rappeler ses choix.

La réception de M^{me} Notat servira, en un sens, de test pour mesurer la qualité de l'emprise de M. Thibault sur l'appareil. Signe encourageant pour le leader des

cheminots, la fédération de la santé, réputée plus sensible que d'autres aux arguments des militants les plus critiques regroupés autour de Continuer la CGT, faisait preuve jeudi d'une loyauté bonhomme, en invitant, dans les couloirs, ses délégués à bien se comporter « pour Louis et pour Bernard ».

Louis et Bernard... Pour la première fois, une succession à la

CGT se passe sans rupture ni tournant à 180 degrés. En 1992, M. Viannet avait été élu en prenant ses distances avec Henri Krasucki, qui lui-même avait, en 1982, poussé dehors son prédécesseur, Georges Séguin, dont il désapprouvait radicalement les orientations. Rien de tel aujourd'hui. Et si M. Viannet a fait parfois planer sur son successeur désigné une ombre protectrice, celle-ci n'a pas pris des allures tutélaires. Le congrès ne s'est pas joué sur des rivalités de personnes. Une coterie ne s'est pas opposée à une autre. Bien au contraire. Maryse Dumas, issue, comme M. Viannet, de la fédération des PTT et longtemps présentée comme sa possible dauphine, n'a, au cours du congrès, jamais manqué au futur secrétaire général, dont elle n'a eu de cesse de faire avancer les nouvelles orientations.

CRAINTE DES AMORÇÉS

Mieux, elle a semblé porter plus loin encore ce discours pragmatique, en délivrant notamment sur les 35 heures une véritable leçon de syndicalisme réformiste à l'usage des délégués. Ainsi, avec Jean-Christophe Le Duigou, l'actuel responsable du secteur économique de la CGT, sur lequel M. Thibault entend s'appuyer et qui doit faire son entrée vendredi au bureau confédéral, M^{me} Dumas forme le socle de la nouvelle direction. Ce choix est délibéré de la part de l'entourage de M. Thibault, qui n'entendait pas isoler l'ancienne secrétaire générale des PTT. La future direction de la CGT s'esquisse sous la forme d'une pyramide avec Bernard Thibault à son faite, s'appuyant sur M^{me} Dumas et M. Le Duigou.

En fait, le congrès, réellement incertain au début, a sans doute basculé mercredi. « Les premières lignes de mêlée de rugby se rapprochent très près et pourtant ne s'embrassent pas sur la bouche », avait lancé Jean-François Pujol, de la fédération du spectacle, lors du débat sur l'unité. Ce point-là, bien davantage que l'entrée dans la CES, inquiétait les délégués de terrain. La métaphore imagée a plu. Elle a fait son chemin dans les

têtes, créant un décalé les jours suivants et désamorçant, de manière surprenante, les craintes profondes de perte d'identité qu'un rapprochement avec la CFDT faisait naître. L'attitude autiste des opposants – notamment des membres du Parti des travailleurs – a également largement contribué à rassembler les délégués derrière leur futur secrétaire général. M. Thibault a su s'approprier ce congrès, jusqu'à recevoir

Une direction rajeunie

Le nouveau bureau confédéral élu par les instances du 46^e congrès est conforme aux choix présentés en décembre 1998. Il comprend, en dehors de Bernard Thibault, neuf sortants (Lydia Brovelli, Françoise Daphnis, Gérard Delahaye, secrétaire général de l'Ugic, Maryse Dumas, Jean-Louis Fournier, secrétaire général de la métallurgie, Jacqueline Lazarre, Jean-François Perraud, Daniel Prada et Pierre-Jean Rozet) et sept nouveaux (Philippe Detrez, secrétaire général de l'union départementale du Nord, Alain Guinot, son homologue de la Seine-Saint-Denis, Jean-Christophe Le Duigou, responsable du secteur économique, Jacqueline Garcia, secrétaire générale de la fédération du commerce, Maïté Lassalle, de la fédération des services publics, Nadine Prigent, de la santé, et Christiane Puthod, de l'union départementale du Rhône). Il est composé de neuf hommes et de huit femmes. Cinq de ses membres ont moins de quarante ans et le plus âgé en a cinquante et un.

un coup de chapeau inattendu du président du Medef (ex-CNPF), Ernest-Antoine Sellière, qui, de Toulouse, jeudi, a salué l'« attitude moins systématiquement contestataire et plus ouverte à la négociation » de la CGT. Reste, après les discours, à traduire en actes cette dynamique.

Alain Beuve-Méry et Caroline Mornot

« Le syndicalisme confédéré reste le mieux à même de promouvoir la solidarité »

Dans le document d'orientation adopté par les délégués du 46^e congrès réuni à Strasbourg, du 31 janvier au 5 février, la CGT précise ses positions en plusieurs domaines :

● **35 heures.** La CGT apporte son soutien à une loi-cadre de réduction hebdomadaire du travail. Elle entend s'opposer « notamment à la flexibilité et à l'annualisation ». La CGT définit également ses exigences pour la deuxième loi : « Il est impératif de revaloriser le SMIC horaire de 11,4 %, afin d'éviter un double SMIC. » Elle se prononce pour la fixation d'un contingent légal d'heures supplémentaires inférieur aux 130 heures actuelles. « Les forfaits tous horaires pour les cadres doivent être interdits » et il ne doit

pas y avoir d'atteintes aux « acquis conventionnels, notamment les pauses et jours fériés ».

● **Retraite.** La CGT demande « la pérennisation dans la solidarité des différents régimes par répartition » et précise que « leur mise en concurrence avec des systèmes privés ou des fonds de pension n'est pas une solution ».

● **Sans-emploi.** Face au développement de la précarité, la CGT demande « de revaloriser les minima sociaux et d'engager une réforme du système d'assurance-chômage ». La CGT se prononce « pour la revalorisation du SMIC à 8 500 francs ».

● **Sécurité sociale.** La CGT refuse « la logique comptable et la tutelle étatique impulsées par le plan Juppé », mais estime que « la mise en place de la couverture maladie universelle est une avancée sociale ».

● **Privatisation.** « Les entreprises publiques et

nationalisées ont besoin d'autonomie afin de desservir une emprise de l'Etat qui s'est révélée, depuis vingt ans, désastreuse », estime la centrale, mais la CGT « combat les privatisations ».

● **Europe.** La CGT juge que « le débat politique sur l'Europe est désormais rythmé par l'introduction de la monnaie unique » et que « la substitution de l'euro aux monnaies nationales est une étape décisive », mais elle réaffirme son hostilité à la mise en place de l'Union économique et monétaire telle qu'« elle découle du traité d'Amsterdam ».

● **Syndicalisme.** La CGT estime que « c'est le syndicalisme confédéré qui reste le mieux à même de promouvoir la solidarité, y compris pour les démarches originales sur de nouveaux enjeux de société ». Elle entend se montrer vigilante « vis-à-vis des tentatives de faire du mouvement social un instrument à des fins politiques ».

Les délégués du privé tempèrent les ardeurs du public

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Les délégués ne saluent pas tous avec le même enthousiasme l'annonce des premières victoires remportées sur le front des 35 heures. Le recul de la flexibilité dans le textile, les cinquante personnes embauchées chez Bata ou le maintien des salaires, chez Renault-Véhicules Industriels, à Vénissieux (Rhône), n'ont pas suffi à balayer les craintes d'une partie du congrès, pour qui la loi Aubry « entraine surtout la flexibilité, la précarité et l'annualisation du temps de travail ».

Alors que la majorité des délégués, issus du secteur public, ne se sont pas encore engagés dans la bataille des 35 heures, les négociations menées par les « éclaireurs » du privé leur ont brutalement rappelé l'odeur de la poudre. Des 25 francs supplémentaires octroyés quotidiennement aux salariés de Bigard, à Quimperlé (Finistère), aux vingt-trois embauchés obtenus aux éditions Larousse-Bordas, l'évocation des « réalités du terrain » a permis aux membres du secteur public de mesurer l'ampleur des combats qu'ils devront mener pour préserver leurs acquis sociaux. « Dans le textile, les filles se sont battues comme des lions pour conserver leurs dix minutes de pause », rappelle Christian Larose, secrétaire général de cette fédération.

Pour M. Larose, « les salariés du public vont bientôt découvrir, avec les 35 heures, la flexibilité intense, telle qu'on la subit, dans l'industrie,

depuis dix ans ». Il estime que « la fonction publique est en train de payer le retard qu'elle a pris dans le développement de sa politique revendicative ». « Pendant qu'ils gèrent les évolutions de carrière et les augmentations salariales, explique-t-il, nous subissons, nous, les licenciements massifs et les délocalisations. Aujourd'hui, ils espèrent avoir les 35 heures sans perte de salaire et sans flexibilité. Faut pas rêver ! »

CONDITIONS DÉGRADÉES

Entre l'engouement pour l'action unitaire et la crainte d'une généralisation de la flexibilité et des pertes de rémunérations, un clivage de plus en plus net est apparu, au fil du congrès, entre les salariés du public et ceux du privé. « Les conditions de travail se sont tellement dégradées, dans les entreprises, que les camarades sont contents d'obtenir des avancées, aussi modestes soient-elles », explique Vincent Krier, de la fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture. A quelques mois de la seconde loi, élaborée à partir des accords déjà signés, M. Krier redoute de voir le privé « fixer, pour la première fois en France, le rythme des avancées sociales ». Ces craintes ont trouvé une confirmation dans la publication d'une étude de l'Inspection des finances sur la durée réelle du travail dans les services de l'Etat, recommandant une politique salariale nettement plus restrictive (Le Monde du 3 février).

« Ce n'est pas parce qu'on a un statut qu'on peut se permettre de ne

rien faire, commente William Jacquillard, de la fédération des travailleurs de l'Etat. Auparavant, les acquis obtenus par la lutte dans le public étaient ensuite formalisés dans une loi. Là, c'est le contraire : la loi nous oblige à nous battre. Le seul problème, c'est que les salariés du public ont pris l'habitude de laisser l'appareil mener le débat à leur place. Il va bien falloir qu'on se réveille ! »

Au moment où la CGT annonce vouloir « remettre les pendules à l'heure du progrès social », Maryse Dumas, secrétaire confédérale à l'action revendicative, assure que ce décalage privé-public au sein de la centrale syndicale « ne va pas durer ». « Tout cela est lié au calendrier des négociations, qui ont débuté plus tôt dans le privé, ajoute-t-elle. Il y a trois phases de réaction devant la réduction du temps de travail : l'expectative, la crainte de se faire avoir, et la lutte pour se faire entendre. » La numéro deux de la CGT espère voir les fonctionnaires sortir de la « phase deux ». « La question de l'emploi public stable et statutaire est d'ores et déjà la pierre d'achoppement entre l'Etat employeur d'un côté, les salariés et les organisations syndicales de l'autre », a-t-elle déclaré à la tribune. En coulisse, M^{me} Dumas annonce des « négociations redoutables » et ne cache pas sa conviction que le gouvernement ne créera pas d'emplois statutaires, afin de ne pas accroître la dépense publique.

Alexandre Garcia

La bataille lexicale entre les partisans du « aussi » et les inconditionnels du « parfois »

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Les interruptions de séance, les rappels à l'ordre et les explications pédagogiques n'auront pas suffi à calmer la fougue des délégués, jeudi 4 février, pendant l'examen du document d'orientation amendé et soumis à leur approbation. Après trois jours de débats passionnés, l'heure de vérité sonna enfin pour ces militants, impatientes de voir comment leurs 2 750 amendements avaient pu influencer l'ultime rédaction d'un texte définissant les grandes orientations de la CGT pour les trois années à venir.

Certains savaient déjà à quoi s'en tenir. Hostiles au syndicalisme « de proposition », à tout rapprochement avec la CFDT ou à l'entrée de leur centrale dans la Confédération européenne des syndicats, ces farouches défenseurs de l'« identité » cégétiste allaient profiter de la dernière tribune qui leur était offerte. La séance avait à peine commencé qu'un délégué réclamait que le titre du document, « Un syndicalisme de conquête sociale », soit modifié. Avec l'espoir d'insérer une ligne trop réformiste à leur goût, les « orthodoxes » ont mené, paragraphe après paragraphe, une véritable guerre lexicale.

Vingt minutes de débat et un vote ont été nécessaires pour départager, au paragraphe 40 du texte, les partisans du « aussi » des

inconditionnels du « parfois ». L'enjeu était certes considérable, puisqu'il s'agissait de clarifier l'origine des divisions du salariat, « cultivées par les directions d'entreprise, le patronat et PARFOIS [le vote l'a confirmé] par les pouvoirs publics ».

Après deux heures d'interventions, un quart seulement du texte avait été examiné. « Vos batailles de virgules commencent à nous gonfler ! lance alors un délégué. C'est un débat lamentable, dont nos camarades du Havre, qui se font licencier, n'ont rien à foutre. » Prés de la tribune, Denis Cohen, secrétaire de la fédération de l'énergie, s'amuse de voir que les congressistes « ne supportent plus les donneurs de leçons, ceux qui sentent la naphthaline ».

TECHNIQUE QUI CLOCHE

Dans cette assemblée, dont 80 % des délégués participent à leur premier congrès, beaucoup ont à cœur de remplir jusqu'au bout la mission pour laquelle ils ont été mandatés, serait-elle contraire à l'orientation générale. « Il y a des mecs, ils sont envoyés par des sections qui représentent six cents ou mille salariés, explique un cheminot d'Orléans. Ils essaient de défendre le mieux possible les amendements dont ils sont porteurs. »

Comme ce syndicaliste d'Issy-les-Moulineaux, qui se fait huer au terme de sa troisième intervention sur le même paragraphe : « Je ne

suis pas un usurpateur ! s'exclame-t-il. Je suis mandaté par douze sections de retraités de l'énergie et je n'apprécie pas ces attaques contre mon intégrité morale. »

De prises de paroles enflammées en votes éclairés à main levée, l'examen du texte se transforme en exercice de démocratie syndicale. « Des revendications importantes sont passées à la trappe parce que les types étaient pressés, observe Patrick Tubner, délégué de la fédération de l'énergie. Le texte final, on n'a même pas eu le temps de le lire et on doit déjà avaler des amendements qui ne sont pas les nôtres. On a discuté pendant trois jours sur la démocratie, mais, quand un type demande pourquoi son texte n'a pas été pris, le président de séance lui fait fermer sa gueule. » M. Tubner précise : « On ne critique pas le fond, c'est juste la technique qui cloche. »

Très peu de modifications sont entrainées. L'entrée de la CGT dans la CES est adoptée dans une « ola » générale de mains levées. A la demande du syndicat PTT du Bas-Rhin, la commission des amendements corrige un oubli notable en inscrivant dans le document le devoir, pour le gouvernement, de régulariser tous les sans-papiers qui en ont fait la demande. Vers 21 heures, le document d'orientation recueille 83,8 % de votes favorables.

A. G.

L'UDF ira seule aux élections européennes avec une liste conduite par François Bayrou

La rupture est consommée entre les centristes et le RPR

Le conseil national de l'UDF, qui se réunira, dimanche 7 février, à Bordeaux, devait décider de constituer une liste autonome pour les élections

euroennes. Elle sera dirigée par François Bayrou, même si celui-ci ne sera pas officiellement désigné lors de cette réunion. A l'occasion de cette cam-

pagne, le président de l'UDF veut imposer de nouveaux rapports de force au sein de l'opposition. Il renoncera à son siège de député après le scrutin.

PHILIPPE SÉGUIN a rendu un fier service à François Bayrou. L'idée de devoir se ranger derrière le héros du « non » à Maastricht a réveillé l'UDF presque comme un seul homme, tandis que le ton et les manières du RPR, dans cette affaire, ont été de détourner de lui les amis de M. Bayrou. Au bout du compte, il a rendu possible - phénomène rare - un accord unanime des centristes pour se présenter seuls devant les électeurs. Dimanche 7 février, la réunion du conseil national de l'UDF à Bordeaux, officialisera l'intention de présenter sa propre liste aux élections européennes du 13 juin. Cette décision a reçu la bénédiction de tout le petit panthéon centriste, puisque après Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre, René Monory a apporté, jeudi, son « entier soutien » à la formation de « la seule liste vraiment européenne de l'opposition ».

LE POINT DE NON-RETOUR

La particularité de cet « effet Séguin » est qu'il fait de M. Bayrou, futur tête de cette liste, une sorte de candidat malgré lui. Pendant très longtemps, le président de l'UDF a privilégié l'option d'une liste commune, au besoin avec M. Séguin. Les attaques lancées par les dirigeants du RPR et de Démocratie libérale, après l'élection d'Anne-Marie Compaoré à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes, l'ont fait renoncer à ce projet, même si, récemment encore, ses amis de l'UDF ont discerné chez lui les dernières traces de ses réticences antérieures. L'atmosphère enthousiaste, au bureau politique élargi, mercredi 3 février, a souligné que, désormais, « l'UDF ne peut pas ne pas y aller ». « Nous avons dépassé le point de non-retour », résume François Létour. Aujourd'hui, de l'avis de tous, même un renoncement à la conduite de la liste de la part de M. Séguin ne serait pas nécessairement de nature à faire reculer l'UDF.

M. Bayrou se prend au jeu. Tout en refusant les pronostics, et même s'il affirme qu'il ne croit « pas beau-

coup aux sondages », il se félicite que sa cote de popularité progresse de 3 points, à 27 % de bonnes opinions, tandis que celle de M. Séguin recule d'autant, à 36 %, dans le « baromètre » de la Sofres, publié par *Le Figaro-Magazine* du 6 février (sondage réalisé du 27 au 29 janvier, auprès de 1 000 personnes). M. Bayrou prévoit déjà d'aller siéger à Strasbourg et d'abandonner à cet effet, au moins provisoirement, son siège de député à l'Assemblée nationale, étant entendu qu'il n'envisage pas de renoncer à la présidence du conseil général des Pyrénées-Atlantiques.

M. Bayrou ne sera pas officiellement désigné dimanche. Le conseil national de l'UDF votera, dans la matinée, son « projet pour l'Europe », avant d'adopter le principe de la liste autonome. Mandat sera alors confié au bureau politique pour définir une procédure de désignation des candidats, et, donc,

de la tête de liste. Le conseil national ne manquera pas, non plus, d'adopter un « code de bonne conduite », que l'UDF s'appliquera à elle-même », pour régir les relations entre partenaires de l'opposition pendant la campagne européenne. Car dès à présent, chacun s'efforce de préparer l'après-13 juin. M. Bayrou veut imposer à ses partenaires l'idée d'une droite composée de deux pôles. L'un, plus « dur », aurait pour mission de reconquérir le terrain de l'extrême droite, l'autre, plus modéré, serait chargé de disputer le centre à Lionel Jospin. M. Bayrou - dont le parti a lui-même éclaté au printemps 1998 - table aussi, pour tailler sa place dans l'opposition, sur la crise profonde qu'il discerne au RPR. De ce point de vue, Charles Pasqua devient en quelque sorte, dans cette campagne, le meilleur allié de M. Bayrou.

Que des propos irréparables ne

soient pas échangés par les différentes listes de l'opposition durant la campagne est également de l'intérêt du président de la République. Jeudi, Christian Poncelet (RPR), président du Sénat, qui a mis ses bons offices au service de Jacques Chirac pour ravaler un tant soit peu la droite, a souhaité, sur Europe 1, que chacun se garde de « propos excessifs » pour que la campagne européenne « ne dégénère pas ». « Le président de la République ne peut pas être enthousiaste de voir les membres de l'opposition dans la situation où ils se trouvent et les affrontements dont nous donnons le spectacle », a ajouté M. Poncelet. En écho, Hervé de Charette, président délégué de l'UDF, a déclaré, sur LCI, qu'après les élections européennes, l'opposition devra « construire une nouvelle Alliance ».

Cécile Chabraud

M. Pasqua se lance avec entrain dans la campagne

LIBRE ! Enfin libre ou, à tout le moins, libéré des contingences partitiques. A soixante et onze ans, depuis qu'il a abandonné ses fonctions de conseiller à la direction du RPR, Charles Pasqua vit son rêve, celui, gaullien, de s'adresser seul à la France, pour la sauvegarde de la souveraineté de la France. S'il le pouvait, il serait même seul candidat sur une liste qui, pour les élections européennes, doit en compter quatre-vingt-sept. Celle-ci est donc renvoyée au mois d'avril, un éventuel accord avec Philippe de Villiers aussi.

La liste de M. Pasqua, dont le slogan est « Non à l'Euroland, oui à l'Europe », comprendra, bien sûr, des personnalités, mais, d'abord, des « beurettes », en bonne place. L'ancien ministre de l'Intérieur ne tarit pas d'éloges, en effet, sur les jeunes femmes, sur ces jeunes femmes de la seconde génération de l'immigration, en particulier, qui misent à tout-va sur les vertus de l'intégration républicaine. « Vous, les Français d'origine,

vous êtes un peu perdus dans l'Europe qu'on vous propose. Nous, les enfants d'Arabes, c'est un peu pareil quand on vit en France », rapportait déjà un jeune Français d'origine maghrébine, en septembre 1998, en Arles, lors du premier forum des jeunes de Demain la France, l'association animée par M. Pasqua.

Campagne oblige : lors de sa première conférence de presse, jeudi 4 février à Paris, le sénateur des Hauts-de-Seine n'a pu s'empêcher d'égratigner l'actuel président du RPR, Philippe Séguin, son ancien compère de la lutte anti-Maastricht, en 1992. « Que messieurs les hypocrites quittent la salle de bal », a lancé M. Pasqua, avant de préciser que « les hypocrites » sont « ceux qui n'ont pas le courage de dire ce qu'ils veulent ». « J'étais contre Maastricht. Je suis contre Amsterdam. Je suis fidèle à mes convictions. Je ne suis pas à géométrie variable », a encore ajouté M. Pasqua. Un peu plus tard, c'est donc avec beaucoup de ménagement qu'une dépêche

rapportant ces propos a été remise à M. Séguin.

Pourtant, c'est surtout à Jacques Chirac que M. Pasqua en veut. Selon lui, « il y a un accord de fait entre le président de la République et le premier ministre, qui pensent tous les deux que le débat européen est susceptible de dépasser les clivages habituels, ce qui pourrait nuire à leur démarche pour les échéances futures ». C'est pourquoi « l'idée d'une liste unique de l'opposition est une mauvaise idée », prônée par ailleurs par « les mêmes que ceux qui ont conseillé la dissolution » de l'Assemblée nationale en 1997.

A chacun de ses déplacements,

M. Pasqua se promet d'aller à la rencontre d'étudiants. La première aura lieu à Aix-en-Provence. Il veut une campagne « gaie ». A la fin de la conférence, l'ancien ministre a voulu conclure par cette déclaration solennelle : « Les Français en ont assez de voir des gueules tristes ».

Jean-Louis Saux

M. Cohn-Bendit somme les têtes de liste de « siéger à Bruxelles »

ORANGE

de notre envoyé spécial

Bien sûr, les Verts avaient tout prévu pour le cas où Jack Lang aurait, finalement, été la tête de la liste socialiste aux européennes : préparation d'une revue où s'exprimera le soutien de personnalités et d'intellectuels, dernières mises au point des affiches de campagne de « Dany », en couleurs et plan américain, histoire de ne pas s'en laisser conter par le père de la fête de la musique. Mais jeudi 4 février, quand Daniel Cohn-Bendit arrive à Orange (Vaucluse), François Hollande est officiellement candidat.

« Enfin, nous savons ! », jubile le député européen. Une fois n'est pas coutume, il a préparé son meeting. Peu lui importe que le maire Front national d'Orange, Jacques Bonnard, n'ait eu « ni le civisme ni la politesse » de lui céder autre chose qu'un hangar sans son ni chauffage, pour accueillir 700 personnes. « Dany » sait qu'il tient, aujourd'hui, son plus bel argument de campagne. « Enfin les partis français ont décidé d'envoyer leurs responsables à Strasbourg ! Enfin ils ont décidé de prendre l'Europe au sérieux ! Wellcome M. Hollande, M. Hue,

M. Séguin, wellcome M. Pasqua ! On va s'amuser pendant la campagne, on va enfin s'amuser à Strasbourg et à Bruxelles ! » Puis, maltraitant son effet : « Tous ces gens vont aller siéger à Bruxelles, puisqu'ils sont contre le cumul des mandats. Si ce n'est pas le cas, la politesse et la civilité voudraient en effet qu'ils le disent d'abord à leurs électeurs - c'est une question de cohérence. Wellcome donc M. Hollande ! Je suis prêt à vous montrer les bons petits restaurants de Bruxelles pour des soirées communes ! »

« CES TROUILLARDS, CES FAUX-CULS »

Alors que sur un écran géant Shiné et Riss, de Charlie Hebdo, croquent les bons mots du candidat des Verts, le député européen provoque, répond, interpelle : « On me dit que je suis parti trop tôt en campagne pour l'Europe. Je pense, au contraire, que je suis parti trop tard. Il y a des gens très intelligents, des têtes de liste, ajoute-t-il sans citer Robert Hue, qui ont osé dire que d'aller à la Hague, c'était une provocation. Voilà une nouvelle définition de la provocation ! Prendre les gens au sérieux, les écouter, c'est provoquer ? »

Au passage, « Dany » propose un référendum sur le nucléaire, annonce qu'il rencontrera le 26 février l'Union nationale des fédérations de chasse. « Ces hommes politiques trouillards, ces faux-culs qui font semblant de soutenir les chasseurs en votant une loi dont ils savent qu'elle ne s'appliquera pas, ils me font penser à ces bons pères de famille qui vont au bordel tout en disant : "C'est dégueulasse !" »

Il n'oublie pas M. Chevènement. Il a lui aussi des propositions sur la sécurité : « Si on veut que l'autorité de la loi s'impose aux gens, il ne faut pas que celle-ci soit ridicule. Qu'aujourd'hui on dise les plus grosses bêtises sur le hash et le cannabis, qu'on fasse croire aux jeunes que s'ils prennent du shit ils vont devenir débiles, si on dit n'importe quoi, l'autorité est bafouée. » Et de conclure, solennel, en annonçant qu'il soutiendra la candidature de l'ancien président du conseil italien, Romano Prodi, à la présidence de la Commission européenne, en juin : « Ceux qui défendent seulement la nation ne seront pas à la hauteur d'un projet de civilisation européenne. »

Ariane Chemin

M. Hollande à M. Lang : « Merci de me recevoir chez moi ! »

BLOIS

de notre envoyé spécial

Lorsqu'il a rejoint François Hollande, dix minutes après son arrivée à Blois, jeudi 4 février, pour l'inauguration des locaux de la fédération socialiste du Loir-et-Cher, Jack Lang avait le sourire un peu crispé. La vingtaine de manifestants qui réclamaient la régularisation des sans-papiers n'en étaient pas la cause, mais bien, plutôt, l'annonce, quelques heures plus tôt, de l'intention du premier secrétaire du PS de conduire la liste aux élections européennes. Sans se référer au scrutin européen, le maire de Blois, se défendant d'être « nostalgique », a évoqué « la scierie de nos combats (électoraux) qui ont

toujours été empreints ici d'amitié et de plaisir ». « Tu es ici chez toi comme dans chaque fédération de France », a conclu M. Lang.

« Merci de me recevoir chez moi ! », a répondu, plus jovial, le député de Corrèze, en s'empresant d'insister sur ce « moment particulier » de sa visite, programmée une première fois en octobre puis reportée. Saluant « une des personnalités les plus éminentes de notre parti », M. Hollande est entré aussitôt dans le vif de sa candidature, non sans préciser qu'il s'était « tourné » vers M. Lang « alors qu'il n'avait rien demandé ». « J'ai pris ma décision au mieux de ce que j'ai cru être l'intérêt du parti dans un contexte politique très particulier. J'ai consi-

déré que je devais moi-même faire ce choix », a assuré le premier secrétaire du PS avant d'exprimer le vœu que « Jack joue un rôle déterminant dans cette campagne ».

« BESOIN DE SON TALENT »

« Nous avons besoin de son talent, de son imagination, de son enthousiasme et je verrai avec lui comment l'associer à cette grande affaire », a conclu M. Hollande, en saluant dans l'ancien ministre de la culture celui qui a incarné « le plus, à partir de 1981, ce qu'a été le nouveau souffle en matière culturelle » et qui demeure « une référence non seulement en France mais dans toute l'Europe et peut-être même au-delà ». Plutôt amer,

M. Lang confiait son étonnement devant le changement d'attitude de M. Hollande, en soulignant qu'il s'était préparé à être candidat et qu'il avait pris, dans cette éventualité, « l'engagement de quitter le Parlement national ».

« Les choses se passeront dans un très bon climat. Et vous verrez que nous serons très unis », ajoutait M. Lang avant d'emmener son ami François dîner dans un bon restaurant près du château de Blois. Sur la carte, une phrase d'accueil sonnait étrangement : « Savourons ces instants privilégiés où s'effeuillent les grâces fugitives de la vie au soleil de tous les midis, au gré de toutes les voluptés... »

Michel Noblecourt

La ZAC Paris Rive gauche, une « bombe à retardement » financière

Un rapport de la chambre régionale des comptes

EN OCTOBRE 1998, la ville de Paris a imposé à Jacques Toubon, maire du 13^e arrondissement, la révision à la baisse de l'énorme opération d'urbanisme Paris Rive gauche. Jean Tiberi reprenait à celui qui avait mené contre lui une fronde à l'Hôtel de Ville les rénes du plus gros projet d'aménagement de la capitale, lancé il y a plus de dix ans par Jacques Chirac, alors maire de Paris. L'équipe municipale avait aussi pu mesurer les risques financiers, pour la Ville, d'un projet frappé de plein fouet par la crise immobilière des années 90, à la lecture du rapport provisoire de la chambre régionale des comptes sur la Société d'économie mixte d'aménagement de Paris (Semapa), aménageur de la ZAC Paris Rive gauche, présidée par M. Toubon.

Le rapport définitif, transmis récemment à MM. Tiberi et Toubon, confirme que Paris Rive gauche peut devenir une véritable bombe à retardement financière pour la ville. Celle-ci a déjà contribué largement à ramener les dépenses prévisionnelles de la ZAC de 23 milliards de francs (3,81 milliards d'euros), en 1991, à 18 milliards en 1996. « Cette diminution provient, d'une part, d'un certain nombre d'économies, d'autre part, de divers transferts de dépenses sur le budget de la Ville de Paris », explique la chambre des comptes.

La Ville a ainsi pris en charge les ouvrages de franchissement de la Seine (pont Charles-de-Gaulle, pont de Tolbiac...) et l'aménagement des berges, ainsi que les dépenses de réseaux, transférées sur le budget d'assainissement municipal. « La participation financière de la Ville était, en 1996, évaluée à 2,25 milliards

de francs », calcule le magistrat. En face, le tableau des recettes est empreint d'« incertitudes ». En 1991, 20 milliards de francs, provenant de la vente de 900 000 mètres carrés de bureaux, à 22 500 francs le mètre carré, étaient prévus. En 1996, cette prévision a été ramenée à 13 milliards seulement, à condition de vendre à 14 500 francs le mètre carré. Or, le niveau de la demande est « aléatoire », et les dernières commercialisations, réalisées à la faveur de l'embellie immobilière de fin 1998, l'ont été au prix de 12 500 francs, voire 9 000 francs.

Si, comme le prévoit la loi, l'état prévisionnel des dépenses et des recettes avait été actualisé chaque année, la Semapa aurait mieux anticipé les effets de la crise. Mais, pendant cinq ans, ce calcul n'a pas été établi, en raison, explique M. Toubon, des péripéties juridiques du projet et des évolutions législatives du droit de l'urbanisme.

A propos du financement de l'opération, le rapport insiste sur l'implication financière de la Ville, garante des emprunts de la Semapa à hauteur de 2,4 milliards de francs. Les remboursements commenceront en 2000. Si, d'ici là, la Semapa ne parvient pas à faire rentrer les recettes, la Ville pourrait être amenée à lui porter de nouveau secours. Or M. Tiberi s'est engagé à baisser la fiscalité parisienne jusqu'aux élections municipales de 2001. « La Semapa est condamnée à jongler avec la trésorerie pour passer mars 2001 », estime Jean-Marie Le Guen (PS).

Pascal Sauvage

DÉPÊCHES

■ CHAMPAGNE-ARDENNE : le Conseil d'Etat, qui était saisi par trois militants marxistes des Verts, a annulé, mercredi 3 février, l'élection de l'écologiste indépendant François Legrand au conseil régional de Champagne-Ardenne, présidé par Jean-Claude Etienne (RPR), et proclamé élu François Arvois (UDF).

■ NOUVELLE-CALÉDONIE : le Sénat a adopté à une très large majorité, jeudi 4 février, les deux projets de loi organique et ordinaire relatifs à la Nouvelle-Calédonie, sans modifier de façon sensible le texte voté par l'Assemblée nationale le 22 décembre 1998. Un accord devrait être trouvé en commission mixte paritaire, lundi 8 février, ce qui devrait permettre l'organisation avant fin mai des élections pour le Congrès de la Nouvelle-Calédonie.

■ EUROPÉENNES : le RPR et Démocratie libérale ont tenu, jeudi 4 février, une réunion de préparation de la campagne pour les européennes qu'ils comptent lancer officiellement le 15 février.

(Actualités)

«CESAR» 99 6 NOMINATIONS

dont
meilleur acteur :
Jacques Villeret
meilleur scénario :
Francis Veber



déjà
9 MILLIONS DE SPECTATEURS

ÉDUCATION Entre 10 000 et 15 000 enseignants d'Ile-de-France ont participé, jeudi 4 février à Paris, à une manifestation contre le ministre de l'éducation nationale,

Claude Allègre. ● LES SUJETS de mécontentement portaient notamment sur la réforme des lycées, la Charte de l'école primaire, les heures supplémentaires, la déconcentration...

● LA GRÈVE a été fortement suivie dans les écoles, à plus de 55 % dans l'académie de Créteil. La proportion de grévistes a été d'environ 30 % dans les lycées. ● LA DERNIÈRE ver-

sion de la Charte pour la réforme des lycées a été publiée, vendredi 5 février par Libération. Les principales modifications de ce texte, qui doit être présenté au Conseil supé-

rieur de l'éducation, jeudi 18 février, portent notamment sur la définition de l'attribution de l'aide personnalisée aux élèves et les enseignements artistiques.

Forte mobilisation enseignante en Ile-de-France contre Claude Allègre

De nombreux sujets de mécontentement ont alimenté la journée de grève et la manifestation qui a rassemblé jeudi près de 15 000 personnes à Paris. Le ministère met la dernière main à sa Charte pour la réforme des lycées, qui a notamment évolué sur l'aide personnalisée aux élèves

ILS SONT VENUS avec les moyens du bord et dans le désordre. Les uns avec une caisse à roulettes, remplie d'os en carton de « mammoth dégraisé ».

RÉCIT

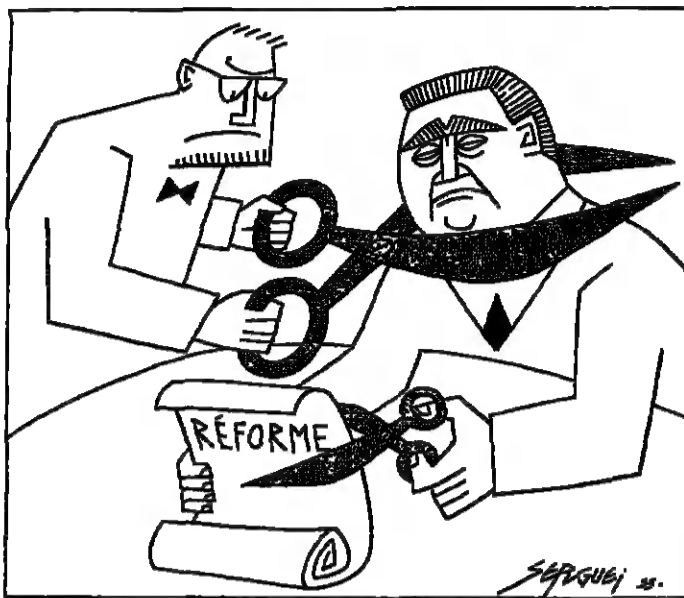
« Non à l'école à deux vitesses : à Romainville aussi, lire Platon c'est important »

d'autres avec un balai brandi pour « chasser Allègre », d'autres encore en convoi funéraire destiné à « enterrer l'école de la République ». Dans un cortège baroque, qui s'est étiré de Montparnasse à la rue de Grenelle, 10 000 à 15 000 enseignants de Paris et de la région parisienne, ont manifesté, jeudi 4 février, contre le ministre de l'éducation nationale.

En tête, derrière une banderole qui donne le ton : « Un Allègre sur Mars et ça repart » - quelques profs de grands lycées parisiens, tels Montaigne, Fénelon et Lavoisier, lancent des slogans à la prosodie rugueuse : « Jospin, Jospin, il faut démissionner Allègre ». Leurs élèves, sur le trottoir, les regardent passer : « A la manif des lycées y'avait pas assez de profs pour soutenir les élèves, et là, il n'y a pas assez d'élèves pour soutenir les profs », soupire Olivier.

Les gros des troupes, en file interminable, reste à venir, de tous les départements d'Ile-de-France, avec pour étendard un nom d'établissement : Maurice-Genevoix à Montrouge, Pasteur, Adolphe-Chérioux et René-Descartes des Hauts-de-Seine, Charles-le-Chaume à Roissy-en-Brie, Henri-Wallon à Aubervilliers, le collège Mozart d'Athis-Mons, Maurice-Ravel, Henri-IV, Jules-Ferry et Gabriel-Fauré à Paris, puis la Seine-Saint-Denis, avec Utrillo de Stains, Séverin de Bobigny, Delacroix de Drancy, Marie-Curie des Lilas et enfin le collectif du Nord parisien, qui a transformé en banderole plusieurs centaines de cartes d'électeurs.

« Un tel mélange c'est le signe d'un vrai malaise », dit-il, enseignant en Seine-Saint-Denis, qui a été, au printemps 1998, de toutes les manifestations du 93, n'en revient pas. « Qu'une manifestation puisse regrouper des instituteurs, des profs de lycées parisiens et d'établissements de banlieue, j'ai jamais vu ça. Le ras-le-bol est général. » Les sujets de mécontentement s'affichent dans un inventaire à la Prévert : réforme des lycées, charte pour l'école primaire, heures supplémentaires, remplacements, déconcentration, baisses des postes aux concours, déclarations « méprisantes » du ministre de l'éducation nationale... tout y passe. A la boutonnrière des manifestants, deux autocollants font fureur : « Retrait des réformes Allègre » et « Allègre démission ».



sements de banlieue, j'ai jamais vu ça. Le ras-le-bol est général. » Les sujets de mécontentement s'affichent dans un inventaire à la Prévert : réforme des lycées, charte pour l'école primaire, heures supplémentaires, remplacements, déconcentration, baisses des postes aux concours, déclarations « méprisantes » du ministre de l'éducation nationale... tout y passe. A la boutonnrière des manifestants, deux autocollants font fureur : « Retrait des réformes Allègre » et « Allègre démission ».

Le ministre et ses projets sont accusés de tous les maux. « Culture massacrée, jeunesse sacrifiée », affirme une pancarte du lycée Racine, tandis qu'une affiche d'une école des Hauts-de-Seine fustige un Claude Allègre qui « livre l'école aux pouvoirs économiques ». Issue de la Seine-Saint-Denis, une pancarte dénonce : « Non à l'école à deux vitesses : à Romainville aussi, lire Platon c'est important. »

Le même film que l'an dernier « au moment de la consultation Melieu. » On vient de recevoir les questionnaires sur le collège. Le préambule oriente toutes les questions, les des sont pipés. »

Jeanne-Monique, une carte du SNES sur l'oreille, défie derrière la banderole du lycée Michelet de Vanves : « Depuis 68, nous les profs, on n'avait pas réclamé la démission d'un ministre. A fortiori de gauche ». Elle dénonce pêle-mêle une « consultation bidon », le manque de surveillants, la suppression des groupes de langues et la réduction des options.

De leur côté, les instituteurs dé-

noncent la charte de l'école primaire qui est devenu le sujet du jour, alors que le mot d'ordre officiel SNUipp n'en faisait pas mention. « On ne peut pas améliorer l'école uniquement avec des em-

« Non au casseur », « Virez le sauvageon », « Sortez le bouffon », « Allègre, escroc, le peuple aura la peau. » Une banderole résume l'étendue de la grogne : « Jospin trahison, Allègre démission, la

« Le précieux soutien » de Lionel Jospin au ministre

« Je n'ai cédé sur rien d'essentiel », assure Claude Allègre dans un entretien à La Croix du 5 février. La grande bataille a porté sur la nécessité d'aider les élèves. J'ai tenu bon. C'est une réforme équilibrée qui va se mettre en place. » Selon le ministre de l'éducation, « Lionel Jospin souhaite que les réformes aboutissent (...). Je mesure combien son soutien est précieux ». Devant le Sénat, jeudi 4 février, il avait affirmé : « C'est le lot de tout réformateur, nous nous heurtons à des conservatismes. Il faut les traiter avec attention et sérieux mais sans abandonner nos objectifs. » Le même jour, Claude Gosselin, vice-président de Démocratie libérale, a considéré que « le premier ministre doit désormais se décider à choisir (...) entre démettre ou conforter son ministre de l'éducation nationale ». Pour M. Gosselin, « la montée de la violence quotidienne, l'absence de moyens, la contestation du ministre de l'éducation nationale par les enseignants témoignent de l'échec désormais patent du gouvernement dans ce domaine ».

plais-joues sans formation ni statut. Vous vous rendez compte, c'est quand même la gauche qui est en train de développer la précarité dans l'éducation nationale », s'empare une enseignante de Gagny (Seine-Saint-Denis). « Charte, c'est un mot de propagande. Ça veut dire que c'est accepté des deux côtés. C'est un produit fait pour l'opinion publique, qui ne sait pas vraiment ce qu'il y a dedans », dénonce une jeune professeure.

A l'approche de la rue de Grenelle, les slogans se font violents.

charte au pilon. » Au milieu des délégations d'établissements et du cortège du SNUipp, plusieurs syndicats de toutes tendances ont déployé leurs fanions : la CGT, FO, SUD-éducation, la CNT, le SNalc. « Retrait des chartes et de toutes les mesures d'Allègre : nous exigeons de vraies négociations », dit une banderole commune FO, SNalc, CFTC, CGC. « Pour l'éducation, il faut une autre politique », exhorte le SNES au milieu du défilé.

Refusant d'en rester là, plusieurs centaines de manifestants déboulent à la Bourse du travail, où Monique Vuallat, secrétaire générale du SNES se trouve déjà, avec des militants. Elle en sortira rudement apostrophée, un incident que les derniers présents jugent « regrettable », tout en ajoutant qu'il y a « des scènes de ménage que l'on ne peut pas éviter ». Selon un communiqué publié jeudi soir, le SNES « met en débat une nouvelle journée d'action, de grève et de manifestation, jeudi 11 février ». Rendez-vous est donc pris, alors qu'une quarantaine d'établissements de la région parisienne sont en grève reconductible et que l'assemblée générale des établissements de Seine-Saint-Denis appelle, pour sa part, à une manifestation à Paris dès le 9 février.

Sandrine Blanchard et Béatrice Gurrey

S. B.

Une charte pour l'enseignement professionnel

C'EST DÉSORMAIS chose faite. Les lycées professionnels ont eux aussi leur projet de « Charte pour le XXI^e siècle ». Communiqué en début de semaine aux organisations syndicales, ce document, intitulé « L'enseignement professionnel intégré », est inclus dans la réforme des lycées pour être examiné le 18 février par le Conseil supérieur de l'éducation (CSE). Le texte souligne que « la logique pédagogique de l'enseignement professionnel résulte d'un équilibre entre la formation générale, la formation professionnelle et l'orientation économique ».

Les périodes de formation en entreprise - qui seront négociées « au cas par cas » avec les branches professionnelles - devront faire l'objet d'un « véritable contrat dont la dimension pédagogique doit être affirmée ». Ce contrat devra notamment détailler les activités confiées à l'élève et indiquer les modalités de son encadrement par un tuteur. Dans chaque académie, un « coordon-

nateur » fera le lien avec les milieux économiques et assurera la correspondance avec la nouvelle « Mission nationale éducation-économie-emploi » qui devrait être mise en place au printemps. Cette mission se veut un « observatoire des professions » et une « instance de prévisions des évolutions de l'onomie et des besoins du système éducatif ».

PRAGMATISME OU MANQUE DE SOUFFLE ?

Du côté des diplômes, le texte précise que le CAP « joue un rôle de protection contre le chômage et l'exclusion ». Tout jeune quittant le système éducatif avant le baccalauréat devrait donc détenir ce diplôme, précise la charte. Le BEP demeure un diplôme d'insertion ou de poursuite d'études tout comme le baccalauréat professionnel, qui doit pouvoir permettre un accès en BTS. Chacune des formations devrait comprendre un horaire réservé à la « réalisation de projets pluri-

disciplinaires à caractère professionnel » au cours duquel serait apportée « une aide individualisée aux élèves en difficulté ».

Parce que les lycées professionnels accueillent le plus souvent des jeunes adultes issus de milieux modestes, le texte mentionne la nécessité « d'ouvrir une réflexion sur le statut des élèves ». Mais aucune proposition concrète n'est avancée. Quant aux enseignants, leur formation initiale et continue devrait comprendre davantage de stages en entreprise.

Pour le Snetas-FSU, syndicat majoritaire chez les professeurs de lycée professionnel, ce texte signe la fin « du règne de la pensée unique du tout-alternance » et constitue « une approche pragmatique et de raison ». En revanche, le SGEN-CFDT considère que cette charte « manque de souffle et d'ambition » et ne fait « qu'aménager l'existant ».

La réforme des lycées s'est affinée sur l'aide personnalisée aux élèves

SOUJES à la concertation depuis lundi 21 décembre, au lendemain de la réconciliation publique intervenue entre Claude Allègre et le Syndicat national des enseignants de second degré (SNE-SFSU), le texte de la Charte pour la réforme des lycées (Le Monde du 22 décembre), doit être présenté au Conseil supérieur de l'éducation, jeudi 18 février. Il peut « encore être amendé jusqu'à cette date, puisque deux réunions importantes ont encore lieu avec les syndicats et les grandes confédérations », explique Didier Dacunha-Castelle, chargé de la réforme au cabinet du ministre de l'éducation nationale.

Depuis, il a connu des amendements et des modifications « sans que les grands principes, comme l'aide personnalisée ou les travaux personnels encadrés, en soient modifiés », ajoute l'entourage de Claude Allègre. Une modification importante est intervenue voilà quelques jours, lorsqu'une note aux recteurs a défini de façon stricte l'attribution de l'aide personnalisée aux élèves (Le Monde daté 31 janvier-1^{er} février). Le texte actuel, publié vendredi 5 février par Libération, détaille la réforme, à nouveau présentée ici dans son ensemble.

● Les horaires
Les heures de cours sont limitées à 26 heures par semaine dans

la voie générale et 30 heures dans la voie technologique. Des ajustements ont lieu selon les séries, notamment en raison de l'augmentation de l'horaire des enseignements artistiques en filière littéraire.

Cette réduction représente environ deux heures de moins en seconde (sans option) et en première S (scientifique), un horaire équivalent en première ES (économique et sociale), une diminution d'une heure en L (littéraire). S'ils le souhaitent, les élèves peuvent choisir une option facultative de deux ou trois heures.

● Aide apportée aux élèves
« Chaque lycéen, en fonction de ses besoins propres, doit pouvoir trouver toute les aides nécessaires au travail attendu de lui ». Les bibliothèques et les salles informatiques devront donc être ouverts plus largement.

● Aide personnalisée en seconde. La Charte explique qu'« il est du devoir de la communauté éducative du service public d'éducation de faire du lycée son propre recours, face à l'intrusion des aspects marchands, cours particuliers et officines de soutien en tous genres ». Huit élèves au maximum par classe sont concernés par ce soutien, pour le moment cantonné au français et aux mathématiques. La configuration

des groupes est revue tous les trois mois.

● Le principe d'une aide uniforme pour tous les établissements a été adopté, car il n'y a pas deux catégories de lycées et d'enseignants. Si nous constatons que ce système est socialement injuste ou pédagogiquement non fonctionnel, nous l'ajusterons », fait valoir le cabinet.

Dès l'année scolaire 2000-2001, les modalités d'attribution de l'aide aux élèves seront revues en tenant compte des indicateurs sociaux, précise la Charte. Les modules sont conservés.

● Les travaux personnels encadrés, en première et en terminale sont « un axe essentiel » de la réforme des lycées. Avec l'aide des enseignants, le lycéen doit traiter sous forme de dossier, un sujet portant sur deux des disciplines dominantes de sa série.

Les possibilités de couplage de disciplines sont pour l'instant limitées, mais pourront être élargies « si les enseignants le souhaitent ». En première l'élève prépare deux dossiers, en terminale un seul, qu'il présente en guise d'oral de rattrapage du bac. Les TPE ne se mettent en place qu'en 2000-2001.

● L'enseignement artistique
« L'enseignement artistique est généralisé dans les trois voies du lycée » afin de permettre à tous

les élèves, s'ils le souhaitent, de suivre cet enseignement.

L'expression artistique (musique, théâtre, arts plastiques, danse, cinéma, etc.) est dispensée par des enseignants et éventuellement par des intervenants extérieurs, « de compétence indiscutable, choisis par les enseignants dans le cadre d'une collaboration entre les recteurs et les directions régionales des affaires culturelles ». Le professeur responsable « dispose d'une quotité horaire significative » à cet effet.

A la rentrée 99, en 1^{re} et en terminale, les établissements auront le choix entre conserver leurs options facultatives ou les transformer en expression artistique avec un horaire allant de 72 à 90 heures. Le ministère de la culture peut participer au financement. Les enseignements artistiques sont évalués, sous forme d'un projet, au baccalauréat.

● L'éducation civique, juridique et sociale

Ce nouvel enseignement est introduit dans toutes les séries, rejoignant « une très forte demande des élèves ». Il doit être « organisé sous forme d'apprentissage ou d'ateliers », dont les thèmes emprunteront à l'actualité. Cet enseignement fera l'objet d'un contrôle au baccalauréat selon des modalités qui restent à définir.

● Les séries de l'enseignement général et technologique

L'objectif de la réforme est de « rééquilibrer les différentes séries et d'améliorer la lisibilité des parcours ». Dans l'enseignement général, pour la série littéraire, l'essentiel sera de « développer et approfondir la culture littéraire » avec des domaines spécifiques (langues anciennes et vivantes, expression artistique et littéraire française et étrangère).

Les mathématiques restent obligatoires en première et donneront lieu à une épreuve anticipée du baccalauréat. Toutefois, une option maths sera maintenue en terminale.

En sciences économiques et sociales, une série « stabilisée », les travaux personnels encadrés devraient favoriser une approche interdisciplinaire. Un enseignement scientifique est introduit en classe de première sanctionné par une épreuve anticipée du baccalauréat. En sciences, la volonté clairement exprimée est « d'attirer plus de lycéens vers cette filière » où les disciplines expérimentales « verront leur importance augmenter ». Outre « un renouveau très important des contenus », il est envisagé un rééquilibrage des spécialités en faveur « des sciences de l'ingénieur ».

Pour l'enseignement technolo-

gique, le ministre envisage d'ouvrir un débat, en 1999, « sur la cohérence et la pertinence des contenus », en même temps qu'une réflexion sur l'articulation entre le lycée et les BTS. Dans les classes de sciences et techniques tertiaires (STT), la priorité est de « favoriser l'acquisition d'une solide culture générale indispensable à la poursuite d'études ». En sciences et techniques industrielles (STI), il s'agit de « suivre les évolutions radicales de l'industrie industrielle ».

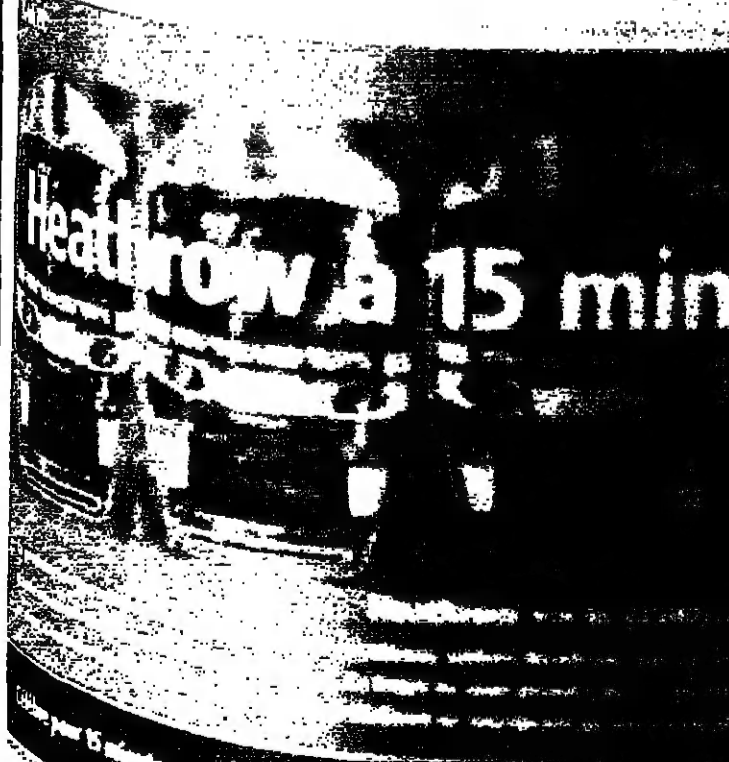
En complément des deux autres séries (sciences médico-sociales et sciences et techniques de laboratoire), il est prévu la création d'une série Education physique et sportive dans la voie technologique, avec en prolongement un BTS « métiers du sport ».

● Modification des programmes

Peu de modifications ont été apportées aux nouvelles orientations proposées par le ministère (Le Monde du 16 janvier). Dans les différentes disciplines, des groupes de travail, mis en place aux côtés du Conseil national des programmes seront chargés de préparer d'importants changements pour tenir compte de l'évolution des savoirs.

M. D. et B. G.

Manifestation du 10 octobre 1998
demande de passer l'aire de



Manifestation du 17 octobre 1961 : Jean-Luc Einaudi dénonce le laisser faire de Maurice Papon

La première journée du procès en diffamation s'est transformée en cours d'histoire

Poursuivi en diffamation au sujet d'un point de vue publié dans nos colonnes le 20 mai 1998, qui mettait en cause le rôle de Maurice Papon

dans la répression de la manifestation algérienne du 17 octobre 1961, Jean-Luc Einaudi a expliqué en quoi l'action de l'ancien préfet de po-

lice de Paris lui paraît « dans la continuité de celui qui fut secrétaire général de la préfecture de la Gironde dans les années 40 ».

JEAN-LUC EINAUDI n'est pas un historien universitaire, mais il connaît son sujet sur le bout des doigts. Son sujet, c'est la guerre d'Algérie et plus précisément cet événement oublié de la mémoire collective : la répression policière sanglante d'une manifestation organisée par la Fédération nationale du Front de libération nationale (FLN) algérien, le 17 octobre 1961 à Paris.

Educateur au ministère de la justice, Jean-Luc Einaudi est aussi l'auteur d'un livre - *La Bataille de Paris* - dans lequel il affirme que les exactions des policiers ont fait ce soir-là plus de 200 morts, alors que le bilan officiel a longtemps limité ce bilan à 3 victimes parmi les manifestants.

Dans un point de vue publié dans nos colonnes, le 20 mai 1998, M. Einaudi soutenait que ce « massacre » avait été perpétré « par des forces de police agissant sous les ordres de Maurice Papon », alors préfet de police de la capitale. L'accusation lui vaut de comparaître depuis le jeudi 4 février, devant la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, pour « complicité de diffamation envers un fonctionnaire public » (Le Monde du 5 février), sur plainte de Maurice Papon, absent de la première journée d'audience pour cause de « grippe aiguë ».

Pendant près de sept heures, cette audience s'est transformée

en cours d'histoire, avec la diffusion d'un documentaire, *Une journée portée disparue*, consacré à la répression de la manifestation, l'audition de quatre témoins, directs ou indirects, et un long interrogatoire du prévenu.

« RÉPRESSION ORIENTÉE »

« On ne peut comprendre ces événements et ce massacre que si on a en tête qu'ils sont le produit de pratiques installées depuis des années sous la responsabilité de Maurice Papon », avertit d'entrée M. Einaudi. Relatant le passé du préfet de police de Paris comme inspecteur général pour l'administration en mission extraordinaire dans l'est algérien en 1956, il estime que « Maurice Papon a orienté la répression contre le FLN vers une répression collective visant l'ensemble d'une communauté humaine ».

Revenu à Paris, Maurice Papon a, selon M. Einaudi, favorisé l'émergence de pratiques contestables, en organisant, par exemple, « de vastes rafles » et en faisant « interner des Algériens au Vel'd'Hiv ». « Dès lors, des témoignages font état de policiers se vantant de jeter des Algériens à la Seine, soutient-il. Les rafles se font « au faciès » et quand, en 1959, est créé le centre d'identification et de vérification de Vincennes, où sont conduits les Algériens rafles, on va voir se banaliser sous la responsabilité de Maurice Papon des pratiques de violence ».

Le principal tort du préfet de police, à entendre le prévenu, est de « n'avoir rien fait » ou d'avoir « encouragé » des violences qui

s'intensifiaient « après le départ du gouvernement d'Edmond Michelet [à l'époque garde des sceaux], hostile à certaines méthodes de répression et de renseignements ».

« Ce n'est pas un hasard si ces pratiques criminelles se développent à ce moment-là », ajoute M. Einaudi. A l'appui de ses affirmations, il évoque une circulaire rédigée par Maurice Papon le 5 septembre 1961 stipulant que « les membres des groupes de choc [du FLN] pris en flagrant crime doivent être abattus sur place ». Aux obsèques d'un policier, le préfet de police lance même « un mot d'ordre : "Pour un coup reçu, nous en porterons dix" ». « Cela signifiait très précisément : pour un policier tué, tuez dix Algériens », estime M. Einaudi. En tous les cas, c'est bien ainsi que cela a été compris.

« AUCUNE PREUVE »

Revenant sur la manifestation du 17 octobre 1961, le prévenu reconnaît qu'il n'existe aucune preuve qu'un massacre ait été ordonné. Mais il suffisait de laisser faire, et c'est là que se trouve la responsabilité de Maurice Papon. Quand le contrôleur général de Paris vient le voir pour lui demander de « cesser le carnage », il lui tourne le dos. Quand de fausses rumeurs circulent faisant état de morts parmi les forces de l'ordre, il n'a rien fait pour les démentir et a ainsi exacerbé la haine des policiers envers les Algériens.

Jean-Luc Einaudi ne nie d'ailleurs pas qu'une partie des exactions ont été commises ce soir-là par des policiers poussés à bout

par des attentats dont ils ont été les premières victimes. « Ils étaient en quelque sorte chauffés à blanc », suggère le président du tribunal, Jean-Yves Monfort. « Je n'évacue pas cette idée, d'autant que dans la police il y a, à ce moment-là, un courant violemment hostile à la perspective de l'indépendance », répond le prévenu.

Il rejette en revanche l'idée, avancée à plusieurs reprises par Maurice Papon, que les morts du 17 octobre aient été les victimes d'un règlement de compte entre factions nationalistes algériennes : « En 1961, le Mouvement national algérien n'existait pratiquement plus à Paris où le FLN dominait ».

Au président Monfort, qui s'étonne du faible nombre de témoins et du peu d'écho dans la presse de l'époque au sujet de la manifestation, Jean-Luc Einaudi rétorque : « La vie d'un Algérien ne valait pas la vie d'un Français. Il y avait de l'indifférence pour une vie de "bougnoule" ». Dans le prétoire des applaudissements nourris approuvent l'intervention.

« Si je vous comprends bien, l'homme expliquerait les événements », demande le président. « C'est certain, confirme le prévenu. Qu'on m'explique sinon comment un préfet de police peut interner des gens au Vel'd'Hiv, seize ans seulement après que des juifs y ont été internés. C'est à mon sens l'expression que ce préfet de police était dans la continuité de celui qui fut secrétaire général de la préfecture de la Gironde dans les années 40 ».

Acacio Pereira

Prison ferme requise contre cinq policiers accusés de violences

Deux « dealers » avaient été brutalisés à Bobigny

DES PEINES de deux à quatre ans de prison ont été requises, jeudi 4 février, à l'encontre de cinq policiers du service départemental de police judiciaire (SDPJ) de Seine-Saint-Denis poursuivis pour « violences » et « agressions sexuelles » sur deux trafiquants de drogue placés en garde à vue dans leurs locaux en novembre 1997. C'est au terme de plus de sept ans de bataille de procédure que les cinq policiers ont été jugés à Versailles (Yvelines), où l'affaire avait été dépaycée « pour plus d'impartialité ».

Le 25 novembre 1991, quatre policiers de la brigade des stupéfiants de Bobigny emmenés par le commandant Bernard Hervé ont interpellé, non loin de la gare du Nord à Paris, Ahmed Selimouni, soupçonné d'être l'un des animateurs d'un réseau international de trafic d'héroïne et de cocaïne, dont les policiers ont arrêté le chef quinze jours plus tôt. Selon Ahmed Selimouni, qui purge aujourd'hui une peine de 13 ans de prison pour infraction à la législation sur les stupéfiants, l'arrestation s'est passée « calmement », mais la garde à vue a tourné au cauchemar. Devant le tribunal, la victime détaille les divers sévices dont elle aurait été l'objet, du tirage de cheveux aux coups de batte de base-ball sur la tête : « légèrement mais constamment », en passant par les coups de pied et de poigne qui, après quelques heures dans le service de police, lui vaudront d'être transportée aux urgences d'un hôpital parisien.

De retour en Seine-Saint-Denis, le lendemain matin, Ahmed Selimouni affirme avoir subi de nouveaux interrogatoires qui, en fin de journée, deviendront de nouveau violents : un simulacre d'injection dans le bras, une demande de félation par un policier, qui n'a pas été identifié, et qui, finalement, lui tirera dessus. Selon la victime, qui a perdu un œil, cette escalade s'achèvera dans un bureau où, alors qu'il était agenouillé nu avec l'un des prévenus monté sur son dos, un policier lui introduira « une petite matraque noire » dans l'anus.

Tout à tour, les cinq policiers impliqués ont contesté cette version.

d'horreur à la barre. Seule l'interpellation a posé problème et les autres allégations sont « fausses », a martelé M. Hervé. « Mais pourquoi tous ces hématomes ? », interroge la présidente Françoise Martres, en égrenant la liste des blessures relevées à l'issue de la garde à vue. « Je ne suis pas médecin », lâche le chef de groupe. Pour les policiers, ces accusations relèvent d'un système de défense concerté, qui a aussi été utilisé par Abdelmajid Madi, arrêté à Livry-Gargan le 26 novembre.

JUSTIFICATIONS IGNORÉES

Purgeant une peine de 10 ans pour son implication dans l'affaire de stupéfiants, ce dernier dénonce les « tortures » qu'il aurait subies dans les locaux de la PJ de Bobigny. Pendant la fouille, affirme-t-il, un fonctionnaire demande à l'un de ses collègues d'arrêter « Albert ». « Je ne savais pas qui était Albert », se souvient Madi, mais quand j'ai vu un manche de pioche sur lequel était inscrit Albert, j'ai compris, j'étais par terre, ils me tapaient partout, dans les parties génitales et les côtes. Pour les policiers, c'est Madi qui s'est rebellé alors qu'il était entendu par le commandant Hervé. Il s'est blessé en se jetant contre une armoire, selon les policiers qui paient d'actes d'« autodestruction ».

Ces justifications policières ont laissé de marbre le procureur de la République adjoint, Jacques Hossart, qui a préféré s'en tenir « aux constatations médicales incontestables ». Pour lui, les « cinq prévenus ont porté un coup très dur à la procédure pénale française, à la police et à la justice ». Il a requis quatre ans de prison à l'encontre de Bernard Hervé, trois ans contre Christophe Saebler, Patrice Hurant et Bruno Gauthier, et deux ans contre Alexis Leclerc.

Le jugement sera rendu le 25 mars. Une semaine auparavant, la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg se sera penchée sur le cas d'Ahmed Selimouni (Le Monde du 26 mars 1998). La justice européenne poursuit en effet l'Etat français pour « tortures ».

Jean-Claude Pierrette

Deux mairies condamnées à décrocher le crucifix de la salle du conseil

NANTES

de notre correspondant

Les mairies de Joué-sur-Erdre et de Vallet en Loire-Atlantique devront enlever le crucifix qui orne leur salle de conseil municipal. La cour administrative d'appel de Nantes a donné raison, jeudi 4 février, aux habitants de ces communes rurales demandant l'application de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat interdisant « d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires ainsi que des musées ou des expositions ». La cour a infirmé un jugement du tribunal administratif de Nantes qui, en décembre 1997, avait estimé que la présence de ces crucifix relevait de « décisions prises en matière de décoration » ne pouvant être attaquées devant le juge de l'exercice de pouvoir (Le Monde du 22 janvier 1998).

A Joué-sur-Erdre, Isabelle Le Gualès de Mézaubran est maire (divers droite) depuis 1975, date à laquelle elle a succédé à son mari. « Beaucoup ici continuent de l'appeler Madame la comtesse et ont vis-à-vis d'elle une déférence rappelant la féodalité », assure Christian Jadeau, président de l'association civique

Joué-Langueurs qui avait saisi le tribunal administratif. Instituteur dans une école publique, Christian Jadeau n'a pourtant rien d'un anticlérical. C'est en « chrétien pratiquant et engagé » qu'il défend la laïcité et dénonce tout « mélange entre pouvoir et religion », à Joué-sur-Erdre comme ailleurs. Pour toute réponse à sa demande sur le retrait du crucifix, Isabelle Le Gualès de Mézaubran avait fait voter, en février 1996, son maintien dans la salle du conseil municipal. Son avocat n'y voit qu'un « usage local auquel les habitants sont très attachés ».

LE COEUR ET LA CROIX

A Vallet, en plein vignoble nantais, c'est en mars 1938 que le conseil municipal avait voté à l'unanimité la pose d'un crucifix dans la salle où il se réunit. Ce vote « marquait la volonté d'exprimer une croyance sans constituer un acte de pression ou de prosélytisme et se rattache aux us et coutumes de la commune », estime l'avocat du maire actuel, Paul Dalon (FD) qui a refusé, lui aussi, d'ôter ce crucifix comme le demandait un conseiller municipal d'opposition. La cour administrative d'appel a estimé que « la position d'un emblème religieux postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 9 décembre 1905, à l'extérieur comme à l'intérieur d'un édifice public communal, mé-

connaît la liberté de conscience assurée à tous les citoyens par la République et la neutralité du service public à l'égard des cultes quels qu'ils soient ».

L'association Une Vendée pour tous les Vendéens demandait, au nom des mêmes principes, que le logo du département de la Vendée, mis en place en 1986 par le conseil général que préside Philippe de Villiers (MPF), soit ôté du fronton de deux collèges publics. Selon l'association, ce logo s'inspire du blason de la Vendée homologué en 1943 par la commission des sceaux et armoiries du gouvernement de Vichy et à l'époque, « l'évêque de Luçon avait cru voir dans le grigisme le cœur de Jésus et de Marie surmonté de la couronne d'épines du Christ ». Le commissaire du gouvernement a demandé à la cour administrative de rejeter cette demande, estimant que la forme stylisée actuelle du logo ne correspondait à aucun emblème représentatif d'une religion, la croix n'ayant pas « la forme latine propre à la religion chrétienne », le cœur étant « un symbole depuis la nuit des temps » et l'ensemble ne pouvant être interprété que comme « la transposition métaphorique de certains traits de l'histoire vendéenne », que rien n'interdit.

Dominique Luneau

BAA

Heathrow à 15 minutes du centre de Londres

Heathrow → le centre de Londres en 15 minutes, toutes les 15 minutes

La prochaine fois que vous vous rendrez à Londres via Heathrow, utilisez Heathrow Express, le nouveau train à grande vitesse qui relie l'aéroport au cœur de Londres. Le trajet ne vous prendra que 15 minutes et si vous êtes un client d'American Airlines, British Airways ou British Midland ne voyageant qu'avec un bagage à main, vous

pourrez même vous faire enregistrer à Paddington Station pour le retour. Les billets pour Heathrow Express sont disponibles à nos guichets, aux billetteries automatiques et dans les boutiques affichant notre enseigne. Pour plus d'informations, visitez notre site web à www.heathrowexpress.co.uk ou appelez le +44 (0) 845 600 15 15

Célèbre pour 15 minutes

Départs de Paddington de 0510 à 2340. 5/6 minutes de plus pour le Terminal 4.

HORIZONS

PORTRAIT

Hussein, la solitude d'un monarque

SON plus douloureux

aura certainement une double perte : la perte de La Mecque, en 1925, par son arrière-grand-père, Abdallah Ier, et la perte de Jérusalem, en 1967, par sa propre armée, évincée par les troupes israéliennes. Autant de deuils qui ont marqué sa vie. Hussein de Jordanie, descendant de la dynastie hachémite, a le sentiment d'avoir hérité d'une malédiction.

« J'appartiens, semble-t-il, à une famille qui selon la tradition doit souffrir et consentir des sacrifices pour la nation », déclarait-il après la chute de son père, le roi Abdallah Ier, en 1952. Révélait-il vraiment la destinée de la dynastie hachémite lorsque, en 1990, méprisé par l'Arabie saoudite, qui l'accusait d'avoir pris parti pour l'Irak après l'invasion du Koweït, il revendiqua le trône de son père ? Ou au contraire lorsque, en 1995, il déclara qu'il était disposé à jouer un rôle en Irak - dont son cousin, Fayçal II, fut l'éphémère souverain jusqu'en 1958 - s'en est toujours défendu.

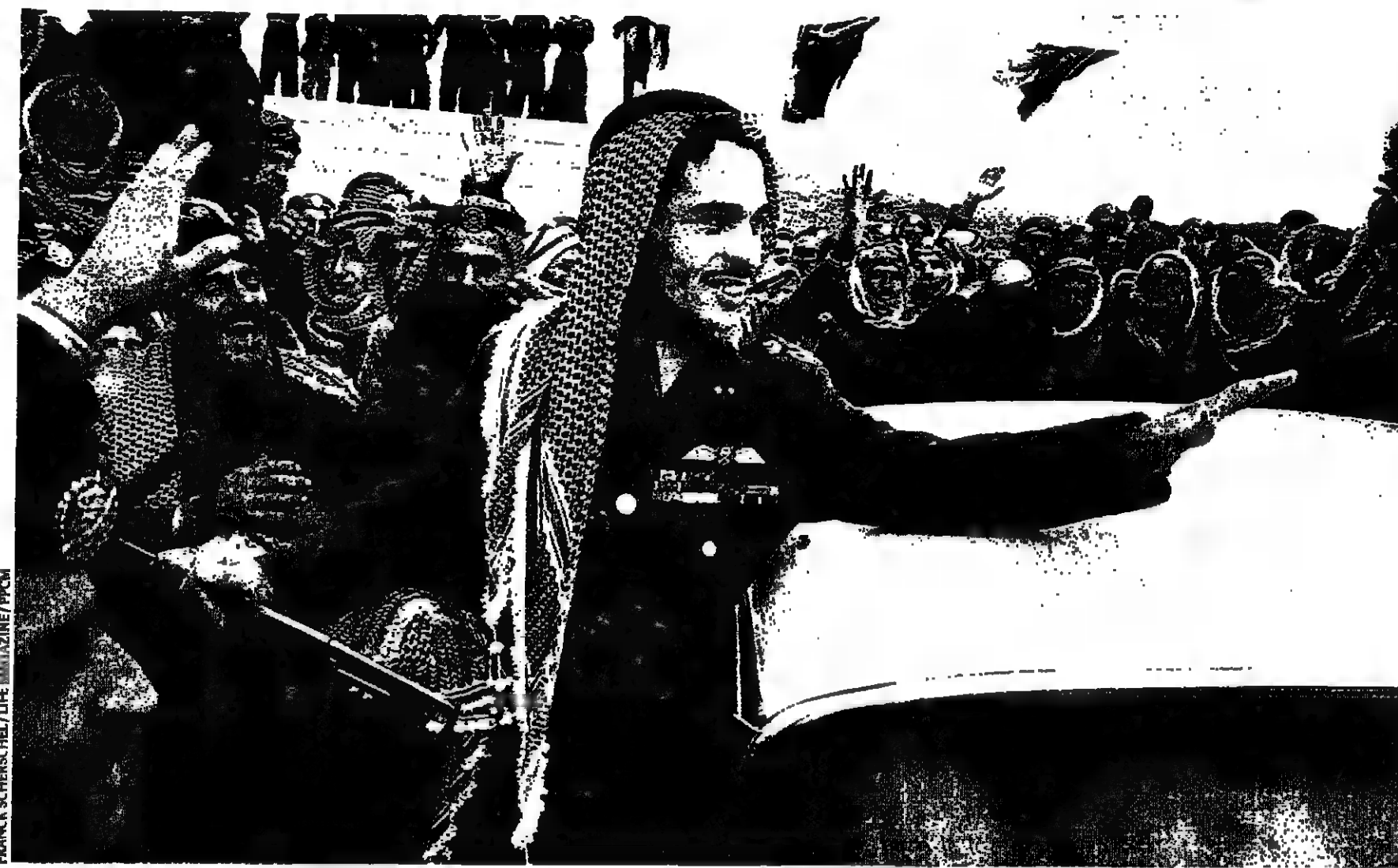
La longévité de son règne - quarante-six ans - n'est pas synonyme de succès. Le « petit roi » - surnom qui lui a été attribué lors de son avènement au début du fait de son jeune âge et qui perdura à cause de sa petite taille - aura survécu à trois guerres israélo-arabes, plusieurs tentatives de révolte et même de tentatives de meurtre. Depuis la chute de son père, Hussein a dû prendre la mesure du rôle de son pays dans la région, de la perte de la Grande-Bretagne, de la perte de la Syrie, l'Irak et une partie du Liban.

Mais la Grande-Bretagne s'était déjà engagée, en 1916, l'insu du chérif de La Mecque, et en vertu des accords Sykes-Picot, à partager avec la France des influences au Moyen-Orient. En novembre 1917, elle allait de surcroît promettre aux juifs, par la déclaration Balfour, un foyer national juif en Palestine. Pour soldes de tout compte, à la fin de la guerre, Londres finit par ériger l'un des fils du chérif, Abdallah, en roi de Transjordanie, et l'autre, le prince Fayçal Ier, son frère, obtiendra le trône irakien.

Hussein de Jordanie héritait d'un pays coincé entre la Syrie, au nord, l'Irak, au nord-est, l'Arabie saoudite au sud et Israël à l'ouest. Il lui fallait une bonne dose de diplomatie, d'équilibre, de tact, aussi et peut-être surtout de diplomatie, pour survivre à la Grande-Bretagne et des États-Unis, voire à l'Occident. Dans une conjonction politique régionale agitée, l'État d'Israël avait quelques années auparavant, et son grand-père était suspecté de collusion avec l'ennemi.

En Égypte, les Officiers libres, conduits par Gamal Abdel Nasser, venaient de renverser le roi Farouk. En Syrie, après plusieurs coups d'État, une solide dictature était installée, mais un coup d'État devait avoir lieu en 1954. L'Irak n'allait pas tarder à entrer dans une ère de turbulences, dont son cousin d'Hussein, Fayçal, allait être la victime en 1958.

Très tôt, Hussein de Jordanie dut donc naviguer entre les écueils. Pour réhabiliter la Jordanie aux yeux de pays arabes, l'Égypte en particulier, qui la rendaient quasi seule responsable de l'humiliation de 1948, et accusait le royaume d'être un satellite de la Grande-Bretagne, le souverain décida, en 1956, de se débarrasser du général britannique Glubb, commandant la Légion arabe (l'armée jordanienne). J'ai voulu « jordaniser » mon armée, expliquera-t-il lui-même. « Nous étions dominés par l'étranger. » J'étais déterminé à mettre sur pied une force armée puissante et bien équilibrée (...) et, tant que Glubb était parmi nous, c'était impossible. (...) Le Caire nous accusait d'être une puissance impérialiste », le communisme



Le roi Hussein de Jordanie en 1956, 43 ans après son intronisation.

la Syrie, l'Irak et une partie du Liban. Mais la Grande-Bretagne s'était déjà engagée, en 1916, l'insu du chérif de La Mecque, et en vertu des accords Sykes-Picot, à partager avec la France des influences au Moyen-Orient. En novembre 1917, elle allait de surcroît promettre aux juifs, par la déclaration Balfour, un foyer national juif en Palestine. Pour soldes de tout compte, à la fin de la guerre, Londres finit par ériger l'un des fils du chérif, Abdallah, en roi de Transjordanie, et l'autre, le prince Fayçal Ier, son frère, obtiendra le trône irakien.

Hussein de Jordanie héritait d'un pays coincé entre la Syrie, au nord, l'Irak, au nord-est, l'Arabie saoudite au sud et Israël à l'ouest. Il lui fallait une bonne dose de diplomatie, d'équilibre, de tact, aussi et peut-être surtout de diplomatie, pour survivre à la Grande-Bretagne et des États-Unis, voire à l'Occident. Dans une conjonction politique régionale agitée, l'État d'Israël avait quelques années auparavant, et son grand-père était suspecté de collusion avec l'ennemi.

En Égypte, les Officiers libres, conduits par Gamal Abdel Nasser, venaient de renverser le roi Farouk. En Syrie, après plusieurs coups d'État, une solide dictature était installée, mais un coup d'État devait avoir lieu en 1954. L'Irak n'allait pas tarder à entrer dans une ère de turbulences, dont son cousin d'Hussein, Fayçal, allait être la victime en 1958. Très tôt, Hussein de Jordanie dut donc naviguer entre les écueils. Pour réhabiliter la Jordanie aux yeux de pays arabes, l'Égypte en particulier, qui la rendaient quasi seule responsable de l'humiliation de 1948, et accusait le royaume d'être un satellite de la Grande-Bretagne, le souverain décida, en 1956, de se débarrasser du général britannique Glubb, commandant la Légion arabe (l'armée jordanienne). J'ai voulu « jordaniser » mon armée, expliquera-t-il lui-même. « Nous étions dominés par l'étranger. » J'étais déterminé à mettre sur pied une force armée puissante et bien équilibrée (...) et, tant que Glubb était parmi nous, c'était impossible. (...) Le Caire nous accusait d'être une puissance impérialiste », le communisme

Le souverain hachémite est arrivé vendredi 5 février à Amman dans un état jugé désespéré. La maladie lui a mis un terme à un long règne de quarante-six ans, au cœur d'un Proche-Orient tumultueux

s'infiltrait au Moyen-Orient. « Il n'y avait pas d'autre alternative, Glubb devait partir. » Avril 1957 : Hussein de Jordanie déjoue de manière étonnante à fait singulier un complot tramé par le général Ali Abou Nawar, commandant en chef des forces armées. Les conjurés, soutenus par l'Égypte, se recrutaient parmi ses serviteurs les plus proches. Le souverain se rendit à personne auprès des conjurés, et retourna la situation en sa faveur. La suite, les conjurés ont tous été graciés. Car Hussein de Jordanie, c'était aussi cela. Un chef d'État qui sait passer l'éponge et tenter de récupérer ses ennemis de l'intérieur. Ce ne fut pas la seule tentative de coup d'État ni de meurtre du souverain. A ses propres yeux, la

plus dramatique fut la prise de l'aviation qui conduisit en Suisse, en novembre 1958, par deux Mig syriens. « Ils voulaient me supprimer, comme on avait supprimé mon cousin Fayçal d'Irak afin d'en finir avec les Hachémites », commentera-t-il. Quelques mois plus tôt, le 14 juillet, Fayçal, était en effet assassiné, ainsi que toute sa famille lors d'un coup d'État. Pour Hussein, « le président Nasser seul en portait l'entière responsabilité », parce qu'il ne supportait pas l'émergence de l'Union arabe, la fédération entre l'Irak et la

« Toute ma vie j'ai été entouré de beaucoup de gens (...), mais tout au long de ces années, au plus profond de moi, j'ai été aussi seul qu'un naufragé »

Jordanie que les deux Hachémites avaient mise sur pied en février de la même année qui visait à faire contrepoids à la République arabe unie que l'Égypte et la Syrie avaient scellée deux semaines auparavant. Hussein de Jordanie appela à l'aide les États-Unis et la Grande-Bretagne. Les « marines » américains débarquèrent à Beyrouth, et des parachutistes britanniques arrivèrent en Jordanie, le temps que la tempête s'apaise.

S'il était vrai que l'Égypte et la Syrie ne l'ont pas épargné - Nasser le traitait d'« agent de la CIA », d'oiseau, de « nain de la CIA », c'est que l'on appelait alors la « question palestinienne » qui aura été son véritable chemin de croix. Dès le milieu des années 60, les activités des fedayins à partir du territoire jordanien lui valaient des représailles israéliennes. L'isolement était de plus en plus grand au sein du monde arabe, malgré la sympathie de l'Arabie saoudite, elle aussi clouée au pilori comme étant un valet de l'Occident.

Jusqu'à la guerre dite de six jours de juin 1967. Les Israéliens l'avertirent qu'ils n'attaqueraient pas son royaume s'il tenait l'écart des combats. Mais Hussein estima qu'il n'avait d'autre choix que de tenir à ses côtés des Arabes. A l'humiliation de la défaite militaire, s'ajoutait l'infamie de l'occupation de toute la rive occidentale du Jourdain et de Jérusalem-Est. Un désastre, militaire, politique et économique.

Hussein n'était pas au bout de ses peines. La marmite des réfugiés palestiniens bouillait. Actions anti-israéliennes et représailles se succédaient. Les organisations de fedayins firent d'Amman leur bastion. La tension montait inexorablement. Jusqu'à ce fameux septembre 1970. « C'était moi », dit-il. Personne ne voulait faire de concessions, personne ne voulait faire marche arrière, l'affrontement était irrémédiable, hélas ! », dira-t-il. Et l'affrontement eut lieu. Il fut terrible. En août 1971, l'armée jordanienne

muscle le camp David, malgré de pressantes sollicitations américaines. Hussein est « récompensé » par un milliard de dollars d'aide annuelle à la Jordanie. Il demeure l'odeur de sainteté tout au long de la guerre qui a opposé l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988, parce qu'il se range du « bon côté », c'est-à-dire de l'Irak, considéré alors comme le rempart de l'islamisme iranien.

Hussein n'a pas pour autant renoncé à ses « ambitions » palestiniennes. En avril 1987, lors d'une rencontre secrète à Londres, il conclut avec Shimon Pérès un accord prévoyant la réunion d'une conférence internationale sur le Proche-Orient avec la participation d'une délégation jordanienne-palestinienne. L'accord a été refusé par le premier ministre israélien d'alors, Itzhak Shamir. L'intifada, le soulèvement de la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza, ont éclaté en décembre 1987. Hussein en tire les leçons. En juillet 1988, il annonce la rupture de tout lien administratif et légal du royaume avec la rive occidentale du Jourdain.

DANS un Proche-Orient totalement imprévisible, Hussein se retrouve à nouveau du « mauvais côté » en août 1990, lorsqu'il soutient l'Irak au moment de l'invasion du Koweït. Il a mis l'index par ses amis occidentaux et arabes. Il a su sa nouvelle rebuffade palestinienne, lorsque les Palestiniens refusent de participer à la délégation commune jordanienne-palestinienne après le lancement du processus de paix en octobre 1990. L'accord israélo-palestinien d'Oslo, septembre 1993, le prend totalement de court. Craignant d'être le laissé-pour-compte de la négociation, il accélère les négociations avec l'État hébreu. Il signe un traité de paix avec Israël en novembre 1994. Affichant une amitié à la limite de l'indignité, il se retrouve à nouveau relativement tenu à distance par ses frères arabes, d'autant que les pourparlers de paix israélo-palestiniens et israélo-syro-libanais battent de l'aile. Il a aussi vivement contesté par les Jordaniens eux-mêmes, qui pour la première fois critiquent une politique de courte vue.

Hussein n'a pas pour autant renoncé à ses « ambitions » palestiniennes. En avril 1987, lors d'une rencontre secrète à Londres, il conclut avec Shimon Pérès un accord prévoyant la réunion d'une conférence internationale sur le Proche-Orient avec la participation d'une délégation jordanienne-palestinienne. L'accord a été refusé par le premier ministre israélien d'alors, Itzhak Shamir. L'intifada, le soulèvement de la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza, ont éclaté en décembre 1987. Hussein en tire les leçons. En juillet 1988, il annonce la rupture de tout lien administratif et légal du royaume avec la rive occidentale du Jourdain.

DANS un Proche-Orient totalement imprévisible, Hussein se retrouve à nouveau du « mauvais côté » en août 1990, lorsqu'il soutient l'Irak au moment de l'invasion du Koweït. Il a mis l'index par ses amis occidentaux et arabes. Il a su sa nouvelle rebuffade palestinienne, lorsque les Palestiniens refusent de participer à la délégation commune jordanienne-palestinienne après le lancement du processus de paix en octobre 1990. L'accord israélo-palestinien d'Oslo, septembre 1993, le prend totalement de court. Craignant d'être le laissé-pour-compte de la négociation, il accélère les négociations avec l'État hébreu. Il signe un traité de paix avec Israël en novembre 1994. Affichant une amitié à la limite de l'indignité, il se retrouve à nouveau relativement tenu à distance par ses frères arabes, d'autant que les pourparlers de paix israélo-palestiniens et israélo-syro-libanais battent de l'aile. Il a aussi vivement contesté par les Jordaniens eux-mêmes, qui pour la première fois critiquent une politique de courte vue.

DANS un Proche-Orient totalement imprévisible, Hussein se retrouve à nouveau du « mauvais côté » en août 1990, lorsqu'il soutient l'Irak au moment de l'invasion du Koweït. Il a mis l'index par ses amis occidentaux et arabes. Il a su sa nouvelle rebuffade palestinienne, lorsque les Palestiniens refusent de participer à la délégation commune jordanienne-palestinienne après le lancement du processus de paix en octobre 1990. L'accord israélo-palestinien d'Oslo, septembre 1993, le prend totalement de court. Craignant d'être le laissé-pour-compte de la négociation, il accélère les négociations avec l'État hébreu. Il signe un traité de paix avec Israël en novembre 1994. Affichant une amitié à la limite de l'indignité, il se retrouve à nouveau relativement tenu à distance par ses frères arabes, d'autant que les pourparlers de paix israélo-palestiniens et israélo-syro-libanais battent de l'aile. Il a aussi vivement contesté par les Jordaniens eux-mêmes, qui pour la première fois critiquent une politique de courte vue.

Mouna Naïm

CARNET DU MONDE

LE MONDE
SAMEDI 6 FÉVRIER 1999
N° 1021
P. 11

051 11 11 11

1 ALLEMAGNE, ANNÉE ZÉRO

La tentation de l'oubli

par Bernard-Henri Lévy

JE n'avais plus revu Gerhard Schröder depuis le jour d'août où nous étions, quelques autres, pendant la campagne électorale, lui apporter notre soutien. Je l'avais trouvé sombre, loquace, j'avais noté sa habitude, chaque fois qu'il le pouvait, de laisser Oskar Lafontaine, le patron du Parti, prendre la parole à sa place et, sinon, diction lente, un peu mécanique. Ce qui frappe, là, c'est la joie. L'euphorie discrète mais insistante. C'est l'air d'un homme qui a le sentiment d'avoir gagné la double bataille, mêlée, de la politique (rierté du « militant SPD » rendant enfin le pouvoir au « parti de Bebel et Bernstein ») et de la vie (cette « nouvelle épouse » dont l'Allemagne répète qu'il « tenu le coup » grâce à elle, qu'elle « le secret de sa réussite », etc.). Il a le regard clair. Une belle voix de crooner. Il a la cravate avantageuse : rouge, jaune, noir, les couleurs du drapeau allemand - il débrouille toujours, paraît-il, pour avoir, dans les cravates, les trois couleurs du drapeau. Gerhard Schröder est un homme heureux.

Son bureau, la chancellerie, est d'une sobriété déconcertante. Pas un objet, un livre. Une table de travail, à un bout. Une chaise de réunion, à l'autre. Un côté allemand de l'Est dans la décoration : dans le plateau des cigaretes, la disposition des invités. Dans mon dos, seule note à l'antenne, un grand tableau néo-expressionniste, teintes laiteuses, bleutées, qui représente un groupe en train de danser, devant la porte de Brandebourg, la nuit, la chute du Mur. Modeste. Autour du principe, presque tautologique, la République de Bonn. Mortification volontaire d'un Etat qui, en repliant sur cette humble bourgade la province, aurait voulu se faire entendre. Ce serait d'ailleurs ses premiers emprunts à Frédéric II, qui attribue à la chancellerie de Helmut Schmidt : « Je suis, de l'Etat (modeste) !, le premier serviteur. » Que pense le Serviteur des déclarations de Martin Walser, romancier considérable, figure de la gauche intellectuelle, dont les propos sur la « représentation permanente de la honte », la « routine de la culpabilisation », la « instrumentalisation d'Auschwitz dans le débat public » viennent déclencher une énorme polémique ? Il dit : Walser dont la position a été, selon lui, « mal comprise ».

La question du « Mémorial » ? Est-il toujours hostile au projet d'un Mémorial de la Shoah, au fameux « Mahnmahl », voulu par Kohl, au centre de Berlin ? « Ce n'est pas à moi de décider. C'est au peuple. Il y aura un débat parlementaire, au printemps, chacun, y compris les ministres, pourra prendre la parole et voter selon sa conscience, sans discipline de parti. »

N'a-t-il pas un avis personnel, tout de même ? N'a-t-il déclaré qu'il voulait un « Mémorial » où l'on enterrait « avec plaisir » ? Il esquive : « J'ai juste voulu dire : un lieu où l'on rencontrerait l'Histoire et une Histoire qui, au lieu de nous étouffer, nous aiderait à affronter l'avenir. »

Bref, Schröder prudent. Circonspect. Une impression, très étrange, d'indifférence à ces questions. Et puis, à la toute fin, sur deux points précis, une brutalité qui me surprend.

Le « cas Goldhagen », d'abord, le jeune historien américain dont j'ai, moi, le best-seller sur « Bourreaux volontaires de Hitler. Il prétend être le dernier Allemand à n'avoir pas lu le livre. Il ne peut s'empêcher d'ajouter, lueur froide dans le regard, voix cassante : « Je n'ai pas lu, non ; mais je crois pas qu'il ait raison d'affirmer que l'ensemble de l'Allemagne a... seulement su, mais voulu la Shoah. »

Ensuite, le Jan-Philipp Reemtsma, chercheur à Hambourg dont la grande exposition de photos sur « les crimes de la

C'est un débat douloureux et sensible qui traverse l'Allemagne du chancelier Schröder : faut-il du passé faire table rase, tourner une fois pour toutes la page de la Shoah, au risque de l'oublier ? L'écrivain Bernard-Henri Lévy a mené une enquête intellectuelle auprès des nouveaux dirigeants allemands, de l'ancien chancelier Helmut Schmidt, du chef de la communauté juive Ignatz Bubis

« Wehrmacht » déplacé, paraît-il, des centaines de milliers de visiteurs dans le pays : « Je n'ai pas vu plus ; mais je ne peux pas laisser dire qu'une armée, dans la majorité, a pu commettre des crimes pareils. »

Et l'insiste que l'exposition, après avoir tourné dans l'Allemagne, se termine ce week-end à Hanovre et que, Hanovre étant sa ville, je serais honoré d'y pouvoir la voir sa compagnie, il retrouve son air d'obligance enjouée : il sera à Hanovre, en effet, ce week-end, mais il est déjà pris... petite fête... il insiste sur le fait français : « une petite fête ». Il répète : une « fête de vieux amis », ceux qui l'ont soutenu, ses camarades, SPD... mais pourquoi, puisque je serai dans la ville, ce soir-là, me faire à eux et venir, aussi, faire la fête ? La fête, pas la mémoire... Une fête, au lieu de la mémoire et de l'Histoire... Est-ce la doctrine du chancelier ? Est-ce qu'il entend lorsqu'il parle d'instaurer un rapport « détendu » avec le passé ?

Georg-Clemens Dick est un de « diplomates verts » que Joschka Fischer a amenés dans bagages quand il a pris les rênes du ministère des affaires étrangères. Il me reçoit, en fin de journée, à son bureau, dans l'énorme bâtiment où il occupe, pour quelques mois encore, jusqu'au déménagement à Berlin. Longs couloirs silencieux. Lumière pauvre. Alignement de pièces austères où l'on aperçoit, à travers les portes entrouvertes, des meubles ordinaires, des rideaux à mauve rayonne, des posters. Ambiance de cité d'ouï d'hôpital désaffecté. Parfum tiers-mondiste. Et Dick, cheveux gris, courts, allure sportive, pieds nus le bureau au moment où le pousse la porte : le contraire du haut fonctionnaire traditionnel - on l'imagine plutôt sur un terrain à foot, ou en montagne, où il aime faire un trekking. « Cette affaire Walser est évidemment énorme, m'explique-t-il. Mais l'Allemagne, n'est pas que cela. Prenez l'exemple. Savez-vous qu'elle va concrètement signifier ? Deux millions de nouveaux Allemands... » Il sourit, me propose une friandise : « deux millions de nouveaux Allemands qui seront, du même coup, deux millions de nouveaux Européens ! qui mieux ? » Cette fois, il diplomate en santiago éclate à rire, enchanté du jeu joué à l'Europe des philistins : « pour Allemands, donc Européens, c'est une révolution aussi énorme, dans son genre, que la chute du mur de Berlin. »

Lettre, faxée à l'hôtel, par l'adjoint de Georg-Clemens Dick, Helmut Effenkemper. A la conversation, Dick s'est allié à raconter comment la maison de

manier ? n'est pas « oubliée ». Ce souci de décontamination au moment même où il s'installe dans les meubles de la RDA ! Cœur de la contradiction majeure du « schroderisme » : d'un côté, tirant les ultimes leçons de la chute du Mur, une « Ostpolitik » interne ; de l'autre, que le passé pèse trop lourd qu'on préfère la mémoire, un « désamantage » de l'histoire nationale, une neutralisation de part maudite - nazisme et stalinisme.

Schröder, le chancelier-romancier. L'un veut changer de mémoire. L'autre, quand il est de voir les images de la Shoah à la télé, réclame le droit de changer de chaîne et de zapper. Du « bug » ? « Zap ». D'un effacement, l'autre. Il y a, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, des gens qui reviennent du droit, de nier l'horreur, mais du plus le voir, de la contrainte à quitter les écrans mentaux. Sauf - ce serait sans doute l'argument de Dick - la plupart des jeunes Allemands - qu'un Victor Hugo a tout dit sur la question : « Les peuples toujours essayer de zapper, buguer, fermer les yeux - l'œil dans la tombe et regarde Schröder et Walser... »

« Timide tentative », dirait Franz Hessel, de promenade dans le « Berlin ». La rue du 17 juin, en mémoire de l'insurrection ouvrier de 1953. La « Victoire », flanquée de la « Rote » et de la « Schwarze ». Le « quartier des Français » avec ses vieilles maisons pastel jaune pâle, une indienne, une verte amande qui sont comme un conservatoire du Berlin du XVIII^e siècle. L'Université Humboldt. L'Opéra. Le petit temple qui fut le monument aux morts des « victimes du fascisme » de la « milice ». La cathédrale protestante, où Goering s'est marié. Châteaueau, enfin, Hohenzollern que tout le monde semble d'accord pour reconstruire à l'identique, pierre par pierre, sur les plans d'origine d'Andreas Schlüter. Et tout cela n'est nouveau, certes. Mais l'impression est saisissante. Il y a mémoire et mémoire. Il y a celle que l'on zappe et

Rhin ? Histoires du pont. Souvenirs de diplomate et d'esthète. Et puis, de fil en aiguille, sur un libéralisme peu habituel chez un diplomate de ce format, deux récits politiques qui, dans mon esprit, connectent aussitôt la commémoration ratée du 11 novembre 1918 : Chirac avait invité Kohl et Schröder, une fois élu, se « La célébration » problème, à quelques jours d'intervalle, de l'« Westphalie » de 1918 : c'est lui, l'ambassadeur, qui y représentait France et il témoigne, là, sa revanche, du faste des cérémonies. L'« année » à beau dire. Il est difficile - et il le sait - de ne pas le lien. D'un côté, le service minimum d'une Histoire immémoriale que l'on s'efforce de refroidir. De l'autre, pour un événement vieux de 80 ans, une « commémoration » maximale, des expositions à Münster et Osnabrück, des manifestations en présence de toutes les têtes couronnées d'Europe. Voilà à quel risque, à ressembler cette veille de l'an 1918 dans l'histoire de l'Allemagne. Voilà un pays qui, l'année même où il « oublie » de commémorer l'entrée, en 14-18, de l'âge des boucheries qui conduisent jusqu'à la Shoah trouve son salut dans l'argent, mais le désir, le temps, de l'« année » jamais que les nationalistes des années vingt ont rêvé de l'installation, pour deux cents ans, « la grande humiliation allemande ».

Bonn, encore. Un immeuble parmi d'autres. Une plaque, à gauche de l'entrée. On dirait une plaque de dentiste. Un évocat. Elle dit simplement, sans plaque : « Dr. Helmut Schmidt, Bundeskanzler, a. D. ». Traduction : « a. D. », comme « auser Dienst », l'« honneur », ou « à la » - Helmut Schmidt, « chancelier à la » comme on dit l'honneur honoraire - « ex-ambassadeur ». Toujours la « l'Etat. Celle, aussi, de l'ex-chancelier - peut-être teinté d'humour - redevenu, en un clin d'œil, après 11 ans de pouvoir, un citoyen parmi d'autres. Mais question, surtout, qui me trotte dans la tête jusqu'au lendemain : serait-il advenu du projet « Memorial » l'aurait-il emporté ? y aurait-il eu, son règne, un débat aussi vif ? Kohl et son monument. Kohl et son mot malheureux sur « grâce de la naissance tardive ».

La fête, pas la mémoire... Une fête, au lieu de la mémoire et de l'Histoire... Est-ce la doctrine du chancelier ? Est-ce là ce qu'il entend lorsqu'il parle d'instaurer un rapport « détendu » avec le passé ?

celle que l'on promet. C'est le même Berlin qui croule sous le « Mahnmahl », honore, l'« année » fait, tout à coup, tant d'histoires pour construire un monument à la mémoire des « Juifs assassinés d'Europe ».

Un autre exemple du « deux poids deux mesures ». C'était l'autre soir, près de Bonn, sur les hauteurs de Remagen, dans le château d'Ernich qui est, depuis cinquante ans, la résidence des ambassadeurs de France. Le parc. Le pont. Remagen, en contrebas, dont les lumières brillent dans la nuit. L'ombre d'Apollinaire qui a choisi là, tout près, de la « Apollinaris », pseudonyme. Celle, aussi, de William Gaddis, l'écrivain new-yorkais qui vint après la guerre, pour l'armée américaine d'occupation, tourner un documentaire sur le pont et sur la bataille qui, ici même, au pied du château, eut lieu de la guerre. « Un endroit incroyable, n'est-ce pas », murmure l'ambassadeur, François Scher, en s'approchant la baie ouverte à la nuit claire et sur

Le forçage Kohl, à la fin, pour que l'on pose la première pierre, la vraie, celle qui rendait l'entreprise irréversible. Et le maire de Berlin, Eberhard Diepgen, pour du parti que lui, qui ne veut pas voir sa ville devenir la « capitale de la pénitence allemande », Kohl, ou la fin d'une époque. Kohl, ou l'ultime représentant d'un régime de la conscience à la mémoire.

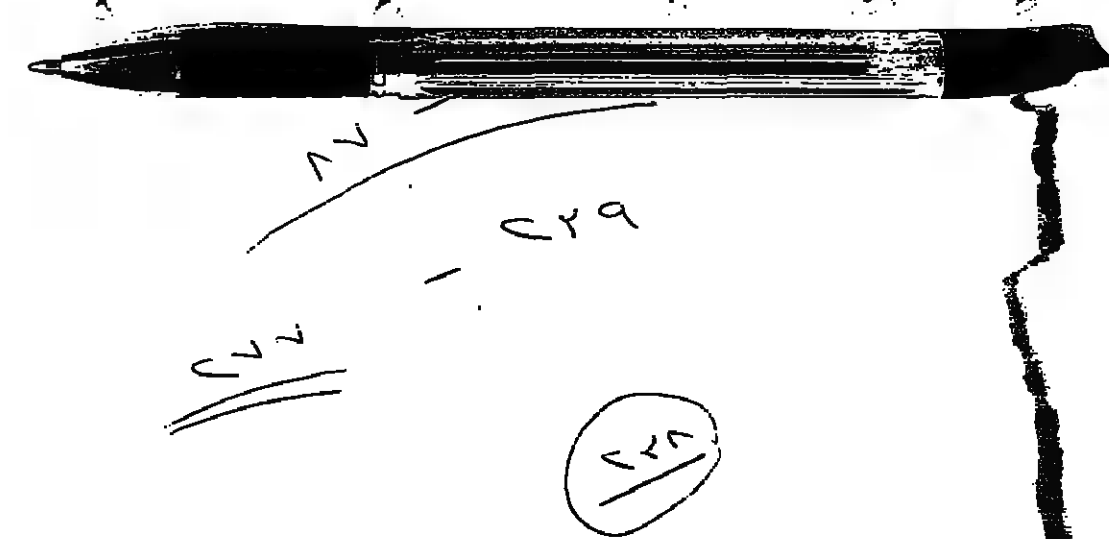
Et si Martin Walser était en train, tout simplement, de prendre pour Martin Luther ? Et si ce catholique s'était mis en tête de parler le Luther dans le texte ? Oh ! le Luther antisémite. Celui des « Propos de table » de la fin : « brûlez les Talmuds ! brûlez les Juifs avec, avec des Talmuds vivants ! » Mais le Luther de l'appel à la conscience. Le Luther de la « foi seule », de l'« intimité » muette, impérieuse. Un Luther qui, remis en goût du jour par Walser, nous dirait : « la ritualisation de la mémoire, la manière de la « Juive » catholique, le souvenir, l'appelle à une intimité austère à la

conscience elle-même et Dieu. « Seul contre tous », dit Walser. « Je suis seul contre tous, mais je n'en démords pas. » Et on entend, en écho, le « luther face à Charles Quint... Religion politique. Résurgence, dans les débats les plus actuels, des plus anciennes questions religieuses. Remarque de Laurent Dispat, qui me consacre durant ce voyage : « fait jamais de sociologie religieuse quand on essaie de comprendre l'Allemagne contemporaine ».

Martin Luther... Martin Heidegger... Martin Walser... A chaque tournant de l'histoire allemande, un Martin ? Je veux dire un « grand réformateur », venant offrir son « grand discours » fondateur : « 95 thèses contre les indulgences » de Luther, à Wittenberg ; le « Discours au Rectorat » de Heidegger, à Fribourg ; « puis, trois fois-ci, le « Remerciement » pour le « prix des libraires », à l'église Paul ? C'est faire beaucoup d'honneur à Walser. Mais voir ce n'est pas ce qu'il a dans la tête quand il se plaint de « service » de la mémoire - « l'oubli », le mot même de Heidegger - que les Allemands d'aujourd'hui seraient contraints de célébrer. Aller savoir si ce n'est ce qu'on a l'esprit de ce qui, dans une affaire, ont pris part pour lui. Ce n'est encore, le chauffeur de taxi : « vous ne trouvez pas bizarre, qu'on s'embête avec ce Mahnmahl au moment même où, par hasard, les Juifs réclament l'argent aux banques et aux compagnies d'assurance ? »

La maison d'Oskar Schindler - le « Schindler » de la « Liste » - la « Liste » de la « Liste » de la « Liste », juste ment - à cause de l'« année Goethe » - à la devanture des librairies. Un fou dans la rue. Il me semble, pas mal d'étrangers. Un parfum de grande capitale, la « Liste » de la « Liste », l'on sentait moins à Berlin. Sommes-nous toujours en Allemagne, déjà en Europe ? Nous sommes à Francfort. Nous sommes dans la ville-pôle-nœle - Goethe, des Rothschild, d'Adorno, de la Banque centrale européenne et de l'école de Francfort. Nous sommes dans la ville Ignatz Bubis, président de la communauté juive allemande et, pour l'heure, adversaire de Walser : « l'extrême droite », lui a-t-il dit ; « vous êtes un incendiaire spirituel ».

Bubis donc, chez lui. Rondeur pétillante. Mélange de malice et de bonhomie. Prototype, aussi, de ces Juifs allemands, plus allemands que les Allemands, constitutifs du génie de l'Allemagne, pièce à l'œuvre manquante dans le puzzle de l'« unité » retrouvée. A-t-il jamais regretté son choix de revenir ici, après 1945, recommencer la vie ? S'est-il jamais dit : Je me suis trompé, on ne peut plus être Juif, l'Allemagne, après Auschwitz ? « Oui, dit-il. Une fois. Pendant huit jours. C'était en 1985, au moment où la Schauspielhaus a voulu monter la pièce de Fassbinder, « Les déchets, la ville, la mort » : vous savez, l'histoire de ce « Juif riche », mais supposé « intouchable » de la Shoah, que les édiles de Francfort instrumentalisaient pour couvrir leurs trafics immobiliers. L'immobilier... Francfort... N'était-il lui-même, dans ces années, promoteur immobilier à Francfort ? Et Fassbinder, pour imaginer son « Juif riche », n'a-t-il pas forcément pensé à lui ? Il dit : « Il y a des gens qui, à l'époque, ont affirmé cela. Je les ai poursuivis. Aujourd'hui, alors ? L'affaire Walser ? Cet écrivain de gauche, longtemps proche communistes, soutenu par le chancelier, qui déchaîne une tempête en disant que le temps de l'« année » de la Shoah, c'est d'Auschwitz ? Bubis, trois fois, se rembrunit. « Walser... Mais, très vite, il m'entraîne dans la pièce voisine, sans doute le bureau de son secrétaire : « tenez : c'est mon courrier de ce samedi



1. What is the main purpose of the document?
 2. What are the key findings of the study?
 3. What are the implications of the findings?
 4. What are the limitations of the study?
 5. What are the conclusions of the study?
 6. What are the recommendations of the study?
 7. What are the future research directions?
 8. What are the acknowledgments?
 9. What are the references?
 10. What are the appendices?



Consternart, vraiment, ce dé-
 but sur ~~les~~ comparons. Ici
 Bubis-Walser ~~est~~ l'hésite
 l'écrite, mais enfin... Pendant
 que ~~les~~ Allemands s'enflamment
 pour ~~le~~ le « Mémorial », ~~il~~
 pendant que la Frankfurter publie,
 sur quatre pages, le sténographie
 d'un entretien de haut niveau
 entre ~~un~~ romancier ~~et~~ porte-pa-
 role des juifs allemands et que le
 grand public, ce jour-là, ~~se~~ rue sur
 le journal et ~~se~~ bondir sur ~~les~~
 de presque en quart, pendant
 qu'on discute, ~~des~~ les familles,
 au sens des mots, de leurs étymo-
 logies comparées - pendant ce
 temps, donc ~~on~~ en sommes,

on ■■■■ soixante-dix ans, un si-
affectueux se fait. Double
visage de Bubis. Il y a le grand Bu-
bis, celui qui ■■■■ connu dans
l'Allemagne ■■■■ dont on a avancé le
nom, il y a cinq ans, pour succéder
à Richard ■■■■ à la pré-
sidence ■■■■ la République - celui
qui, tout à l'heure, quand il ■■■■ té-
lépho- ■■■■ pour demander un taxi, a
juste dit « Ich bin Bubi », ■■■■
entendait, à distance, l'émotion du
standardiste, on le devinait
presque rectifiant la position. Et puis,
il y a Pappy Bubi, Bubi le fami-
lier, au milieu de ■■■■ contem-
porains et des jeunes juifs ■■■■ Franc-
fort, leurs enfants - dans
synagogue trop grande où l'on
sent l'étouffante et l'opres-
sant ■■■■ morts. Je trouve, à
instant, qu'il ressemble à Ben-
Gourion. Le dernier Ben Gourion.
Celui des rencontres avec Ade-
nauer et de l'Accettazione, par
Israël, des réparations alle-
mandes. Voilà, oui, une piste : une
Allemagne qui, à ■■■■ la chute
du Mur, de l'Europe et, mainte-
nant, ■■■■ débats sur le droit du sol
et la double nationalité, serait au
seuil d'un « passage » aussi ■■■■

« Je ne suis entré dans le débat que pour protéger Bubis. L'homme qui s'exprime ainsi a la conscience du pays. C'est l'homme qui, dans un discours resté célèbre, prononcé au lendemain de la visite de Kohl à Bergen, avait osé dire que « le 11 mai 1945 est le jour de la libération de l'Allemagne ». C'est l'ancien président Richard von Weizsäcker, dans un

maison. ■ D'ailleurs, le quartier résidentiel de Berlin, qui est aussi, sous l'égide du pasteur Martin Niemöller, la ■■■■■ paroisse protestante, se tient ■■■■ au nazisme. C'est une maison qui ne lui ressemble qu'à moitié. Patriotisme, sans doute. Élegance. ■■■■ un mélange un peu incongru d'Allemagne et de Chine, de vieux meubles de cuir cossus et d'objets, objets chinois, de porcelaine, des tasses à thé, bibelots. ■■■■ puis, comme le chancelier, un ■■■■ moderne inattendu dans le grand ■■■■ clair, le portrait de la grande ■■■■ allemande, interprète Mihail de Prusse et, notamment, de « ■■■■ courage ». Thérèse Gliese. « Pour-quoi faut-il protéger Bubis, reprend Weizsäcker, sous l'œil ■■■■ et ■■■■ de Thérèse Gliese ? Parce que ■■■■ lui qu'il est possible, pour un ■■■■, de revenir vivre en Allemagne n'était pas une idée qui ■■■■ de soi est... » Sa femme entre, un samovier. Elle ■■■■. Elle porte une jupe longue ■■■■ gros velours bronze, façon bavaroise tyrolienne, qui lui donne un air ■■■■ jeune fille. ■■■■ Président en ■■■■ tout métamorphosé : rosis- ■■■■ ■■■■, ■■■■, ■■■■, ■■■■, ■■■■ dans le regard bleu-vert - ■■■■ ■■■■ à jünger; le voici qui ressemble à Novalis, baron de Hardenberg. « Le fond de l'affaire, reprend-il, c'est qu'il faudrait ■■■■ débarrasser de Walser. » Je sur- ■■■■ : « Je veux dire, de débarrasser, dans ce débat, de Walser. Car ■■■■ ne fait pas ■■■■ poids. Il n'est à la hauteur, ni de Bubis, ni ■■■■ de ■■■■ qu'il ■■■■ lancé. Ça aurait pu être un beau débat, remarque. ■■■■ lui, ■■■■ avec ■■■■ type, honnête certes, ■■■■ falcot ■■■■ tellement ■■■■ petit bourgeois... » Voyant que je souris, il s'enhardit : « au fond, je ■■■■ respecte pas Walser; il a donné, ■■■■ jour, une interview au Bild pour expliquer que le pire, pour un homme, ■■■■ de mourir ■■■■ mort naturelle et ■■■■ la prise d'exemple de Hemingway qui lui, ■■■■, a choisi ■■■■ mort. Non, mais quel culot ! Que ne prend-il modèle sur Hemingway pour écrire ■■■■ meilleurs livres ? » Weizsäcker rit. ■■■■ Bubis ■■■■ un personnage; ■■■■ en fait trop, mais c'est un personnage; ■■■■ alors que Walser n'est pas un ■■■■ personnage; ■■■■ m'entendez, ■■■■ n'est pas un personnage ! » ■■■■ a élevé le ■■■■. ■■■■ en colère, tout à coup, ■■■■ l'idée que ■■■■ ne soit pas un

1. On ne verra pas le « Mémorial », il y a, si l'on essaie de résumer, cinq arguments en circulation contre le principe même de sa construction. 1. On ne verra que lui ; il efface la ville de tout son poids de culpabilité, il honte la réponse : heureuse honte ! que nous ne pouvons plus lui donner. 2. Le peuple qui nous peuple, les allemands, décide de regarder ses crimes. 2. On ne le verra pas ; on ne voit, on vite, plus les monuments. Réponse : il faudrait s'entendre ; les admettons ; les monuments, la finitude, autant faits pour être là que pour être vus ; c'est un marquage symbolique : un témoignage ; on sera - nous le mot - une circonscription de la ville. 3. Pourquoi un monument nouveau ? N'y a-t-il pas déjà - c'est l'argument, notamment, de Schröder - les ruines des camps, celles de la ville Wannsee, le Musée juif de Berlin ? Ne vient pas, la non plus. Car ceci s'empêche pas cela. Et on voit mal en quoi la présence de ces débris brisés du Témoignage interdirait de bâtir, dans la ville capitale, un grand monument national. 4. L'argument d'une partie de l'extrême-gauche et, notamment, de Günter Grass : oui au principe d'un Mahmal, mais il faudrait qu'il commémore aussi les victimes du nazisme : homosexuels, tsiganes, Slaves, polonais. Ne s'aventure-t-on pas, en assommoirant ainsi, sur le terrain d'un commun péril de la nation

L'autre semaine, ce groupe de jeunes gens, sans ■■■■ des Alle-
mands de l'Est, qui lâchent, en
plein Berlin, sur Alexanderplatz
« Berlin Alexanderplatz », tiens,
■■■■ Fassbinder... « un cochon
de quatre ■■■■ lequels ils ont
peint une étoile de David et, en
grandes ■■■■ ■■■■ 25 centi-
mètres, ■■■■ cinq lettres B. U. B. I.
S. ■■■■ loin ■■■■ l'affaire Walser,
mais ■■■■ près du slogan du parti
d'extrême droite DVG en Saxe
Anhalt : « Pour ne pas vivre
des porcs », avec, sur les affiches,
un défilement de cochons calqué
sur le défilement de ■■■■ dans la
■■■■ affiche nazie. Le porte-
parole de la police, interrogé sur
la gravité de l'incident, aurait répon-
du : « l'animal n'a pas souf-
fert ».

PROCHAIN ARTICLE
 Les **Quintessence** du **Le Monde**
 Le Monde

Une tradition rance

par Bernard Lhôte

L'INTELLIGENCE France d'autant plus forte qu'elle est exceptionnelle, affirme Philippe Sollers dans son réquisitoire « La France moisie » (Le Monde du 28 janvier). Aurait-il donc un doute pour s'employer à ce point à médire de ses concitoyens d'origine ? Somme toute, les Français sont moisis, à part lui. Le tout neuf, le frais, le sain (il) homme !

Neuf ? Tant que ça, il dit sentir le retour de moississimes nationales. Puisqu'il a les narines élevées, il devrait flâner dans les rues humides de la France, supporter les difficultés qu'on lui rappelle l'abjection de la Collaboration. À cet égard, au moins, Sollers est très français. Rafraichissons-lui la mémoire olfactive. Ça distribue francophobe rappelle celles des intellectuels partisans de la Grande Europe d'alors. Ceux-ci culivaient dans des termes voisins un semblable mépris : les Français n'étaient qu'un ramassis de pleutres, de rabougrs, démolis au Permian, ramollis à force de congés payés, rentiers peureux, des résistants pantouffes, des patriotes tardifs attardés, pétainistes aussi gâteux que « Vieux », incapables

On ne s'aime pas, on déteste son voisin, écrit Sollers en s'adonnant à fond à ce désamour, à cette détestation ressassée

L'Europe d'aujourd'hui n'est pas un tout le même. Elle n'est pas fondée sur la race, mais plutôt sur l'argent. C'est un progrès. Mais il ne faut pas creuser beaucoup sous la terre pour découvrir des arrières-pensées de protectionnisme racial à l'encontre des foules jeunes et colorées du tiers-monde. On n'entre pas dans le club européen pour peuples du troisième âge montrer... patte très blanche. La France moisie a toujours dé-

testé, pêle-mêle, les Allemands, Anglais, les Juifs, Arabes, les étrangers en général... Il y a du vrai. Et il est également vrai que maints Français, et non des moindres, ont cultivé jusqu'à l'aveuglement, parfois la trahison, la russomanie, l'américanomanie, tout plutôt que la francophilie. L'honneur !

La préférence nationale (quelque répandue presque par-

dénationalise comme ça ! C'est même une d'endémie qui d'avant Céline, d'avant Péguy, et dont l'un des symptômes est un crachotement inextinguible anticompatiotique.

Curieusement, il est rare que cette préférence étrangère aille jusqu'à partir et s'installer ailleurs. L'attachement à la France à ses charmes secrets, sans doute, ne procure trop de souffrance pour s'en priver. Sollers choisit de prendre pour cette détestation honie en se déclarant écrivain européen d'origine française. On ignore l'existence d'une langue européenne que l'écrivain qu'il écrit dans une autre langue que sa maternelle. À puis, tant qu'à faire, il l'ère de la 3^e mondialisation, il se dit se dire planétaire plutôt que de se limiter à un fermement continental.

En fin de compte, il sert assez maladroitement à cause, il dit de faire par faire croire que pour construire l'Europe, il primordiale à mettre la France pilori jusqu'à ne que mort s'ensuive.

Bernard Lhôte conseil en communication.

Bizarre, son Péguy...

par Jean Bastaire

Il arrive à de radoter, de ressortir ses clichés devenus. Le de l'âge, quoi ! Lorsqu'on vérifie plus ses automatismes de pensée à ses conforts de propagande. A vouloir faire jeune, on accuse rides. Surtout lorsqu'on court derrière Cohn-Bendit, cadet de l'époque. Péguy bien enterré la dalle de la révolution nationale, recouverte de mousse et de lichen. Que fut du côté de la gauche chrétienne marxiste ou de la gauche athée classée : Péguy, Pétain. La honte de la famille. Au mieux un désiroire fantoche pour la naphthaline.

Sollers a une odeur-là dans les narines et, avec une négligence de grand seigneur libertain, n'est pas allé de plus près depuis trente ans. A-t-il fait-il toujours de Péguy le symbole de Vichy et, plus largement, d'une France de filieux, de trembleurs, de xénophobes, de trahisseurs.

Parlons plutôt de Céline, dit-il. Voilà un novateur, un subversif, quasiment un état de Vichy et un disciple des Lumières. L'égale de Sartre, Joyce, Genet, Giacometti. Quelqu'un qui ne se sent pas la sacristie.

En bien, parlons en justement. Que pensait Céline de Péguy en

1941 ? Ainsi qu'il l'écrivait à son ami Doriot, « Péguy représente admirablement le jeune Français selon tous les vœux de la juiverie. Une parfaite assurance à risque ». L'abruti si coléon, si dreyfusard, prôné par Mgr Lamy ! La même année, que disait Maurras à son confident Massis ? « Dans la mesure où cet illégitime peut être lu, et elle est grande - c'est l'appoint de la déclamation du théâtre, de la conférence -, il est très dangereux, parce qu'il sa sa Révolution ».

En 1943, à Paris, un apôtre frénétique de la trahison franco-allemande, Jean Variot, adjurait les Français de ne succomber aux sirènes péguystes : « Dès que Péguy est de son admirable poésie, ce fut pour se mettre au service des plus authentiques machinations d'un socialisme destructeur, décomposé par la juiverie ».

Doit-on rappeler à Philippe Sollers, dans un dernier rapprochement Péguy et Céline, que le premier est parti pour la dernière des guerres à la désarmement universel et qu'il est mort sur le front à la section, que le second a fui dans les fourgons nazis pour aller ruminer sa haine détestable à Sigmarin ?

Jean Bastaire est écrivain.

Contre l'effacement des sexes

Suite de la première

On peut sortir de paradoxes montrant que l'humanité universelle n'est pas simple, mais double, qu'elle doit s'entendre comme l'humanité de l'homme et de la femme - au même titre. On comprend ainsi pourquoi penser la différence des sexes est une tâche, puisqu'il s'agit de reconnaître enfin la différence humaine, son existence originellement sexuée, sans modèle unique. En reconnaissant l'universalité de la différence, on peut échapper à la logique de l'androcritisme qui condamne à la particularité la revendication féminine.

L'impasse de l'universalisme trait, qui veut négier la différence humaine, donc qu'elle est universelle, a d'ailleurs été signalée par Beauvoir dans l'introduction du *Deuxième Sexe* : il ne surprenant qu'on ne s'en souvienne pas. Elle prévient contre la tentation, qu'elle croit surtout américaine (1), d'effacer le sens du mot « femme ». Qu'elle moque de l'ouvrage « fort agaçant » Dorothy qui déclarait : « Tous, aussi bien hommes que femmes, devons être considérés comme humains » (Le *Deuxième Sexe*, idées (Callimard, 1978, p. 13). Affirmation abstraite, commente justement Simone de Beauvoir, ajoutant : « Il est clair qu'aucune femme ne peut prétendre mauvaise foi à situer par-delà son sexe ».

Pourquoi une femme est-elle tentée d'effacer sa différence, et non un homme ? C'est qu'elle se sent « dans tort » en étant femme, alors qu'un homme est « dans son droit » homme. L'auteur du *Deuxième Sexe* est donc très consciente du piège androcritique : l'abstraction (même s'il lui arrive trop tard de tomber, notamment lorsqu'elle ne peut s'empêcher de traiter mépris trait féminin, essentiellement la maternité) et précise que la fuite « inauthentique » dans l'abstraction de l'être humain est source dans... le rationalisme et la philosophie des Lumières. Nous sommes donc revenus en Europe, ce qui prouve que le différent franco-américain n'est pas simple qu'il ne paraît.

Comme on le sait, en effet, les Françaises farouchement antiparitaires, qui se réfugient dans l'abstraction et refusent de revendiquer leurs droits en tant que femmes, se flattent d'universalisme et accusent les Américaines de différencialisme. Nous ne devons pas nous laisser enfermer dans cette fausse alternative, qui en fait deux façons, pas nous laisser enfermer dans une fausse alternative, qui en fait deux façons, pas nous laisser enfermer dans une fausse alternative, qui en fait deux façons...

L'effacement « français » procède en niant la différence dans un humanisme abstrait d'où surgit le modèle unique d'un être humain sexuellement neutre. L'ef-

facement « américain » procède en niant les femmes dans un particularisme généralisé où se retrouvent des minorités (ethniques, religieuses, culturelles, etc.). Les deux finissent par être considérés comme des « constructions », quand ils ne sont pas la conséquence de la culture hétérosexuelle (« heterosexual matrix »), comme chez Judith Butler.

Le nouveau féminisme français résume à la fois ces deux types de neutralisation : les sexes sont affirmés la dualité universelle comme la « masculin/féminin » structure l'existence humaine et, au-delà, le règne des vivants.

Alors, oui, évidemment, en tant qu'elle caractérise a priori l'être humain, donc qu'elle est universelle, la différence des sexes peut être dite « naturelle ». En dépit des valeurs et des interprétations qu'elle reçoit (historiquement et culturellement variables), la différence masculin/féminin structure l'existence humaine et, au-delà, le règne des vivants.

Alors, oui, évidemment, en tant qu'elle caractérise a priori l'être humain, donc qu'elle est universelle, la différence des sexes peut être dite « naturelle ». En dépit des valeurs et des interprétations qu'elle reçoit (historiquement et culturellement variables), la différence masculin/féminin structure l'existence humaine et, au-delà, le règne des vivants.

Alors, oui, évidemment, en tant qu'elle caractérise a priori l'être humain, donc qu'elle est universelle, la différence des sexes peut être dite « naturelle ». En dépit des valeurs et des interprétations qu'elle reçoit (historiquement et culturellement variables), la différence masculin/féminin structure l'existence humaine et, au-delà, le règne des vivants.

un félicitent sans doute de ces « progrès » à ces nouvelles libertés qu'ils offrent aux individus. Que chacun puisse donner à sa vie tout ce qu'il veut, à la fois père et mère grâce aux techniques de procréation médicalement assistée leur semble un progrès de l'autonomie individuelle. Même Robert Badinter ne voit rien qui pose problème, mais le recours aux porteuses qui s'apparente, lui, à une simple adoption par anticipation (Le *Débat*, n° 36, Gallimard 1985, p. 10).

En fait, ceux qui, par une d'un prétendu « universalisme », récusent l'inscription de la différence des sexes dans le droit se précipitent aveuglément dans les bras de la technique, comme si elle était désormais, à elle seule, la solution. Avec une certaine cohérence, ce sont les mêmes, Robert Badinter à Evelyn Pieser, qui condamnent la parité et légitiment le droit des enfants « biologiques ou adoptés » pour les couples du même sexe. La différence des sexes ne leur laisse pas de doute d'intérêt pour le droit, la biologie pratiquée en laboratoire justifie, eux, les droits. Demain, on pourra sinon abolir la différence entre hommes et femmes, du moins faire qu'ils n'aient plus besoin l'un de l'autre. Les enfants « biologiques » ne naîtront plus d'hommes et de femmes, seront fabriqués par des matériaux

génétiques, comme n'importe quel produit. Cette possibilité ne nous inquiète pas, mais nous inquiète la mutation de l'espèce. Elle devrait rendre conscients du fait que les enfants humains ne sont pas des atomes indépendants.

L'existence des deux sexes n'est pas une épreuve d'une vérité qui l'empêche de se prendre, à lui seul, pour l'incarnation de « l'homme » et qui l'oblige à coexister avec l'autre (mais pas nécessairement à l'admirer comme hétérosexuel). Cette dualité ne pré-suppose rien d'une essence de l'homme, au sens générique, ni d'une essence de l'homme ou de la femme : elle confronte simplement chacun à l'hétérogénéité du genre humain et à la différence des sexes.

Certaines Françaises farouchement antiparitaires, qui se réfugient dans l'abstraction et refusent de revendiquer leurs droits en tant que femmes, se flattent d'universalisme et accusent les Américaines de différencialisme. Nous ne devons pas nous laisser enfermer dans cette fausse alternative

l'on peut cependant parler d'un tournant, par rapport au chemin parcouru par le premier féminisme, par Simone de Beauvoir, c'est qu'elle n'a pas vu que, pour réaliser l'égalité, les femmes ne pouvaient pas simplement accéder au monde tel qu'il était, qu'elles devaient le transformer, le déconstruire. Qu'il ne s'agit pas, par exemple, qu'une femme devienne professeur, philosophe, ou citoyenne pour faire s'écrouler les constructions théoriques ou politiques androcentriques. Le problème pratique et politique des femmes, de leur place et de leur statut, ne pouvait pas se résoudre par leur « assimilation », par leur incorporation au monde bâti et pensé par des hommes, car la masculin/masculin était encore là dans ce monde, présente, efficiente, hégémonique.

C'est ce que j'ai découvert, pour ma part, en devenant professeur de philosophie. Enseignant dans un lycée, j'ai découvert, je m'en apercevais, que je n'avais pas affaire aux spéculations de sujets « purs » et neutres, mais bien à des sujets philosophiques sexués, à des concepts mêmes qui pénétraient de la hiérarchie masculin/féminin. Je me suis aperçue que l'on ne pouvait pas ignorer a priori une divergence systématique des points de vue masculin et féminin - qui n'existe pas toujours - il faut pouvoir analyser, lorsqu'elle apparaît, la part d'androcentrisme dans les constructions théoriques. Pourquoi une philosophie et en philosophie humaine est-elle aujourd'hui l'œuvre de théoriciennes ? Parce qu'elles opèrent un déplacement du regard l'intérieur de leur discipline.

Il est nécessaire, par exemple, d'interroger la philosophie traditionnelle de la question de la procréation dans la philosophie. J'ai essayé de le faire dans mon livre *Politique des sexes* (Seuil, 1996) en demandant pourquoi, depuis le *Banquet* de Platon, la philosophie choisit l'amour des hommes (et de l'homme) et le dégoût d'une descendance (donc des femmes). La métaphysique, dans un rejet « viril » de la chair et de la femme, a toujours été dans les textes ses constructions conceptuelles, jusque dans les façons modernes d'opposer le sujet à l'objet ou l'activité à la passivité. C'est toujours le féminin que le philosophe a abaissé, avec le corps, la matière, la nature. Si l'on ne voit pas le rapport entre certaines hiérarchies conceptuelles et la hiérarchie des sexes, on applique les concepts classiques sans travail critique et l'on s'inscrit dans des systèmes marqués par l'androcentrisme.

Ce travail a toujours été entravé, en France, y compris chez les femmes, par la tradition permanente de sacrifier la question de la différence à celle d'un universel trompeur ou d'une égalité juridique abstraite. C'est aussi « républicain », cette égalité, qui implique que le citoyen n'est ni homme ni femme, puisque tous sont égaux devant la loi, interdit en fait la revendication d'une différence en tant que telles et les oblige à s'ac-

commoder de la survivance de l'ordre androcentrique. Ce piège avait été qualifié par les féministes, pressés, dans un premier temps, de « réformer » les hommes pour mieux sortir de leur condition.

Après tout, cette identification n'a pas été simplement négative : elle a permis aux femmes de rompre avec le monde dans lesquels elles vivaient, mais, rejetant les « féminins », le féminisme s'est alors nourri de misogynie. La ph-

Simone de Beauvoir n'a pas vu que, pour réaliser l'égalité, les femmes ne pouvaient pas simplement accéder au monde tel qu'il était, qu'elles devaient le transformer, le déconstruire

part des femmes à ma génération pour qui la liberté primait tout - et c'est en quoi nous fûmes passionnément beauvoiriennes - a opté d'abord pour une identification à l'homme, à la masculinité, à la « masculinité féminine », en tous les termes, puisque c'est dans la famille que l'androcentrisme est encore la subordination des femmes. Le choix de l'indépendance économique et la critique du mariage caractérisèrent souvent la façon de voir des jeunes filles de ma génération (et ce fut même de « jeune fille » garde le parfum de cette époque).

Le « féminisme » fit pourtant retour, notamment avec le corps et la sexualité. Dans les années 60 et 70, la conquête de la contraception et la lutte pour l'IVG manifestèrent clairement la réalité dissymétrique des sexes et firent prendre conscience aux femmes de la spécificité de leur propre libération. Les femmes en tant que telles n'étaient plus tabou, d'autant que les discriminations en leur genre continuaient à sévir, en dépit de l'égalité principe et malgré le droit d'indifférenciation des sexes. L'idéal n'était donc plus de devenir des hommes comme les autres, mais d'affirmer la différence des sexes.

La libération de la femme permit aussi de repenser la maternité autrement : comme une force, comme la possibilité d'un désir profond - donc comme une liberté -, enfin comme une expérience privilégiée de la responsabilité. Sur ce point, Simone de Beauvoir ne pouvait plus nous guider, elle qui avait écrit que la procréation ne comporte « aucun projet » et pour qui l'enfantement n'était qu'une

« fonction naturelle » dépourvue de sens, essentiellement aliénante. Librement choisie, émanée du point de vue masculin, la maternité devenait non seulement un libéré mais un privilège. A tel point que les hommes se trouvent aujourd'hui, d'une façon, démunis de cette puissance que la domination patriarcale leur a si longtemps assurée : la maîtrise de la descendance. Les conditions sont peut-être ainsi remplies pour que les hommes et les femmes établissent de nouveaux rapports, fondés sur le respect de leur différence et de leur égalité.

La question politique, c'est l'idée de parité, depuis le début des années 90, qui représente une façon de donner un nouveau visage à la politique. Une telle démocratie représentative, et hors les cas de référendum, ce sont les représentants qui normalement la représentent. Si à l'Assemblée nationale et au Sénat siègent 90 % d'hommes, on est conduit à demander ici, sans même parler d'autres lieux, un quasi-monopole masculin du pouvoir qui prive les femmes de la souveraineté.

Cette privation ne vient pas de ce qu'elles ne veulent pas être candidates, ni de ce que les électeurs ne votent pas pour elles, mais du fait que les partis politiques, vieux territoires masculins, quand ils ne sont pas « machistes », ne désignent pas de femmes candidates. Ils opèrent une constante discrimination positive à l'égard des hommes, prolongeant l'héritage d'une République jadis entièrement inscrite par les modèles antiques. La question est de ce que doit être une démocratie : les femmes, qui n'a jamais été traitée, se pose donc aujourd'hui en France avec une urgence particulière.

Jusqu'à présent, le Conseil constitutionnel a toujours considéré que la Constitution ne permettait pas à la loi de faire la distinction entre les hommes et les femmes, par exemple sur les listes électorales. Le droit devrait ainsi être neutre à l'égard des sexes, alors que c'est l'inverse.

A l'inverse, si l'on accorde que les sexes constituent universellement l'humanité, il est légitime de repenser la souveraineté du peuple en tenant compte de sa double composition. En d'autres termes, les femmes doivent pouvoir non seulement élire des représentants, mais, comme les hommes, être élues. Il n'est évidemment pas question d'une représentation séparée des hommes et des femmes. Il faut donc qu'elles puissent accéder à la candidature, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui dans les partis. L'enjeu de la modification de la Constitution est de sortir d'un faux universalisme : reconnaître que les hommes et les femmes doivent également accéder aux mandats et aux fonctions électives, et en permettant à la loi de garantir, dans notre démocratie, l'effacement des femmes.

Sylviane Agacinski

Barre, son Péguy...

Jean Bastaire

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Comment François Hollande a su se faire attendre

Qui s'annonçait comme un « bogue » électoral, François Hollande est devenu, à la surprise de tous, le favori des sondages. Comment a-t-il réussi à se faire attendre ?

Le choix de M. Hollande, deux d'années conformes à la future loi sur la limitation du cumul des mandats, qui l'oblige, à terme, à choisir entre Strasbourg et la Corrèze, a résumé à une alternative redoutable : prendre la tête de la liste ou se retirer.

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le 15 mai 1998, dans les rues de Paris, Jean-Pierre Barre, ministre de la Culture, a été l'objet d'une manifestation. Les manifestants, qui se sont rassemblés devant le ministère de la Culture, ont brandi des drapeaux et des pancartes. Ils ont également chanté des slogans. La manifestation a été organisée par le mouvement "Barre, son Péguy".

Le Monde

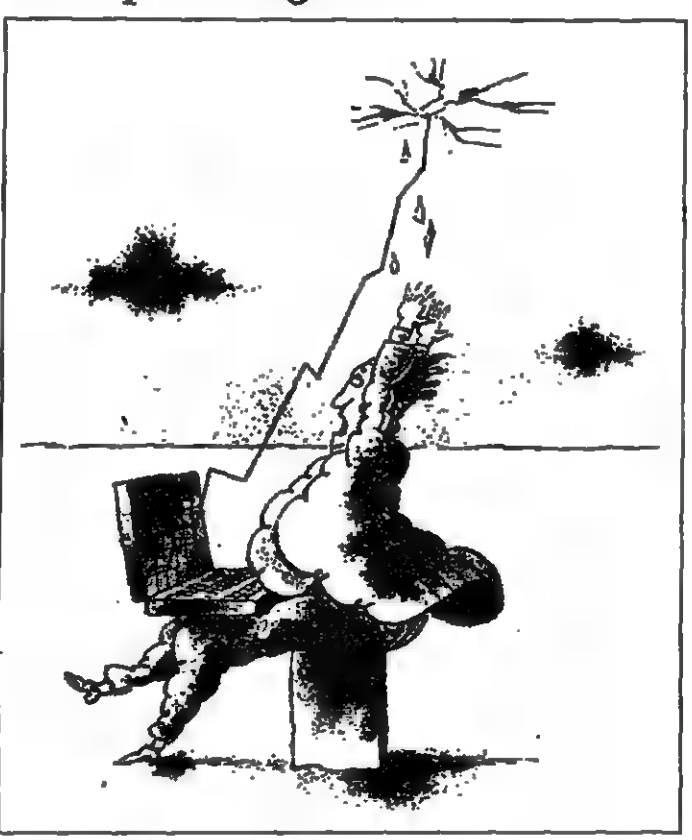
21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - PARIS CEDEX 5
Tél. : 01 42 17 21 21 - Télécopieur : 01 42 17 21 21 - Fax : 01 42 17 21 21
Internet : <http://www.lemonde.fr>

La Corse et l'Etat de droit

Il y a un an, le 6 février 1998, le préfet de Corse, Claude Erignac, était assis dans son bureau. En plus de vingt ans de service dans l'île, il s'agit de son plus important mandat. Il était en train de signer un décret de nomination.

Il y a un an, le 6 février 1998, le préfet de Corse, Claude Erignac, était assis dans son bureau. En plus de vingt ans de service dans l'île, il s'agit de son plus important mandat. Il était en train de signer un décret de nomination.

Virus par Calligaro



Une reprise en trompe-l'œil au Japon

L'ARHIPEL nippon est-il en train d'écarter la crise économique ? Question déterminante pour l'ensemble de l'économie mondiale, dont les perspectives dépendent en grande partie de ce qui se passe au Japon. Or, les premiers indices d'une amélioration de l'économie japonaise sont encourageants.

L'ARHIPEL nippon est-il en train d'écarter la crise économique ? Question déterminante pour l'ensemble de l'économie mondiale, dont les perspectives dépendent en grande partie de ce qui se passe au Japon. Or, les premiers indices d'une amélioration de l'économie japonaise sont encourageants.

L'ARHIPEL nippon est-il en train d'écarter la crise économique ? Question déterminante pour l'ensemble de l'économie mondiale, dont les perspectives dépendent en grande partie de ce qui se passe au Japon. Or, les premiers indices d'une amélioration de l'économie japonaise sont encourageants.

L'ARHIPEL nippon est-il en train d'écarter la crise économique ? Question déterminante pour l'ensemble de l'économie mondiale, dont les perspectives dépendent en grande partie de ce qui se passe au Japon. Or, les premiers indices d'une amélioration de l'économie japonaise sont encourageants.

Il y a 50 ans, dans Le Monde

Attentat contre le chah d'Iran

LE CHAH d'Iran, Mohammed Reza Pahlavi, a été victime d'un attentat à Téhéran hier vendredi 4 février. Quatre coups de revolver, dont l'un a atteint la mâchoire, ont été tirés sur le souverain. Le chah a été immédiatement transporté à un hôpital voisin, d'où après avoir reçu les premiers soins il a pu regagner le palais. Plus tard dans la soirée, un communiqué du gouvernement iranien annonçait l'état de santé du souverain ne devant pas inquiéter.

LE CHAH d'Iran, Mohammed Reza Pahlavi, a été victime d'un attentat à Téhéran hier vendredi 4 février. Quatre coups de revolver, dont l'un a atteint la mâchoire, ont été tirés sur le souverain. Le chah a été immédiatement transporté à un hôpital voisin, d'où après avoir reçu les premiers soins il a pu regagner le palais. Plus tard dans la soirée, un communiqué du gouvernement iranien annonçait l'état de santé du souverain ne devant pas inquiéter.

Le Monde sur tous les supports
Télématique : code LEMONDE
Documentation sur Minutell : 3677 LMDOC
ou 01 42 17 21 21
Le Monde sur CD-ROM : 01 42 08 78 30
Index : microfilm du Monde : 01 42 17 29 33
Le Monde sur CompuServe : LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>
Films à Paris : en province : 06 36 68 03 78

031 71141

ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

RÉSEAUX Les grands fournisseurs d'équipements de télécommunications sont talonnés par une nouvelle génération d'entreprises comme Cisco, 3 Com ou Bay Networks. Celles-

ci, pour la plupart créées il y a une dizaine d'années, ont développé des produits destinés à Internet, tandis que les industriels traditionnels tardaient à prendre le virage. ■ LA BA-

TAILLE porte l'accent sur l'acquisition de ces technologies, dont la croissance est la plus en plus rapide, tandis que les marchés de la téléphonie subissent un ralentissement. ■ LA

RAPIDITÉ DE TRANSMISSION des informations sur le réseau constitue le principal enjeu du nouveau marché des télécommunications. ■ POUR RESTER dans la course, les grands

constructeurs, comme Lucent, Ericsson ou Alcatel, sont en quête de capitaux à racheter. Autre méthode, financer la création de petites entreprises hautement spécialisées.

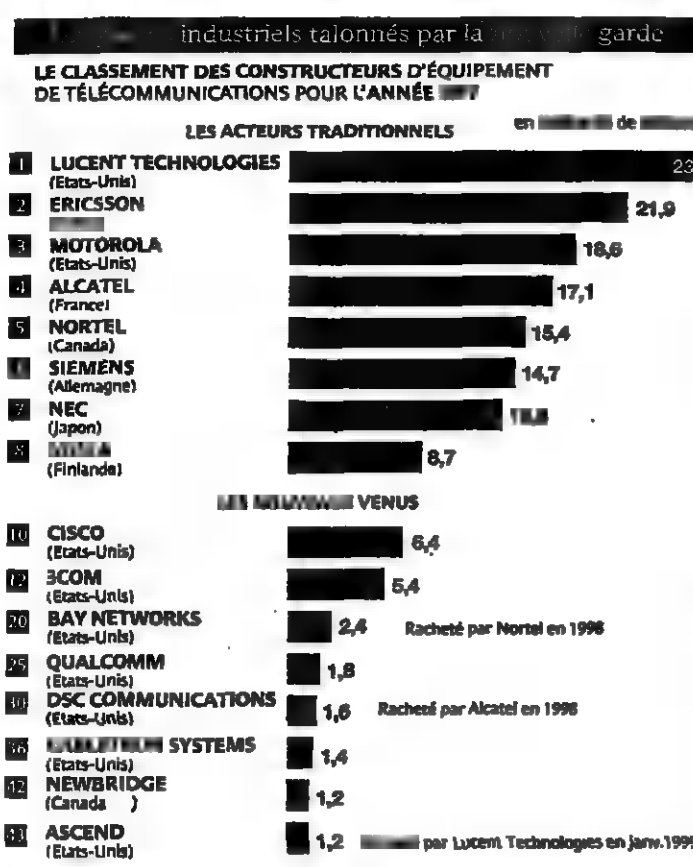
La révolution Internet bouleverse l'industrie des télécommunications

Les constructeurs traditionnels, liés aux grands opérateurs, sont concurrencés par une nouvelle génération d'entreprises. La chasse aux acquisitions est ouverte, mais elle profite plus aux groupes nord-américains qu'aux Européens

PREMIÈRE CAPITALISATION boursière du monde, Microsoft domine désormais le monde de l'informatique. Toujours puissant, IBM n'est plus celui qui fait peur. Toute une génération d'entreprises - le fabricant de microprocesseurs Intel, le spécialiste de la micro-informatique Compaq ou le groupe de logiciels Oracle - a été détrônée, en l'espace d'une dizaine d'années, des vedettes de la high-tech d'hier. Encore inimaginables il y a quelques années, des transformations de même ampleur sont en train de produire dans les télécommunications, en raison de deux puissants mouvements : fond : la déréglementation, qui multiplie le nombre d'opérateurs, et le développement vertigineux d'Internet. Là aussi, les hiérarchies risquent d'être remises en question.

Naguère bien placés dans un monde où l'excellent, les industriels européens, comme les français Alcatel ou les suédois Ericsson, auront-ils les moyens de suivre le nouveau déplacement du marché ? Déjà, l'explosion de la téléphonie mobile, qui représente désormais plus de la moitié des équipements de télécommunications (53 % en 1997), les avait contraints à faire preuve d'imagination.

Devenu le numéro un mondial du secteur, le finlandais Nokia a annoncé, le 29 janvier, des résultats records : un bénéfice net de 10 milliards de markkas (1,68 milliard d'euros), une hausse de 66 % sur 1997, pour un chiffre d'affaires de 79,2 milliards de markkas (+51 %). En France, Alcatel a plus de 100 milliards de chiffre d'affaires et son activité dans les infrastructures mobiles est déficitaire, même



si la société dans son ensemble a affiché un confortable bénéfice (Le Monde du 29 janvier). Maintenant, il impose une nouvelle mutation.

Tous les équipementiers en télécommunications anticipent

la généralisation de leur secteur d'activité due à la convergence des moyens de communications, et chacun s'y prépare à sa manière. Didier Poullot, responsable du département analyse industrielle à l'Institut de l'audiovi-

suel des télécommunications en Europe (Idate). Pour les fournisseurs traditionnels des anciens monopoles, comme AT&T aux États-Unis ou France Télécom de ce côté-ci de l'Atlantique, il s'agit de ne pas être marginalisés par les naissances. Car leurs marchés traditionnels sont relativement protégés - la fourniture de centraux téléphoniques et de transmissions pour les grands réseaux de téléphonie - et en voie de ralentissement, ce qui les nouvelles technologies à la verticale.

UNE LONGUEUR D'AVANCE

Tous les poids lourds du secteur y sont confrontés, qu'il s'agisse de Lucent Technologies aux États-Unis, de Nortel (ex-Northern Telecom) au Canada, d'Alcatel en France, de Siemens en Allemagne ou d'Ericsson au Suède. Protégés par leurs marchés opérationnels, dont les monopoles ont désormais disparu, ils ont dû accentuer le rôle de la Bourse : la vision des analystes boursiers a mondialisé les performances des grands groupes de télécommunications mises en concurrence avec celles de jeunes sociétés, nées à la charnière de la fin des années 80 au début des années 90, aux rythmes de croissance vertigineux. La comparaison n'est pas toujours en faveur de ces grands vétérans, même si leurs résultats paraissent satisfaisants.

Cette course aux nouvelles technologies a aux États-Unis

marchés, les constructeurs américains ont pris une longueur d'avance. Menée d'une main ferme par un patron bien décidé à rompre avec la culture mal-aimée, Lucent Technologies a fait la révolution. Le premier a réalisé, en l'espace de deux ans, une quinzaine d'acquisitions de petites entreprises spécialisées dans l'accès à Internet ou les communications données. La dernière en date, celle d'Ascend Communications (Le Monde du 15 janvier), payée près de 20 milliards de dollars (17,6 milliards d'euros), est la plus spectaculaire. Également offensif, le canadien Nortel, lui aussi issu de la même école des télécoms, est très

« Lucent Technologies, avec une valorisation boursière équivalente à quarante fois ses bénéfices, est bien loin d'Alcatel, qui ne représente que dix-huit fois ses bénéfices », explique un analyste de JP Morgan.

C'est une voie médiane, mieux adaptée à leurs moyens, que recherchent les entreprises européennes. Alcatel, par exemple, préfère développer e interne produits de haute technologie, en rachetant de petites ou moyennes entreprises à fort potentiel de développement. C'est cette optique que le groupe français s'est rapproché de l'en-

Les « start-up » très courtisées

Les finitions ne manquent pas les petits fonds stratégiques des grands groupes de télécommunications. Ils sont également à la recherche d'un moyen de capital-risque, de façon à pouvoir surveiller la technologie. « Nous avons créé en février 1997 un fond de 100 millions de dollars (près de 8,7 millions d'euros), pour financer des petites entreprises spécialisées dans la technologie IP (Internet Protocol), les téléphones sur fil ou, encore, les logiciels informatiques », explique Bill Price, directeur de la communication chez Lucent Technologies.

Le financement de ces « start-up » permet aux grands groupes de bénéficier de la prime de l'innovation et avoir à supporter les coûts de recherche et développement. Ils peuvent ainsi déléguer une partie de leurs risques en bénéficiant d'un poste tourné vers des produits à haute technologie. Cisco, le géant mondial des routeurs, a ainsi annoncé en 1998 son intention d'acquiescer une quinzaine de « start-up » par an.

tôt parti en direction des technologies qu'il n'a pas développées en interne. Bay Networks, spécialiste de la technologie appelée Internet Protocol, est la perle de la couronne en 1998.

Les Européens sont loin d'être à la hauteur de cette quête technologique. Alcatel et Ericsson ont dû se fier aux acquisitions aux États-Unis, là où se développent les technologies Internet. En annonçant ses résultats de 1998, le PSE d'Alcatel, Serge Tchuruk, a promis de « maintenir ses investissements élevés en recherche et développement », notamment dans les réseaux optiques, « en complément d'acquisitions à objectif technologique ».

Mais les petites entreprises spécialisées dans les réseaux Internet sont susceptibles d'être rachetées seules désormais plus rares. La question du prix constitue un obstacle important. La situation financière des grands groupes américains leur permet d'avoir des fusions de grande envergure en passant par un échange d'actions, sans déboursier de cash.

prise américaine Pack Engines, spécialisée dans les équipements destinés aux réseaux locaux informatiques en octobre 1998, afin d'acheter des « suppléments de technologie ».

Parallèlement, Alcatel développe des partenariats avec des entreprises leaders sur le marché des réseaux, telles qu'Ascend Communications ou Cco. L'allemand Siemens, lui aussi, engagé des partenariats, a signé avec le premier concurrent de Cisco sur le marché américain, 3Com, afin de créer une société commune spécialisée dans le transfert de données, de voix, et de données des réseaux. Le suédois Ericsson a racheté en septembre l'américain Advanced Computer Communication, spécialiste de la IP, pour 1,7 milliard de francs (255 millions d'euros). Une politique de petits acquis qui ne semble pas si timide au regard des rapprochements qui s'opèrent outre-Atlantique.

Emmanuel Inquette
Anne-Marie R.

La vitesse de transmission, principal enjeu technologique

TÉLÉPHONER à l'autre bout du monde au coût d'un appel local, envoyer rapidement des données, des voix, des fax ou encore des vidéos, dans n'importe quel pays en un instant, tout cela est désormais possible grâce à Internet. Seul inconvénient du système actuel : toutes les applications qui transitent par les réseaux peuvent créer un goulot d'étranglement, ralentissant ainsi le débit des données.

La guerre que se livrent les fabricants d'équipements de télécommunications et les opérateurs téléphoniques pour prendre position sur les nouveaux marchés a pour enjeu principal le contrôle de la bande passante, c'est-à-dire de gros tuyaux qui alimentent l'ordinateur. Plus ces tuyaux sont larges, plus le débit de l'information peut être important, plus les données arrivent à l'ordinateur. Deux types de technologies complémentaires multiplient la capacité de transmission des données : la technologie permet le transport de l'information entre serveurs, tandis que les technologies Digital Subscriber Line (DSL) augmentent la vitesse d'accès à Internet et l'utilisateur.

Les réseaux à fibres optiques ont vu leur performance augmenter grâce aux technologies Erbium Doped Fiber Amplifier (EDFA) et Wave-length Division Multiplexing (WDM). La première permet un signal optique d'avoir la même puissance que le signal électronique lorsque les informations arrivent vers le serveur. La seconde, dont Ciena est leader sur le marché américain (50 % de parts de marché), repose sur la division d'une ligne en plusieurs sous-lignes qui permet le transport d'une masse d'informations plus importante en un temps plus court.

Une fois que ces informations sont arrivées au serveur, celui-ci renvoie vers l'utilisateur qui, s'il n'est pas câblé, utilise la ligne téléphonique comme moyen de réception. La technologie DSL permet d'utiliser les anciennes infrastructures de cuivre des années 70 des réseaux téléphoniques tout en augmentant leur performance grâce à la conversion du signal analogique en signal numérique. Alcatel est le leader des systèmes Asymetric Digital Subscriber Line (ADSL) sur l'Amérique du Nord (52 % de parts de marché), devant Cisco et Lucent.

Les technologies liées à la DSL et à la fibre optique n'en sont qu'à leurs débuts. Le marché mondial de la fibre optique ne représentait que 2,3 milliards de dollars (2 milliards d'euros) en 1997 et devrait atteindre 8,1 milliards de dollars en 2001, selon Electronics, société de recherche spécialisée dans les produits de communication à réseau. Un marché qui ouvre des perspectives à des sociétés telles que Lightware Microsystems, Ciena ou E-Tek Dynamics.

E. Pa.

La direction de PSA amende son texte sur les 35 heures

AU BOUT d'une nouvelle séance-marathon de douze heures, la direction de PSA Peugeot-Citroën a annoncé, vendredi 5 février, vers 1 heure du matin, l'élaboration d'un nouveau projet de loi sur les 35 heures.

35 HEURES La nouvelle version du texte, une première depuis le 29 janvier (Le Monde du 31 janvier), a été repensée. Les points de discorde ont été repris un à un. La nouvelle mouture du texte a été remise par la direction et les délégués syndicaux mardi 9 février, avec l'assistance d'un juriste afin d'éviter toute interprétation fallacieuse.

Les syndicats auront jusqu'au 19 février pour signer, après avoir consulté le nouveau texte, les usines. C'est là que le premier projet avait coincé. Si l'emploi, qui prévoit 12 départs préretraite compensés par 4 200 embauches de jeunes, ne posait pas fondamentalement problème,

d'autres points du dispositif avaient été très critiqués. La direction a resté inflexible sur la réintégration temps pause dans le décompte du temps de travail. Les syndicats avaient pourtant dénoncé « une réduction du temps de travail » en incluant ces pauses, le temps de travail ramené automatiquement à 36 h 40.

En revanche sur l'autre point principal de discorde, la pluralisation du temps de travail, la direction a lâché un peu de lest. Il s'agissait de faire varier les horaires d'une semaine sur l'autre en fonction de la cadence de la production. Le travail pouvant être organisé sur trois, quatre, cinq ou six jours par semaine. Un dispositif qui banalise le travail du samedi et supprime de facto les heures supplémentaires. Les contraintes deviennent acceptables : « que les salariés voient, c'est qu'ils vont venir travailler le samedi pour 0,8 franc », explique-t-on dans les usines. « Nous voulons un accord sur les 35 heures, sur les départs (pour les salariés âgés), pourquoi pas l'annualisation », il faudra bien faire des voitures quand les

clients le demanderont. Mais pas d'accord à n'importe quel prix », avait souligné le délégué FO Alain Sefen.

Le message a bien été reçu : la direction s'est engagée, vendredi, à limiter les effets de la vie personnelle des salariés de la mise en place de l'annualisation et de l'augmentation de la durée d'utilisation des installations industrielles. Première compensation : les ouvriers bénéficieront de deux jours de repos supplémentaires d'une prime de 100 francs, versée une seule fois. FO, la CFTC et la CFE-CGC réclamaient une semaine de congés payés. Les ouvriers bénéficieront d'un jour de congé supplémentaire à 50 à 53 ans, 2 jours de 54 à 55 ans, 3 jours à partir de 56 ans.

Pour les heures excédant les 1596 heures requises sur l'année, les salariés pourront disposer des repos équivalents ou les faire payer, dès qu'ils dépasseront 5 jours (60 jours pour le premier projet). D'autre part, le travail du samedi matin, « strictement limité aux nécessités liées à l'organisation de la production », selon la direction, fera l'objet d'une prime. Le

salarié pourra toucher une prime de 4 % de rémunération basée sur un jour de repos supplémentaire pour deux samedis travaillés.

Dernier point d'achoppement : la direction a accepté d'amender l'application des 35 heures pour les cadres. Ceux-ci bénéficieraient dans le premier projet de 11 jours de congés, dont 10 seraient consacrés à la formation. Dans le nouveau projet, les jours figurant dans le compte formation pourront être utilisés librement, soit en paiement, soit en congé.

Ces compensations vont-elles suffire ? Selon les syndicats, le principal négociateur patronal a contacté les deux reprises au cours des discussions le président, Jean-Martin Folz. Ce qui fait dire aux syndicats que la direction aurait finalement « lâché » plus qu'il ne paraît. La consultation des usines dira si les nouvelles avancées sont suffisantes. Avant la réunion dans la nuit du jeudi à vendredi, la CGT avait annoncé, « en de besoin », une nouvelle journée d'action pour

Stéphane Lauer

Le patron de BMW sur le départ

de notre correspondant

Un conseil de surveillance attendu du constructeur automobile devait tenir, vendredi 5 février à Munich, d'examiner la situation du groupe. La veille, l'hypothèse d'un départ anticipé de Bernd Pischetsrieder, le président du conseil, jugée « très probable » par de nombreux analystes, tandis qu'elle était démentie au siège de la marque. C'est la famille Quandt, principal actionnaire de BMW, qui exigerait, d'après le quotidien économique Handelsblatt, le départ de M. Pischetsrieder. Il lui reproche, malgré les résultats records du groupe bavarois, n'avoir pas réussi à intégrer le britannique Rover, acquis en 1994. Les pertes de ce dernier se situeraient entre 1 milliard et 1,7 milliard de deutschemarks (500 à 900 millions d'euros).

Fin 1998, M. Pischetsrieder a lancé au Royaume-Uni une ultime phase de restructuration. Un programme d'investissement a été gelé alors que la marque anglaise continuait de reculer sur son marché domestique (4,6 % de parts de marché en janvier 1999 contre 7,1 % un an plus

tôt). Au-delà de Rover, BMW elle-même serait en perte de vitesse vis-à-vis de ses concurrents allemands, le créneau des limousines de gamme. Alors que Gmiller-Benz (Mercedes) a fusionné avec Chrysler, BMW a plus de difficultés à vendre ses véhicules sur le terrain face à Audi, filiale de Volkswagen. « La gamme des modèles est renouvelée mais vite qu'ailleurs », indique un analyste financier à Francfort.

CHANGEMENT DE STRATÉGIE

Le départ de M. Pischetsrieder, aux commandes depuis 1993, ouvre la porte à un changement de stratégie. Selon la BHF, analyste automobile, la BHF Reitzle, actuel directeur du développement du marketing et numéro deux du groupe, est le meilleur placé pour succéder à M. Pischetsrieder. Quant à lui, il a quant à lui démenti avoir pour poste. Ces hypothèses ont agité, jeudi, les cours de l'action BMW, qui a gagné jusqu'à 10 % à la bourse de Francfort.

Ph. R.

L'organigramme du groupe se simplifie

Les milieux boursiers craignent qu'il ne subisse les contrecoups de la crise asiatique et bressienne. Les analystes se ravissent au vu des résultats de 1998. Le groupe « matériaux » affiche les bénéfices de son histoire, à 7,2 milliards de francs (1,1 milliard d'euros). En dehors des plus-values exceptionnelles au dénouement de ses participations avec Suez, Axa et partiellement Vivendi (Ex Générale des eaux), Saint-Gobain a enregistré un bénéfice net de 5,1 milliards de francs, une hausse de 20,3 par rapport à 1997. « Malgré la crise asiatique, malgré le Brésil, Saint-Gobain a la capacité de résister à tous coups de conjoncture », répète M.

En dépit de bons résultats, le groupe s'est senti obligé d'évoluer de couler dans le financier. Pour rendre ses activités plus compréhensibles à la communauté financière, il a simplifié ses structures. Saint-Gobain, si fier il y a encore peu de temps de détailler en neuf métiers, ne veut plus afficher que trois pôles : le verre, matériaux haute performance et l'habitat. « Le premier offre position stable. Mais affiche croissance lente

et, compte ■■■■■ parts de marché ■■■■■ élevées, ■■■■■ pourvus sans foire d'acquisition, sauf dans ■■■■■ pays émergents ■■■■■ la Pologne ■■■■■ la République tchèque, explique le PDC ■■■■■ investisseurs, ■■■■■ des deuxième et troisième pôles offrent des croissances rapides et des possibilités d'acquisitions importantes.

Autour de la table, les représentants ■■■■■ des fonds de pension acquiescent ■■■■■ nouvelle organisation, qui répond ■■■■■ des besoins financiers plus qu'industriels. Ils s'interrogent, cependant, sur la volonté d'expansion ■■■■■ groupe. ■■■■■ va-t-il ■■■■■ succomber aux charmes des grandes acquisitions coûteuses ? ■■■■■ pour la taille ■■■■■ ■■■■■ intéresse pas ■■■■■ M. Beffa. Le groupe vise ■■■■■ priorité le rachat ■■■■■ moyennes et rentables. Selon lui, ces opérations ■■■■■ plus ■■■■■ gèrent ■■■■■ lui permettent aussi de respecter les stricts critères ■■■■■ acquisition ■■■■■ qu'il s'est ■■■■■ : ■■■■■ acquisition ■■■■■ se traduire par une augmentation du bénéfice par action ■■■■■ bout d'un an et assurer un retour ■■■■■ le coût du capital au bout de trois ■■■■■

UN DISCOURS APPRÉCIÉ

Mais, ■■■ plus ■■■ en aparté ■■■ PDG, ■ avec ces critères, je pense que ■■■ n'aurions jamais pu réaliser ■■■ l'acquisition de Norton (abracas ■■■ céramiques ■■■ Etats-Unis), voire de ■■■ (distribution spécialisée en France). Pourtant, ■■■ eux, Saint-Gobain souffrirait terriblement de crise en ■■■ moment. Ce ■■■ qui ■■■ aujourd'hui ■■■ groupe ses perspectives de croissance ■■■

Bien qu'il démenté s'être ■■■ récemment à la création ■■■ valeur, M. Beffa ■■■ obligé d'en tenir ■■■ discours. Le bénéfice ■■■ par action, devenu le signal déterminant de ■■■ investissement, doit afficher une croissance de 15 % en 1999. Une partie est garantie par la suppression ■■■ 5 ■■■ d'actions détenues ■■■ en autocontrôle par le groupe, après ■■■ décroissement de ■■■ participations. Le reste devra provenir ■■■ la croissance du ■■■ et de ■■■ efforts internes. ■■■ réductions ■■■ coûts, des fermetures de capacités, ■■■ l'emballage, et ■■■ suppressions d'emplois ■■■ déjà programmées. Les investisseurs ont apprécié ■■■ discours. Au lendemain de la présentation, ■■■ titre gagnait 3,94 %, 137 ■■■

Michel Leclercq nouveau patron des commissaires aux comptes

MICHEL LECLERCQ, président de la chambre régionale des commissaires aux comptes Ver- depuis 1995, prend la présidence la Compagnie nationale des commissaires aux comptes pour deux ans. M. Leclercq poursuivra la politique suivie par Didier Kling, précédé- seur : déontologie, indépen-

dance des commissaires aux comptes : qualité des missions ; amélioration de l'information sur leur ■■■ et leurs ■■■■. M. Kling ■■■■ proposé d'orienter ■■■■ certification ■■■■ comptes vers une mission d'assurance ■■■■ qui comprendrait ■■■■ l'examen des hypothèses sous-jacentes ■■■■ prévisions établies par les dirigeants ■■■■ l'efficacité des systèmes d'information de l'entreprise ■■■■, soulignant que « les commissaires aux comptes souhaitent mieux répondre ■■■■ ■■■■ des actionnaires ».

- **FRAMATOME** : le groupe français a mis en place depuis le 1^{er} février une nouvelle organisation regroupant les deux secteurs, les nucléaires et la connectique, confiés respectivement à deux directeurs généraux délégués : Jean-Daniel Levi (58 ans, X-Ensaye) pour l'énergie et Philippe Angleret (49 ans, X-ENSPM) pour la connectique.
- **THOMSON-CSF** : le groupe d'électronique veut développer son activité dans la concession de services publics liés à l'électronique professionnelle et de défense : vient de nommer Christian Mons (53 ans), jusqu'à présent PDG de la filiale informatique du groupe Sysdec, directeur

■ cette nouvelle activité.

■ **ICI** : Brendan O'Neill, 49 ans, ancien patron de Guinness entré chez le chimiste britannique **ICI** en mai 1998, succèdera à 22 ans comme directeur général à Charles Miller Smith, nommé président en remplacement de Sir Ronald Hoppel, qui part à la retraite.

■ **ROSSIGNOL** : Thierry de Chalvon (49 ans, Ecole supérieure de commerce à Lyon), ancien directeur de la filiale **ICI** puis responsable du planning stratégique du groupe Salomon (repris en janvier 1994 par Adidas), devient directeur général de la société française Look fixations SA, du groupe Rossignol.

Pour la Banque centrale européenne, le récent recul de l'euro ne représente pas un « souci »

La Banque d'Angleterre a baissé d'un quart de point, jeudi 4 février, ses taux directeurs. La Banque d'Angleterre, inquiète des forces inflationnistes de l'œuvre de l'économie britannique, a pour sa part réduit d'un demi-point son taux de base, ramené à 5,50 %. A Francfort, le conseil de la BCE a, en revanche, opté pour le statu quo et a, inchangé, à 6 %, son taux de refinancement (REF).

STATU QUO ■ Francfort, balise des ~~les~~ à Londres et à Copenhague, la journée du jeudi 7 février a été riche en événements monétaires. La banque danoise de Danemark, la première à agir en annonçant, en début de matinée, une réduction d'un quart de point sur ses taux directeurs, décision qu'elle a justifiée par « la fermeté » de la stabilité de la couronne face à l'euro.

La Banque d'Angleterre a suivi l'institut d'émission danois, quelques heures plus tard, en annonçant une baisse d'un demi-point du taux de base, ramené de 6 % à 5,50 %. Les milieux économiques et financiers britanniques anticipaient un geste de cet ampleur. Cette réduction est la cinquième en cinq mois.

En tenant compte « en particulier des perspectives mondiales de croissance ■ d'inflation, des prix ■ de la demande intérieure, les dernières prévisions d'inflation ■ com- ■ ■ ■ indiqué qu'il ■ ■ ■ nécessaire de réduire les taux pour que l'inflation reste conforme ■ l'objectif de 2,5 % », ■ commenté la Banque

d'Angleterre, visiblement inquiète des forces déflationnistes ■ l'œuvre dans l'économie britannique ■ des risques de récession ■ Royaume-Uni

« Les entreprises vont accueillir cette décision comme un geste ambitieux et comme [...] prouver que la banque centrale est à l'écoute », s'est réjoui [...] Peters, directeur général adjoint des chambres de commerce britanniques (BCC). « En donnant [...] coup de pouce à la confiance des [...] et des entreprises, la baisse des [...] devrait permettre à l'économie de passer à une vitesse supérieure en 1999 », a affirmé Kate Barker, chef économiste à [...] Confédération de l'industrie britannique (CBI). Enfin, le secrétaire général de la confédération des syndicats britanniques, le

Trade Union Congress (TUC), John Monks, a jugé que le geste de la Banque d'Angleterre dans le sens du regretant que la différence entre les taux du Royaume-Uni et de la zone euro reste élevée.

A Francfort, l'issue de conseil des gouverneurs, la Banque

centrale européenne (BCE) a laissé inchangé, à 1 %, le principal taux directeur. Selon Wim Duisenberg, son président, cette décision est justifiée parce que l'évolution des prix reste favorable et qu'aucune pression à la hausse n'est à la hausse ne se fait jour pour le moment.

■ IMAGE NUANCÉE ■ Duisenberg « souligne la persistance d'une conjoncture contrastée. Dans le monde, les événements récents au Brésil ont une lumière, la fragilité de la situation actuelle des marchés émergents, alors que la croissance... États-Unis «*été beaucoup plus forte qu'attendu lors du dernier trimestre 1998*», a-t-il ainsi expliqué. De même, l'Europe présenterait une image nuancée : la confiance des Industriels décline, malgré une stabilisation en début d'année, tant «*que celle des consommateurs*», continue de croître en décembre, pour atteindre un niveau jamais égalé depuis 1990. Et le conseil ■ gouverneurs de constater, par ■ voix de son président, qu'«*il n'y a pas encore de signaux clairs d'un in-*

Dans ■ contexte, Wim Duisenberg semble particulièrement se réjouir des performances de l'économie américaine : ■ Je ■ vois que des avantages à ce que la croissance y reste forte (...) Cela ■■ des effets très positifs pour les évolutions en Europe ». a-t-il estimé.

En Europe », a-t-il estimé.

Pour l'instant, la bonne santé américaine joue sur la parité dollar-euro, la monnaie européenne ayant cédé du terrain face au billet américain après être passée de 1.16 à 1.13 dollar pour un euro. Cette baisse a pour sujet d'interrogation mais n'a pas de quoi nous inquiéter », a estimé M. Duisenberg, qui a rappelé, avant la réunion du G 7 à laquelle il participera le 20 février prochain, que le dollar ne préconisera pas de mesure de change particulier qui pourrait l'amener à détourner de son objectif initial », à savoir la stabilité des prix.

Pierre-Antoine Delhommals
avec **Philippe Renaud**
à Francfort

la nouvelle BMW 316i.



**La nouvelle BMW 316i sort cette semaine.
Son prix aussi sort de l'ordinaire. 148 500 F.**



*Prix maximum : 4/01/99. AM Hors métallisée

COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

Les annonceurs internationaux ont sonné leur retraite de Russie

Après la décision des grandes marques d'interrompre brutalement leurs investissements publicitaires dans un pays appauvri qui ne consomme plus, les fabricants locaux découvrent les vertus de la publicité, qu'ils ignoraient jusqu'ici

MOSCOU

Sur les avenues Novy Arbat, Bol'saja, comme sur Tverskaja-jamskaja, les panneaux publicitaires encore neufs imposent au promeneur les deux mêmes affiches depuis fin août 1998. Sur l'une, un drapeau russe se détache d'un fond blanc et rappelle l'article 57 de la Constitution fédérale : les contribuables ne peuvent pas payer leurs taxes en « personne n'aidant la Russie, il part vous-même ». La mairie de Moscou s'offre cette campagne en échange de 2000 mètres carrés de bureaux attribués gratuitement au propriétaire des panneaux, Maxima. Sur l'autre, c'est l'afficheur C. Wall qui propose sa propre promotion. Les publicitaires moscovites manquent d'activité ces temps-ci.

Quelques exemples pour Donna Karan, une marque américaine de vêtements de luxe, et des panneaux perchés sur des immeubles pour les géorgiennes Barjomi. Ce sont des exemples

d'entreprises continuant à payer de la pub. Les Moscovites habitués à ces affiches métalliques installées depuis peu de temps sur les trottoirs de leurs avenues. Ils jettent d'ailleurs à ces affiches, inchangées depuis cinq mois, le même regard indifférent que sur le mausolée de Lénine, sur la place Rouge, dont c'était, jeudi 21 janvier, le 75^e anniversaire de la mort. Certains affirment que ces images léchées importées de l'Ouest – les deux tiers des publicités sont conçues à New York ou en Europe, puis traduites en russe – ne les ont jamais fait rêver. D'autres plaisantent à moitié en affirmant que « si ces produits ont besoin de pub à la télé, c'est qu'ils sont mauvais ».

La publicité, qui devait faire connaître aux 148 millions de Russes les noms des marques inconnues il y a dix ans, a été la far de lance du marketing post-perestroïka. Depuis le début des années 90, Procter & Gamble, Nestlé, Scimorol et John-

son & Johnson ont investi chaque année plusieurs millions de dollars pour que les consommateurs reconnaissent leurs produits dans les rayons des magasins. Ils constituaient ainsi jusqu'à l'automne la quasi-totalité des biens de consommation courante achetés à Moscou ou à Saint-Petersbourg.

LIENCIEMENTS MASSIFS

Avec l'arrêt brutal des importations, les annonceurs ont coupé net leurs publicités. A la fin de l'année, de qualité incertaine et mal présentées, très peu de marques étrangères figurent sur les écrans. Impossible, par exemple, de trouver des couches (Pampers), de la crème (Ariel), des tampons hygiéniques (Tampax), de la crème (Pond's), des aliments (Lux), des aliments pour chiens (Whiskas) ou les chocolats (Snickers), qui occupaient en juillet le tiers de la scène commerciale grâce à une active promotion dans les ma-

gazines, à la radio et à la télévision. Les Moscovites n'achètent plus les produits étrangers, dont la valeur a chuté de 20 % à 40 % selon les produits. La moitié des 4 500 magasins de la capitale seraient aujourd'hui en faillite. A quelques exceptions près, les « gastronomes » et « produits », les anciens magasins d'Etat privés en 1994 – incapables de payer leurs grossistes, comme les grandes chaînes – ne vendent plus que des produits locaux.

En fait, les producteurs locaux ont arrêté les achats à la campagne pour soutenir leurs ventes, malgré la précarité de leur situation. La marque de biscuits Bolchevik, par exemple – l'une des plus anciennes fabriques moscovites, rachetée il y a peu par Danone –, a diffusé en septembre sa première campagne publicitaire à la télévision et les ventes, selon un responsable de l'entreprise, ont « explosé » en octobre, novembre et décembre. Les Barjomi s'offrent une campagne d'affichage parce que « les prix des espaces médias ont considérablement baissé, entre trois et quatre fois », explique Jean Fleury, un Français qui dirige l'entreprise de Tbilissi (Géorgie). La publicité a une double fonction : présenter la nouvelle bouteille et lutter contre le contrefaçon.

D'une certaine manière, la crise constitue peut-être l'occasion pour les annonceurs russes de reprendre la main sur l'Occidentaux. Les fabricants locaux, incapables de s'allier sur les géants américains et leurs investissements colossaux, n'ont compris que tardivement qu'ils ne pouvaient plus vendre leurs produits sans publicité. Les années 90, la publicité avait d'abord servi les conglomérats financiers étrangers s'activant pour prendre la main sur l'énorme marché potentiel russe. En retirant leurs dollars, les investisseurs étrangers ont redonné à l'espace à l'annonceur russe. Peut-être un peu pour un mal.

Florence Amalou

L'indépendance des médias se réduit en même temps que la publicité

Les 10 millions de dollars (9,7 millions d'euros) d'aide proposés par le gouvernement d'Etat américain, le sénateur Albright, lors de sa visite en Russie, pour promouvoir la presse indépendante ont provoqué les réactions offensées de la Douma, le parlement russe. Le quotidien *Moscow Times* du 11 janvier. Le député communiste Rinat Fakhoulil a qualifié la proposition américaine de « grave ingérence dans les affaires internes russes », car « ceux qui paient, commandent », affirme celui qui demande, par ailleurs, davantage de contrôle politique dans les médias. Les Reporters sans frontières, les médias russes ont encore perdu en indépendance depuis l'arrêt des publicités en septembre. « Nous assistons à la mort lente de beaucoup de médias indépendants », affirme Nina Balyasnikova, responsable de l'aide aux médias à l'Open Society Institute de Moscou. D'autant que, parallèlement à l'effacement de leur liberté économique, les médias russes doivent faire face à une reprise en main politique.

M6 veut accélérer sa politique de décrochages régionaux

« L'ANNAE » de décrochages régionaux et des décrochages plus longs : telle est la politique de M6 précisée, jeudi 4 février, par Jean Drucker, PDG de la chaîne. Outre les « six minutes » consacrées à l'actualité régionale qui existent déjà dans les villes, M6 en annonce deux supplémentaires d'ici à la fin de l'année. Le premier devrait se faire à Clermont-Ferrand, pour lequel M6 a déjà obtenu une autorisation du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ; le second à Lille. Trois autres sites devraient suivre, selon les prévisions.

Par ailleurs, la chaîne prévoit d'élargir à vingt-six minutes ses émissions régionales, en ajoutant un journal actuel des magazines et des émissions consacrées à la vie pratique et aux services. M6 ambitionne de réaliser la première expérience de ce type dans la région parisienne. M6, qui avait déjà lancé une demande de ce sens en 1991, compte tenter à nouveau sa chance auprès du CSA. Mais cette fois, elle aura d'un an le Conseil d'Etat du 16 juin 1997 elle estime qu'il est favorable à cette démarche.

Pour justifier la relance de cette stratégie, Jean Drucker énumère une série d'arguments. Il évoque le bilan de ces décrochages, lancé il y a dix ans : 2,3 millions de téléspectateurs et une part d'audience de 44,6 % en hausse de 15 % entre 1997 et 1998. « Notre système est la

meilleure façon de répondre aux besoins exprimés en faveur des émissions de proximité. Nous sommes immergés dans le milieu local mais nous ne bénéficions ni de subventions publiques, ni de la publicité locale », martèle le PDG de M6, qui profite de l'occasion pour décocher quelques piques contre les « télévisions locales de plein exercice » à la rentabilité desquelles il ne croit pas.

PRESSE REGIONALE

Les décrochages de six minutes, qui font actuellement travailler 16 personnes, coûtent chacun 6 millions de francs (914 634 d'euros) par an. Pour le projet de vingt-six minutes en Ile-de-France, la chaîne prévoit un budget de 20 millions de francs (3 046 millions d'euros) par an. Et elle ajoute que le développement de cette politique

créerait au total 100 emplois. Il s'agit de la question des emplois dans la presse quotidienne régionale, laquelle M6 collabore pour certains de ses « six minutes ». L'annonce de l'ambition de la politique de décrochages intervient quelques semaines après la déclaration de faillite des quotidiens régionaux de la région de l'ouest de la télévision locale (Le Monde du 16 janvier).

Depuis, Le Monde a annoncé son intention d'être candidat pour l'attribution d'une fréquence hertzienne en région parisienne. Par ailleurs, le décrochage annoncé à Clermont-Ferrand, un des sites où l'appel à candidature lancé par le CSA se fait le 23 février, concerne directement La Montagne qui envisage d'être candidat.

Françoise Chivot

IDG propose une nouvelle formule du « Monde informatique »

LA FRANCE rattrape son retard en matière d'équipement informatique. Mais la presse informatique n'y pourrât pas être d'un grand secours. Pourtant moins euphorique qu'au début de la décennie, où les professionnels du secteur se vantaient de la conquête du marché français, ils ont tous subi des déconvenues, tant il y a eu de déconvenues, tant il y a eu de déconvenues. La presse informatique continue à envahir les étagères des diffuseurs de presse, le paysage poursuit sa recomposition. L'association prévue entre Havas et Bertelsmann pourrait être des conséquences sur Tests. Des rumeurs de rachat de Tests par Springer. Ce n'est pas à l'ordre du jour, selon les sources.

Les lancements de deux titres grand public, *Micro* (Havas) et *Computer Plus*, sont loin d'avoir remporté le succès escompté, et le groupe allemand Springer cherche un nouveau partenaire pour remplacer le groupe Amatur, qui ne souhaite pas continuer l'aventure. Un rapprochement entre les deux titres est possible. Mais le patron de la presse professionnelle d'Havas, Michel Vigier, ne cachait récemment que les discussions avec Springer étaient difficiles.

VERS LE GRAND PUBLIC

Le groupe américain IDG (Informations Data Group), numéro un du secteur, est l'un des exemples, avec CMP et Ziff Davis, de ces grands groupes américains à avoir eu du mal à s'installer dans l'Hexagone. Depuis un an, la filiale française dirigée par Catherine Adamis a totalement modifié sa stratégie pour se recentrer sur la presse professionnelle. Il a ainsi racheté la licence de *Macworld* au groupe Presse Image, même s'il propose aujourd'hui une nouvelle maquette d'*Info PC*, son dernier magazine grand public. Il a aussi racheté le plus connu, *Le Monde informatique*, dont il a proposé une nouvelle formule, le 29 janvier.

Le titre change de format, prend de nouvelles couleurs et propose de nouvelles rubriques. Le *Monde informatique* renforce notamment son contenu « Techno », pour les professionnels du secteur. IDG veut ainsi développer la diffusion payante de son titre, qui est de 26 219 exemplaires pour une diffusion totale de 54 500 exemplaires, de juillet 1997 à juin 1998, selon Diffusion Interactive. Le *Monde informatique* veut combler une partie de son retard sur la presse informatique (groupe Tests), qui affiche pour la même période, respectivement, 695 exemplaires et 17 739 exemplaires.

IDG veut augmenter sa diffusion à 60 000 exemplaires. Il compte notamment sur la vente au numéro, qui est aujourd'hui de 3 000 exem-

plaires. Plus de 10 000 exemplaires de la nouvelle formule ont été mis en vente au kiosque, « afin d'améliorer la rentabilité du titre », explique Michel Crestin, éditeur du magazine. Le groupe a prévu un budget de 9 millions de francs (1,4 million d'euros) pour les neuf premiers mois de 1999. Il fait une campagne grand public, en mettant des affiches sur les bus et les dos de kiosque.

IDG s'inscrit dans une stratégie de la presse professionnelle qui cherche à se faire connaître du grand public. La branche professionnelle d'Havas a ainsi lancé une campagne d'affichage de ses principaux titres spécialisés pour un budget de 11 millions de francs (1,2 million d'euros).

Alain Auloy

DÉPÊCHES

■ MÉDIAS : Vivendi et Canal Plus sont montées à 28,35 % dans le capital de Pathé. Précédemment, selon *La Tribune*. En informant, jeudi 4 février, le marché des marchés financiers, les deux sociétés ont précisé qu'elles n'ont pas l'intention de dépasser le seuil de 30 % du capital de Pathé mais qu'elles veulent être présentes au conseil d'administration.

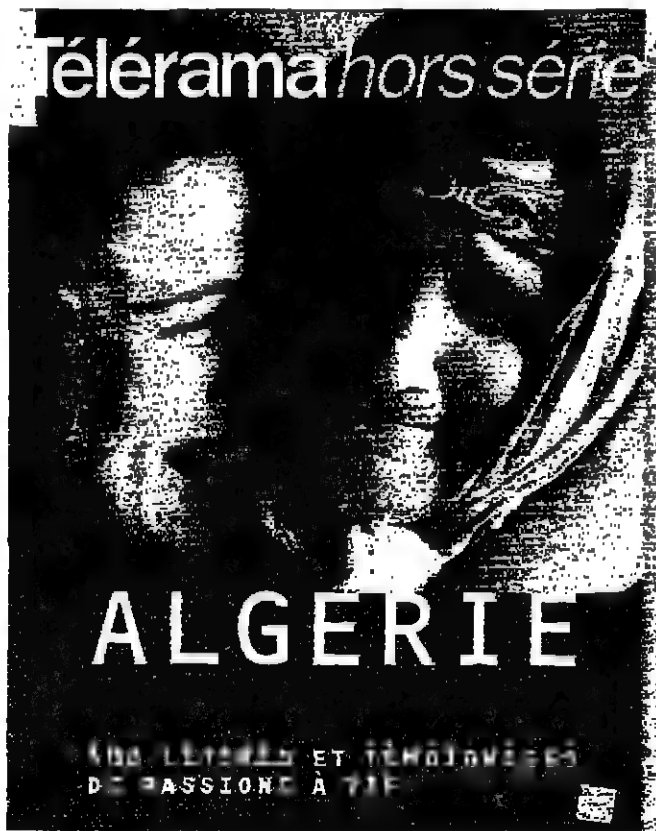
■ PRESSE : l'agence de presse britannique News va supprimer une partie d'emplois en Grande-Bretagne et en Irlande sur un effectif total de 2 100 personnes dans ces deux pays (et 700 personnes dans le monde fin juin 1998).

■ L'éditeur du *Daily Mail*, deuxième quotidien tabloïd de la presse britannique avec une diffusion de 2,3 millions d'exemplaires, a été admis jeudi 4 février parmi les principales valeurs de la Bourse de Londres composant l'indice *Financial Times* (AFP).

■ Le groupe anglo-néerlandais Reed-Elsevier est candidat à la reprise des journaux médicaux *Echos* (*Concours médical*, *Le médecin*, etc.) selon *La Tribune* du 5 février. Des établissements financiers sont également en lice. Le groupe Pearson, maison mère d'*Echos*, s'est désengagé de ses activités dans la presse médicale.

■ ÉDITION : le commerce des livres sur Internet devrait devenir un des prochains phares de Bertelsmann. C'est ce qu'a indiqué Klaus Eierhoff, responsable des activités multimédias du groupe allemand, jeudi 4 février, au cours du lancement de la filiale Bertelsmann Online (BOL), qui propose 500 000 titres de livres (AFP).

■ SONDAGE : Médiamétrie mesure la fréquentation des sites Web. L'institut mesure la fréquentation des sites Web, a annoncé, jeudi 4 février, le lancement de Cybermétrique, une mesure collective permanente de la fréquentation des sites Web en France. Elle fournit deux catégories d'indicateurs : l'attractivité et l'audience du site, l'activité publicitaire.



Malgré les déchirements de l'Histoire, Français et Algériens continuent d'entretenir une relation passionnelle et unique. Journalistes, écrivains des deux rives ont lecteurs de *Télérama* témoignent. Regards croisés, entre Alger et Paris, sur l'économie, la musique, la littérature, le cinéma, l'humour.

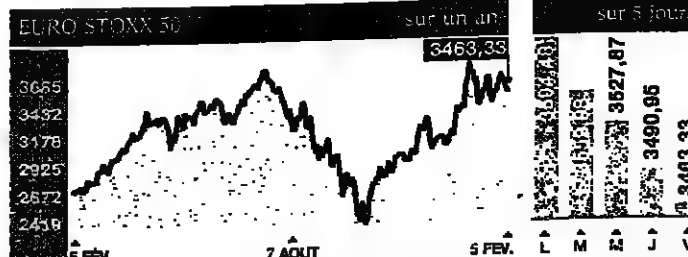
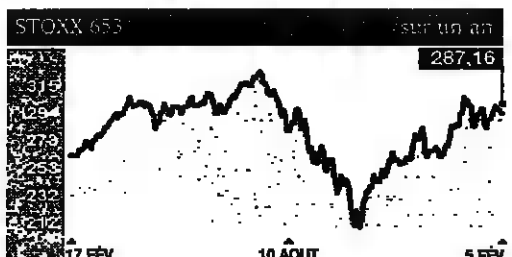
Chez le marchand de journaux, 47 F.

Télérama
Prenez votre culture en main.

VALEURS EUROPÉENNES

■ actions ■ assureurs-vie britanniques ont chuté jeudi 4 février après l'annonce par le gouvernement d'un projet de mise en place de nouveaux fonds de retraite qui pourraient concurrencer les parts de marché des compagnies d'assurance-vie. Sun Life a perdu 1,11 %, à 111 pence, Prudential a cédé 4,12 %, à 111 pence. ■ La persistance de tensions en Irak qui devrait être un positif sur les prix du brut, a dopé les titres des sociétés du secteur pétrolier. Petroleum International a progressé de 4 %, à 104 pence, les norvégiennes, Royal Dutch Petroleum a gagné 3,86 %, à 37,65 euros.

■ BMW a profité jeudi de l'information parue dans le quotidien La Belgique laquellle le géant américain General Motors serait intéressé par le troisième constructeur automobile allemand. Les rumeurs d'un départ du président Bernd Pischetsrieder, l'action a décliné jeudi en hausse de 7,33 %, à 650 euros. ■ Suite à une recommandation positive de la maison de titres Goldman Sachs, le titre Deutsche Telekom a grimpé jeudi de 4,05 %, à 39,8 euros. ■ Le titre ICI a progressé jeudi de 1,51 %, à 526 pence, après que le troisième chimiste européen ait annoncé que son bénéfice a moins reculé que prévu fin 1998.



05/02 12h51

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions automobiles.

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions chimiques.

BANQUES

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions bancaires.

CONGLOMERATS

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de conglomérats.

TELECOMMUNICATIONS

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de télécommunications.

PRODUITS DE BASE

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de produits de base.

CONSTRUCTION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de construction.

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions diverses.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions d'alimentation et de boisson.

PHARMACIE

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions pharmaceutiques.

DIJES D'UIPEMENT

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions d'équipement.

BIENS DE CONSOMMATION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de biens de consommation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de commerce de distribution.

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions diverses.

ASSURANCES

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions d'assurances.

MEDIAS

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de médias.

BIENS DE CONSOMMATION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de biens de consommation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de commerce de distribution.

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions diverses.

ASSURANCES

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions d'assurances.

MEDIAS

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de médias.

BIENS DE CONSOMMATION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de biens de consommation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de commerce de distribution.

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions diverses.

ASSURANCES

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions d'assurances.

MEDIAS

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de médias.

BIENS DE CONSOMMATION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de biens de consommation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de commerce de distribution.

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions diverses.

ASSURANCES

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions d'assurances.

MEDIAS

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de médias.

BIENS DE CONSOMMATION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de biens de consommation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de commerce de distribution.

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions diverses.

ASSURANCES

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions d'assurances.

MEDIAS

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de médias.

BIENS DE CONSOMMATION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de biens de consommation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de commerce de distribution.

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions diverses.

ASSURANCES

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions d'assurances.

MEDIAS

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de médias.

BIENS DE CONSOMMATION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de biens de consommation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de commerce de distribution.

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions diverses.

ASSURANCES

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions d'assurances.

MEDIAS

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de médias.

BIENS DE CONSOMMATION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de biens de consommation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de commerce de distribution.

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions diverses.

ASSURANCES

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions d'assurances.

MEDIAS

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de médias.

BIENS DE CONSOMMATION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de biens de consommation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de commerce de distribution.

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions diverses.

ASSURANCES

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions d'assurances.

MEDIAS

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de médias.

BIENS DE CONSOMMATION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de biens de consommation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de commerce de distribution.

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions diverses.

ASSURANCES

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions d'assurances.

MEDIAS

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de médias.

BIENS DE CONSOMMATION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de biens de consommation.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table with 3 columns: Code, Cours, %Var. Liste d'actions de commerce de distribution.

La conférence mondiale sur le sida confirme l'efficacité des polythérapies

En dépit de leur succès, les associations de médicaments antirétroviraux ne permettent pas d'éradiquer le virus chez les personnes infectées. De nouvelles stratégies thérapeutiques sont à l'étude pour améliorer la qualité et l'espérance de vie des malades

La sixième conférence sur les rétrovirus et la maladie opportuniste, qui réunit chaque année les spécialistes de la lutte antiaids, s'est achevée à Chicago jeudi 4 février. Les publications et communications faites

confirment que la mise au point d'un vaccin préventif est une perspective plus en plus lointaine. Les chercheurs concentrent surtout leurs efforts sur l'amélioration de l'efficacité des traite-

ments antirétroviraux et sur la réduction de leurs effets secondaires. L'apparition de souches de VIH résistantes aux traitements est compensée par la mise au point de nouvelles molécules. Les polythérapies

de plus en plus individualisées et personnalisées, à terme, font du sida une maladie chronique parmi d'autres dans les pays industrialisés. Mais dans le tiers-monde, où vivent pourtant la majorité des malades,

les stratégies économiques ne permettent pas la mise en place de ces stratégies. Des traitements « allégés » pourraient néanmoins réduire la transmission de l'infection de la mère à l'enfant.

CHICAGO
de l'envoyé spécial
Tous les indicateurs épidémiologiques en témoignent : toujours mortel hier, le sida est devenu, dans les pays industrialisés du moins, une maladie virale à vie sur un mode chronique. Les associations de médicaments antirétroviraux ont l'origine de cette évolution spectaculaire. Elles offrent la possibilité de contrôler sur de longues périodes la répllication du VIH au sein des organismes infectés. Compte tenu des perspectives plus en plus lointaines dans la mise au point d'un vaccin préventif, le premier auquel sont confrontés biologistes et cliniciens, l'amélioration de l'efficacité des traitements antirétroviraux, ainsi que la réduction de leurs effets secondaires et des contraintes qu'ils imposent.

Réunissant 3 500 spécialistes de la lutte contre le sida, la sixième conférence sur les rétrovirus et la maladie opportuniste qui s'est achevée, jeudi 4 février, à Chicago, a été marquée par une publication sur les nouvelles stratégies thérapeutiques visant à améliorer la qualité et l'espérance de vie des malades. C'est en 1996, lors de la troisième session de cette même conférence internationale, que les premières données sur l'efficacité des trithérapies avaient été communiquées pour la première fois (Le Monde du 11 janvier 1996). Trois ans plus tard, on ne compte plus le nombre de communications consacrées aux modalités et aux difficultés, mais succès et aux limites des polythérapies antiaids.

Les médicaments
Le dynamisme de certaines firmes du secteur pharmaceutique dans ce secteur devenu hautement rentable fait que l'on compte aujourd'hui sur le marché une quinzaine de molécules. Elles sont classées en trois catégories en fonction de leur type d'action sur le VIH : inhibiteurs (nucléosidiques ou non) de la transcriptase inverse, inhibiteurs de la protéase, et multiples autres sous cours, les associant de diverses manières pour en tirer le meilleur maximum. Les effets secondaires sont observés chez certains patients, dans les mois qui viennent.

L'effort de l'industrie porte sur la simplification des régimes thérapeutiques. L'effort se fait également, grâce à des améliorations de pharmacocinétique, de proposer des administrations quotidiennes ou bi-

quotidiennes d'un nombre réduit de comprimés, pour autant abandonner le concept de trithérapie. Une question importante pour les malades, qui doivent absorber, aujourd'hui, plusieurs dizaines de médicaments à des heures très précises. Plusieurs firmes travaillent également sur d'autres classes virales. On évoque l'arrivée d'un nouveau type d'inhibiteurs de l'intégrase (enzyme impliquée dans l'intégration du matériel génétique viral dans celui de la cellule infectée) ou de la fusion du virus à l'enveloppe cellulaire. Une équipe californienne a présenté, à Chicago, de premiers résultats potentiellement prometteurs à partir d'un peptide, le « T20 », administré par voie sous-cutanée et qui a pour propriété de s'opposer à ce phénomène de fusion.

Les effets secondaires
En l'état actuel des connaissances, les trithérapies antirétrovirales doivent être administrées sur de très longues périodes, sinon la vie. La principale inquiétude des cliniciens est de savoir si l'apparition d'effets secondaires, dont la fréquence semble augmenter avec la durée d'utilisation des médicaments, n'est pas un phénomène de fusion.

TROIS QUESTIONS À... STEFANO VELLA

1 Professeur, un tant que préface de la conférence internationale sur le sida, quelle analyse faites-vous de l'explosion des travaux sur les polythérapies ?

Nous vivons une étape historique dans le contrôle de la physiopathologie de la maladie. Nous disposons maintenant d'une gamme de molécules qu'il faut, encore, apprendre à connaître, à associer, qui nous fournissent des résultats cliniques et biologiques incontestables. Quand on mesure la rapidité d'un tel chemin à parcourir, on ne peut qu'être optimiste. Mais il faut tenir compte des effets secondaires, parfois graves, observés chez certains patients.

2 Les effets secondaires ne constituent-ils pas une limite qui pourrait se révéler infranchissable dans la mise au point d'une éradication du virus qui impose des traitements longs, peut-être ?

Compte tenu de la rentabilité économique de ce secteur, l'industrie pharmaceutique a investi de gros budgets de recherche et développement, nous devrions prochainement disposer de molécules dont certaines agissent peut-être sur d'autres que celles visées aujourd'hui par les trithérapies. On oublie souvent que les effets des trithérapies actuelles ont été observés et analysés chez des patients qui ont été pris en charge de manière tardive et, on le sait aujourd'hui, incohérente. On a souvent additionné chez eux différents médicaments, en l'absence des outils de surveillance virologique dont nous disposons actuellement.

3 À l'avenir, les résultats des trithérapies chez les personnes nouvellement infectées sont-ils donc supérieurs à ceux d'aujourd'hui ?

J'en suis intimement persuadé. Je dois aujourd'hui prendre en charge un patient jeune infecté depuis quelques mois par le VIH prêt à traiter et à modifier son

traitement en fonction des résultats, je pourrais lui assurer qu'il a de bonnes chances de vivre dans vingt ans. La première trithérapie rendait chez lui le virus indétectable durant trois ou quatre ans, période après laquelle on pouvait administrer une autre, voire d'autres encore. L'histoire naturelle de la maladie étant d'une dizaine d'années, on peut gagner un temps considérable. En dépit des mauvaises conditions de prise en charge des malades, nous avons, depuis l'arrivée des trithérapies, pu augmenter l'espérance de vie moyenne d'environ cinq ans. C'est énorme.

Propos recueillis par
Jean-Yves Nau

En Afrique, des traitements « allégés » permettent de réduire la transmission mère-enfant

CHICAGO
de l'envoyé spécial
Les résultats de plusieurs travaux actuellement en cours dans l'Afrique du Sud, d'Ouganda et de Tanzanie, ont été présentés à la conférence mondiale sur le sida à Chicago dans le cadre de la sixième conférence sur les rétrovirus et la maladie opportuniste, ont, pour la première fois, fourni la démonstration qu'une prévention de la transmission de l'infection par le VIH de la mère à l'enfant pouvait, en Afrique, être obtenue au moyen de traitements « allégés ». Ces résultats soulèvent, dans le même temps, d'importantes questions éthiques sur la portée et les limites de la recherche qui peut être conduite dans ces pays où vivent la majorité des personnes infectées.

On a depuis cinq ans, grâce à une étude franco-américaine, qu'une prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant peut être obtenue grâce à l'administration durant la grossesse d'un ou de plusieurs médicaments antirétroviraux. On sait aussi qu'actuellement près de 600 000 nouveau-nés sont, dans le tiers-monde, infectés chaque année par le VIH lors de la grossesse, de l'accouchement, ou de l'allaitement. Une large collaboration internationale est en place depuis plusieurs années pour chercher à adapter au mieux, dans les pays les plus touchés, les acquis prophylactiques obtenus en Europe et aux États-Unis.

Après une première étude, contestée, conduite en Thaïlande avec de l'AZT, d'autres essais furent progressivement mis en place. Leurs premiers résultats, attendus, ont été révélés à Chicago. Organisé sous l'égide d'Unicef et

baptisé PPT (pour perinatal transmission), le premier de ces essais concerne près de 1 500 femmes vivant dans cinq zones urbaines d'Afrique du Sud, d'Ouganda et de Tanzanie. Une partie de ces femmes ont été traitées par une association de deux médicaments antirétroviraux (AZT et 3TC, fournis gracieusement par la multinationale pharmaceutique Glaxo Wellcome) dès la trentième semaine de grossesse jusqu'à une semaine après l'accouchement. Un second groupe ne recevait ce traitement que durant l'accouchement. A un troisième groupe, enfin, on n'administrait, pour des raisons de méthodologie, aucun médicament mais seulement un placebo, substance inactive.

RAISONS ÉTHIQUES

« Dans le premier groupe, le taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant a chuté de 50 %. Nous disposons, d'autre part, de données indiquant que la prise d'antirétroviraux par la mère à l'enfant durant une semaine après l'accouchement est déterminante », affirme le docteur Joseph Saba, responsable de l'étude. Ces résultats sont encore très préliminaires. Mais nous devons être en mesure de faire des recommandations claires et pratiques à destination des pays en voie de développement en avril ou mai prochains.

Ces conclusions sont confortées par un autre travail conduit en Côte d'Ivoire et au Bénin par un groupe franco-africain dirigé par le professeur François Dabis (Inserm, université de Bordeaux). L'originalité de cette étude tient au fait qu'elle a porté sur un groupe de 374 femmes qui, recevant un traitement « allégé » (de l'AZT seul

à partir de la trente-sixième semaine de grossesse et jusqu'à une semaine après la naissance), ont allé leur lait alors même que l'on sait que l'allaitement représente un risque infectieux important. Les organisations internationales recommandent même chez ces femmes séropositives la poursuite de l'allaitement possible dans le tiers-monde - aux États-Unis.

La réduction des taux de transmission du VIH dans cet état a été néanmoins de 31 %, témoignant de l'efficacité de ces thérapeutiques « simplifiées ». Ces dernières sauraient, pour des raisons éthiques, être programmées dans les pays industrialisés, mais prennent en compte le dénuement économique et la sous-médecinisation des populations les plus touchées par l'épidémie. Dans les coulisses de la conférence de Chicago, certains spécialistes nord-américains, peu au fait des conditions socio-économiques du tiers-monde, se cachaient une certaine émotion devant les essais cliniques qui cherchent à prévenir l'infection des enfants sans, passé l'accouchement, s'intéresser au traitement des mères et des pères, condamnant ce fait à devenir des orphelins. Pour le professeur Dabis tout comme pour le docteur Saba, il faut au contraire postuler qu'une telle approche, menée en liaison avec quelques multinationales pharmaceutiques, constituera de plus en plus un levier permettant d'améliorer plus généralement la prévention de la prise en charge des personnes infectées du sida, et donc la lutte contre la pandémie.

J.-Y. N.

28, rue du Port-Neuf - 75001 Paris - Téléphone 01-41 26 21 71 - E-mail : comptoirs@comptoirs.com

Comptoir

DES ÉTATS-UNIS ET DU CANADA

NOS RELAIS EN PROVINCE

- BORDEAUX
Maurit Voyages
27, rue du Temple 33000 - Jeaux
Tel : 05 56 81 94 00
- LE HAVRE
M.V. Voyages
Avenue Foch - BP 1347
Le Havre cedex
Tel : 02 35 19 24 24
- MARSEILLE
First - USA
179, rue de la République - 13006 Marseille
Tel : 04 91 15 53 30
- RENNES
Raffi Voyages
2, rue Jules Simon - BP 7501
35075 Rennes cedex 03
Tel : 02 99 79 16 16
- RODEZ
Agence de voyages Tourmed
2, rue Camille Douls - BP 627
12006 Rodez cedex
Tel : 05 65 77 30 30

► nombreuses formules pour découvrir les États-Unis et le Canada à votre rythme

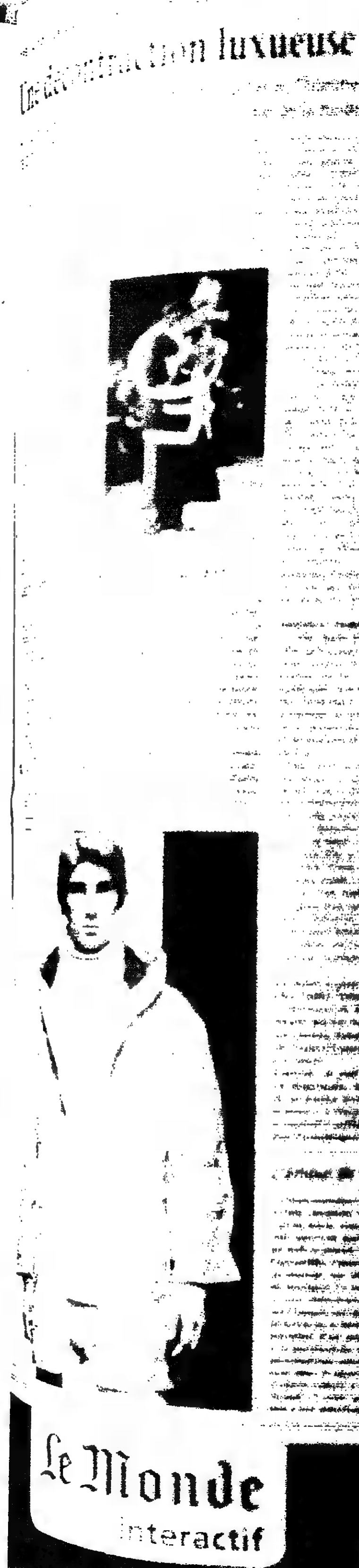
► L'OUEST MYTHIQUE : à partir de 9050 Frs (15 jours)

► LOUISIANE AU FIL DU TEMPS : à partir de 7970 Frs (10 jours)

► QUEBEC ET GASPÉSIE SAUVAGE : à partir de 8230 Frs (14 jours)

Commandez votre brochure : 3615 COMPTOIRS

Le Monde interactif



PRÊT-À-PORTER MASCULIN AUTOMNE-HIVER 1999-2000

Une décontraction luxueuse

Au vu des présentations qui viennent de s'achever, l'homme de l'an 2000 sera créatif mais sage. Et Paris restera la capitale de la mode masculine

LES COLLECTIONS de prêt-à-porter masculin de l'automne-hiver 1999-2000, dont la présentation vient de s'achever à Paris, ont évoqué une fulgurante visionnaire. C'est que l'an 2000, cette vieille histoire, a été trop des futurs créateurs - ou bien que les enjeux de la mode à venir soient par trop opaques. Contre cette attente, les vêtements créatifs, les vêtements créatifs, les vêtements créatifs. Leur seule prédiction, concernant l'an 2000, est que la mode masculine. C'est beaucoup.

A quelques jours de l'Ébroland, en effet, deux villes du Vieux Monde poursuivent une guerre d'attrition. Entre Paris - capitale de la couture et du bel artisanat, où le vêtement masculin a toujours joué les parents pauvres - et Milan, soutenue par les géants italiens du tissu et de la confection, la partie semblait jouée. Tandis que la création pure s'accrochait à la Seine, la cité lombarde cultivait, avec succès, un sens avisé du commerce. Le temps d'une saison, les rôles se sont renversés. Tandis que les Milanais s'égarèrent dans les vestes en

fourrure et les bottes chenille, l'homme de Paris défiait, à travers de nouveaux territoires (ville relax ou sport chic), la poésie d'une élégance résolument contemporaine.

Il y avait là de quoi prouver bien des choses d'amour-propre : la créativité des journalistes, la désinvolture du Carrousel du Louvre,



MONICA FELD

trop cher à louer pour bien des créateurs, et le peu d'empressement général à affronter les projecteurs - Thierry Mugler ayant rejoint, cette saison, le club des maisons présentant des portants. Une dernière qui contraste avec la saison, par le contraste van senhowe de le Danois Bruns zaar - des créateurs du Nord à s'affirmer dans la capitale de la couture. Nouveau président de la Chambre syndicale, Didier Grumbach parle sur un développement des vêtements les plus raffinés de la mode masculine, au travers, notamment, des présentations de l'homme et la femme.

A l'instar d'un Gucci ou Prada, c'est un maroquinier - le sellier Hermès - qui a offert l'un des temps forts de la saison. Créatrice de la collection Homme, Véronique Michelot a poursuivi son style en forme de vêtements d'exception sous le signe du grand chic, mais léger. Des manteaux en toile d'araignée - un cachemire imperméable - boutonnés jusqu'au col, les pulls à main réversibles, des vestes-chemises coupées en biais déclinées dans des matières raffinées (marron-macne, gris-mastic) leur protection luxueuse, toujours plus délicate, des des fermetures à aimants qui abolissent les boutons.

TRISTES ET FRINGANTES

Cette application à la tenue de ville des acquis du vêtement de sport, comme les matières perforantes ou les attaches faciles, a également marqué le défilé Lanvin : Dominique Morloti proposait un festival de brillances high-tech, où les doudues en viscose et taci le disputaient aux coupe-vent à fils d'acier.

Plus l'hiver devient doux, plus les vêtements se font protecteurs. Les parades non dénuées d'arrière-pensées commerciales à promettre des tenues très couvrantes - capes et autres ponchos, capuches sur vestes en laine - ont été Kenzo à faire, cette fois, le champion : pantalons style K-way, tunique gris-souris façon feutre.

Chez Paul Smith, cette filotité s'exprime dans un retour aux classiques éprouvés, comme la chemise britannique, ou aux anglicismes de la fashion (carreaux chasseurs) destinés à un public gavé.

En haut à gauche, chez Yohji Yamamoto : cette veste en laine tricotée main, portée sur un sarong fendu, au parfum de Transylvanie.

Ci-contre, Lanvin : le pull à torsade en diagonale, le nylon de la parka brille de fils d'acier... L'élégance à l'affûtée par Dominique Morloti.

En haut à droite, chez Yohji Yamamoto : cette veste en laine tricotée main, portée sur un sarong fendu, au parfum de Transylvanie.

Ci-contre, Lanvin : le pull à torsade en diagonale, le nylon de la parka brille de fils d'acier... L'élégance à l'affûtée par Dominique Morloti.

En haut à droite, chez Yohji Yamamoto : cette veste en laine tricotée main, portée sur un sarong fendu, au parfum de Transylvanie.

Ci-contre, Lanvin : le pull à torsade en diagonale, le nylon de la parka brille de fils d'acier... L'élégance à l'affûtée par Dominique Morloti.

En haut à droite, chez Yohji Yamamoto : cette veste en laine tricotée main, portée sur un sarong fendu, au parfum de Transylvanie.

Ci-contre, Lanvin : le pull à torsade en diagonale, le nylon de la parka brille de fils d'acier... L'élégance à l'affûtée par Dominique Morloti.

En haut à droite, chez Yohji Yamamoto : cette veste en laine tricotée main, portée sur un sarong fendu, au parfum de Transylvanie.

Ci-contre, Lanvin : le pull à torsade en diagonale, le nylon de la parka brille de fils d'acier... L'élégance à l'affûtée par Dominique Morloti.

En haut à droite, chez Yohji Yamamoto : cette veste en laine tricotée main, portée sur un sarong fendu, au parfum de Transylvanie.

Ci-contre, Lanvin : le pull à torsade en diagonale, le nylon de la parka brille de fils d'acier... L'élégance à l'affûtée par Dominique Morloti.

En haut à droite, chez Yohji Yamamoto : cette veste en laine tricotée main, portée sur un sarong fendu, au parfum de Transylvanie.

Ci-contre, Lanvin : le pull à torsade en diagonale, le nylon de la parka brille de fils d'acier... L'élégance à l'affûtée par Dominique Morloti.

En haut à droite, chez Yohji Yamamoto : cette veste en laine tricotée main, portée sur un sarong fendu, au parfum de Transylvanie.

Ci-contre, Lanvin : le pull à torsade en diagonale, le nylon de la parka brille de fils d'acier... L'élégance à l'affûtée par Dominique Morloti.



Yves Saint Laurent
Gauche : manteau de cachemire noir sur un pantalon de cachemire anthracite, la première tenue du défilé très graphique mise au point par Hedi Slimane.

au fil de silhouettes tout à la fois tristes et fringantes, où planait, empruntés à l'Europe centrale (veste en laine à parements), le souvenir d'un cirque la pluie. Les vêtements féminines et le clin d'œil aux entrées entraînent également le pot-pourri mis au point par Comme des Garçons : du défilé, le foulard façon Vamps, les vêtements et le kilt en vinyle se vendront probablement bien que les vêtements retombants, les costumes en polyester.

COSTUME « TAILLEUR »

Phare montant de la création belge, Raf Simons poursuit sa mise en pièces du costume « tailleur », à l'usage des adolescents, sous le signe du noir. En plus des vestes et redingotes déchirées, il propose des vêtements à col dur à fermetures pression autant d'accessoirs, des vêtements du cuir à col jersey et des sous-pulls en nylon blanc à son monogramme. Eric Bergère, lui, a illustré la tendance générale : offrir des pièces prêtes à s'habiller n'importe quelle autre, des chemises pantalons larges en tweed artisanal, des pulls en maille. Quant à José Lévy, qui ouvrira le mois prochain boutique à Paris, ce créateur a pour son amour des détails raffinés à son motif destiné à remplacer, au moins pour la saison prochaine, la bande horizontale adoptée par les trinités. Il s'agit du « trinité ». Un trinité qui se traduit aussi à ces guindances.

Jacques Brunel



JEAN-FRANÇOIS JOSE

de val et de velours. Les couleurs se font éternelles, les textures et surplis jouent la discrétion. Dans les tenues de chemise, le foulard remplace le jabot. Les détails, poches à soufflet, tiennent lieu de décoration. Bref, les dandies du Swinging London ont changé les premiers de la classe. Interprétés par David Boateng, le coloriste du nouveau style Row, cette interiorisation s'exprime en tenues subtiles et en micromotifs qui pareront d'une discrétion étonnante les businessmen de la City.

Ce climat d'interiorisation et de repli mène à une poésie nostalgique. Les jeunes Anversois de Dries van Noten l'ont promené sagement sous les verrières de la Bibliothèque nationale, dans des tenues d'orphelins de guerre, de communistes solennels et de nifstants de l'ordre d'Orange.

L'amour de Calvin Klein pour la France

Deux semaines après la présentation à Milan de sa collection masculine, inspirée des tenues de travail et des uniformes militaires, Calvin Klein trouvait trois raisons de venir à Paris. Le lancement de son nouveau parfum pour homme, Contradiction, celui d'une ligne de prêt-à-porter fabriqué en Italie, Collection for Men, et enfin, pour l'ouverture avenue Montaigne de la première boutique au monde, sur 280 m². Une façon pour le roi de la mode américaine de marquer l'amour particulier qu'il porte à la France.

Les Américains ont souvent peur de se risquer ici : ils estiment que les Français ont du style dès leur naissance. Pourtant, c'est la France qui m'a réservé le meilleur accueil en Europe. La France, qui n'a pas la réputation d'un pays puritain, serait-elle tentée par le minimalisme ?

Le puritanisme whisp et rigide appartient au passé, contrairement au minimalisme moderne, issu de l'esthétique japonaise, et dont l'esprit se veut libre et ouvert. Si cette façon de penser et de vivre - en compagnie d'objets réduits à leurs formes les plus pures - n'est pas celle de tout le monde, il reste que tout le monde devient beau dans des vêtements noirs. Les Américains aiment le simple : ils ont le goût de la clarté.

Tous moulés dans des pulls moutarde, les corps incertains flottent dans des pantalons amples, tombant sur des chaussures aux patines moutarde.

Plus récemment, Yohji Yamamoto a confié à quatre orchestres géants le soin d'incarner sa musique sa vision d'une élégance nomade. Un défilé-événement où l'allégresse des Roms contrastait avec les tenues sobres et les coupes couvrantes - soutanes ou jupes longues, cols boutonnés.



JEAN-FRANÇOIS JOSE

Comme des Garçons : à côté de kilts en vinyle, la créatrice Rei Kawabuko a osé ces coordonnés à minijupes en soie doublées de laine (ci-dessus). Ci-contre, Hermès et ses vêtements luxueux tels que ce manteau de cachemire longue ligne.

Le Monde
interactif

<http://www.lemonde.fr>

Le football en temps réel.

Temps perturbé et plus frais

SAMEDI, l'anticyclone reste stationnaire sur le large Atlantique. Les perturbations contournent par le nord et redescendent ensuite des îles britanniques vers France. Peu à peu, avec le vent d'ouest, un rafraîchissement va s'installer sur le pays.

Bretagne, de Loire, Basse-Normandie. - La matinée nuageuse puis de petites pluies arriveront à la mi-journée. Le vent de nord-ouest sera modéré. Les températures seront comprises entre 10 et 15 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le ciel sera couvert avec des petites pluies. Le vent de nord-ouest sera modéré. Le thermomètre en légère baisse, 10 et 15 degrés.

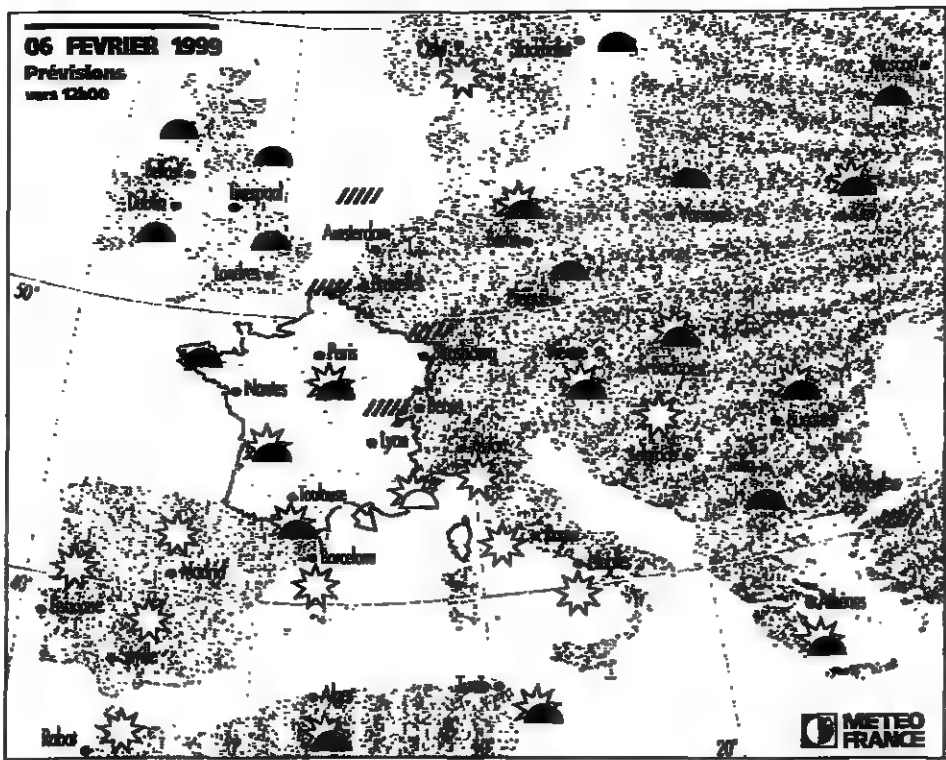
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le ciel sera gris avec de la pluie ou de la neige à basse altitude entre 400 et 600 mètres.

Les températures seront comprises entre 10 et 15 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel sera nuageux, puis des petites pluies arriveront sur les côtes l'après-midi. Le vent de nord-ouest sera modéré. Il fera entre 10 et 15 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le ciel sera couvert de la pluie ou de la neige à partir de 600 à 800 mètres. Après des gelées matinales, le thermomètre indiquera entre 5 et 8 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le temps sera bien ensoleillé avec du vent encore fort, entre 10 et 15 km/h. Il pourra y avoir encore des gelées matinales l'intérieur, puis, dans l'après-midi, le thermomètre montera entre 10 et 15 degrés.



06 FÉVRIER 1999
Prévisions
à 12h00

LE CARNET DU VOYAGEUR

SCANDINAVIE. A l'occasion de la Saint-Valentin, la compagnie SAS propose deux billets pour le prix d'un à destination de la Scandinavie ou de la Finlande. Il en coûtera 2 132, 90 F TTC (325 €) pour un aller-retour pour deux à Paris à Stockholm ou 1 994,73 F (304 €) pour un Nice-Copenhague A/R. Les billets doivent être achetés d'ici le 13 février et le voyage effectué entre le 8 et le 21 février. Une promotion valable de Paris ou de province à destination du Danemark, de la Suède, de la Norvège et de la Finlande. Renseignements au 0-801-25-25-25.

ETATS-UNIS. Seize hôtels inaugureront cette année à Boston, dont le Wyndham Grand Heritage (362 chambres), le quartier des affaires, le Club Hotel by Doubletree (119 chambres), près du d'exposition Baystate, le Fifteen Beacon Hotel (63 chambres), à proximité du Parlement, et le Boston Logan Hilton Hotel (599 chambres), à l'aéroport.

PRÉVISIONS POUR LE 06 FÉVRIER 1999				PAPETTE			
par ville, les minima/maxima de température				POINTE-A-PIT.			
et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux;				ST-DENIS-R.			
C : couvert; P : pluie; N : neige.				EUROPE			
FRANCE métropole				AMSTERDAM			
AJACCIO	11/17 N	NANCY	5/11 N	ATHÈNES	11/17 N	PARIS	5/11 N
BIARRITZ	7/11 N	NANTES	5/5 N	BELFAST	1/11 N	PARIS	5/11 N
BOURDEAUX	11/17 N	NICE	11/17 N	BERLIN	-1/2 S	PARIS	5/11 N
BRESCIA	11/17 N	PARIS	5/11 N	BERNE	-5/2 P	PARIS	5/11 N
BREST	6/9 N	PERPIGNAN	9/15 N	BRUXELLES	1/11 N	PARIS	5/11 N
CAEN	6/9 N	RENNES	5/11 N	CLERMONT-F.	5/11 N	PARIS	5/11 N
CHERBOURG	11/17 N	ST-ETIENNE	5/11 N	COLOGNE	-1/2 S	PARIS	5/11 N
CLERMONT-F.	5/11 N	STRASBOURG	5/11 N	COPENHAGUE	-2/2 S	PARIS	5/11 N
DIJON	11/17 N	TOULOUSE	4/10 N	DUBLIN	2/8 N	PARIS	5/11 N
GENÈVE	11/17 N	TOURS	5/11 N	FRANCFORT	1/11 N	PARIS	5/11 N
LILLE	11/17 N	FRANCE outre-mer		HANKU	-17/9 N	PARIS	5/11 N
LYON	11/17 N	GUAYANA	11/17 N	ISTANBUL	1/11 N	PARIS	5/11 N
MARSEILLE	5/12 S	MADAGASCAR	11/17 N			PARIS	5/11 N

MUSÉE La réouverture du Centre Georges-Pompidou, programmée pour le 1^{er} janvier 2000, devrait être marquée par le redéploiement du Musée national d'art moderne dans

les troisième et quatrième étages du bâtiment. Un important programme d'expositions est établi. **POUR TANT**, les conservateurs du MNAM plaigent du « déficit » ré-

flexion collective » et de la fragmentation de leurs tâches, face à un président du Centre doté de pouvoirs étendus. Dix-sept d'entre eux ont formé une association, La Pointe à

l'œil, afin de « développer (...) l'expression collective sur le rôle de l'association muséale ». En outre, deux d'entre eux quittent la maison. Pour le président, Jean-Jacques All-

lagon, « débat ne signifie pas crise ». **L'IMMENSITÉ** du fonds du MNAM pose le problème de sa saturation. La question de la gratuité du centre est également en suspens.

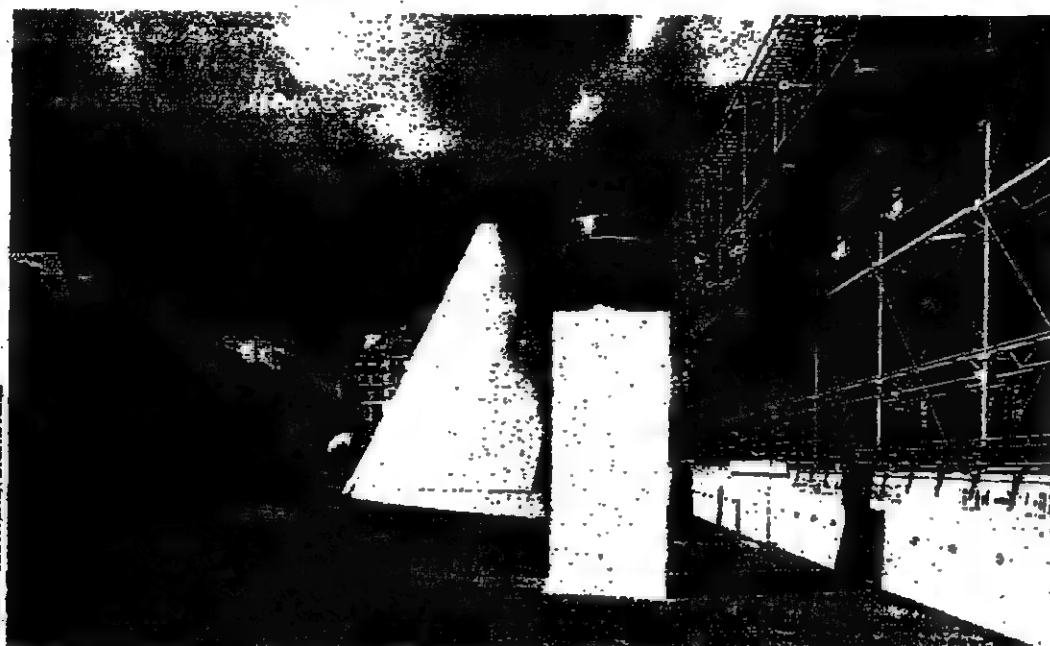
Les conservateurs s'inquiètent de leur avenir au sein du Centre Pompidou

La réouverture du Centre, prévue pour le 1^{er} janvier 2000, doit être marquée par un important redéploiement des collections du Musée d'art moderne. Mais des problèmes de statut, la parcellarisation des tâches et un sentiment de dépossession alimentent un certain malaise

« PENDANT les travaux le Centre Pompidou continue », indique un grand panneau, rue du Renard. Et c'est vrai. Dans le tpi, sur la piazza, on informe, on débat, quand des portes sont restées entrouvertes pour accueillir des expositions : hier un hommage au Consortium de Dijon, aujourd'hui David Hockney, demain Robert Delaunay. Dans le même temps, on ne compte plus les expositions qui, depuis la fermeture du Centre, promènent les collections du Musée national d'art moderne (MNAM) de Nantes à Marseille et de Nancy à Rouen. Grâce à cette bouffée d'oxygène, dont l'initiative revient à Germain Viatre, le prédécesseur de Werner Spies à la tête du MNAM, les conservateurs n'ont pas été, loin de là, réduits au chômage. Ce n'est donc pas le manque de travail qui les rend moroses. Ils sont inquiets. Inquiets pour leur avenir et celui du MNAM au sein du Centre rénové.

Ils devraient être euphoriques puisque le 1^{er} janvier 2000, la réouverture devrait être marquée par un formidable redéploiement des collections. Pourtant, deux d'entre eux, Didier Semin et Marc Bormand, quittent la maison. Les autres se réunissent pour essayer de réfléchir ensemble – ce n'était pas dans leurs habitudes – à ce que doit être un musée. En juin 1998, ils ont formé une association loi 1901, La Pointe à l'œil, dont le but, inscrit dans ses statuts, est de « développer la réflexion et l'expression collective sur le rôle de l'institution muséale à l'égard de l'art moderne et contemporain ».

L'association réunit dix-sept conservateurs sur les vingt-cinq que compte le Centre. Elle est née, dit son porte-parole, du « déficit de réflexion collective » des do-



Sur la « piazza », le « Pot doré » de Jean-Pierre Raynaud installé en 1998, et le tpi d'été pour la durée des travaux.

maines qui nous préoccupent. La réflexion a été favorisée l'émotion de la réflexion, puisque l'ensemble des discussions étaient focalisées sur les travaux. L'émotion a été favorisée l'émotion, puisque l'ensemble des discussions étaient focalisées sur les travaux.

Le malaise actuel des conservateurs du musée est le produit de facteurs multiples. La fermeture du Centre n'a fait que révéler avec plus d'acuité des problèmes anciens. Les remaniements administratifs en-

fantés, pratiquement tous les trois ans, par la valse des présidents du Centre et celle, presque aussi fréquente, du directeur du MNAM, permettent difficilement un débat serein sur l'avenir de l'institution. Didier Semin, qui rejoint un poste d'enseignant à l'École nationale supérieure des beaux-arts, dira qu'au cours des sept années qu'il a passées au MNAM, il a eu affaire à trois présidents et à quatre directeurs.

Aucun grand musée étranger, du Musée d'art moderne de New York à la Tate Gallery de Londres, ne vit une telle agitation.

Ce ne sont pas tant les problèmes de la diversité de leurs statuts qui préoccupent d'abord les membres

de La Pointe à l'œil. Sans doute les uns sont détachés de la direction des musées de France, quand d'autres, venant de régions régionales, relèvent de l'administration territoriale, ou encore d'une promotion interne : une disparité qui gêne l'unité d'action au sein de l'espace muséal français. Leur souci est d'obtenir de faire entendre « leurs voix scientifiques responsables d'une œuvre collection d'intérêt national ». Or on ne les écoute pas, ou pas assez.

Cette surdité des responsables du Centre serait un effet pervers de la réforme de 1992, élaborée par Dominique Bozo. Depuis, le président

est doté d'un pouvoir très important, y compris sur le plan scientifique. Il est responsable in fine de la programmation, de la diffusion, de la logistique, de la pédagogie, de l'édition, des travaux. Le directeur du musée, pour sa part, est responsable des acquisitions et des prêts. Résultat : une segmentation des interventions et une programmation qui échappent de plus en plus aux spécialistes. Ce déséquilibre des rôles est un des points sur lesquels les conservateurs insistent beaucoup. « L'actuel président (depuis 1996), Jean-Jacques Allagon, entend complètement les pouvoirs dont il est investi.

Les pouvoirs du président ne finissent-ils pas par paralyser toute initiative ?

Les conservateurs se sentent donc dépossédés. Pour eux, le musée se doit d'être une recherche, gestion, acquisition, programmation. Une exposition doit être en rapport avec la recherche, les études entreprises sur les collections, plaident-ils. Ce n'est plus le cas au MNAM, où études, recherches et acquisitions sont coupées de la programmation.

Programme qui a des retombées directes sur les dons et legs qui viennent enrichir les collections. Par ailleurs, l'association s'interroge sur la pluridisciplinarité du Centre, principe sacro-saint sur lequel l'institution a été bâtie. Est-elle toujours efficace ? Faut-il pas aujourd'hui un « musée à la carte » pour répondre à ce grand équipement culturel que le public a de plus en plus de mal à identifier clairement ?

Pour Jean-Jacques Allagon, cette pluridisciplinarité n'est pas un vain mot. Elle doit se nourrir des diverses avant-gardes que le Centre a toujours accueillies. Pour pallier son manque de visibilité, le Centre a mis en place un relatif effacement de la scène contemporaine depuis quelques années, le Centre Pompidou doit réaffirmer ses missions. Besançon doit demeurer un lieu de débats et d'expérimentation dans le domaine et reconnaître les domaines comme la photo ou le vidéo, il

ne faut pas le laisser. Sans doute le langage culturel français a-t-il considérablement changé depuis l'ouverture du Centre en 1978, mais, ajoute Jean-Jacques Allagon, « ce n'est pas parce que les institutions spécialisées ont été créées que le Centre Pompidou doit larguer totalement son ancre ». La mission d'un musée d'art moderne n'est pas de suivre la mode, mais de créer la culture. Il est certain, en revanche, qu'une meilleure coordination doit exister entre ces nouvelles institutions et le Centre, ce qui implique, notamment, une programmation différente. Au MNAM, l'accrochage doit être plus flexible, la politique d'acquisition doit tenir compte des achats des nouveaux musées d'art contemporain.

Les pouvoirs du président ne finissent-ils pas par paralyser toute initiative ? La réforme de 1992 n'a fait que matérialiser un processus engagé depuis 1978, répond Jean-Jacques Allagon. Le directeur du MNAM garde une grande autonomie. C'est lui qui conduit la politique muséale sur les fronts : recherche, acquisition, programmation. Il est la politique des expositions qui relève à 90 % du MNAM. Le président du Centre n'intervient jamais dans les détails du contenu d'acquisition sauf pour formuler des remarques d'ordre général. Jean-Jacques Allagon fait même remarquer que le MNAM a retrouvé récemment la maîtrise des Cahiers du musée national d'art moderne que Dominique Bozo lui avait retirée. En revanche, le président du Centre ne reproduit le Département du développement culturel en le recentrant sur la programmation de la musique, du cinéma, des spectacles vivants et des débats.

De plus, il a demandé au ministère de la culture de prolonger le mandat présidentiel de trois à cinq ans – avec un renouvellement possible de trois ans – pour éviter les successions trop rapides (huit présidents en vingt-deux ans d'existence) et la création d'un conseil d'administration classique devant qui le président serait responsable. Pour le président, il n'y a donc pas de malaise mais interrogation légitime de la part des conservateurs : « Qu'il y ait divergence de point de vue, quoi de plus normal ? Débat ne signifie pas crise. »

Geneviève Brezette
Emmanuel Roux

Des expositions tous azimuts

Un important programme d'expositions est prévu pour les premières années suivant la réouverture du Centre Georges-Pompidou, qui doit être effective le 1^{er} janvier 2000.

● Dans la grande galerie du 5^e étage

– « Le temps, vite » : une exposition pluridisciplinaire du département de culture contemporaine dirigée par Daniel Soutif (ouverture mi-janvier 2000).

– « Picasso sculpteur » : un des dadas de Werner Spies, le directeur du musée (été 2000).

– art contemporain : thème non encore précisé (automne 2000).

– « Le pop art » (hiver 2001).

– « Dubuffet » (été 2001).

– « L'abstraction », avec pour commissaires Didier Semin et Hubert Damisch (hiver 2001-2002).

– « Art et musique » (2002), une coproduction MNAM/leica.

● Dans la 2^e galerie du 5^e étage

En 2000 doivent être présentés : un fonds régional d'art contemporain (Limousin ?), une exposition de la BPI (« Regards d'un siècle »), les photographies de Brassai, l'artiste tout terrain Raymond Hains, l'architecte Jean Nouvel, le plasticien Daniel Buren.

● Dans les galeries contemporaines

Renzo Piano, l'architecte du Centre (avec Patrick Rogers) et de son réaménagement, fera l'ouverture. Doivent suivre une invitation à la revue Purple Prose, les sculptures de l'Américain Jeff Koons, une exposition d'arts ménagers, des paysages européens (urbanisme), et « La vidéo d'aujourd'hui en Europe ».

● Au cabinet d'arts graphiques

On annonce, entre autres, une « Carte blanche à Christian Boltanski », la présentation du Codex duchampien récemment entré au musée par donation, des dessins de Pollock, des dessins de Rose-Marie Troedel.

Quelles collections ? Quels tarifs ? Des questions sans réponses

LE 1^{er} JANVIER 2000, le Musée national d'art moderne (MNAM) présentera ses collections permanentes sur deux niveaux. Le visiteur, accueilli au troisième étage par une grande sculpture de Tinguely, récemment acquise, abordera la création du XX^e siècle par les œuvres les plus récentes, déployées sur près de 7 000 mètres carrés. Puis il montera au quatrième étage, entièrement consacré à la partie historique de la collection. « Une fois par an, précise Werner Spies, directeur du MNAM, nous procédons à un recensement de la collection, pour faire tourner au maximum notre fonds, qui est

MNAM à d'autres institutions. Officiellement, ce transfert n'est plus à l'ordre du jour : en 1992, cette notion de partition de la collection a été supprimée des statuts du Centre.

MUSÉES SATURÉS

Et puis, on caser ces œuvres ? Les musées du Louvre sont saturés, interrompus à la fin de la période romantique, vers 1848, et le Musée d'Orsay, qui a pris le relais, est incapable d'accueillir, sans à-boulevardier, une œuvre majeure de l'art moderne.

Peut-on imaginer un nouveau musée pour les cinquante pre-

mières années du XX^e siècle ? Compte tenu des charges financières du ministère de la culture et du calendrier de ses grands travaux, cette proposition paraît prématurée, sinon absurde. Aujourd'hui, plus que jamais, le découpage de l'histoire de l'art en fines tranches temporelles ne correspond à aucune exigence intellectuelle. « A la fin de la collection », constate Werner Spies, on se rend compte de l'attachement de l'art contemporain à l'ensemble du XX^e siècle. La sagesse, d'attendre que le temps et le jugement

Des espaces supplémentaires pour les expositions

A la réouverture du Centre, le Musée national d'art moderne disposera pour ses collections de près de 14 000 mètres carrés, aux troisième et quatrième étages. Des espaces pour l'architecture et le design, ainsi que pour les arts graphiques, la photo et le vidéo, doivent être intégrés au parcours. Des œuvres prêtées par de grands musées étrangers y seront ponctuellement installées : parmi ces « ambassadeurs », selon l'expression de Werner Spies, figure un grand Rothko, dépôt de la National Gallery de Washington.

On retrouvera au sein du musée le cabinet d'art graphique, et un petit espace pour des expositions-dossiers. Le cinquième étage, entièrement consacré aux manifestations temporaires émanant de l'ensemble des départements, sera découpé en trois espaces de 2 200, 900 et 300 mètres carrés, ce dernier essentiellement voué à la photographie. Au rez-de-chaussée, les galeries sud (1 200 m²) restent un lieu d'exposition. Dans le forum, une galerie présentera l'actualité du design.

En outre, pour éviter que trop d'œuvres ne restent confinées dans les réserves du MNAM, la politique de dépôt dans des musées régionaux a été accélérée : ceux de Strasbourg, Nancy et Toulouse viennent d'en bénéficier.

Malgré la circulation des œuvres, l'immensité de la collection (40 000 œuvres), considérablement augmentée depuis l'ouverture du Centre, pose le problème de la saturation du musée. « Le redéploiement », il avait été prévu, dès 1978, de reverser, passé un certain temps, les collections les plus anciennes du

musées régionaux. Mais, compte tenu des charges financières du ministère de la culture et du calendrier de ses grands travaux, cette proposition paraît prématurée, sinon absurde. Aujourd'hui, plus que jamais, le découpage de l'histoire de l'art en fines tranches temporelles ne correspond à aucune exigence intellectuelle. « A la fin de la collection », constate Werner Spies, on se rend compte de l'attachement de l'art contemporain à l'ensemble du XX^e siècle. La sagesse, d'attendre que le temps et le jugement

critique fassent leur œuvre. » Plus tard, indique le président du Centre, Jean-Jacques Allagon, dans dix ou quinze ans, il sera toujours temps de trouver pour le MNAM des espaces extérieurs qui lui permettront de redéployer judicieusement le surplus de ses collections.

Autre question, d'actualité celle-ci : la gratuité du Centre. Doit-on faire payer l'entrée du bâtiment ? Le dogme hérité des années 70 l'interdit. Pourtant les travaux de l'institution n'ont jamais été vraiment gratuits, excepté l'accès à la Bibliothèque publique d'information (BPI), qui n'est pas question de rendre payant. « C'est une question de service public », insiste Jean-Jacques Allagon. Ce dernier constate que l'entrée gratuite dans les étages du Centre est préjudiciable à l'entretien du bâtiment et même à ses activités culturelles : « Les gens ont l'illusion d'avoir visité une institution culturelle alors qu'ils sont simplement montés au cinquième étage pour admirer la vue. Du coup, la fréquentation du MNAM est le dixième de celle du Centre. »

VERS UN « DROIT DE PASSAGE »

Le président du Centre envisage un « droit de passage » de 20 francs qui donnerait accès au musée. L'entrée du Forum resterait libre et la gratuité du Centre serait maintenue pour les moins de dix-huit ans. Les tarifs seraient unifiés, simplifiés (un ticket unique pour les expositions) et abaissés (notamment pour les scolaires) tant que la politique d'adhésion serait relancée.

Cette proposition est en fait l'unité au sein du Centre. Elle est actuellement sur le bureau de la ministre, qui doit trancher. Il faut préciser qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de principe : le budget du Centre (450 millions de francs) est largement dépassé par ses dépenses (100 millions de francs).

G. B. et E. de R.

LES NOUVEAUX NEZ

DU 5 FÉVRIER AU 7 MARS
À L'AUDITORIUM
ST-GERMAIN-DES-PRÉS
LE THÉÂTRE DES NOUVEAUX NEZ
ÉCRITURE ET MISE EN SCÈNE : ANDRÉ BOURG
TOUS LES VENDREDIS ET SAMEDIS À 20H30
DURÉE : 1H15
LOCATION : 01 44 07 37 43
THÉÂTRE DES NOUVEAUX NEZ
PARIS
Télérama
PARIS
France Inter

1, place [redacted] Contador, [redacted] Tel.: 01-42-
[redacted] [redacted]

EN VUE

■ Chat (Papotage), magazine féminin britannique, lance un concours pour faire « gagner un divorce gratuit » à la lectrice qui donnera la meilleure raison de quitter son mari.

■ Torben Lund, ministre, ancien député au Parlement, père de deux fils de 13 et 14 ans, invité au mariage de la reine Margrethe, se mariera à son compagnon le 13 mars à la mairie de Copenhague.

■ Birgitta Dahl, présidente du Riksdag, refuse de retirer ses cimbales du Parlement danois. Les photographies d'Elisabeth Olsson, montrant, entre autres, l'ange Gabriel tendant une éprouvette à la vierge Marie et Jésus en basculant, entouré de ses apôtres travestis.

■ Sur la cour administrative d'appel de Nantes, les municipalités rurales de Val de Loire et de l'Indre-et-Loire ont joué sur l'Indre-et-Loire pour accrocher le portrait officiel de Jacques Chirac à la place du Jésus crucifié pour lequel elles se battent depuis cinquante ans.

■ L'Observatoire Romano, quotidien du Vatican, condamne, jeudi 4 février, les conseillers régionaux du Frioul-Vénétie Julienne qui font courir les risques à la morale en installant des distributions de préservatifs dans les lieux publics.

■ Selon Zeev Margalit, directeur du service israélien des parcs, les pèlerins en visite à Tibériade pour le jubilé de l'an 2000 auront l'impression de marcher sur les eaux en s'avancant sur une plate-forme en béton de 10 mètres de long construite à fleur de lac. Non loin, à Meghiddo, un spectacle virtuel leur donnera la sensation d'assister à la Parousie de Bien et Mal.

■ Un mémoire universitaire, rédigé par un capitaine de police, moniteur de tir, analysant l'usage de l'arme dans la police française, observe que la « bavure » professionnelle, la « bavure », ne concerne que 7 % des cas.

■ Il s'agit d'un cas c'était un « cas », a déclaré Momodou Konjate, colocataire de l'immigré guinéen - qui n'était pas armé -, soudain atteint, dans la nuit de mercredi à jeudi 4 février, à son domicile au quartier de New York, par 24 des 41 balles tirées par quatre policiers d'une unité d'élite.

■ Taufa'ahau Tupou IV, roi de Tonga, premier roi où le soleil se lève le 1^{er} février 2000, se réjouissant qu'une petite île volcanique surgisse soudainement de l'océan Pacifique, prie les dieux qu'elle « tienne » jusqu'à l'arrivée du millénaire.

Christian Colombati

« Bild » contre le « prince de Caroline »

Le quotidien populaire allemand affirme que la famille d'Ernst August de Hanovre s'est enrichie en reprenant des biens juifs dans les années 30. Le nouveau mari de la princesse de Monaco a porté plainte

LA GUERRE ouverte entre le quotidien populaire *Bild* et la famille d'Ernst August de Hanovre, qui tire à plus de quatre millions d'exemplaires et expose en « une » des femmes légèrement vêtues, et le prince Ernst August de Hanovre. Le mariage de l'héritier de la maison de Hanovre avec la princesse Caroline de Monaco a rehaussé l'intérêt médiatique du personnage, lui des médias allemands depuis qu'il a été en 1998 le nez d'un caméraman à la sortie d'un dîner de gala.

Le quotidien a ouvert le 1^{er} février un accusant, les-juifs.

L'appui, la famille de Hanovre de s'est enrichie en reprenant des biens juifs dans les années 30. Le quotidien relate comment le grand-père d'Ernst August de Hanovre se serait retrouvé à la tête d'une banque de Munich dont les propriétaires étaient juifs, ainsi qu'actuellement à 42,7 % d'une entreprise de construction viennoise, juste après l'Anschluss (le rattachement à l'Autriche) l'Allemagne, en 1938. La maison de Hanovre est d'autant plus violemment attaquée qu'elle tente actuellement de récupérer des biens confisqués dans la



soviétique entre 1945 et 1949, en particulier un château de 1.000 hectares de terres, 201 peintures et 141 antiquités. Des réclamations particulièrement mal accueillies.

à l'est de l'Allemagne, où l'on estime que l'attitude de Hanovre ne fait que compliquer le processus de réunification. « La maison de Hanovre se fait pour des trésors artistiques qui lui ont été confisqués. Mais elle a elle-même des tâches remontant à l'époque nazie », écrit *Bild* en première page.

Le « prince de Caroline », comme le surnomme le quotidien, a immédiatement porté plainte et expliqué dans un communiqué en anglais que son grand-père « était juif » pour être antinazi, tandis que son père « fut blessé de l'armée

allemande, ses trois jeunes frères. Il fut même emprisonné par le Gestapo à Berlin en novembre 1941 ».

Bild publie chaque jour une nouvelle : mardi 2 février, il explique que, pour récupérer ses biens dans l'ex-RDA, le prince de Hanovre compte plaider que son grand-père était citoyen britannique, et que donc les confiscations faites par les Russes étaient illégales. Mercredi 3 février, il publie une photo de famille où l'on voit les deux frères d'Ernst August en uniforme des Jeunesses hitlériennes. « La photo date d'avant 1936. Ce n'est qu'à partir de 1936 qu'il y a eu une dissolution d'engagement avec l'organisation brune », écrit *Bild*. Jeudi 4, *Bild* publie directement un « prince de Caroline » : « Votre Altesse royale, ne connaissez-vous pas l'histoire de votre propre maison ? Aujourd'hui, sur la maison de Hanovre pendant la période nazie », écrit le quotidien, qui titre : « De nouveaux documents accusent la famille. Son père fut membre de la SS. Le grand-père soutenait Hitler. Encore plus d'entreprises juives aryanisées. »

Une semaine plus tôt, l'hypocrite *Bild* avait écrit Caroline de Monaco en Allemagne : « Bienvenue à Son Altesse royale », écrit-il en français et en allemand, s'émouvant sur l'anneau de mariage de Caroline et se demandant si celle-ci allait devenir allemande.

Arnaud Leparmentier

DANS LA PRESSE

■ Jacques Rosenblum

■ En donnant son feu vert à la participation serbe à Rambouillet, Slobodan Milosevic cherche à conforter sa position chancelante d'interlocuteur incontournable. Mais pourquoi ne pas le déplacer en prison ? Il a pour lui de solides raisons. Il ne veut pas se compromettre dans des pourparlers avec des gens qu'il considère comme des terroristes, du moins au cours d'un premier tour de piste qui a de bonnes chances de capter. Il y a ensuite une question de principe. Slobodan Milosevic est le président de la République yougoslave. Or il ne peut pas être considéré comme un criminel d'une province serbe, à Belgrade, considère qu'il s'agit d'une affaire internationale. Enfin, l'absence de Milosevic n'a fait que renforcer ses tendances sécessionnistes.

L'homme fort de Belgrade souhaite en effet d'avoir un secretariat international chargé des crimes commis en ex-Yougoslavie. Mais tout déplacement à l'étranger, il exigera des garanties d'immunité personnelle. Cette question fera même partie des clauses secrètes d'un accord éventuel.

LE FIGARO

Franz-Olivier Giesbert

■ Les réformes du Canada Allègre suscitent un mal de la plupart des organisations syndicales. Nouvelle. Les enseignants manifestent contre la politique du ministre de l'éducation nationale. Tant mieux. Un collectif de professeurs réclame sa démission. Il faut s'en réjouir. C'est le signe que quelque chose bouge à l'éducation nationale, ce que M. Allègre ne peut-être en train de réussir à changer le système des corporations.

La réforme des manuels de science politique. Il faut bousculer les habitudes, l'homme politique doit s'engager et même provoquer.

LIBÉRATION

Laurent Joffrin

■ Allègre recule. Mais Claude continue. Manifestement, l'anti-mammouth craint les barrières. Il a été calibré au plus juste des ambitions, en écoutant attentivement les bruits croissants qui émanent de la forêt syndicale. Le ministre, qui voulait mettre fin à la « cession » du ministère avec le SNES, principale organisation des enseignants, a finalement cédé avec une certaine tactique.

LES ÉCHOS

Favilla

■ L'irruption de l'opinion publique dans la surenchère des médias n'est pas aisé à la clarification (dans l'af-

faire du sang contaminé). Tout s'est passé, pour le public, comme si le malheur des victimes exigeait qu'on procède à un rite sacrificiel. On ne pouvait se satisfaire d'incriminer l'incertitude des experts ou la lourdeur de l'administration. Si la science scientifique n'avait pu s'imposer, il fallait qu'il y ait eu crime, donc criminels. D'où la recherche obstinée, sans de simples responsables d'erreurs, mais de vrais coupables, quitte à ce qu'il s'agisse de boucs émissaires. Les médias ont été de plus en plus confus que, plus de dix ans après, il est malaisé de répondre à la question : « Qui savait quoi ? ». Comble de malchance, le mode de fonctionnement propre à la cour fait douter de sa capacité à faire la lumière sur les faits. La pire erreur que les juges n'expliquent pas avec suffisamment de clarté les justifications de leur décision finale et donnent ainsi prise au scepticisme politique.

www.cyclingteams.com

Une base de données sur le sport cycliste, réalisée par un jeune architecte belge



STEEFAAN DEGRYSE, deux ans : Internet et le vélo. Cet architecte belge de 26 ans, qui aime une association d'utilitaires de Macintosh, a créé une base de données en anglais consacrée au sport cycliste, baptisée Cycling Teams, et l'a placée en libre consultation sur le Web. Elle contient à ce jour des informations sur soixante-sept équipes : les plus célèbres, comme Festina, Deutsche Telekom, Mapei ou la Once, mais aussi des formations modestes telles que le VC St-Quentin ou les Polonais de Minsk. En plus des renseignements pratiques (coordonnées, sponsors, noms des dirigeants), Cycling Teams offre la liste complète des membres de chaque équipe, et au total plus d'un millier de coureurs, avec leur date de naissance, leur nationalité, leurs victoires dans la saison... L'utilisateur peut aussi lancer une recherche par nom de coureur, ou consulter la liste des équipes selon leur nombre de victoires ou leur position au classement de l'Union cy-

cliste internationale. On découvre ainsi que la soixante-cinquième dernière place est occupée par l'équipe britannique Linda McCartney, sponsorisée par la société de produits diététiques de l'épouse de l'ex-Beadle, récemment réintégré à l'Union cy-

cliste presque chaque jour, et signale les dernières actualités dans sa page « Infos ». Le lecteur peut aussi savoir presque en temps réel que Richard Virenque est passé à Poiré, Olanio à la fin de Laurent Dufaux dans Saeco...

Un calendrier de la saison des courses cyclistes plus de cinq cents courses, y compris les compétitions comme le Tour du lac Léman, qui aura lieu le 11 avril, le Tour de France (29 mars au 4 avril), ou le Tour du Burkina-Faso, l'une des compétitions « hivernales ». Un répertoire des sites des coureurs, des compétitions et des sponsors, et vers des pages consacrées au matériel. « Je n'ai pas l'intention de vivre de mon site pour le moment, assure Stefaan, mais je veux qu'il reste gratuit. »

Cependant, poussé par le succès, il a écrit quelques articles auprès d'éventuels sponsors, sans résultat pour le moment. Il y a quelques mois, un journal français semblait intéressé par la base de données, pour l'intégrer à son futur site Internet. Stefaan est allé jusqu'à Paris pour le rencontrer, mais depuis, plus de nouvelles. En attendant, il continue son travail en Belgique.

Alexandre Dévé

SUR LA TOILE

ÉTUDIANTS

■ L'association AnimaFac, aidée par l'éducation nationale, a lancé un programme Réam, consistant à mettre boîtes aux lettres électroniques et pages Web gratuites à la disposition des étudiants français recensés à ce jour : www.animafac.org

BONNES AFFAIRES

■ La société Larigot ouvre un site destiné à recenser et centraliser les offres promotionnelles et les réductions proposées par des sites de commerce électronique. www.e-reductions.com

AVORTEMENT

■ Deux associations extrémistes militent contre l'avortement, qui avaient affiché sur Internet des listes de médecins pratiquant l'avortement avec leur adresse et leurs renseignements personnels (Le 12 janvier), ont été condamnées par un tribunal fédéral à payer plus de 100 millions de dollars de dommages et intérêts. Selon les plaignants, le site contenait des appels au meurtre à peine déguisés. Les militants anti-avortement ont fait savoir qu'ils ne se plieront pas aux décisions de la justice. - (APR)

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 360 F d'économie soit 7 semaines de lecture GRATUITE

Oui, je m'abonne au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 562 F 6 MOIS - 1086 F 1 AN - 1980 F

* Prix de vente au numéro (livre en France métropolitaine uniquement) 300 F

Je joins mon règlement soit :

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N°

Signature :

M. Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Localité :

Code postal :

TARIFS HORS FRANCE

USA - CANADA

1 AN 2190 F 2980 F

3 mois 595 F 790 F

* Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le grèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9h30 à 18h30 du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse, un transfert ou une annulation, contactez un numéro gratuit : 0 800 022 021 (0,29 F TTC/mn)

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements-24, avenue du Général-Leclerc 92046 Châtillon Cedex.

Ordonnance vétérinaire

par Alain Rollat

DANS LE DÉBAT sur le traitement de la sauvagerie manquant l'avis des vétérinaires. La Cinquième a demandé à une charmante doctresse animalière et expliquait, jeudi après-midi, que les troubles comportementaux dont souffrent les sauvages de l'espèce humaine sont analogues à ceux qui affectent les sauvages de l'espèce canine parce qu'ils ont les mêmes causes psychologiques et sociales. « La sauvagerie, souligne-t-elle, est celle employée pour rendre délinquant un humain : privez-le d'attachement affectif, faites-le vivre dans l'isolement social, ajoutez une pincée de traumatisme, se-»

« bien fort, vous obtenez un danger public. » Elle mettait en cause les psychothérapies qui segmentent le monde au lieu de le réunifier. « Ce n'est pas en regroupant les délinquants dans les crèches, les vieux dans les mouroirs, les

faits onze le total des délinquants, y compris les treize de la Cinquième, dans une autre, disaient, qu'on remédiera au manque d'affection et à l'isolement général. » Elle recommandait une cure de congruence.

Vérification faite dans l'encyclopédie médicale, il s'agit d'un traitement oublié - d'où le caractère obsolète du mot - qui consiste, en cas de dysfonctionnement social, à injecter un brin de pertinence dans l'ordonnance : géométrique. « La congruence, dit-elle, est la façon dont chacun trouve une part d'harmonie, fait-elle congrue. Les mathématiciens disent que deux nombres sont congrus quand ils donnent le même reste lorsqu'on les divise par le même diviseur, qu'ils appellent alors « modulo » (par exemple : 14 est congru à 8 « modulo » 6 car 14 divisé par 6 égale 2, reste 2 ; de la même façon que 11 divisé par 6 égale 1, reste 5.

Exemple extrait du Dictionnaire Hachette). Le vétérinaire de La Cinquième voulait dire que nos gouvernants devraient bien insister sur la congruence du traitement psychothérapeutique de la sauvagerie, que chacun, dans les délinquants en puissance, hommes ou chiens, reçoive, au moins, les mêmes générations et les mêmes confusions, la même part préventive de la sauvagerie. On ne peut qu'approuver.

Si cet appel à plus de congruence n'est pas entendu, le pire est à craindre, en effet, depuis que Philippe Gildas, dans son « Vrai Journal » quotidien, sur Canal Plus, a commencé à épingle le traitement préconisé, en Grande-Bretagne, par le Front de libération des animaux qui répond à la violence par la violence. Quand il a appris qu'en France aussi se pratiquent encore certaines vivisections sauvages, mon york a eu une oreille pittoresque.

FILMS DE LA SOIRÉE

21.00 Total Recall ■ Verhoeven (États-Unis, 1999, 110 min.) Ciné Cinéma	22.50 Miller's Crossing ■ Joel et Ethan Coen (États-Unis, 1990, 115 min.) Ciné Cinéma	23.15 L'Aigle à deux têtes ■ Jean YVES (France, 1997, 110 min.) Ciné Cinéma
21.10 L'Amour à vingt ans ■ François Truffaut (France, 1962, 95 min.) Ciné Cinéma	23.35 Les Vagabonds de la nuit ■ Barry Levinson (États-Unis, 1984, 120 min.) Ciné Cinéma	23.45 L'Épave ■ Tun (États-Unis, 1989, 125 min.) Ciné Cinéma
21.45 Baisers volés ■ François Truffaut (France, 1968, 95 min.) Ciné Cinéma	23.55 Les Vagabonds de la nuit ■ Barry Levinson (États-Unis, 1984, 120 min.) Ciné Cinéma	24.00 L'Épave ■ Tun (États-Unis, 1989, 125 min.) Ciné Cinéma
22.25 L'Année du Dragon ■ Michael Cimino (États-Unis, 1985, 135 min.) Ciné Cinéma	24.05 L'Épave ■ Tun (États-Unis, 1989, 125 min.) Ciné Cinéma	24.10 L'Épave ■ Tun (États-Unis, 1989, 125 min.) Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES	20.45 L'Égypte, 451. Dieux et démons. Histoire	MUSIQUE
21.00 Le Grand Journal. LCI	21.05 La Chine, dragon millénaire. La naissance d'une civilisation. Odyssée	20.45 Callas à Covent Garden 64. Airs de Puccini.
18.30 De l'actualité à l'histoire. Don et commerce du sang. Histoire	21.35 On the Road Again. Iran. Odyssée	21.15 Magic of Montreux 92. Beethoven par Davis et Arrau. Avec Claudio Arrau, piano et l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Sir Colin Davis.
18.50 Nulle part ailleurs. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	22.15 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	23.15 Jazz à Montreux 90. Avec Yellowjackets, Dee Dee Bridgewater, Les McCann, Andy Summers, Michel Petrucci, George Benson, Tite St. Miles Davis.
19.10 0.101. France 2	22.20 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	23.45 Jazz à Montreux 90. Avec Yellowjackets, Dee Dee Bridgewater, Les McCann, Andy Summers, Michel Petrucci, George Benson, Tite St. Miles Davis.
19.30 Envoyé spécial. Impressionnisme. France 2	22.25 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	0.35 Le Live du vendredi. MC Solaar : Paradisiaque.
20.55 Thalassa. Les Vagabonds de la nuit. France 2	22.30 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	TÉLÉFILMS
21.05 Savoir plus. Les Vagabonds de la nuit. France 2	22.35 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	20.30 L'Épave. Tun (États-Unis, 1989, 125 min.)
22.00 Faut pas rêver. Les Vagabonds de la nuit. France 2	22.40 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	20.45 Conspiration du siècle. Art
22.30 D'un monde à l'autre. Les Vagabonds de la nuit. France 2	22.45 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	20.50 Joana, un paysan monté d'Arpejo à Paris au milieu du siècle dernier, qui va inventer la grande distribution.
23.10 Sans aucun. Les Vagabonds de la nuit. France 2	22.50 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	20.55 Orgueil et préjugés. Simon Langton (3/3). TMC
DOCUMENTAIRES	22.55 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	21.10 Mon père des jours pairs. N. Chandel.
20.45 Jazz Collection. 10/12. Court Basile 1904-1904. France 2	23.00 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	SÉRIES
20.15 Paléontologie. Les Vagabonds de la nuit. France 2	23.05 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	20.55 Maigret. Meurtres dans un jardin potager. France 2
20.20 De feuilles et de terre. Les Vagabonds de la nuit. France 2	23.10 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	21.05 Space 2003. (1 et 2). Série Club
20.35 Images inconnues. La Guerre du Vietnam. (1/3). Le secret de la guerre. Planète	23.15 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	21.15 The New Statesman. Que le meilleur gagne (v.o.). Canal J
	23.20 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	22.25 Victor. L'homme venu du ciel. Série Club
	23.25 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	23.35 X-Files. Espace. L'ange déchu. M 6
	23.30 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	23.55 Stargate SG-1. Report to the (v.o.). Série Club
	23.35 Les Vagabonds de la nuit. Invités : Rory Yu, Gérard Depardieu, Barbara Schulz, Jean-Michel Dupuis, Jean-Marie Laurant. France 2	

FILMS DU JOUR

13.25 Arizona Junior ■ Joel Coen (États-Unis, 1987, 95 min.) Ciné Cinéma	17.35 L'Homme qui tua Liberty Valance ■ John Ford (États-Unis, 1955, 115 min.) Ciné Cinéma	0.40 La Peur ■ Roberto Rossellini (Allemagne - Italie, 1954, 95 min.) Ciné Cinéma
14.10 Lucky Jo ■ Michel Deville (France, 1964, 90 min.) Ciné Cinéma	20.20 L'Homme qui tua Liberty Valance ■ John Ford (États-Unis, 1955, 115 min.) Ciné Cinéma	0.40 Histoire ■ Roberto Rossellini (Allemagne - Italie, 1954, 95 min.) Ciné Cinéma
14.15 Les Passagers de la nuit ■ Michel Deville (France, 1964, 90 min.) Ciné Cinéma	20.25 L'Homme qui tua Liberty Valance ■ John Ford (États-Unis, 1955, 115 min.) Ciné Cinéma	0.40 Histoire ■ Roberto Rossellini (Allemagne - Italie, 1954, 95 min.) Ciné Cinéma
14.20 Les Passagers de la nuit ■ Michel Deville (France, 1964, 90 min.) Ciné Cinéma	20.30 L'Homme qui tua Liberty Valance ■ John Ford (États-Unis, 1955, 115 min.) Ciné Cinéma	0.40 Histoire ■ Roberto Rossellini (Allemagne - Italie, 1954, 95 min.) Ciné Cinéma

GUIDE TÉLÉVISION

12.10 et 17.10 Le Monde des idées. Le procès du sang. Invité : Jean-Claude Carrière. France 2	20.10 Hôtel Caribbes. (7/8). France 2	20.40 La Folle Journée de Nantes. Œuvres de Chateaubriand, Biot, Ravel, Debussy. Mezzo
MAGAZINES	20.20 Andrew Carnegie. France 2	21.00 Zarnia : El Niño, l'Élu du Lapvieska. Le Festival du Théâtre Calderon, dit José A. France 2
1.15 Les 1000 Enigmes de la science. France 2	20.35 Vikram Seth. Un garçon convenable. France 2	22.45 Jessej Norman. Chants sacrés, musiques spirituelles et chants de Noël. Par l'Or de l'Opéra de Lyon. Musée
4.10 Strip-tease. Faux mage ou désert ? La course de l'échelle. Le chagrin de l'échelle. Orem du ou l'airne plus. RTBF 1	20.35 Pour l'amour des insectes. A l'échelle humaine. A l'échelle des climats. France 2	23.30 Black Sisters. Belle et Sebastian. Paris Première
4.15 Bouillon de culture. Les débuts, découvertes. Invités : Laurent Auzard, Philippe Claudel, Maxime Ferrerie, Claude Asse. TV 5	21.15 Nagasaki. Au royaume des fourmis. Jazz Collection. (10/12). France 2	TELEFILMS
4.30 Le Magazine de l'Histoire. Anne-Marie Fugère. Anne-Marie Fugère. France 2	22.00 Les Meilleurs Moments des JO. (6/10). Histoire	17.50 Un moment très spécial. L'Élu du Lapvieska. RTL 9
De l'actualité à l'Histoire. Drame commerce du France 2	22.00 Elvis et les presleytarians. Ciné Jimmy	18.15 La Femme en l'Élu du Lapvieska. Festival
7.30 Envoyé spécial. Les années 90. Eurodreyer, avec Olivier Donnat. Impressionnisme. Invité : François Duret-Robert. France 2	22.05 Le Jardin de la pieuvre. Le Mystère Van Gogh. France 2	20.55 Les Rêves. Marcel Bozzuffi [1 et 2]. France 2
8.15 La Musique du cinéma. Il innove les armes à feu ? Invités : Pincher, B. Léopold, André-Michel Ventre, Yves Collety, Pierre Dailly, etc. TV 5 Canal +	22.25 Images inconnues : L'Antique. La France du Vietnam. (1/3). Le secret de la guerre. Planète	22.30 Le Bêlé en herbe. Serge Meyer. France 2
10.10 Histoire parlée. Semaine du 6 juin 1945. Le Vénitien et le polif invité : Philippe Levalle. France 2	23.00 Sissi, impératrice d' Autriche. Histoire	23.30 Hollywood Night. Un crâne-clin en stage. Raymond Martino. TF 1
10.45 Magazine d'actualité. Histoire	23.10 La Chine, dragon millénaire. La naissance d'une civilisation. Odyssée	23.30 Un homme prêt à tuer. Paul Leder. M 6
11.05 Thalassa. TV 5	23.25 Music Planet. Nick Cave, Straight to You. France 2	SPORTS EN DIRECT
11.15 La Balle des survivants. Metropolis. Année à Jacques. Festival de cinéma de Sauter. Les d'Hoffmann : controverses. Arte	14.00 Basket-ball. Paro : Antibes - Limoges. Canal +	20.35 H. Une histoire de héros. France 2
12.15 Envoyé spécial. L'imposteur. Maitrise basée sur les Jeux. Les caillots de Voltaire. Horus, naissance d'une secte. TV 5	14.00 Luge. Coupe du monde. A Sion. Moritz. Eurosport	20.40 New York Undercover. Sous plomb. La traque. 13ème Rue
12.55 T'as pas une idée ? Invité : Francis Vebey. Canal Jimmy	15.00 Patinage de vitesse. Championnats du monde. A Hamar (Norvège). France 1	20.50 Columbus. Course-morale. TF 1
13.10 Un lion illustre. La Saint-Vaillant. Invité : Pierre Palmade. France 2	15.15 Rugby. Tournoi des Cinq Grands - France. Ecosse - Galles. France 2	20.50 Cadillac. Le Moineau du sanctuaire. Ciné Cinémas
14.00 Saurimales. La Planète Découverte. France 2	16.55 Football. D2 : Lille - Troyes. Eurosport	21.05 Bague à la persécution. Canal +
	19.00 Championnats du monde. France 2 - Eurosport	21.00 Cop Rock. Friday Mudder's Day. Canal Jimmy
	22.30 Golf. PGA américaine. AB Sport	21.20 Spin City. Souvenirs, souvenirs. Canal +
		21.45 South Park, la ville Pro A. France 2
		21.45 The Sentinel. Au cœur de l'enfer. M 6
		22.10 Columbus. L'Élu du Lapvieska. TSR
FINALES		22.15 High in the Mountains. Commande d'urgence (v.a.). 13ème Rue
17.10 De feuilles et de terre. France 2	19.35 Symphonie n° 11 en do mineur, de Bruckner. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Pierre Boulez. Mozzart	22.15 The Practice. Enquête judiciaire. France 2
18.45 Envoyé spécial au paradis. (5/6). Mission au Oregon. Planète		
19.15 Les 1000 Batailles du passé. Égérie		

La belle mort

par Pierre Georges

LE ROI SE MEURT, le roi est... Chronique d'une mort annoncée. L'instant même, vendredi matin 8 h 50, l'avion du roi Hussein de Jordanie vient de poser à Amman. Le médecin personnel du souverain hachémite a fait savoir jeudi soir que « certains organes » du roi « ont cessé de fonctionner ». Un ministre déclare : « Le roi a choisi de rentrer pour mourir dans son pays ». Un proche du palais, un haut dignitaire, cité par l'AFP indique que l'état de santé du roi « est espéré ».

Le roi a mis le cap sur la Jordanie. Sur les fils d'agence, les urgents succèdent aux urgents. Et voici que Reuters annonce que le roi est arrivé « vivant et conscient » à Amman pour être aussitôt transporté par hélicoptère à l'hôpital de la Cité.

Le roi se meurt, le roi est... Et nous sommes, bien involontairement, dans une « affaire d'indépendance » de deuxième journalisme, au chevet de l'actualité comme à celui d'un mourant. Que faire ? Tirer en « une » ? « Tirer la grande machine à vapeur » ? Anticiper la mort annoncée au risque de la supposée obscurité d'un choix journalistique sur une agouille ?

Comme s'il s'agissait de cela, ne pas avoir de retard sur la mort, ne pas être pris au dépourvu sur la vitesse, prendre un pari sur l'indéfectibilité du rapide dévouement. Les choix sont parfois beaucoup plus humains que ceux de la mauvaise nouvelle. Surtout quand ils appartiennent d'abord à ceux qui sont l'objet.

Hussein de Jordanie meurt en grand homme en homme responsable. D'autres plus qualifiés diront ce qu'il y a à dire du long règne, quarante-cinq ans, du souverain hachémite, du régime, ombres et lumières, qu'il imposa, de ses férocités en répression pour maintenir le royaume, jusqu'à y compris la sanglante affaire de Septembre noir, en 1970. Pour nous, ce qui restera ici, qui fera date, c'est l'approche presque inédite d'une mort transparente qu'il eut en sa propre succession.

Le « petit roi » sentant sa mort prochaine a magnifiquement su régler ses affaires. Il a su dire à son peuple et au monde qu'il était malade et qu'il ne pouvait pas cacher, dans l'écran des communications médicales de complaisance, la gravité de sa maladie. Il a su transmettre le pouvoir, désigner son successeur, confier la régence à son fils. Et son dernier acte, il a su, ou d'autres pour lui dans le respect de son comportement et de sa volonté, rien cacher de l'aggravation de son état, l'issue imminente. Enfin, il a su signifier, même mourant, même mort cliniquement peut-être, l'importance de revenir « mourir en son pays », dernier vœu régnant.

Bien sûr, on le sentait, écrivant cela, de risquer une possible moquerie, un retour au cynisme sur cette approche quasi grandiloquente de la mort édicte du roi hachémite. A vrai dire, le risque est transgressivement assumé. La dernière leçon d'Hussein de Jordanie vaut d'être saluée autant que méditée.

Des députés proposent l'élection au suffrage universel des structures intercommunales

Jean-Pierre Chevènement juge cette réforme possible pour les communautés urbaines

À MIDI, jeudi 4 février, Jacky Darne (PS, Rhône) tentait de convaincre la force des gauches Jean-Pierre Chevènement, l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Le ministre de l'Intérieur présentait un projet de loi sur l'intercommunalité. A minuit passé, le débat avait accepté le débat : les représentants des structures intercommunales doivent-ils être élus au suffrage universel direct ?

L'intercommunalité. Depuis longtemps favorable à cette réforme, le PS l'avait proposée lors de la convention sur la démocratie en juin 1994. Jacques Chirac a répliqué l'idée de son discours le 14 décembre 1998. (Le Monde du 6-7 décembre 1998). Mais le projet de la coopération intercommunale était, jusqu'à présent, une éventualité. Aujourd'hui, en effet, de demander aux élus de favoriser le regroupement intercommunal tout en instaurant un mode d'élection supra-communautaire, qui symbolise pour certains la « mort » des communes. L'élection au suffrage universel suppose aussi que les collectivités aient une histoire, une identité. Pas question, donc,

de leur imposer une nouvelle communauté d'agglomération, telle que celle du projet de loi.

C'est en tenant compte de ces réserves que Jean-Pierre Chevènement (PS, Nord) avait plaidé, en commission des lois, en faveur de l'intercommunalité. Le projet de loi sur l'intercommunalité (Le Monde du 29 janvier). Au nombre de douze aujourd'hui, les communautés urbaines représentent la forme « la plus élaborée » de coopération intercommunale, a plaidé M. Roman : leur budget peut « atteindre, voire dépasser, celui des grandes villes ». L'amendement de M. Roman a été adopté en commission, avec le soutien de Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), rapporteur de la commission des lois, soucieux d'ouvrir le débat. Il prévoit un mode d'élection supra-communautaire : dans les communautés urbaines, l'électeur élira, d'un côté, les conseillers municipaux ; de l'autre, les conseillers de communauté urbaine. Jacky Darne (PS, Rhône) prône un changement radical : dans les communes d'au moins 5 500 habitants, chaque commune élira un certain nombre

de candidats au groupement intercommunal. Une telle logique fédérale, les députés élus ne seraient pas élus. La commission conserverait son rôle dans la composition du conseil intercommunal. M. Roman s'est opposé à cette proposition.

Les deux députés ont reçu le soutien de Dominique Perben (RPR, Saône-et-Loire) qui s'est déclaré favorable au « suffrage universel » dans la discussion générale. Gérard Voisin (UDF, Saône-et-Loire) a proposé de recourir à des « listes associées » comme dans la loi ELM (Paris-Lyon-Marseille).

Contre toute attente, M. Chevènement n'a fermé sa porte. Répondant aux députés, il a souligné que « la question de l'élection directe mérite une réflexion approfondie ». « Sans doute pouvons-nous avancer plus vite dans le cadre des communautés urbaines, formule déjà plus mûre », a déclaré le ministre. Maignon est plus prudent. « Le débat n'a pas encore été poussé dans toutes

conséquences », souligne un conseiller de Lionel Jospin, qui ne peut pas le premier ministre prendre en compte les réserves de certains députés du PS, comme Annette Leuval-Bergeal (PS, Yvelines). Sans compter l'hostilité probable des communistes.

Dans cette affaire, les députés sont en doute. Le soutien de M. Darne et Roman. « Seule l'élection au suffrage universel direct permet aux citoyens de s'approprier les enjeux intercommunaux », a plaidé Jean-Michel Marchand (Verts, Maine-et-Loire) un nom des députés Verts. « Il ne faut pas craindre les transferts de compétences », a poursuivi M. Marchand. Jeudi soir, M. Chevènement s'est montré sensible à l'argument. Il a promis de « comporter un « acuponcteur » : cibler les communautés intercommunales les plus adaptées à la réforme et « piquer le point juste ».

Clarisse Fabre et Dominique Jérôme

A Vénissieux, le ras-le-bol conjoint des pompiers et des habitants

LYON

de notre correspondant régional

En organisant une marche silencieuse, jeudi 4 février, deux mille pompiers et uniformes casqués, d'une part, un millier d'habitants du quartier de la Pyramide à Vénissieux (Rhône), d'autre part, ont voulu signifier leur « ras-le-bol » des violences urbaines, après l'explosion, le 31 janvier, d'une voiture équipée au gaz de pétrole liquéfié (GPL), qui a fait six blessés parmi les habitants du lieu (Le Monde du 3 février).

« Ça suffit, il faut que nos enfants puissent vivre ici normalement, au pouvoir d'aller travailler, au pouvoir d'aller faire des courses, au pouvoir d'aller faire des études », protestait une mère de famille dont les fils ont plusieurs fois victimes de racket. « Nous ne pouvons pas plus longtemps accepter que la population nous-mêmes soient mis en danger par des individus incontrôlables qui jouent avec le feu », dénonçait un pompier. Avec ses collègues, venus de l'agglomération lyonnaise et des départements limitrophes, il était parti pour réclamer « une vraie justice, une justice ferme », jeudi

tin, de la caserne de Feyzin, à laquelle appartenaient les six blessés, pour parcourir 4 km à pied jusqu'au parking où s'était produit le drame.

« L'explosion a été un électrochoc. Un carnage aurait pu se produire. Un mouvement de révolte peut-être en train de se lever », a déclaré le député et maire de Vénissieux, André Gerin, présent dans le cortège, qui a été félicité de ce « surcôt de citoyenneté ».

SEPT ARRESTATIONS

L'enquête menée par les policiers après l'explosion du 31 janvier a permis l'arrestation, mardi, jeudi et vendredi, de sept personnes âgées de quinze à dix-sept ans. Les cinq mineurs suspects d'avoir été les coauteurs de l'explosion de la voiture volée par deux jeunes du quartier ont été mis en examen pour « destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par incendie, ayant entraîné une atteinte permanente, faite en bande organisée » et écroués jeudi soir. Les adolescents impliqués dans

le vol de la voiture ont été remis en liberté. Ce sont les témoignages recueillis auprès de la population du quartier qui ont fait progresser rapidement l'enquête. Le maire de Vénissieux a salué une évolution favorable de la loi du silence alt et enfin brisée dans ce quartier.

La qualification « criminelle » retenue par le parquet à Lyon pour l'incendie d'une voiture a été qualifiée de « délit » par le Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale. « Si un signe fort est aujourd'hui donné, [...] demain ne devra plus connaître la banalisation inadmissible de tels faits », a indiqué le syndicat.

Quelques heures après leur manifestation, les pompiers ont dû à nouveau rendre à Vénissieux, jeudi soir, pour éteindre deux incendies volontaires de voitures. Les forces de police appelées en renfort ont pu éviter qu'un troisième véhicule ne subisse le même sort.

Christine Francillon

Hauts-de-Seine: début du chantier sur les sites Renault fin 2000

JEAN-PIERRE FOURCADE, maire (UDF) de Boulogne-Billancourt et président du syndicat des maires du Val-de-Seine, a confirmé, jeudi 4 février, que le travail de l'architecte Bruno Fortier servira de base au « plan-programme » d'aménagement des 70 hectares des terrains Renault à Hauts-de-Seine (Le Monde du 4 février). Principales modifications par rapport au projet de l'architecte : la surface réservée aux logements devrait atteindre 11 hectares sur

50 à Billancourt, et des promenades seront plantées sur les berges de la Seine. Les logements, qui permettront d'accueillir 1 million de mètres carrés - pour moitié en logements, pour le reste en bureaux, activités, devront avoir une hauteur moyenne de six étages, avec une « diversité architecturale ».

La zone d'activités en grande partie réservée à un pôle scientifique, associant équipements universitaires, centres de recherche, bureaux et entreprises de haute technologie. Les responsables du syndicat mixte ont obtenu l'accord de Claude Allègre, ministre de l'Éducation nationale, sur ce programme. Une « mémoire du site industriel » devrait être maintenue autour du jardin et des premiers bâtiments Renault.

Conformément aux vœux de l'État, qui craint un nouveau déséquilibre dans l'aménagement de l'Île-de-France, les travaux devraient commencer fin 2000 par une première phase qui portera sur 200 000 à 300 000 mètres carrés, répartis sur deux zones d'aménagement concertées à Billancourt et Boulogne. Un appel d'offres a été lancé pour la coordination technique, juridique et financière de la gigantesque opération d'urbanisme. Renault, propriétaire unique des terrains, va immédiatement chercher à promouvoir capables d'assurer le financement de ce qui devrait devenir le plus grand chantier de la région parisienne.

Christophe de Chenay

Le moral des ménages au plus haut

LE MORAL DES MÉNAGES français a atteint en janvier son plus haut niveau historique depuis l'Insee réalise une enquête sur ce sujet (janvier 1987). Le solde est optimiste et pessimiste est de -7, soit une amélioration de 4 points en un an et 16 points en un an. L'augmentation exceptionnelle du pouvoir d'achat en 1998, la baisse du chômage depuis une quinzaine de mois, l'arrivée réussie du Euro expliquent cet optimisme, qui tranche avec la dégradation des perspectives dans l'industrie et chez les entrepreneurs. Le bon moral des ménages devrait soutenir la consommation, principal moteur de la croissance en France aujourd'hui.

Opération de transparence autour de la concession de l'A 86

LE RAPPORT COMPLET de la commission consultative chargée par le gouvernement de donner son avis sur le choix de la concession pour le bouclage de la rocade 86 à l'ouest de Paris (Le Monde du 30 janvier) va être accessible au public par l'intermédiaire de la direction des transports (tél. : 01-40-81-12-17 ou 01-40-81-12-04), a annoncé jeudi 4 février le ministre des transports. Les deux ministères qui avaient présenté une offre, Arys et Cofiroute, ont leur accord pour l'opération de transparence inédite, à la suite des manifestations de dépit d'Arys (groupe d'entreprises conduit par Bouygues), de la construction et de l'exploitation de ces deux tunnels à péage, estimés à environ 11 milliards de francs (1,67 milliard d'euros).

DÉPÊCHES

■ ESPACE : le déploiement en orbite d'un miroir qui reflète les rayons du Soleil vers la Terre a été réalisé par deux fois, jeudi 4 février (Le Monde du 3 février). Lors de la première tentative conduite à distance depuis la station russe Mir, l'un des pétales du miroir est constitué s'est enroulé dans une des antennes de son porteur, Progress.

■ MEURTRES : deux personnes ont été tuées et une autre blessée, jeudi soir 4 février, dans la région de Vézère (Haute-Saône), par un homme armé d'un fusil à pompe. Cet ancien agriculteur s'en est d'abord pris au maire du village de Vantoux, grièvement blessé en plein conseil municipal. Il est ensuite allé à Vellefey, où il a tiré sur son propre frère, qui est mort quelques heures plus tard. Dans un village, l'ancien agriculteur a fini son beau-frère, avant de se constituer prisonnier.

■ EUTHANASIE : une infirmière de Nice qui a reconnu avoir aidé à mourir cinq personnes âgées d'une maison de retraite a été mise en examen, jeudi 4 février. Les enquêteurs s'interrogent sur d'autres suspects survenues dans le même établissement.

PEUGEOT NEUBAUER

A partir de 77

9, bd Gouvion St Cyr 75017 Paris
Tél : 01 46 22 88 88

5 minutes de PARIS

LE 1er SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Une occasion unique de trouver toutes les marques au meilleur prix !

500 véhicules récents en stock permanent & 600 voitures vendues

TOUR PLEYEL à 300 m

STATION SERVICE

PARKING VISITEURS

SERVICE APRÈS VENTE

BREAK MONOSPACE

RETOUR SAISIE

ARRIVAGE NOUVEAUTÉ

TOUTES MARQUES

MÉTRO Mairie de St Ouen à 300 m

227, bd Anatole FRANCE 93200 St DENIS 01 49 33 60 90

De PARIS, Bte de St Ouen, suivre Mairie de St Ouen, puis 300 m, ouvert 7 jours/7

Le Monde

S U P P L É M E N T



TROIS MINISTRES EN PROCÈS

L'affaire du sang contaminé

Le décor est inédit pour un procès : ce sera la salle de conférences internationales de l'avenue Kléber, à Paris. Et la justice innove : la nouvelle Cour de justice de la République, composée de trois magistrats professionnels ■ de douze parlementaires, siégera pour la première fois. Durant trois semaines, votre

A partir du 9 février, les trois prévenus - Laurent Fabius, ancien premier ministre, Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales, Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé - seront ainsi jugés pour homicides involontaires dans le drame dit du sang contaminé. De ce désastre sanitaire lié au virus du sida, on sait aujourd'hui qu'il a fauché des centaines de vies. Ce bilan suffit à expliquer la passion

qui entoure cette affaire. Sans compter l'émotion suscitée par les victimes survivantes, la tendance de notre société à vouloir tout judiciaireiser, ■ l'envie d'en découdre avec la ■ politique.

Pour tenter de mieux comprendre ■ dossier-gigogne, nous publions un récit de Jean-Michel Dumay qui remet en perspective les moments-clés de ce long feuilleton. On trouvera aussi dans ce cahier spécial les portraits des trois anciens ministres socialistes, des extraits du réquisitoire, de l'arrêt de la commission d'instruction et des arguments de la défense. Enfin, des chronologies et des infographies viennent compléter ■ dossier et un entretien avec Antoine Garapon, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice.

La Cour de justice de la République doit juger, ■ partir du mardi 9 février, Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé

REPUBLICAINE FRANÇAISE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

Paris, le 20 février 1988

OBJET : L'affaire du sang contaminé

Le 20 février 1988, la Cour de justice de la République a jugé les trois prévenus de l'affaire du sang contaminé : Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé. Les trois ministres ont été déclarés coupables d'homicides involontaires et ont été condamnés à des peines d'emprisonnement et d'amende.

Le dossier est complet et les arguments de la défense ont été présentés. La Cour de justice de la République a rendu son verdict.

La tragique histoire du sang contaminé

DÉPUIS l'apparition de l'épidémie en France, 1799 personnes ont développé un sida clinique établi à la suite d'une transfusion sanguine, ainsi que 582 hémophiles soignés des produits contaminés. Selon le Réseau national de santé publique, les trois quarts de ces personnes sont aujourd'hui décédées. Selon d'autres sources, 2 000 autres, séropositives, contaminées dans les mêmes conditions, n'auraient pas développé la maladie.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Si la France se situe, en ce qui concerne les hémophiles, dans un groupe relativement homogène de pays n'ayant pas su, à temps utile, adopter les mesures préventives qui s'imposaient, la situation est radicalement différente quant aux autres contaminations post-transfusionnelles. Selon les chiffres publiés par le Centre de surveillance du sida en Europe, la France fournit à elle seule la moitié des cas recensés dans l'Europe géographique : quatre fois plus qu'en Italie, cinq fois plus qu'en Espagne, six fois plus qu'en Allemagne, treize fois plus qu'au Royaume-Uni... On constate un accablant pour les responsables sanitaires transfusionnels français.

En mai 1988, un expert judiciaire commis par Marie-Odile Bertella Geffroy, juge d'instruction parisienne chargée du dossier de l'affaire dite du « sang contaminé », estimait que près de 200 de toutes ces contaminations (hémophiles et transfusés), pour la seule année 1985, auraient pu être évitées.

A qui la faute ? La question taraude la société française depuis plus de dix ans. Depuis que le drame s'est fait scandale, depuis que la fatalité s'est mue en impérieuse recherche de responsabilité, voire de son corrélat communément requis par l'opinion, la culpabilité.

En 1992 et 1993, le premier « procès du sang », consacré à la seule question des hémophiles, s'était terminé sur un goût d'inachevé, d'une incomplète vérité. L'ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), Michel Garretta, avait été condamné à quatre ans de prison ferme pour avoir trompé les hémophiles sur la qualité des produits qui leur avaient été délivrés. Mais il y avait dans l'exposé partiel de cette tragédie multiforme les fondements à peine voilés d'autres responsabilités.

En 1983, le manque de rigueur dans la sélection chez les donneurs de sang avait-elle été fruit de négligences coupables ? Rendu obligatoire à partir du 1^{er} août 1985, le dépistage systématique chez les donneurs de sang avait-il été en place suffisamment tôt ou avait-il retardé des fins protectionnistes pour favoriser la firme française Diagnostics Pasteur ? La « sécurisation » des produits antihémophiliques avait-elle été imprudemment, voire sciemment repoussée, elle aussi, au plus haut niveau ?

Onde de choc

AU commencement, il y eut ce rêve, un songe d'enfant, un défi de médecin qui voulait faire gravir les hémophiles le Mont-Blanc.

Qui sait ce qui bouillonne dans les veines de tout un chacun ? Il y a dans le sang mille substances ou particules qui nourrissent, véhiculent, protègent, immunisent ou encore font respirer. Sang, couleur essentielle à la vie. Sang qui sauve qui l'on transfuse, si besoin, aux accidentés, aux opérés, aux femmes qui accouchent. La transfusion sanguine, là qui préleve ces substances, les sépare. Produits « labiles » d'un côté : globules rouges et blancs, plaquettes, dont la durée de vie est limitée. Produits « stables » de l'autre, qui peuvent se conserver obtenus par « fractionnement du plasma » : albumine, globuline, facteurs de coagulation.

Les hémophiles (environ 5 000 en France), héréditairement manquant de ceux-ci.

Iadis condamnés à mourir avant l'âge de vingt ans, les hémophiles devaient subir des traitements lourds pour lutter notamment contre les infections (les hémorragies dans les articulations (les hémarthroses). Jusque dans les années 50, leur salut tenait aux transfusions de plasma, puis à l'injection de produits cryoprécipités congelés, ensuite lyophilisés. Les progrès scientifiques aidant, leur vie devint alors « sinon normale » tout au moins nettement plus confortable. L'apparition de facteurs hyperconcentrés, administrables par autotransfusion, pouvant se conserver des mois au réfrigérateur. D'où le rêve de certains médecins, pour leurs patients, d'ascension du Mont-Blanc.

Mais ces nouveaux produits, préparés industriellement à partir de lots résultant du mélange de plasmas



plusieurs milliers de donneurs, recelaient en les germes du cauchemar. La technique du « pooling » créait potentiellement un risque considérablement accru de contamination virale : il suffisait d'un donneur contaminé pour que des centaines de receveurs risquent de l'être.

En janvier 1983, l'alarme lancée par le *New England Journal of Medicine*. Face à l'apparition, aux États-Unis, d'une nouvelle maladie, apparemment transmissible par le sang, qui atteignait mystérieusement les défenses immunitaires, le docteur Jane DeForges préconise pour les hémophiles un retour, à titre préventif, aux cryoprécipités simples issus d'un seul donneur. En France, où l'on recense déjà une trentaine de cas de sida, la mise en garde de la recherche par quelques médecins et journaux spécialisés.

Mais l'appel à la vigilance n'est entendu ni du corps médical ni des hémophiles eux-mêmes qui appréhendent le confort que leur procurent leurs nouveaux traitements. Le sida, qui semble alors frapper essentiellement des homosexuels, paraît les concerner. Et confiants dans le sang « français », les hémophiles ne veulent pas entendre parler d'un retour aux cryoprécipités contraignants.

La transfusion française est victime de son image. Elle est la fierté d'une nation. Depuis 1949, le don, parce qu'il est bénévole, anonyme, gratuit, assure aux Français le mythe de la pureté. Acte civique par excellence, il doit rendre également possible l'autosuffisance afin de limiter les importations. En 1952, une loi a fixé la charpente du système transfusionnel : le sang de transfusion sanguine (CTS), publics ou privés, autonomes, collectent chaque année environ quatre millions de dons auprès de deux millions de donneurs. Sept de ces CTS sont habituels : le fractionnement, le plasma et à produire les « dérivés stables ». Parmi eux, le CTS, à Paris, tient une place à part. Depuis 1982, il est le seul habilité à importer, en France, ces produits, notamment antihémophiliques.

En 1983, informée des risques qui pèsent globalement sur la transfusion sanguine, l'administration prend cependant une première décision, même que le virus du sida (VIH) ne soit mis en évidence, en août, par l'équipe du professeur Luc Montagnier de l'Institut Pasteur et que la transmission par voie sanguine ne soit définitivement reconnue. Le 1^{er} juin, le directeur général de la santé, le professeur Jacques Roux, publie un communiqué qui enjoint aux CTS de respecter un certain nombre de mesures destinées à éviter que les personnes appartenant à ces populations à risque ne donnent leur sang. La réaction de la communauté homosexuelle ne se fait pas attendre, qui crie l'exclusion.

Sensibilisés, clairvoyants, certains transfuseurs emboîtent pas. Et s'inquiètent, notamment, des risques importants que les collectes dans les prisons, où se concentrent un grand nombre de toxicomanes (plus de 10 %). Appliquant une décision souvent déjà prise à cette date à l'étranger en raison des risques de transmission du virus de l'hépatite, de rares centres de transfusion décident de suspendre de telles collectes sur leur secteur.

La structure éclatée du système transfusionnel porte l'harmonisation des comportements. Manière générale, la circulaire de juin 1983 est très mal appliquée. Les médecins des CTS continuent de prélever du sang dans les rues des quartiers « chauds » de Paris, ainsi qu'en milieu pénitentiaire, notamment dans les trois gros établissements que sont Fleury-Mérogis (Essonne), Fresnes (Val-de-Marne) et les Baumettes, à Marseille.

Les dysfonctionnements, l'inconscience ou l'insouciance sont tels que l'administration elle-même est incapable de coordonner son action dans le domaine de la prévention. Le 13 janvier 1984, la directrice de l'administration pénitentiaire, Myriam Erratty, adresse une circulaire à l'ensemble des chefs d'établissement. Il apparaît possible, écrit-elle, d'augmenter le rythme des collectes dans les grands établissements où, le flux étant important, les prélèvements pourront être effectués sur un plus grand nombre de détenus. Cette mesure ne sera interrompue que vingt et un mois plus tard, par une nouvelle circulaire, le 11 octobre 1985. Trop tard. Entre-temps, plusieurs centaines de personnes seront contaminées

du sang collectes à risque, en grande partie responsables de la « spécificité » française en Europe.

Certains sommités médicales ont également émis le message. Hématologue de renom et président de la Fondation nationale de la transfusion sanguine (FNTS), le professeur Jean Bernard estime, par exemple, que « le risque du sida est plus petit que les autres », en tout cas moindre que l'hépatite qui monopolise alors l'attention. Le nombre de sida déclarés, en France, ne dépasse pas la centaine, à la fin de l'année. L'ambiguïté demeure toujours sur le notion de séropositivité révélée par les premiers tests disponibles : la tradition pasteurienne voudrait que la présence d'anticorps liés au virus signifie la protection de la personne séropositive, alors appelé communément « porteur sain ».

La commission consultative de transfusion sanguine (CCTS) du 22 novembre 1984, Jean-Baptiste Brunet, épistémologiste spécialiste du sida à la DGS, informe cependant les participants de la gravité de la situation. En France, 221 de sida-maladie ont maintenant été décelés, dont 3 chez des receveurs de sang.

2 chez des hémophiles. Toutes les études le confirment. Le profil de la maladie est « épidémique ». Les contaminations progressent au rythme d'un « grand échelle ». En l'absence de production de grande échelle de dépistage que plusieurs firmes s'efforcent de mettre au point, la sélection des donneurs de sang, l'adoption de mesures de prévention (utilisation de préservatifs, de seringues à unique, etc.) et la recherche de nouveaux remparts d'inactivation du virus demeurent les seuls remparts à l'épidémie.

Dans la presse spécialisée, les communications se multiplient. En 1984, pour affirmer la nécessité d'inactiver les produits « stables » sanguins, la méthode du chauffage. Le 13 octobre, la National Hemophilia Foundation (Fondation nationale des hémophiles), aux États-Unis, recommande leur utilisation « tout en considérant que la protection contre le sida n'est encore à prouver ». En décembre, la revue médicale *The Lancet* estime que le chauffage grave du sida justifie une approche pragmatique et qu'il paraît donc sensé de ne pas attendre que des extraits de facteurs antihémophiliques chauffés. Mais la transfusion française, obnubilée par le mythe du sang pur, tarde à opter pour ces procédés. Quant aux importations, soumises au verrou du CNTS, elles demeurent limitées.

En janvier 1985, une nouvelle étude provoque une onde de choc qui atteindra inégalement dans le temps les communautés scientifique et médicale, ainsi que les sphères administratives. A l'hôpital Cochin, le docteur François Pinon rapporte que 5 donneurs parisiens sont porteurs du virus du sida. Transmis à la DGS le 10, le directeur général de la santé Jacques Roux publie, six jours plus tard, une nouvelle circulaire pour rappeler l'ordre du monde médical et de la transfusion. Il évoque la possible mise en cause de la responsabilité

de la transfusion qui ne se conformerait pas à la stricte sélection des donneurs conformément aux dispositions de 1983.

Au CNTS, le docteur Jean-Pierre Allain, responsable du département recherche, écrit le même jour au docteur Garretta que « le problème de la transmission du virus (du sida) par les fractions coagulantes est aujourd'hui une préoccupation majeure de la santé publique ». 47 % des hémophiles français, précise-t-il, sont déjà séropositifs. Il conclut : « La responsabilité du CNTS est fortement engagée vis-à-vis des hémophiles, de leurs médecins, du ministère de la santé dans la prévention de cette maladie ».

Le 7 mars, l'onde de choc de l'enquête Cochin atteint la Commission consultative de la transfusion sanguine, qui décide de confier une enquête au directeur-adjoint du CNTS, le docteur Bahman Habibi, portant notamment sur le chauffage des produits sanguins et la dépistage.

C'est que, depuis trois semaines déjà, la « guerre des tests » est entrée, en France, dans une phase active. La firme américaine Abbott a déposé, le 11 février, une demande d'enregistrement de son réactif au Laboratoire national de la santé (LNS), soit dix-sept jours avant Pasteur. Fort de sa récente autorisation de mise sur le marché américain, Abbott a dit prêt. Mais, pour la mise en place d'un dépistage systématique chez les donneurs de sang en France.

Coup de bluff ? Le 25 février, le LNS a émis des réserves. « Je suis frappé par la légèreté du dossier présenté par Pasteur ».

Le responsable du contrôle des réactifs, le docteur Alain Leblanc, son directeur, Robert M. Ce spécialiste en biologie a stigmatisé un échantillonnage insuffisant et une fausse positivité résultats dans 3 des cas. Il a demandé un complément d'information, mais en précisant : « Je ne pourrai pas (...) différer bien longtemps la délivrance d'une attestation d'enregistrement, bien que je trouve difficilement admissible que l'on autorise la commercialisation de tels produits ». Prévenue, la DGS demandera le 11 mars de surseoir au lancement de tout réactif.

L'urgence, pourtant, se fait pressante. Tandis que Diagnostics Pasteur (fruit d'un accord entre Pasteur et Sanofi, filiale d'Elf) mène une politique de lobbying auprès du cabinet du secrétaire d'État à la santé, Edmond Hervé, le 12 mars, le docteur Brunet adresse une note au directeur général de la santé, qui ne souffre pas d'ambiguïté : l'épidémiologiste indique au professeur Roux que, si la proportion des donneurs séropositifs retrouvée dans l'enquête du docteur Pinon à Cochin est représentative de la situation parisienne, « il est probable que tous les produits sanguins préparés à partir de pools de donneurs parisiens actuellement contaminés ». Sur l'information capitale, Jacques Roux transmet la lettre à Claude Weisselberg, conseiller d'Edmond Hervé, et y appose deux lettres, qui pèsent de leur poids.

A qui la faute ? La question taraude la société française depuis plus de dix ans. Depuis que le drame s'est fait scandale, depuis que la fatalité s'est mue en impérieuse recherche de responsabilité, voire de son corrélat communément requis par l'opinion, la culpabilité

Rien n'y fera. Ni la colère ni...

LE coup de foudre est venu d'Atlanta. Au premier congrès sur le sida, organisé du 15 au 17 avril 1985, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande à tous les États de procéder au dépistage systématique chez les donneurs de sang. On estime désormais à 10 % la proportion des porteurs sains qui développeront la maladie, dont le virus ne laisse aucun doute : il est mort dans les cinq minutes. Côté « chauffage », les signaux d'alarme plus qu'au rouge. Une étude française, portant sur le traitement de 245 hémophiles français et belges, démontre la nocivité des produits français non chauffés. 10 % de ceux qui ont subi, en France, des injections fréquentes sont contaminés ; 3 % seulement des hémophiles belges, qui depuis le début de l'épidémie, sont restés aux traitements à base de cryoprécipités congelés, issus de quelques donneurs seulement.

Mais la France, contrairement à d'autres pays les États-Unis, et malgré des disparités dans les méthodes de fractionnement, est globalement à la traîne matière chauffage. Et plus encore le CNTS, engagé depuis plusieurs mois dans la construction d'une unité de fabrication aux Ulis qui, faute d'avoir intégré la technique de « sécurisation » des extraits sanguins, devenue incontournable avant même d'avoir mis en service.

Le 7 mai, Michel Garretta s'adresse au LNS et à la DGS : « Conscient que trois mois de retard signifie la

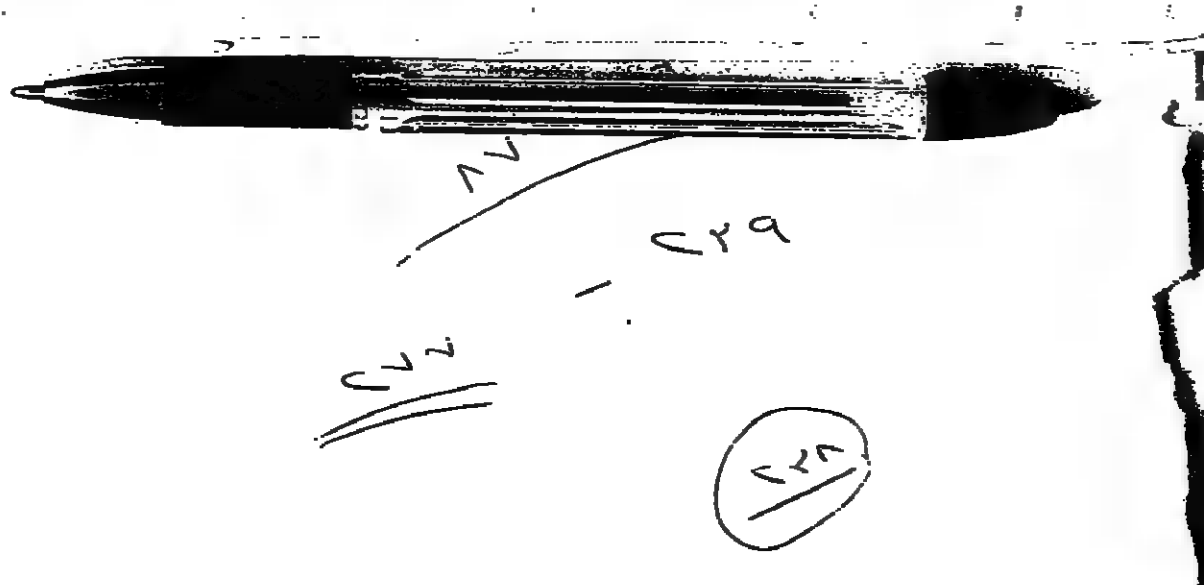
de 5 % des hémophiles et d'un certain nombre de leurs proches (...), l'équipe de direction et les chefs des départements concernés du CNTS estiment que c'est maintenant l'urgence absolue d'interrompre la propagation de cette contamination chez les hémophiles et leur famille. Il propose une stratégie d'urgence pour fournir le marché français en produits chauffés courant juillet 1985 ».

Urgence... Urgence... Le premier procès du sang, ce fut l'urgence selon les dirigeants du CNTS : le même jour, une note interne à l'établissement indique ainsi que le passage aux extraits chauffés suppose, « naturellement », le stock de produits contaminés soit distribué dans la totalité auparavant. Ainsi, la duplicité, au CNTS, perdurera-t-elle au fil des jours des semaines qui suivront, des dirigeants criant leur désespoir médical aux logiques industrielles et financières.

Fin mai, lors d'une réunion interne, Michel Garretta confirmera que, selon toute probabilité, compte tenu de la technique du pooling, « tous (les) lots (du CNTS) sont contaminés ». Son point est clair : « C'est aux autorités de tutelle d'éventuellement nous interdire de céder les produits, avec les conséquences financières que cela représente. » Quinze jours plus tard, il conseille au CNTS de souscrire des polices d'assurance pour « anticiper sur une responsabilité future ».

A

La conscience



1985 : le fil de l'industrialisation du sang



On recense en 1985 deux millions de donneurs en France. La législation prévoit, depuis 1952, que les dons sont volontaires, bénévoles et anonymes.

Le 20 juin 1983, une circulaire prévoit un interrogatoire des donneurs de sang afin d'éclairer les « sujets à risques » qui pourraient être infectés par le virus du sida. Dans la pratique, cette obligation est très rarement respectée.

• Les hôpitaux
• Les centres de transfusion sanguine (CTS) qui sont au nombre de 163



En 1985, le sang continue d'être collecté dans les milieux à risques : les prisons et les rues à proximité des « fiers » chauds.

En 1984, trois grands laboratoires tentent de mettre au point des tests permettant d'identifier le virus du sida à partir d'un échantillon de sang : Abbott (Etats-Unis), Diagnostics Pasteur (France), Organon (Etats-Unis).

Les firmes Abbott et Diagnostics Pasteur déposent en février une demande d'agrément en France. Dans les semaines suivantes, les experts en santé publique comprennent la nécessité d'un dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang. Des raisons financières, industrielles et administratives retardent la mise en œuvre du dépistage obligatoire au 1^{er} août 1985.

Le test Abbott reçoit l'autorisation de mise sur le marché aux Etats-Unis en mars 1985.
Le test Pasteur est autorisé en RFA en avril 1985.

Pour fournir aux hémophiles et aux transfusés des produits sanguins, les lots de sang sont séparés :

Globules blancs et rouges

PLASMA

Les poches de plasma obtenues sont mélangées par milliers

Le plasma est fractionné afin d'obtenir les protéines coagulantes (facteurs VIII ou IX) dont les hémophiles ont besoin



La technique du pooling a eu pour conséquence de mélanger des poches de sang non infecté avec des poches de sang contaminé.
La mise en œuvre tardive de la technique de « chauffage » des concentrés de protéines coagulantes ne permet pas d'inactiver dans tous les centres de fractionnement le virus du sida avant l'automne 1985.

Les produits dérivés du sang sont utilisés lors d'interventions chirurgicales et permettent le traitement de diverses pathologies :

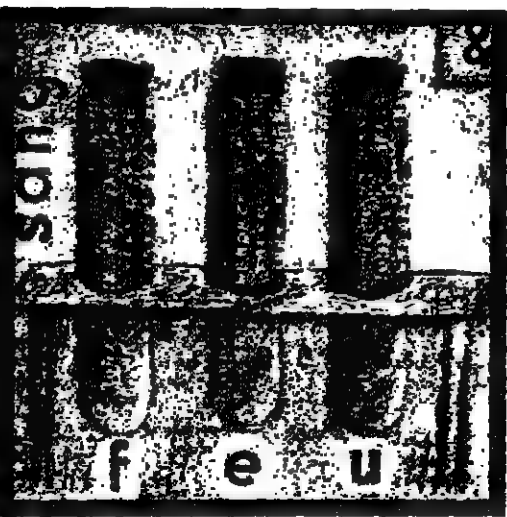
- Globules : Anémies, hémorragies
- Plaquettes : Hémorragies, anémies, leucémie
- Albumine : Remplissages cardiovasculaires, brûlures graves
- Immunoglobulines : Prévention et traitement de certaines maladies infectieuses, traitement des déficits immunitaires
- Protéines coagulantes : Traitement préventif ou curatif des accidents hémorragiques, hémophiles

Les données de la santé seront améliorées. Les comptes rendus, par ailleurs, ont remis de rapport. Adjointe du professeur Roux, directeur général de la santé, Marie-Thérèse Pierre s'adressera à Claude Weissberg, le conseiller d'Edmond Hervé, le 11 mai. Saisi par Robert Netter, Jacques Roux à son tour se retournera vers Claude Weissberg, le 11 juin, en indiquant que le chauffage devient « une nécessité urgente ». « Personne ne prendra l'initiative d'interdire la vente des extraits sanguins vendus tous les jours dans les pharmacies. Pas même la commission consultative de la transfusion sanguine (CCTS), présidée par Jean Ducas, qui validera, le 20, l'idée d'une période transitoire, jusqu'au 1^{er} octobre, où pourront être coté les produits chauffés et non chauffés. A partir de cette date, ces derniers ne seront pas interdits, mais seulement non remboursés par la Sécurité sociale.

En fait, absents à la réunion de la CCTS du 20 juin, tenus dans l'ignorance par le milieu transfusionnel, la veille, lors d'une réunion du Comité national de l'hémophilie, les importations ne peuvent subvenir aux besoins médicaux. On se la technique du chauffage doit encore faire ses preuves, les hémophiles sont trompés, sur l'autel de la rentabilité financière. Confiant dans ses médecins, les transfuseurs dépendent des transfuseurs (elle est hébergée dans les locaux du CNTS), l'Association française des hémophiles (AFH) sait-elle d'ailleurs encore à quel point vouer ?

Dans une lettre circulaire du 23 juin, l'AFH indique tout à la fois que le nombre d'hémophiles séropositifs est élevé, que cependant « le risque qu'ils encourrent de développer un sida paraît faible », mais qu'il convient d'utiliser néanmoins impérativement des produits chauffés pour les séronégatifs. Au même instant, une note interne du CNTS proclame que « la distribution des produits non chauffés reste la procédure normale, tant qu'ils sont en stock ». « N'y fera. Un arrêté ministériel, pris le 23 juillet, entérinera le principe de la période transitoire jusqu'au 1^{er} octobre, à partir de laquelle les extraits sanguins non chauffés ne seront plus remboursés par la Sécurité sociale. Rien n'y fera encore. Ni l'inquiétude du président de l'AFH, André Leroux, qui demandera en septembre des responsables régionaux de ne pas laisser à poursuivre un centre qui continuera à distribuer des produits non chauffés, ni la colère du docteur Boneu, du laboratoire d'hémophilie au CRTS de Toulouse, qui déclarera, le 11 juillet, « ne plus pouvoir en conscience continuer à faire pression sur les hémophiles pour leur faire accepter des produits non chauffés persuadé de la nocivité ».

Rien n'y fera. Jusqu'à ce qu'une circulaire de la DGS, le 2 octobre, prévoie enfin le contrôle et la destruction des stocks existants. « Je suis très préoccupé par la gravité de la situation dans laquelle nous nous trouvons placés, écrit le 27 juin le président de la CCTS, Jean Ducas, un directeur général de la santé. Mais dans un effet que tous les jours nous injectons des produits sanguins (...) qui provoqueront une séroconversion chez les receveurs qui pourra à son tour contaminer ses proches. Combien de sidos serons-nous responsables ainsi ? »



En conscience

A la mi-avril 1985, l'opinion du professeur Montagnier était déjà faite. De retour du congrès mondial d'Atlanta, il faut, dit-il sur Antenne 2, « être systématiquement sûr du sang ». Engagé début février, la « guerre des tests » entre Abbott et Diagnostics Pasteur allait logiquement s'intensifier. Fin avril, tandis que le lobbying mené par Diagnostics Pasteur auprès du cabinet du premier ministre, officieusement, le groupe de travail du CNTS chargé par la commission nationale de transfusion sanguine (CCTS) de contrôler la qualité des tests rend compte de ses résultats : les réactifs susceptibles d'être mis sur le marché (Abbott, Pasteur, Organon) sont « de très bons outils de dépistage ». Le temps de la rédaction, les réactifs Pasteur ne sont pas encore sur le marché qu'un mois et demi plus tard...

Les firmes Pasteur et Abbott ont mis en œuvre du chauffage, utile pour les produits « poolés » que pour les transfusions, commencent à arriver depuis quelques semaines au cabinet d'Etat à la santé. Mais « ce dépistage systématique est plus d'inconvénients que d'avantages », écrit Claude Weissberg dans une lettre à son ministre, préparée le 8 mai. « Cependant, précise le conseiller, quelle que soit la valeur des arguments s'opposant au dépistage généralisé, il est un risque politique à ne pas le mettre en œuvre. Et d'ajouter : « Deux tests sont en concurrence, de qualité analogue. L'enregistrement du laboratoire national de santé (LNS) est un barrage faible qui a cependant permis à Pasteur de rattraper un retard de quelques semaines. » En effet, le 25 avril, le directeur du LNS, Robert Netter, a fait savoir à Claude Weissberg qu'il ne pouvait « surseoir plus longtemps à la demande d'enregistrement d'Abbott sans risquer un recours au Conseil d'Etat pour abus de pouvoir ».

Saisi sous l'angle plus spécifiquement industriel et financier, le cabinet du premier ministre paraît d'abord tiquer sur le coût de la mesure sanitaire. Revenant le 29 avril à Laurent Fabius une fois de son conseiller chargé de l'industrie, fortement solli-

cié par Diagnostics Pasteur, Louis Schweitzer se dit « convaincu qu'il ne faut pas dépenser 200 à 300 millions de francs par an sur ce sujet », au vu des premières estimations du coût du dépistage. « Imagine-t-on le coût de la vie sauve par ce biais ? », demande-t-il.

Une réunion interministérielle, présidée par François Gros, éminent professeur au Collège de France et conseiller scientifique de Laurent Fabius, est alors organisée à Matignon, le 11 mai. Celui-ci, exposant les arguments qui revêt la mesure, mentionne rapidement « l'enjeu industriel » des tests et la crainte de voir le marché français « en grande partie capturé par le test américain ». « Une décision s'impose si l'on veut préserver l'avenir du produit français. »

Chacun assait sa position : le secrétariat d'Etat à la santé, par la voix de Claude Weissberg, « estime qu'il n'est pas prouvé que la généralisation du test soit une mesure positive en matière de santé publique ». Mais le directeur de l'Agence nationale de la santé, le Comité national d'éthique, et le Comité de la question : le Comité de la question de la transfusion du sang, qui se révéleront séropositifs. Pour sa part, le ministère de l'Industrie expose que « la stratégie d'Abbott est bien d'éliminer le consommateur français ». En pleine campagne d'économies sur la Sécurité sociale, le ministère des affaires sociales indique, lui, « être opposé à la prise en charge du test par l'assurance-maladie en raison de l'importance des dépenses en cause ». Cédant partiellement par le représentant du ministère des finances. Conclusion : « Le cabinet du premier ministre demande : 1. que le dossier d'enregistrement d'Abbott soit traité avec quelque temps au Laboratoire national de la santé ; 2. que chaque ministère présent lui fasse parvenir d'urgence un point de vue écrit sur les différents aspects qui ont été évoqués au cours de la réunion. »

Est-ce pour les rassurer ? A la mi-mai, les dirigeants de Pasteur, qui font état de tracasseries que leur causent les autorités américaines pour l'enregistrement outre-Atlantique de leur test, Claude Weissberg et Jacques Weissberg indiquent maintenant qu'il n'y aura pas d'autorisation de mise sur le marché de réactifs avant juillet.

Le 22 mai, Edmond Hervé s'exprime au congrès d'hématologie à Bordeaux. Il aurait souhaité annoncer le dépistage systématique, indiquera-t-il lorsque la justice se saisira de l'affaire. Datée du 20 mai, une note de François Gros au directeur de cabinet du premier ministre, Louis Schweitzer, indique d'ailleurs sur ce point que « le secrétariat d'Etat à la santé estime urgent de connaître la position du gouvernement concernant l'opportunité d'instaurer, au niveau des transfusions de sang, un dépistage du sida ».

Mais les vœux du premier ministre se sont opposés à ce que le secrétaire d'Etat aborde le sujet. « Il est de la responsabilité du gouvernement de trancher, dit Edmond Hervé aux congressistes. Tous les éléments de la décision étant maintenant connus, il le fera très vite. » Mais « jamais » ni sentiment plus géométrique variable que celui de l'urgence ?

Le 14 juin, le quotidien Le Matin de Paris affirme que cinquante personnes sont transfusées chaque semaine à Paris avec du sang contaminé. Dans Le Monde, le docteur Jacques Leibowitch dénonce « l'inconscience des pouvoirs publics ». « N'aurait-on donc pu accélérer les choses à mettre en place plus tôt, fût-ce en utilisant des diagnostics américains, ce dépistage systématique ? »

CHRONOLOGIE



systématique. Le 12, le professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, reçoit une note dans laquelle il est indiqué qu'« il est probable que tous les produits sanguins préparés à partir de pools de donneurs parisiens sont actuellement contaminés ». AVRIL : l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande à tous les Etats la pratique du dépistage chez les donneurs de sang. MAI : le 9, au cours d'une réunion interministérielle à Matignon sous la présidence du professeur François Gros, conseiller de M. Fabius, Claude Weissberg, conseiller d'Etat à la santé, estime qu'« il n'est pas prouvé que la généralisation du test soit une mesure positive en matière de santé publique », mais qu'« elle paraît difficile à éviter » compte tenu de l'opinion de la pression des transfuseurs, qui est « considérable ». Le cabinet du premier ministre demande que le dossier d'Abbott soit encore retenu quelques temps » au Laboratoire national de la santé (LNS). Le 29, lors d'une réunion interne au CNTS, le directeur Michel Garretta fait savoir que « les lots de sang du CNTS sont contaminés ».

■ 1981
En juin, le Centre de contrôle des maladies d'Atlanta, aux Etats-Unis, signale l'existence d'un syndrome inconnu, qui prendra le nom de sida.

■ 1982
JANVIER : l'Agence épidémiologique fédérale des Etats-Unis enregistre le premier cas d'infection d'un hémophile par le virus du sida.

■ 1983
JANVIER : la revue scientifique The Lancet annonce la contamination de deux hémophiles par le virus du sida.

AOÛT : l'équipe du professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) met en évidence un virus jusqu'alors inconnu, baptisé LAV (lymphadenopathy associated virus), à l'origine d'« épidémies » apparues au début des années 80 aux Etats-Unis. Une conférence s'entretient avec l'équipe du professeur américain Robert Gallo sur l'existence de la découverte du virus, qu'on appellera plus tard VIH (virus de l'immunodéficience humaine). En décembre, l'Institut Pasteur dépose une demande de brevet de son test au Patent Office des Etats-Unis. Celui-ci restera en attente jusqu'en 1986.

■ 1984
JUILLET : décès du premier hémophile sidéen, un adolescent de quinze ans, en France. La technique du « chauffage » des produits dérivés du sang destinés aux hémophiles est évoquée au Congrès international de la transfusion sanguine de Munich.

NOVEMBRE : 21 cas de sida sont alors décelés en France dont 3 chez des transfusés de sang et 2 chez des hémophiles transfusés de produits dérivés du sang.

■ 1985
FÉVRIER : le 11, la firme américaine Abbott demande l'agrément de son test de dépistage du sida en France. Le 28, Diagnostics Pasteur dépose une demande à son tour.

MARS : Abbott-France se déclare prêt pour une mise en place « immédiate » du dépistage.

■ 1986
La trithérapie permet d'observer des résultats spectaculaires chez les patients.

■ 1988
Une expertise judiciaire estime que près de 300 contaminations post-transfusionnelles auraient pu être évitées en 1985.

lé

La question de la France...
Depuis...
est un scandale...
l'absence de...
la capitale

la colère ni...

1985 7 11 40

Trois ministres sur le banc des accusés

La blessure de Laurent Fabius

SUR le perchoir de l'Assemblée, on le sent tendu par autre chose, comme distrait. Il apparaît souvent, dernières années, le visage défilant, rongé par une agitation sourde qui n'a échappé aux photographes et aux chroniqueurs. A en croire ses amis, il ne pense plus qu'à ça, ne parle plus que ça. « Ça », c'est l'affaire qui s'est abattue sur un homme dont le parcours s'annonçait quasiment sans faute, un premier ministre, Laurent Fabius, retraceur sur le perchoir.

A quelques semaines de procès devant la Cour de justice de la République, durant lequel il mettra en retrait ses fonctions, Laurent Fabius reçoit dans son bureau du « petit hôtel » de Lassay (le grand en travaux), la photo de Clemenceau. Ponctuel, souriant, d'un raffinement peu habituel, pas un mot plus haut que l'autre, le moins qu'on puisse dire est qu'il sait y faire. Rien n'est parvenu à l'éprouver qu'il s'appareille à traverser. Au point que l'on croirait retrouver intacte l'image qu'il s'était forgée et que l'opinion persiste à lui attribuer : du jeune dandy Fitzgeraldien qui tout réussit, prestations intellectuelles aux concours hip-piques, comme il sut le jeune dans l'émission télévisée « Cavalier » de Pierre Bellemare ; celle aussi du père de famille modèle en pantoufles ; appartement à la place du Panthéon pour acheter les journaux du matin, et promu en son temps par certains magazines « l'homme politique le plus sexy de France ».

Derrière un visage impassible où certains lisent une introversion concentrée, d'autres l'expression d'une morgue scrupuleuse, Laurent Fabius collé malgré lui à ses propres clichés. C'est l'énergie atypique roulant en voiture, sport aux côtés de Jolles filles, conseiller d'Etat plein de promesses, fils d'un riche antiquaire parisien, amateur de littérature comme de la vie de bohème avec le show biz, Enrico Macias, l'entourage de son ancienne compagne Elisabeth Huppert ; « sabra la gauche », c'est le politicien lisse et brillant, paré par François Mitterrand, élu député de Seine-Maritime en 1978 et aujourd'hui maire de Grand-Quevilly, nommé ministre du budget en 1981 puis de la recherche et de l'industrie en 1983 par Pierre Mauroy qui lui succède comme premier ministre (1984) puis comme secrétaire du Parti socialiste (1992).

Autant dire une irrésistible cension. Les envieux ne manquent pas. Laurent Fabius bat des records d'intelligence, d'aisance, de capacité de travail, de jeunesse dans le pouvoir. Surnommé le « Giscard de la gauche », tout donne à penser que le plus jeune des anciens premiers ministres ne pouvait qu'aspirer à une autre performance si tentante - être à son tour, comme Giscard, le plus jeune des présidents de la République. Tout près du but, il visait l'élection 1995. La persistance de son image vainqueur l'emportait sur ses déboires.

On oubliait aisément les combats malheureux de Pierre Mauroy, Lionel Jospin pour prendre le contrôle du (1988-1990), opposition à Michel Rocard qui sut l'en détronner, selon lui, par un « meurtre signé », sa brouille passagère avec François Mitterrand quand il fit part de « trouble » lors de l'invitation en

France du général Jaruzelski. On passait sur ses déboires dans l'affaire Creemance qui lui valut d'être affublé, dans les dessins de Jacques Faizant, d'un inséparable parapluie, ou sur une face-à-face télévisée avec Jacques Chirac qui il répondit, vexé d'être comparé à un « roquet », par un maladroite : « Vous parlez au premier ministre de la France. » Malgré cela, la présidence l'attendait presque. C'est lui, pourtant, qui s'interdit d'y penser. Et quand Lionel Jospin parvient au second tour en 1995, remporte par la suite la victoire législative et nommé premier ministre, Laurent Fabius se retraceur sur le perchoir.

« Ça », c'est l'affaire qui s'est abattue sur un homme dont le parcours s'annonçait quasiment sans faute, un premier de la classe de bonne famille, normalien de la rue d'Ulm, agrégé de lettres, sorti dans la « botte » de l'ENA.

C'est que, entre-temps, « l'affaire » a radicalement changé la donne. L'ancien chouchou de la politique est devenu un citoyen bafoué, insulté par des passants, victime des caricatures antisémites de la presse d'extrême droite, pastiché par les Guignols pour se moquer de ses enfants, et dont les fils de assassin. Au passage, l'homme a été transformé, mis en accusation dans l'affaire du sang contaminé, changé en lui. « Tout ». A l'un de ses anciens conseillers, il dit un jour qu'elle pour lui une « ordalie », ce rituel par lequel la vérité se révèle. « Humanisé », « plus détaché », aux dres de l'entourage, il va jusqu'à forcer l'entourage à lire un livre-confession, *Les Blessures de vérité* (1995). Il mesure aussi le pléage dans lequel l'expression de sa blessure, l'infini déséquilibre entre la réalité de défenses et son obstination à défendre son honneur. « Que l'affaire du sang » le plus changé en lui, c'est sa confiance en l'avenir.

Au début, pourtant, il n'y croyait pas. C'est à l'automne 1991, pendant son premier mandat de président de l'Assemblée nationale, que commence à émerger dans la presse la mise en accusation des trois anciens ministres. A l'ancien collaborateur Henri Weber, aujourd'hui sénateur, qui le met en garde « raison du climat de défiance à l'égard du et des politiques », Laurent Fabius répond par un haussement d'épaules. Soupçonné d'avoir retardé la mise en place systématique de dépistage du sang chez les donneurs de pour favoriser le laboratoire français Diagnostics Pasteur contre la firme américaine Abbott, il croit à une agitation passagère.

C'est que l'ancien premier ministre, accusé d'être intervenu trop tard, rappelle l'avoir pour avoir agi trop tôt. Lorsque, dans son discours du 19 juin 1985 à l'Assemblée nationale, il annonçait sa décision de rendre ces obligations, on lui reprocha d'accorder trop d'importance à ce que certains taxaient « cancer gay », où d'autres voyaient un prétexte pour stigmatiser la population homosexuelle, dont les scientifiques, l'exception d'une minorité alarmée, sous-estimaient largement la gravité.

En septembre 1985, le journaliste François-Henri de Virieu interpelle Laurent Fabius sur France 2, l'émission « L'Heure de vérité », sujet de son intervention à l'Assemblée. Il s'étonnait de « bataille contre le sida qui fait 50 000 morts ». Un cinéaste, de Fabius, confesse aujourd'hui « honte » : « Après discours, je lui ai dit : « T'es pédé ou quoi ? » »

La machine judiciaire s'emballe. Tout comme les réclamations des victimes et les d'expiation pour qu'elles considèrent comme un crime d'Etat. Dès 1992, le groupe d'amis et de conseillers politiques constitué autour de Laurent Fabius se mue en cellule de crise. Celle-ci donne pour tâche de réinsérer le dossier à l'envers et d'en informer les journalistes. Aujourd'hui encore, à quelques jours du procès, proches et collaborateurs tentent de tenir un discours de défense prudent et univoque, évitant souvent les mêmes anecdotes, usant des mêmes métaphores : « spirale kafkaïenne », laquelle il juge pris l'ancien premier ministre.

Laurent Fabius, quant à lui, avait commencé par lutter pied à pied le processus judiciaire : en novembre 1992, il s'indignait de l'éventuelle comparution devant la Haute Cour de justice, réclamait un « jury d'honneur » dans l'attente d'un tribunal ordinaire, donnait l'impression de désolidariser de ses deux anciens ministres. Finalement résolu à se « jeter dans le feu », il demande solennellement sa mise en accusation devant le parlementaire, le 17 décembre 1993, la même année : « Je viens vous demander de m'accuser de fautes que je n'ai pas commises. »

La nouvelle Cour de justice constituée, suivent deux réquisitoires de non-lieu, puis l'arrêt de renvoi de la commission d'instruction qui l'accable. Il aurait pu former un recours. Il a préféré s'incliner, malgré l'audace qui le tarade de l'aborder un procès dont il redoute d'abord la confusion. Ne voulant plus dominer le sentiment de la moindre esquive, le voilà « embarqué ».

Entre-temps, les politiques ont fait silence. A l'exception de certains proches, il attendent en vain une indignation ou un soutien publics. A commencer par celui du « Père », François Mitterrand, qui « lâche » crier que la télévision en 1992, disant qu'il souhaitait voir agir la Haute Cour, « l'a vécu d'une mauvaise manière », commente par litote un ancien conseiller. Secret, obstinément contrôlé, la réaction visible n'est pas la caractéristique majeure de l'ancien ministre. Il aurait eu un haussement de sourcil, « fait quelques réflexions mesurées », traduction en langage fabiusien : « violente amertume », contenue plus tard d'évoquer la phrase de Tristan Bernard - « J'ai une excellente mémoire, j'oublie tout » -, il souvient cependant que François Mitterrand, « compatisant », avait comparé l'épreuve qu'il traversait à « propre affaire de l'Observatoire ». « Moi, c'est moi. Lui, c'est lui », pourrait répéter l'ancien protégé du président.

Laurent Fabius n'a pas les armes. Il est quatrième personnage de l'Etat, il laisse échapper une légère crispation du cil s'il croit que l'on s'adresse à lui comme à un retraité, ou que l'on semble venir lui rendre un dernier hommage. Dans un combat pour être innocenté par la justice et réhabilité par l'opinion publique, c'est aussi son propre entêtement politique qu'il entend résister devant la Cour de justice, la République. Comme à résister Clemenceau - dont la photo immense trône au-dessus du bureau -, après le scandale de Panama.

Martin Renterghem



L'obsession d'Edmond Hervé

AINSI donc, ce bureau, une sorte de forteresse, un refuge au premier étage de l'hôtel de ville de Rennes. C'est par là qu'il se faufile, qu'il occupe depuis 1977, qu'Edmond Hervé aurait tant bien que mal résisté à l'affaire du sang contaminé. Au plus fort de la tempête, quand Fabius faisait de l'ancien « Empoisonneur », Edmond Hervé devenait, pour lui, l'ultime base de repli ? Qu'il s'y croyait hors d'atteinte, protégé, « l'infamie », mais il n'avait au moins la confiance de ses électeurs. D'où cette image de héros blessé, plié sur ses larmes, silencieux, donc suspect.

L'endroit n'a pourtant rien d'un camp retranché. Les portes sont larges et donnent sur la ville. Le visiteur remarque juste un grand portrait de Pierre Bérégovoy, l'oublié de Nevers. Le cadre est posé au sol, marqué par le son ami, désirant l'avoir à hauteur de regard une fois assis à son bureau. « C'est un homme que j'ai beaucoup aimé », confie-t-il d'une voix troublée. Rien, en tout cas, n'annonce le procès à venir. Les seuls dossiers visibles sont ceux d'une « érigée en dynamisme ». C'est ailleurs, auprès des siens ou dans la capitale, que « Monsieur le maire » - Edmond - appelle l'appelle l'Ille-et-Vilaine - a préparé l'audience. « Je sépare toujours mes activités rennaises de celles concernant cette affaire », prévient-il.

Rennes, Paris. Les deux vies d'Edmond Hervé. Sa force et sa faiblesse, aussi. Ne l'accuse-t-on pas d'avoir négligé le sida, au profit de sa ville d'être resté « étrangement apathique » face au sida, au printemps 1985 ? C'est bien sûr les magistrats, et non à des détracteurs ou aux journalistes, qui le prévenu réserve réponses, mais les uns et les autres l'ont prétendu déprimé, voire dépressif, qu'il s'évertue à offrir un visage offensif, signe d'une tension à contenir : « Je me battrais bec et ongles, très durement, le double objectif de la vérité et du droit car l'arrêt de renvoi de la commission d'instruction de la Cour de justice de la République n'a respecté ni la vérité ni le droit. »

Si pugnace soit-il, Edmond Hervé demeure, à cinquante-six ans, le plus insaisissable des trois accusés. Il n'a pas l'aisance médiatique d'un Laurent Fabius, l'itinerant atypique d'une Georgina Dufour. Il s'a à portraiturer, ici où là, c'est toujours à traits secs : « Sombres, lunettes, cerceils de fer, sourire. Ses adversaires lui prêtent les qualités, la rigueur jusqu'à

l'intransigence, l'autorité jusqu'à raider. Ses amis, eux, voient sa rigidité de façade et tiennent pour l'extrême sensibilité d'un décideur « très humain ». Il le jure et se restreint. Pour peu que la discussion vienne sur sa passion, le cyclisme, il deviendrait même « franchement chaleureux ». Sans doute puise-t-il cette certitude dans une histoire personnelle qui laisse peu de place au superflu. Fils et petit-fils de paysans, Hervé est un village des Côtes-d'Armor. M. Hervé assure avoir connu « l'exploitation » et « l'injustice » : « J'ai côtoyé des gens doués qui, faute de moyens, n'ont jamais été au-delà du certificat d'études mais qui auraient tous les jours leur place à l'ENA. » L'école de la République en a fait le premier baron de sa région et un juriste brillant, maître assistant à la faculté de Rennes ; le militantisme (SFIO, Ceres, PS) en fera un maire (1977), puis un ministre (1981) et un député socialiste.

Rennes, Paris. Les deux vies d'Edmond Hervé. Sa force et sa faiblesse, aussi. Ne l'accuse-t-on pas d'avoir négligé le ministère au profit de sa ville et d'être resté « étrangement apathique » face au sida, au printemps 1985 ?

Le 10 mai 1981 marque l'étape décisive dans son ascension. A trente-huit ans, il incarne la jeune garde mitterrandienne. Son membre du gouvernement - à la santé, à l'énergie, puis de nouveau à la santé - lui confère une dimension nationale. Il découvre Paris, l'univers de la science fascine, son rythme de vie s'accroît. Les souvenirs de cette époque deviennent « d'arguments de défense ». « J'arrivais tous les mardis matins à Paris, je repartais le vendredi soir, je dormais au ministère, j'avais une chambre au dernier étage. Je dinai souvent d'un repas froid. Je travaillais jusqu'à vers onze heures ou minuit. Je consacrais mes temps de travail. En cinq ans, entre 1981 et 1986,

Je suis sorti que deux fois le soir. Je n'ai jamais emmené femme à soirée. » A Rennes, il n'a pas d'adversaire. La force de travail, la parfaite connaissance des dossiers plus ardue, la confiance instinctive à l'égard du parisianisme séducteur de la démocratie chrétienne. Aussi fidèle à son idéal qu'en rancune, Edmond Hervé passe pour un « homme de conviction et d'honneur ». Et s'il s'entoure de conseillers, c'est bégayé, lui seul, qui prend les décisions et rédige ses discours. Tout cela nom d'une conception immuable de son devoir d'homme d'idéal qui vient de jeunesse, ma famille, de l'éducation et de la culture. Rien n'a altéré cet idéal, ni le temps ni les épreuves. »

En 1985, l'année cruciale, il est donc en charge de la santé. Son premier adjoint à la mairie de Rennes, alors Michel Philippouneau, un régionaliste convaincu. Tous deux se connaissent depuis le milieu des années 60, mais la brouille est proche : « A partir du printemps 1985, explique M. Philippouneau, Edmond Hervé a commencé à préparer les législatives de 1986. Il était plus à Rennes qu'à Paris. Ici, il passait son temps à faire la politique à petite semaine, auprès des militants, pour être tête de liste à ma place. J'ai compris qu'il voulait où il y avait un changement de gouvernement. La politique est devenue son métier, son carrière. »

Ans plus tard, quand la question de sa responsabilité se pose dans l'affaire du sang, Hervé n'est plus ministre, mais il tient toujours la mairie. Dans son bureau, il sait que le bruit de mille ragots sur son état psychologique. Son entourage parle de « moments de souffrance terrible ». En 1992, le cercle des amis le pousse à sortir du silence dans Ouest-France. Une association de soutien, Justice vérité Edmond Hervé, voit bientôt le jour. En juillet 1993, la rumeur de suicide l'oblige à réagir : « Je suis apparu au public pour montrer que j'étais en vie. On racontait même que j'avais une chambre réservée à l'hôpital ! Quand on connaît ce genre d'épreuves, il faut prendre sur soi pour affronter le torrent. J'ai eu la chance de pouvoir compter sur ma famille, mon épouse, mes amis. »

L'été 1993 n'est pas vraiment affaibli de sa tourmente : au nom de l'accomplissement de la présomption d'innocence, Rennes renouvelle son mandat en 1995. Mais l'homme, lui, a changé. « Il s'est isolé, un journaliste local, sort image s'est quelque peu brouillée, est devenu plus intraitable, plus irritable qu'auparavant. Physiquement, cela s'est vu, il a vieilli ; fait, il n'avait qu'une obsession : défendre. »

Se défendre par exemple contre les reproches du député



La conversion de Georgina Dufour

E

es sur le banc des accusés



Edmond Hervé



La conversion de Georgina Dufoix

écologiste Yves Cochet, adversaire recalcé des joutes bretonnes. A ses yeux, M. Hervé est certes un « puncheur », capable de « courage », mais sa réputation sans faille relève de la « supercherie » : « C'est avant tout un politicien, un cumulard patenté ! Il a voulu tous les pouvoirs et calcule beaucoup plus qu'on ne l'imagine. Or, on ne peut être partout à la fois et il ne s'est pas assez occupé du ministère. Son image d'homme habillé par un devoir moral n'est faite que pour impressionner le bon peuple. C'est de la mise en scène ! Du Molière ! »

« Cumulard patenté » ? M. Hervé est ainsi constitué que tout affront se lit d'abord sur son visage. Le rouge lui monte aux joues, les mâchoires se crispent, le regard s'assombrit. Après un instant de réflexion, la riposte tombe, cinglante : « Je préfère un cumulard qui travaille à quelqu'un qui ne fait rien. » Et le voilà de nouveau silencieux. « Edmond », le Rennais, les poings serrés, le buste raide, comme s'il mémorisait le nom du fautif et la nature de l'offense. Un silence avant, un silence après : chez lui, chaque phrase décisive est ainsi balisée, serrée au plus juste.

S'il était resté à la terre, il serait devenu un gars de peu de mots, un taiseux. Mais il est entré en politique, où le verbe et le paraître ont leur importance. Alors, il parle à sa façon, avec une vigilance de linguiste sur la défensive. Dix fois, vingt fois, il répète « vérité ». Viennent ensuite le « combat », les « épreuves » et la « sincérité ».

« Ne croyez pas, se hâte-t-il de préciser, que cela me soit dicté par un quelconque conseiller en communication. Je n'ai pas de stratégie en la matière. Je ne suis ni un homme de réseaux ni un homme de cour. »

A ce jour, M. Hervé n'envisage pas d'intervenir en dehors de la salle d'audience, réservant ses déclarations aux seuls magistrats. « Nous ne resterons pas inertes pour autant », précise-t-il cependant, toujours aussi déterminé. A l'art du verbiage, il affirme préférer celui des faits, des écrits, ce qu'il appelle « la réalité du dossier ». Jour après jour, il en a d'ailleurs tenu la chronique dans un carnet intime, complété au sortir de chaque étape judiciaire.

Les années aidant - les « épreuves » aussi, peut-être -, il semble également avoir renoué avec ses racines bretonnes. Un autre signe du repli sur soi ? Détracteurs et partisans notent en tout cas une sensibilité accrue à la culture régionale. Jaurès, Blum et Renan ont beau demeurer ses auteurs de référence, il s'est pris de passion pour le journal d'un paysan de Basse-Bretagne, un inconnu décédé en 1905. De cette lecture, il a retenu la vaillance du personnage - « un républicain convaincu » - et une ultime certitude : « Les Bretons n'ont jamais été souris. »

Philippe Broussard

ETOILE montante du socialisme gouvernemental des années 80, Georgina Dufoix s'est depuis cinq ans totalement retirée de la vie publique. Elle cultive ses vignes en son domaine du Gard et produit un petit vin sans prétention. Elle prépare, dans l'intimité de son appartement parisien, sa défense devant la Cour de justice de la République. Au téléphone, elle décline gentiment toute proposition de rendez-vous. « J'ai pris le choix très ferme, très réfléchi, de ne pas m'exprimer publiquement, dit l'ancienne porte-parole du gouvernement. Ma vie est devenue très familiale. Depuis cinq ans, je n'ai vu aucun politique et je n'ai accordé d'entretien à aucun journaliste. » L'interrogé-t-on, quand même, sur son curriculum vitae ? Elle renvoie à la lecture du *Who's Who*, dont la notice biographique de l'édition 1999, mise à jour par ses soins, la présente toujours, sans contradiction, sous la qualité de « femme politique ».

Sa dernière apparition publique connue avait été des plus brèves, en mars 1998, lors d'un rassemblement protestant organisé à Paris pour commémorer l'édit de Nantes. En quelques phrases, elle avait évoqué sa « conversion » religieuse. Pour en savoir plus, il faut visionner un entretien discrètement accordé en 1994 par M. Dufoix à une société de production vidéo du canton de Neuchâtel (Suisse), qui vend cette cassette en même temps qu'elle offre le Nouveau Testament. Disponible dans des librairies spécialisées, ce document circule dans les milieux chrétiens, charismatiques ou pentecôtistes.

Une heure durant, à la manière d'une télévangéliste américaine, M. Dufoix relate une expérience qualifiée de décisive. L'intime et le politique, le rationnel et le surnaturel s'y mêlent sans arrêt. « Le seul vrai grand tournant de ma vie est que j'ai vécu une conversion à Jésus-Christ en août 1988. » Ministre, elle se disait « paillote », sans plus. « Christ est revenu dans ma vie d'une façon fantastique, par l'intermédiaire d'un monsieur que je ne connaissais pas. Il m'a téléphoné pendant trois mois d'officie, à partir de mars 1988, pour me parler de Dieu, de la Bible et de Jésus. Chaque fois que je raccrochais, j'avais une joie légère, magnifique. »

La révélation a eu lieu dans le bureau que l'ancien ministre avait conservé à l'hôtel Matignon, afin de suivre l'application d'une convention sur les enfants des couples séparés franco-algériens qu'elle venait de signer. Persuadée

médicins, elle ajoute : « L'homme soigne, et Dieu guérit. »

Ce fut enfin, bien sûr, l'affaire du sang contaminé. L'ex-ministre de la solidarité « assume pleinement » la phrase la plus célèbre qu'elle ait jamais prononcée, le 4 juin 1991 sur TF1 : « En tant que responsable, à cette période, de la solidarité, j'ai fait partie de cette longue chaîne d'hommes et de femmes qui ont sous-estimé le risque [celui de la contamination des hépatites par des produits sanguins]. Pour autant, je ne me sens pas coupable. » Dans sa vidéo de 1994, M. Dufoix éclaire le propos d'un jour singulier. « En mon âme et conscience, au plus profond de moi-même et devant le Seigneur, je n'ai pas de sentiment de culpabilité », dit-elle, en mettant en avant l'incertitude des connaissances de l'époque. D'une formule prêtant à l'exégèse, elle ajoute : « La responsabilité, elle est collective, elle est ma dignité d'homme. »

Ainsi parle Georgina Dufoix, au terme d'un parcours atypique, si différent de ceux qui, comme Laurent Fabius ou Edmond Hervé, se sont bati de solides légitimités électorales. Née en 1943, dans une famille de la haute société protestante nîmoise, elle fait ses classes de militante socialiste dans le Gard. En 1967, elle soutient la candidature aux législatives d'un ami intime de François Mitterrand, Georges Dayan, parachuté dans le département.

L'affection de la famille Dayan vaut à la jeune mitterrandiste d'être catapultée en 1981 - à la surprise générale - dans le premier gouvernement de gauche. Elle reçoit le secrétariat d'Etat à la famille. Elle travaille d'arrache-pied, pour maîtriser les dossiers et comprendre les rouages de l'appareil d'Etat. Elle a des intuitions assez lumineuses, comme le lancement des « édes-jeunes » ou le soutien apporté à la « marche des Beurs » dès son lancement en mars 1983, alors qu'elle a hérité du dossier de l'immigration.

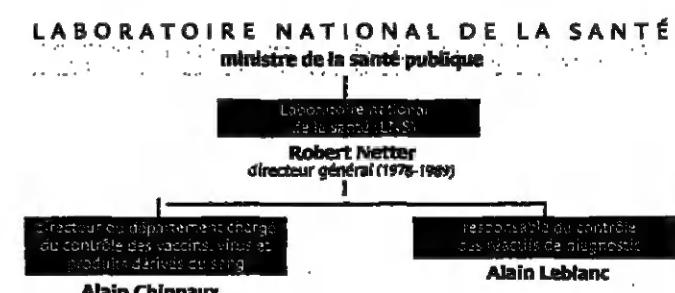
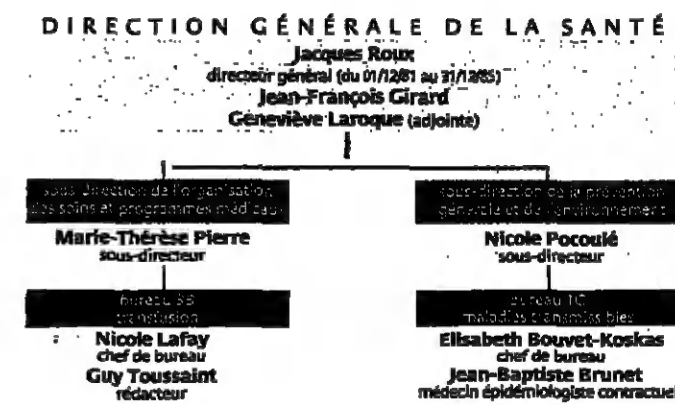
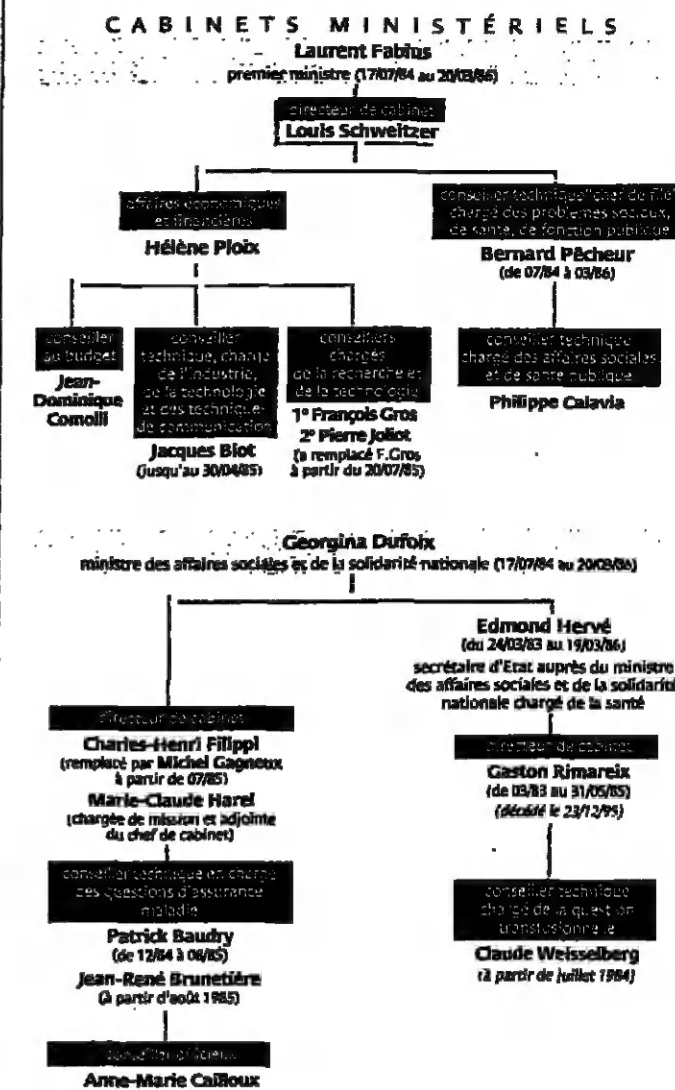
Son ascension est fulgurante. En 1984, le gouvernement Fabius lui confie le ministère des affaires sociales et de la solidarité, qui coiffe trois secrétariats d'Etat et couvre une large palette de secteurs (action sociale, santé, Sécurité sociale, personnes âgées, rapatriés). La charge s'alourdit encore quand M. Dufoix est nommée, en décembre, porte-parole du gouvernement. Invitée d'Europe 1, un soir de septembre 1985, elle apprend en cours d'émission que M. Fabius s'exprimera peu après, au journal télévisé, sur l'affaire Greenpeace. Ayant démenti l'implication des autorités françaises dans le sabotage du navire, elle est ridiculisée, une heure plus tard, quand M. Fabius avoue le contraire.

Qui trop embrasse mal étreint ? De manière intempestive, la ministre annonce la découverte d'un remède « miracle » du sida, la ciclosporine, dont les patients débâtent peu après. Convincue des vertus de l'homéopathie, elle lance en décembre 1985 une éphémère Fondation de recherche sur les thérapies alternatives, afin d'évaluer les mérites éventuels des médecines « naturelles ».

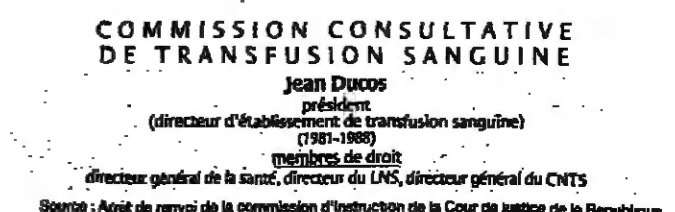
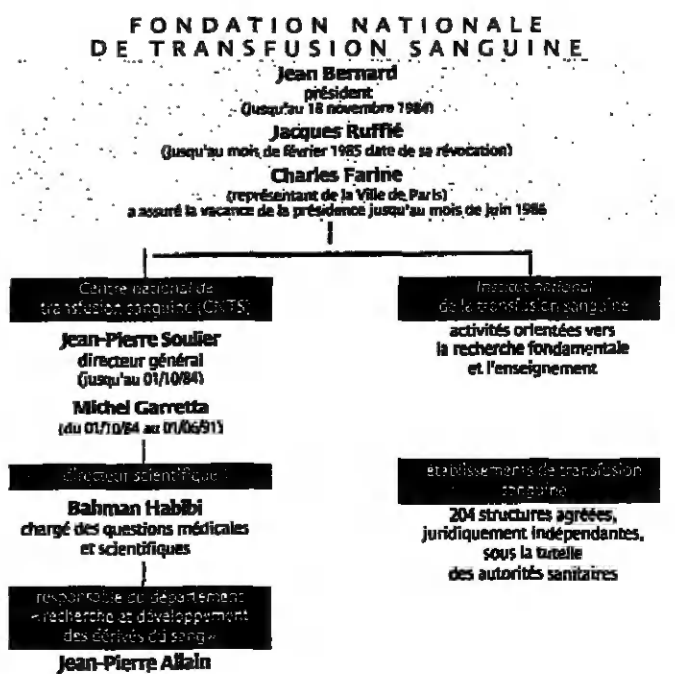
Parallèlement, elle consulte régulièrement quelques « gourous de l'âme », comme on appelle à son cabinet ces experts en relations publiques qui, hors des programmes officiels, tentent de lui donner une stature de femme d'Etat. Aux législatives de 1986, les affiches de sa campagne sont imaginées par Jacques Séguéla. La photo de la candidate, perchée sur un cheval blanc courant la Camargue, est barrée par un slogan triomphant : « Le cœur battra toujours à gauche ». Elue députée du Gard, mais défaite aux élections suivantes de juin 1988, Georgina Dufoix déserte alors brusquement la vie politique locale, cinq ans avant son retrait de la scène nationale. Laisant en désobédience les nombreuses associations dont elle avait exercé la présidence, comme « Le soleil brille même au-dessus des nuages », créée à Nîmes un beau matin d'octobre 1986, afin de « rêver l'impossible pour réaliser tout le possible ».

Erich Inciyan

SANTÉ PUBLIQUE



TRANSFUSION



LEXIQUE

■ **DÉPISTAGE**
Recherche chez un donneur de sang des différents stigmates biologiques témoignant de la présence d'une infection virale ou bactérienne et parasitaire pouvant être transmise par le sang (sida, hépatite B, syphilis, paludisme, etc.).

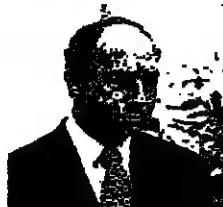
■ **POOLAGE**
Action qui consiste à réunir en un seul lot le plasma provenant des dons de sang effectués par plusieurs milliers de personnes.

■ **CHAUFFAGE**
Procédé technique visant, grâce à la chaleur, à inactiver de possibles agents infectieux présents dans les dérivés du plasma (protéines coagulantes).

■ **FRACTIONNEMENT**
Procédé industriel de séparation des différents constituants du plasma (albumine, immunoglobulines, protéines coagulantes).

■ **FACTEURS VIII et IX**
Médicaments coagulants obtenus à partir du fractionnement plasmatique destinés à la prévention et au traitement des accidents hémorragiques dont peuvent être victimes les personnes hémophiles.

■ **HÉMOPHILIE**
Maladie d'origine génétique transmise par les femmes et qui ne touche que les hommes. La mutation génétique se situe sur un chromosome sexuel et la maladie, due à une anomalie de la coagulation sanguine, se caractérise par des hémorragies graves.



LA COMMISSION D'INSTRUCTION DE LA COUR DE JUSTICE

■ « L'implication personnelle du premier ministre dans la gestion du dossier des tests de dépistage va bien au-delà de ce qu'il reconnaît. » Laurent Fabius ne s'est pas comporté comme « une autorité supérieure investie du pouvoir d'arbitrage » tranchant les différends qui existent entre les ministères. « Il a procédé par voie d'évocation en imposant d'emblée une ligne de conduite gouvernementale dictée par les seuls impératifs industriels de Diagnostics Pasteur. » En faisant obstacle à l'annonce du dépistage par Edmond Hervé, le 22 mai 1985, au congrès d'hématologie de Bordeaux, il n'a pas « donné la bonne orientation ». Il a attendu un mois pour prononcer son « annonce choc » à l'Assemblée nationale, le 19 juin. Il faudra un mois de plus encore pour qu'elle entre dans les faits.

Ainsi, « soutenir que la décision de dépister est intervenue avec célérité n'est pas conforme à la vérité ». « Un chef du gouvernement qui s'est dit déterminé à agir contre le risque de propagation de ce qu'il qualifie de fléau, qui énonce que le dépistage des donneurs de sang permettra "d'éviter que plusieurs centaines de personnes, chaque année, puissent développer le sida", ne peut prétendre faire preuve de diligence en tolérant que la contamination des receveurs se prolonge encore pendant plusieurs semaines au seul motif que le fabricant français de tests n'est pas opérationnel ». Enfin, si Laurent Fabius n'est pas intervenu personnellement dans le dossier concernant le chauffage des produits sanguins, en revanche, il « partage la responsabilité de ses ministres » sur la question du rappel des transfusés.



■ Georgina Dufoux doit « être tenue pour responsable des arrêtés relevant de sa compétence », notamment celui du 23 juillet 1985 relatif au tarif de cession des produits sanguins qui n'interdisait pas la distribution des produits non chauffés potentiellement contaminés par le virus du sida. Il lui aurait été possible, en s'informant des possibilités d'importations de produits sanguins chauffés, d'éviter de « laisser perdurer un arrêté qui autorisait et officialisait (...) la contamination des hémophiles ». L'inaction de Georgina Dufoux dans ce domaine de santé publique et alors que ses services ont participé à la prépa-

ration de ce texte, dont le contenu comporte à l'évidence des effets néfastes pour la santé publique, est susceptible de caractériser un comportement de négligence fautive. Concernant les retards dans la mise en œuvre du dépistage, Georgina Dufoux n'a donné aucune directive à Edmond Hervé et a même « porté entrave à son action lorsque celui-ci a perçu, tardivement il est vrai, l'urgence à mettre en œuvre le dépistage ». Enfin, elle partage avec son secrétaire d'Etat la responsabilité de n'avoir pas rappelé ultérieurement les transfusés qui ont été contaminés.



■ « Pendant plus d'un an, le secrétaire d'Etat à la santé n'a pas tiré les conséquences de l'application de ses directives en matière de prévention du sida (la circulaire du 20 juin 1983 préconisant la sélection des donneurs de sang et l'exclusion des catégories "à risques"). En ne prenant pas des dispositions pour que soit rigoureusement assurée cette sélection, en n'intervenant pas pour interdire les prélèvements carcéraux ou de rue, à tout le moins à compter du mois d'août 1985, une date à laquelle cette mesure s'imposait de manière incontournable, alors qu'il en avait les moyens juridiques, le secrétaire d'Etat à la santé a fait preuve de négligence. Cette négligence, fatale à beaucoup de personnes contaminées, doit lui être imputée. »

La responsabilité d'Edmond Hervé apparaît en outre engagée en raison de son comportement étrangement apathique dans le processus qui aboutit à l'instauration du dépistage systématique. « Il peut lui être fait

grief (...) d'être intervenu, par le truchement de son conseiller Claude Weisberg, dans le processus visant à retarder l'enregistrement du test Abbott pour favoriser Pasteur ». De plus, « le comportement du secrétaire d'Etat lors de la préparation de l'arrêté du 23 juillet 1985 relatif à la cession des produits sanguins, ainsi que son inaction totale après la publication d'un texte qui portait en lui-même des effets néfastes pour la santé publique, sont susceptibles de caractériser des fautes d'imprudence et de négligence en relation avec la contamination par l'administration des produits non chauffés, survenue postérieurement au 10 mai 1985 et jusqu'à la circulaire du 2 octobre 1985 ordonnant le retrait desdits produits ».

Enfin, « en s'abstenant de toute initiative visant à rendre obligatoires (des) enquêtes transfusionnelles, Edmond Hervé porte la responsabilité d'une partie de ces contaminations indirectes qui auraient pu facilement être évitées (...). Il partage cette responsabilité avec Georgina Dufoux ».

Suite de la page III

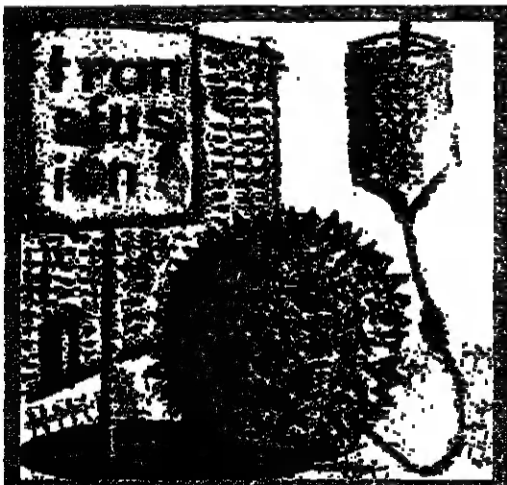
Le 14 toujours, Edmond Hervé écrit à Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales, pour lui faire part de son accord avec les conclusions du rapport du docteur Habibi, au CNTS, qui appelle lui aussi au dépistage. Mais son opinion tient-elle véritablement de considérations sanitaires : « Je crains le développement d'une campagne de presse et l'expression négative à notre endroit de l'opinion, dit-il à sa ministre de tutelle. Il faudra alors céder. Mieux vaut saisir le bénéfice d'une décision sereine et rapide. »

A Matignon, François Gros suggère alors à Laurent Fabius, dans une note datée du 14 juin, de faire une « annonce choc » dans « d'assez brefs délais ». Le premier ministre saisit une question posée au gouvernement par le député (PS) et professeur de médecine Louis Lareng et annonce le dépistage obligatoire le 19 juin à l'Assemblée nationale. « Nous avons pris cette décision en conscience. » Le lendemain, le test Pasteur est enregistré par le Laboratoire national de la santé.

Si la déclaration de Laurent Fabius met officiellement un terme aux hésitations des responsables de la santé, des questions demeurent. La généralisation doit intervenir « rapidement ». Mais quand ? Elle représentera un coût « d'environ 200 millions de francs ». Sur quel budget ? Et quid des mesures d'accompagnement que préconisent les spécialistes, comme le docteur Brunet ? Ceux-ci attendent, en vain, l'attention sur la nécessité de mettre en place, entre autres, des centres de dépistage anonymes et gratuits qui éviteront que les banques de sang ne soient assaillies, comme ce fut le cas en février aux Etats-Unis, par des donneurs « à risque » qu'elles voulaient précisément écarter. Mus par la volonté de connaître leur éventuelle séropositivité, ces donneurs ne risquent-ils pas de précipiter la contamination des lots sanguins du fait, d'une part, du relativement grand nombre de faux négatifs que les tests à cette époque ne repèrent pas et, d'autre part, de la « fenêtre de séroconversion », laps de temps pendant lequel le virus est présent mais indétectable (les centres de dépistage ne seront ouverts qu'en 1987) ?

Ce sont trois semaines de palabres interministérielles. Quelques transfuseurs, tel le docteur Habibi, du CNTS, écrivent directement au premier ministre pour s'inquiéter, eux aussi, du financement de la mesure. Et la date du 1^{er} août est finalement retenue. Mis en place en mars aux Etats-Unis, en mai aux Pays-Bas et en Norvège, en juillet en Autriche et en Italie, le dépistage le sera en août - comme en France - en Belgique et au Luxembourg, en octobre en Grande-Bretagne et en Allemagne, en novembre au Canada, en janvier 1986 au Danemark et en Finlande, en mai en Suisse et en février 1987 en Espagne.

Le 24 juillet, Georgina Dufoux annonce donc la nouvelle à l'hôpital parisien de la Salpêtrière, où elle vient donner son sang devant les caméras. Deux arrêtés ont été pris : l'un concerne le dépistage, l'autre l'abandon, au 1^{er} octobre, du remboursement des produits antihémophiliques non chauffés.



Le dépistage obligatoire annoncé le 24, Abbott et Organon obtiennent leur agrément, ce même jour, un mois après Pasteur. « Les affaires sociales ont constaté que le blocage des tests Abbott avait eu pour effet d'établir une base suffisamment solide pour Diagnostic Pasteur », retrouvera-t-on plus tard dans une note d'un conseiller ministériel. Aux Etats-Unis, le test Pasteur ne sera enregistré qu'en février 1986.

Reste ce à quoi (presque) personne ne pense. « Il apparaît peu raisonnable de collecter du sang dans des lieux où la moitié de la population appartient à des catégories à risque », a prévenu le docteur Brunet devant la commission consultative de la transfusion sanguine (CCTS) le 20 juin. Les premières inquiétudes quantifiées remontent des prisons et échouent sur les bureaux de la DGS. 16 % des détenus entrant à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy sont séropositifs. Sur 204 prises pourtant effectuées après une première sélection, 44 dons ont dû être écartés à Fresnes en juillet, dont 15 marqués par le VIH. L'administration pénitentiaire se contentera de prévenir téléphoniquement les directions régionales, début août, afin de « ne plus se prêter aux collectes ». Aux Baumettes, cependant, on continuera à collecter jusqu'en mars 1986. A Fleury-Mérogis, jusqu'en décembre 1986.

Reste ce à quoi plus personne ne pense. Le rapport « Sida et transfusion » du docteur Habibi préconisait notamment la recherche « de tous les receveurs de sang ou dérivés provenant de donneurs séropositifs ou atteints du sida ». La recommandation, aussi évidente soit-elle avec le recul pour limiter l'extension des contaminations, sera oubliée, puis réactivée et mise en œuvre par une circulaire de... mars 1993.

A la fin 1985, on comptait 20 000 cas de sida dans le monde, dont 15 000 aux Etats-Unis et 573 en France. Au même moment, la grippe tuait 600 personnes et le cancer 140 000 dans l'Hexagone. En septembre, selon un sondage Sofres, 87 % des médecins français trouvaient la peur du sida « exagérée ».

Responsables mais...

FACE au malheur et à l'émotion, contrairement à un juge, l'opinion publique n'instruit pas. Elle exécute. En cette année 1992, des journaux ont publié la photo de Michel Garretta encadrée de noir dans un simulacre d'avis de recherche du Far West. Personnage mythique, le directeur général du CNTS est devenu le responsable, sans nuances, de la contamination de l'ensemble des 1 200 hémophiles séropositifs, l'unique cause de la mort, à ce jour, de 250 d'entre eux.

Le 23 octobre 1992, ce médecin déchu est condamné à quatre ans de prison ferme, 500 000 francs d'amende, le maximum prévu par la loi sur les fraudes ; le docteur Allain à quatre ans, deux avec sursis ; le professeur Roux à quatre ans avec sursis ; le docteur Netter est relaxé. Mais si Michel Garretta est reconnu délinquant, beaucoup le pensent criminel. « Je ne paierai pas pour la lâcheté des autres », dit-il de sa résidence américaine, à Boston. Qui l'entend ? On le voit libre. Viendra-t-il rendre gorge ? On l'attend. Il arrive. Interpellé à Roissy, il est écroué le 28.

Le cœur est humain dans la mesure où il se révolte, disait Georges Bataille. Et celui des hémophiles a commencé de crier en 1988, alors que la France règle ses comptes avec les Etats-Unis et signe une accord de répartition des bénéfices issus de la commercialisation des tests. Les premières plaintes ont surgi, parmi lesquelles celle de l'Association des polytransfusés. Des articles de presse. Un premier accord bancal et dérisoire, signé en juillet 1989, entre la transfusion sanguine, les compagnies d'assurances et l'Association française d'hémophilie... Puis une loi d'exception, qui crée, après plusieurs soubresauts parlementaires, en décembre 1991, un fonds d'indemnisation à hauteur du préjudice causé (jusqu'à deux millions de francs), tout en espérant peut-être effacer toute mise en cause et responsabilité. Et le scandale a pris le pas sur ce qui, longtemps, était demeuré fatalité.

Il y a, dans le dossier du sang contaminé, tous les ferment d'un séisme passionnel. Le sang et l'incurable maladie, la mort, le pouvoir et l'argent, la justice, l'injustice, les médias, la médecine - l'une des rares institutions qui parvenait encore à conserver du crédit dans l'érosion générale des autorités religieuses, politiques, judiciaires, intellectuelles. Il suscite déjà des comportements irrationnels, des polémiques et la recherche de boucs émissaires.

Le premier procès du sang révèle les ambitions industrielles d'un médecin ayant jeté aux orties le serment d'Hippocrate. « Primum non nocere... » Premièrement, ne pas nuire. Mais combien de lacunes met-il aussi au jour ? Michel Garretta, qui reconnaît son erreur et dit

vouloir l'assumer, s'étonne de l'absence, sur le banc des prévenus, des médecins traitants et des transfuseurs. Centré sur la question des hémophiles, le procès glisse sur les responsabilités vis-à-vis des transfusés contaminés, plus nombreux, mais moins bien structurés.

En juin 1991, alors qu'une enquête a été confiée au patron de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), Michel Lucas, Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a déjà estimé que « les connaissances que nous avons aujourd'hui du sida (...) montrent clairement qu'une grave erreur d'appréciation a eu lieu ». Après avoir vu un reportage télévisé concernant deux hémophiles, Bernard Kouchner a demandé « pardon au nom des certitudes médicales parfois trop rapides ». Inculpé en septembre, le professeur Roux, par ailleurs ancien député de l'Hérault et membre du comité central du Parti communiste, a diffusé un communiqué estimant que sa mise en cause « était destinée à couvrir les ministres ». Les députés, eux, sont restés partagés entre la conviction qu'il leur appartenait de se saisir du débat et la crainte d'aggraver le discrédit dont ils souffraient en donnant l'impression de vouloir utiliser la douleur et l'indignation des victimes. Erreur ? Faute ? Négligence coupable ? Georgina Dufoux eut cette formule désormais proverbiale : « Responsable, mais pas coupable ».

Appelé à témoigner à la barre, Michel Lucas a fait part de son rapport, qui a révélé l'existence de la réunion interministérielle du 9 mai 1985 au cours de laquelle il a été décidé « de retenir encore quelque temps » le dossier Abbott. Mais la défense de Michel Garretta a fait valoir que ce travail avait escamoté les conclusions de précédents enquêteurs de l'IGAS qui dénonçaient les « atavismes » des pouvoirs publics en 1985. Le patron de l'IGAS s'est contenté, lui, d'évoquer « une synchronisation insuffisante entre le processus scientifique et le processus administratif et financier ». Cependant, dit-il, « je crois qu'il y a dans ces pages matière à mettre en cause plusieurs responsables politiques ».

Mais qui a alors rappelé à Michel Lucas qu'il co-présidait le comité Santé-Justice au côté de Myriam Ezratty, la directrice de l'administration pénitentiaire, lorsque celle-ci signa sa circulaire de janvier 1994 encourageant les collectes de sang en prison ? Deux mois avant l'ouverture du procès, Le Monde a révélé que la forte proportion de personnes infectées en France par le virus du sida à la suite d'une transfusion s'expliquait, en grande partie, par ce type de collectes. Interrogée dans ces colonnes en avril, Myriam Ezratty s'est dite « horrifiée d'avoir pu, inconsciemment, contribuer à propager cette contamination ». Responsable, mais pas coupable ?

Paru en novembre, le rapport conjoint de l'IGAS et de l'inspection générale des services judiciaires, commandé à la suite de l'enquête du Monde, ne relèvera à l'encontre de l'ancienne directrice de l'administration pénitentiaire qu'une « défiance secondaire par rapport à celle dont la direction générale de la santé est responsable ».

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page, including the name 'C29' and other illegible markings.

LE PARQUET GÉNÉRAL

■ En tant que premier ministre, Laurent Fabius « intègre l'ensemble des responsabilités de tous les ministres de son gouvernement dont il dirige l'action ». Cependant, « [il] a exprimé le sentiment d'avoir agi pour ce qui le concernait, comme il le devait, aussi vite, possible et après avoir pris, en conscience, la mesure qui s'est imposée à lui alors que les spécialistes étaient divisés. Acte doit lui en être donné (...) ». Le gouvernement a tranché le problème (...) dans des délais conformes.

Plus généralement : « Si un ensemble de défaillances peut traduire une responsabilité de l'Etat dans ses structures, il ne permet pas de caractériser une responsabilité pénale des ministres qui n'avaient ni les éléments précis, clairs et concordants d'identification d'un risque, ni les propositions techniques certaines et précises pour le conjurer (...) ». Enfin, « l'affirmation absolue que le dépistage aurait apporté la sécurité transfusionnelle, et que donc les contaminations constatées auraient été évitées, n'est pas possible ».

■ L'éventuelle responsabilité de Georgina Dufoux ne peut « naître que de ses attributions propres, c'est-à-dire les incidences financières des décisions touchant à la santé publique (...) ». Or, « les souvenirs apparemment fragmentaires et sélectifs de M^{me} Dufoux semblent pour le moins traduire une faible implication personnelle dans le dossier (...) ». « Comme dans le cas de M. Hervé », c'est « la large, trop large autonomie des membres de son cabinet », qui « ne paraît pas avoir été à la mesure de l'enjeu politique et sanitaire de dimension nationale qui était en cause ni des drames humains que rythmaient chaque jour maladie et morts d'hémophiles et de transfusés ». De plus, aucun document ne vient à l'appui des déclarations de l'ancien directeur général de la santé, Jacques Roux, selon lequel il y aurait eu avec les affaires sociales trois mois de tergiversations sur le financement du chauffage des produits sanguins.

■ « A aucun moment dans le processus qui aboutira au test de dépistage (...) », Edmond Hervé n'a pris l'initiative (notamment) pour faire prévaloir la notion de santé publique. « Cependant, le silence persistant des collaborateurs immédiats (...) tout autant que le silence des représentants institutionnels du corps médical et de l'Académie de médecine ne pouvaient que contribuer à sous-estimer l'ampleur du péril (...) ». Cet ensemble de défaillances peut traduire, certes, une responsabilité de l'Etat dans ses structures (...). Il ne permet pas de caractériser une responsabilité pénale des ministres, qui n'avaient ni les éléments précis, clairs et concordants d'identification d'un risque ni les propositions techniques certaines et précises pour le conjurer sans créer un risque d'une autre nature. « Quel que soit l'ajournement provoqué a posteriori par le comportement étrangement apathique de M. Hervé, il paraît difficile de donner une qualification pénale à un aveuglement que l'environnement aurait dû lui éviter. »

Ce rapport démontre, cependant, qu'en termes d'impact les collectes dans les rues de Paris et dans les prisons sont « responsables d'environ 40 % de l'ensemble des contaminations ». Les seules collectes dans les prisons, qui représentaient 0,37 % de l'ensemble des dons, sont à l'origine du quart des contaminations. En quête de responsables, le dossier du sang s'étale dans les journaux, suggère les questions : « Où sont les ministres ? », a-t-on entendu dans le prétoire, en début du procès. Ils sont là, vendredi 24 juillet 1992. A témoigner sous les rumeurs, les huées et les sifflets en ce qui concerne Edmond Hervé et Georgina Dufoux, qui

assure, « sous serment », que la décision du dépistage « n'a pas été liée à l'argent ». « Nous sommes allés très vite », dit Edmond Hervé. « J'ai pris une décision avec une intuition très forte, une décision contre ce que beaucoup recommandaient », rapporte Laurent Fabius, qui s'incline devant les victimes. Aux portes du palais, Act Up manifeste : « Sida, les politiques savent. Ils ont assassiné ! ». « Assassins », dira aussi Jean-Marie Le Pen. Le mouvement est lancé. « Les ministres doivent comparaître devant la Haute Cour, dame M^{me} Max Le Cocq, partie civile. Ce n'est pas une affaire correctionnelle, c'est une affaire d'Etat ! »

bâtie sur des articles de la Constitution, dit-il, « boîtes, bâtons et mal fichus ».

Que justice passe. Sous quel chef d'accusation ? La droite sénatoriale suggère, pêle-mêle : « non-assistance à personne en danger, homicides et blessures involontaires, tromperie sur les qualités substantielles d'un produit ». Et pour qui ? En novembre, la commission sénatoriale ne veut pas renvoyer Laurent Fabius. « Il n'apparaît pas que des retards (dans la mise en place du dépistage) puissent [lui] être imputés. » Finalement, après blocage du dossier à l'Assemblée par les socialistes, Laurent Fabius, lui-même, demande à être renvoyé devant la Haute Cour pour « omission de porter secours » : « Je viens vous demander de m'accuser de fautes que je n'ai pas commises. »

La justice, tous azimuts, suivra son cours. Parfois avec des lenteurs si inacceptables face à l'urgence de la maladie que la France sera condamnée, en avril 1994, par la Cour européenne des droits de l'homme. Administratives, les juridictions estimeront, en avril 1993 via le Conseil d'Etat, que l'administration a été responsable d'une « faute lourde » entre le 22 novembre 1984 et le 20 octobre 1985. Elles bousculeront aussi leurs jurisprudences pour établir la « responsabilité sans faute » de certains hôpitaux. Pénales, elles confirmeront, en appel, la condamnation des docteurs Garretta et Allain, du professeur Roux. Puis l'autorité judiciaire permettra, à la suite d'une décision controversée de la Cour de cassation de juin 1994, la réouverture du dossier sur le fondement de l'empoisonnement.

L'enquête entre les mains de la juge Marie-Odile Bertella-Geffroy, les dirigeants du CNTS et les hauts fonctionnaires seront alors à nouveau mis en examen, en dépit du sacro-saint principe de l'autorité de la chose jugée. Puis, à leur tour, des conseillers ministériels - Claude Weisselberg, François Gros -, des directeurs de cabinet - Gaston Rilmareix, Charles-Henri Filippi, Louis Schwellitzer -, des médecins prescripteurs, des

■ Compte tenu de la définition de ses missions et des moyens mis à sa disposition par la Constitution, le premier ministre « s'est révélé agir de façon plus que normalement diligente », notamment à un moment où les connaissances scientifiques demeuraient « incertaines et contradictoires » et où le problème du sida était « sous-évalué ». Ainsi, « sa responsabilité pénale ne peut être relevée pour les délits d'imprudence ». En outre, « le premier ministre dispose d'un pouvoir d'arbitrage, mais il ne peut se substituer aux ministres qui ont chacun leur domaine de compétence ».

Laurent Fabius n'a pas eu connaissance du compte-rendu de la réunion interministérielle du 9 mai 1985, présidée par son conseiller François Gros, où il a été demandé que le test Abbott « soit encore retenu quelque temps ». Il n'a pas non plus eu connaissance de la volonté d'Edmond Hervé d'annoncer le dépistage des Fournitures du congrès d'hématologie à Bordeaux le 22 mai 1985.

■ M^{me} Dufoux conteste le bien-fondé des griefs qui lui sont faits. Elle soutient avoir fait en sorte que la date d'entrée en vigueur du dépistage soit fixée au 1^{er} août 1985, soit deux mois avant la date initialement prévue. Elle nie toute intervention visant à freiner l'enregistrement du test américain afin de permettre à l'industriel français Diagnostics Pasteur de rattraper son retard. Elle affirme avoir tout ignoré de la réunion interministérielle du 9 mai 1985 au cours de laquelle son conseiller déclare que « le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale est opposé à la prise en charge du test par l'assurance-maladie en raison de l'importance des sommes en cause ». Elle regrette que le corps médical, les journalistes, l'Association française des hémophiles « n'aient pas attiré l'attention du gouvernement sur les dangers qui se faisaient sentir » et que les députés, n'aient « jamais essayé d'attirer l'attention du gouvernement sur le problème ».

■ M. Hervé insiste sur les incertitudes et « l'environnement de l'époque ». « Ni lui ni ses conseillers ne sont intervenus dans le processus d'enregistrement des tests », il n'a jamais « cédé à des démarches de Diagnostics Pasteur et celles-ci n'ont eu aucun effet dans la mise en place du dépistage ». Il fait valoir qu'il n'est pas établi que les tests et notamment le test Abbott étaient, à l'époque, disponibles en quantité suffisante, ni qu'ils étaient totalement fiables ; que personne ne lui a jamais proposé de mettre un terme aux collectes dans les lieux à risque, tels que les prisons. Il souhaitait annoncer le dépistage systématique lors du congrès d'hématologie de Bordeaux, le 22 mai 1985. Mais il indique que, depuis la réunion interministérielle du 9 mai 1985, le centre de décision opérationnel était à Matignon. En ce qui concerne les produits antihémophiliques, il n'a jamais été sollicité par quiconque à ce sujet. Selon lui, l'efficacité du chauffage pour inactiver le virus était incertaine.

transfuseurs, des dirigeants de Diagnostics Pasteur, jusqu'au docteur Jean-Baptiste Brunet l'épidémiologiste qui, à la DGS, tira pourtant bien des signaux d'alarme et dont la mise en cause suscitera une vive réaction dans la communauté médicale internationale.

S'agissant du cas particulier des ministres, soumis à une procédure hybride, mi-judiciaire, mi-politique, l'aboutissement ne se fera qu'en hachant. En février 1993, la commission d'instruction de la Haute Cour décide tout d'abord que les faits sont prescrits. A charge pour le procureur général, Pierre Truche, de saisir à nouveau le Parlement pour homicide involontaire. Mais pour se rendre devant quelle juridiction ? Cinq mois plus tard, le Congrès modifie la Constitution et fonde, en juillet, la nouvelle Cour de justice de la République, que les parlementaires ont voulu moins politisée et qui comprend désormais trois magistrats auprès de six sénateurs et six députés élus par leurs pairs. Sa commission d'instruction mettra les ministres en examen fin septembre pour « empoisonnement ». Le procureur général avait cette fois opté pour l'administration de substances nuisibles à la santé.

Véritable tonneau des Danaïdes procédural, l'affaire du sang échouera finalement en février 1999 devant la Cour de justice. Quinze ans après les faits. Dans quel état ? A l'aube des trithérapies, qui font reculer pour la première fois en France la mortalité du sida, le procureur général Burgelin a rendu, en mars 1997, un premier réquisitoire de non-lieu en faveur des ministres estimant que leur responsabilité politique ne relevait pas du droit pénal. Puis un second, en juin 1998, pour affirmer qu'ils avaient agi « dans des délais conformes, sinon meilleurs que dans d'autres pays ».

La commission d'instruction n'a pas suivi l'argumentation. Les trois ministres ont contribué, selon elle, « à créer les conditions qui ont rendu possibles les contaminations » de sept plaignants. Après un ultime revirement jurisprudentiel de la Cour de cassation sur la notion d'empoisonnement, Laurent Fabius, Georgina Dufoux, Edmond Hervé sont finalement accusés d'homicides involontaires et d'atteintes involontaires à l'intégrité des personnes. « Par ces motifs », la commission d'instruction a donc « ordonné le renvoi de l'affaire devant la Cour de justice de la République pour être jugée conformément à la loi ».

Un procès sans accusation, des responsables s'estimant non coupables, un tribunal politico-judiciaire... En 1992, témoin au premier procès du sang, Laurent Fabius avait livré sa vision de l'affaire : « Personne, je dis bien personne, ne peut s'exonérer de ce drame national d'une ampleur considérable. Pas même ceux qui ont agi comme il faut. »

Jean-Michel Dumay

LA DÉFENSE

CHRONOLOGIE

■ 1988 La justice accepte d'instruire les premières plaintes d'hémophiles après une période d'atermoiements et la publication par L'Express, début décembre 1987, d'une enquête consacrée à la tragédie des hémophiles séropositifs.

■ 1991 En septembre, un rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) révèle l'existence d'une réunion interministérielle tenue, le 9 mai 1985, à l'hôtel Matignon sous la présidence de François Gros, alors conseiller scientifique de Laurent Fabius, au cours de laquelle il a été décidé de « retenir encore quelque temps » le dossier des tests de dépistage Abbott. En octobre, la juge Sabine Foulon inculpe Michel Garretta et Jean-Pierre Allain, ancien chef du département recherche du CNTS, pour ne pas avoir retiré du marché ou fait détruire des produits « corrompus ou toxiques au cours des années 1984 et 1985 ».

■ 1992 En avril, Le Monde révèle l'impact qu'ont eu les collectes de sang en prison et celles de rue dans la contamination des produits sanguins. Un rapport est commandé à l'IGAS qui le rend public en novembre : 40 % des contaminations de 1985 sont liées à ces collectes. En octobre, le docteur Garretta est condamné pour « tromperie sur la qualité substantielle d'un produit » à quatre ans d'emprisonnement ferme et 500 000 francs d'amende (76 224 euros) ; Jean-Pierre Allain à quatre ans dont deux avec sursis ; le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, à quatre ans d'emprisonnement avec sursis pour « non-assistance à personnes en danger ». Le 20 décembre, à la demande du RPR puis de l'UDF, le

Parlement décide la mise en accusation, à leur tour, de l'ancien premier ministre Laurent Fabius, d'Edmond Hervé, secrétaire d'Etat, et de Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité, en poste en 1984 et 1985, pour « non-assistance à personnes en danger ».

■ 1993 En avril, le Conseil d'Etat condamne l'Etat pour faute lourde en élargissant la période de responsabilité pour les contaminations du 22 novembre 1984 au 20 octobre 1985.

■ 1994 Le 20 janvier, les premières plaintes pour « empoisonnement » contre les ministres sont déposées devant la nouvelle Cour de justice de la République. Une seconde plainte est déposée devant le doyen des juges d'instruction visant six collaborateurs des ministres. Une nouvelle information judiciaire est confiée au juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geffroy, qui met à nouveau en examen Michel Garretta et Jean-Pierre Allain, cette fois, pour « empoisonnement », puis des anciens collaborateurs de ministres, d'anciens responsables de la transfusion sanguine et des médecins spécialistes de l'hémophilie. De son côté, à la fin du mois de septembre, la commission d'instruction de la Cour de justice met en examen Georgina Dufoux, Edmond Hervé et Laurent Fabius pour « complicité d'empoisonnement ».

■ 1997 Le 11 mars, le procureur général près la Cour de cassation, Jean-François Burgelin, requiert un non-lieu en faveur des trois anciens ministres. Il estime que la responsabilité politique ne relève pas du droit pénal. La commission d'instruction décide cependant de poursuivre son instruction.

■ 1998 Le 11 juin, le procureur général Burgelin maintient ses réquisitions de non-lieu. Le 17 juillet, la commission d'instruction décide de renvoyer Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Edmond Hervé devant la formation de jugement de la Cour de justice. En septembre, de nouvelles plaintes sont déposées pour « non-dénunciation de crimes » et « non-assistance à personnes en péril », visant notamment l'ancienne directrice de l'administration pénitentiaire, Myriam Ezratty.

« Par ces motifs... »

LES assemblées désigneront qui elles voudront, accuseront qui elles voudront, et ces personnes se défendront. Je pense qu'il est préférable pour quiconque de faire valoir sa défense, d'être acquitté. 9 novembre 1992. « L'affaire d'Etat » frappe à la porte de l'Elysée. Comment pouvait-il en être autrement ? L'actualité intérieure ne parle que de ça. A chaque jour son lot de révélations, de prises de position, ses cris d'injustice d'hémophiles qui veulent un nouveau procès, cette fois, pour empoisonnement. Au cours d'un entretien télévisé, François Mitterrand abandonne Laurent Fabius, premier secrétaire du Parti socialiste, à son sort.

Le 7 octobre, avant même que le jugement Garretta ne tombe, et alors que la justice s'est déclarée incompétente pour traiter une plainte d'hémophiles visant les trois ministres, le RPR, suivi de peu par l'UDF, a demandé leur mise en accusation devant la Haute Cour. Le bureau de l'Assemblée, majoritairement à gauche, l'a de suite rejetée. L'ancien premier ministre a demandé la constitution d'un jury d'honneur : « La douleur et la passion se mêlant, dit-il, celui qu'on accusait d'avoir agi trop vite est accusé d'avoir agi trop lentement. »

A la télévision, le 9 novembre, François Mitterrand explique. Certes, le « drame (...) découle, entre autres, d'une erreur d'appréciation de la collectivité médicale et de sa lenteur de décision ». Certes, « la campagne politique » qui gronde est « chahutée, immorale, quasi hystérique ». Mais il faut que justice passe. Et, dans le cadre de la Constitution, celle-ci, lorsqu'elle concerne des ministres pour des faits commis dans l'exercice de leurs fonctions, passe par cette institution puissante, jadis réservée aux cas de haute trahison.

051 7 11 49

JUSTICE

LA COUR DE JUSTICE DE LA RÉPUBLIQUE

■ **CRÉATION**
Instaurée à la place de la Haute Cour par une loi du 27 juillet 1993, la Cour de justice de la République (CJR) est chargée d'instruire et de juger tout membre de gouvernement soupçonné d'avoir commis un crime ou un délit dans l'exercice de ses fonctions. Elle est composée de douze parlementaires élus par leurs pairs (six députés, six sénateurs) et de trois magistrats du siège à la Cour de cassation, dont l'un préside la CJR.

■ **ORGANISATION**
Elle peut être saisie soit par le procureur général près la Cour de cassation, soit par toute personne déposant plainte. Une commission des requêtes – composée de conseillers à la Cour de cassation, au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes – examine le dossier afin de décider s'il y a lieu, ou non, de saisir la CJR. Si oui, une commission d'instruction (trois conseillers à la Cour de cassation) « procède à tous les actes qu'elle juge utiles à la manifestation de la vérité ».

■ **VICTIMES**
Dans cette procédure, les plaignants ne peuvent pas se constituer partie civile. Quand la commission d'instruction a clos son dossier, le procureur général près la Cour de cassation prend ses réquisitions. La commission d'instruction décide ensuite s'il convient, ou non, de renvoyer le ministre devant la CJR.

■ **LES PEINES ENCOURUES**
Les homicides involontaires et les atteintes involontaires à l'intégrité physique, pour lesquels Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Edmond Hervé sont poursuivis, peuvent valoir à leurs auteurs la peine maximale de trois années d'emprisonnement et de 300 000 francs (45 735 euros) d'amende.

■ **LES VOIES DE RECOURS**
La seule voie de recours est un pourvoi devant la Cour de cassation.

Illustrations : Ivan Sigg

Antoine Garapon, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice

« La procédure inquisitoire se retourne contre le Prince »

« La Cour de justice de la République s'apprête à juger en grande pompe trois anciens ministres. Peut-on y voir une dernière tentative d'une prise de pouvoir des juges ? »

— On se trompe si l'on croit que les juges prennent le pouvoir : c'est notre représentation d'une action bonne et juste qui a évolué. Sans nous en rendre compte, nous assistons depuis des années à un déplacement tellurique du centre de gravité du droit pénal qui est passé de la figure du criminel à celle de la victime. A l'époque des Sartre et des Foucault, ce qui fascinait, c'était le face-à-face de l'accusé avec la loi. Désormais, le principe actif du droit, c'est la victime innocente qui a subi un préjudice irréparable. C'est un élément majeur : la catastrophe ou le crime n'affectent pas seulement l'« avoir » des victimes, qui peut être réparé, mais leur « être » même. C'est leur existence qui est déniée.

— Quelles sont les principales raisons qui expliquent l'émergence de cette nouvelle donne où l'on voit la victime consacrée comme une figure majeure de la société ?

— Il faut remonter assez loin. Premièrement, il y a un enchaînement entre le traumatisme de la Shoah et le crime contre l'humanité qui casse symboliquement le siècle en deux. Le génocide montre qu'il est possible d'aller au-delà de la mort et de l'anéantissement : je veux parler du registre jusque-là inconnu de la déshumanisation. L'idée que le pouvoir peut devenir criminel s'installe et se vérifie au fil des grandes affaires dont on parle : le sang contaminé, le procès de Maurice Papon, la corruption, la pédophilie. Bref, celui-là même qui doit soigner inocule le poison, celui qui doit protéger les faibles et les populations civiles les déporte, celui qui doit sauvegarder le bien public le détourne et celui qui doit protéger sa descendance la souille. La sacralité a changé de camp : elle n'est plus dans la souveraineté et pas davantage dans le pouvoir, elle est dans la plainte. Le pouvoir devient suspect en raison de son possible détournement, qu'il s'agisse du pouvoir parental, du pouvoir politique, du pouvoir médical ou du pouvoir administratif. La justice va être le lieu élu par les victimes pour apurer ce conflit.

— Deuxièmement, il y a l'effacement des représentations républicaines. Tout d'un coup, la politique n'a plus le même sens. La société française en prend acte, mais les politiques sont les derniers à s'en rendre compte. Ils vivent cette mutation dans un réflexe de souveraineté outragée, de majesté malheureuse qui se retourne régulièrement contre eux.

— Cela touche au plus profond les structures anthropologiques et politiques de la France. La coutume veut que la France soit un pays qui « marche bien » quand il a des bons chefs. A la question : « Qu'est-ce que la République vertueuse ? », on finit toujours par vous répondre : « C'est quand il y a un pouvoir fort. Napoléon ou de Gaulle. » Ce rapport à la hiérarchie est typiquement français. Brusquement, il s'inverse.

— Troisième et dernier élément : l'entrée dans une phase d'individualisme peureux. Pour un pays qui vit en temps de paix, qui a atteint un certain degré de bien-être et d'enrichissement, la question de la sécurité personnelle devient majeure. Dans le code pénal de 1991, quelles sont les grandes innovations ? Le harcèlement sexuel, les circonstances aggravantes de la violence domestique, la contamination. C'est une ambiance sécuritaire du proche. La méfiance à l'égard du très proche : méfiez-vous de votre mari qui peut vous battre, méfiez-vous de votre patron qui peut vous harceler, méfiez-vous de votre partenaire qui peut vous passer le sida...

— La société aurait-elle au-

Jour'hui choisi de demander des comptes à la politique non plus dans les urnes mais dans les enceintes judiciaires ?

— De fait, on a là tous les ingrédients pour conduire les citoyens à élire la juridiction judiciaire comme un moyen d'action politique. Ils ont choisi un nouveau lieu qui va permettre de contrôler le pouvoir politique. Sa fonction est de régler les conflits. C'est une forme très codifiée : elle comprend un débat contradictoire absolument transparent auquel personne ne peut se soustraire, tranché par un tiers neutre au cours d'une procédure régulière et soumise à des voies de recours. L'insiste là-dessus parce que ces qualités ne se retrouvent pas devant la Cour de justice de la République. C'est une évolution que connaissent toutes les sociétés démocratiques.



Antoine Garapon est magistrat et membre du comité de rédaction de la revue « Esprit ». Il a notamment publié « La République pénalisée » (Hachette, 1996), en collaboration avec Denis Salas, et « Bien juger, essai sur le rituel judiciaire » (Ed. Odile Jacob, 1997).

tiques : c'est ce que les philosophes appellent la procédure de la vérité. Mais en France, cela heurte de plein fouet notre rapport particulier à la chose politique et à l'Etat.

— A quel moment situez-vous ce basculement ?

— Curieusement, les choses ont basculé en 1992, lors du premier procès du sang contaminé. Le dossier a été ouvert

pour être appliquée, mais aussi pour être brandie. C'est un rapport catholique à la loi qui est très profond. Pour les cultures latines, la loi, c'est l'idéal pour un monde idéal. Il faut s'y référer, tendre à l'appliquer, pas davantage.

— Mais aujourd'hui, on ne s'y retrouve plus parce que les victimes et les dominés ont acquis les moyens, grâce aux médias, grâce aux juges, grâce à cette modification de nos représentations politiques, de faire appliquer des textes qui n'étaient pas destinés à l'être. Le second implicite reposait sur le fait que la magistrature ne jouerait pas son rôle. On voit des lois à moindres frais parce qu'on savait que la magistrature ne constituait pas un véritable pouvoir. C'est le rapport catholique et latin à la loi pénale : on accumule les in-



Antoine Garapon est magistrat et membre du comité de rédaction de la revue « Esprit ». Il a notamment publié « La République pénalisée » (Hachette, 1996), en collaboration avec Denis Salas, et « Bien juger, essai sur le rituel judiciaire » (Ed. Odile Jacob, 1997).

terdictions sans trop se soucier de les respecter. On vit dans la transgression. La loi est là pour être transgressée.

— Aujourd'hui, tout cela a changé. Nous vivons avec un droit pénal pléthorique et appliqué de manière absolument benoîte. Un exemple : la qualification d'abus de bien social existe depuis 1935 et l'omnipaque depuis 1992. L'homicide

à l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, c'est-à-dire par un tiers neutre, par une juridiction indépendante. A l'évidence, le législateur a sous-estimé la difficulté de fonder une nouvelle institution.

— L'une des innovations de la Cour de justice est de faire cohabiter trois juges professionnels, dont le président, avec douze parlementaires. Cela revient à introduire la magistrature dans la Haute Cour. N'est-ce pas une première ?

— En effet. C'est la fin du cycle : la réunification des fonctions judiciaire et parlementaire qui remonte au Moyen Age. Faire juger des parlementaires, surtout quand on voit les prises de position des uns et des autres, me semble offrir peu de garanties. Parce que nous sommes en Europe dans un processus de déralisation de notre droit, nous ne pouvons plus ignorer les exigences imposées par les juges de Strasbourg et de Luxembourg, notamment relatives à l'impartialité du juge. Or, l'idée d'un pouvoir neutre et indépendant est quasi étrangère à notre culture jacobine.

— Les deux grands absents de l'audience – parties civiles et opinion publique – ne vont-ils pas déplacer le centre de gravité du procès hors du prétoire ?

— Tocqueville explique que le propre de l'opinion est d'être « ailleurs ». Ce qui fait une démocratie, c'est la tension entre l'institution et ce qui n'est pas elle. On assiste cependant aujourd'hui à des dérives, dues à l'émotionnalisation créée par les médias. L'image, en particulier, propose spontanément une identification aux souffrances des victimes et accélère le processus compassionnel. Moralité : on peut filmer la souffrance, on ne peut pas filmer le juste. L'image propose de s'apitoyer tout à tour sur les victimes des pédophiles et sur les prisonniers de la centrale de Clairvaux, sans comprendre que les seconds sont parfois les bourreaux des premiers.

— Le risque de cette démocratie d'opinion est d'être une démocratie versatile et oublieuse. Nous sommes les spectateurs d'une dérive sacrificielle par laquelle la désignation d'un coupable, surtout s'il s'agit d'un puissant, devrait libérer du mal. Lorsque TF1 présente une émission un mercredi soir où un père filme la mort de son fils et que le dimanche suivant, le « 20 heures » de la même chaîne s'ouvre en plardant les portraits des quatre prévenus jugés le lendemain, on est placé dans une situation émotionnelle qui rend impossible tout jugement serein.

— Passée l'époque de Michel Foucault où l'on prenait parti pour l'accusé contre l'Etat omnipotent, nous avons glissé sans nous en rendre compte dans la perspective absolue inverse : celle de l'identification à la victime. Bien au-delà de l'affaire du sang contaminé, le droit pénal se reconstruit du point de vue de la protection de la victime, et non plus d'après le modèle thérapeutique ou judiciaire (comment guérir le criminel, le réformer, le sauver). Ce qui aboutit à ce paradoxe : d'un droit pénal qui prétendait transformer l'individu, nous voilà passés à un droit pénal assurantiel, pré-éthique, qui se soucie peu de la volonté ou des intentions du délinquant ou du criminel. Cela explique le malaise de l'affaire Papon et de tous nos grands procès. Car cela peut surprendre le profane, mais le rôle de la justice n'est pas, en effet, de faire droit aux demandes du criminel ni aux plaintes des victimes, mais d'adopter un point de vue tiers.

— L'inflation du droit et le recours croissant au pénal ne créent-ils pas un brouillage des types de responsabilité ?

— Nous vivons dans le cadre d'une société post-hiérar-

chique dans laquelle tout le monde s'équivaut. A son image, le droit pénal est devenu un droit du face-à-face, de l'égalité. En d'autres termes, nous sommes passés d'une société de la culpabilité à une société de la honte, d'où le recours au droit plus qu'à la politique, pour régler les rapports sociaux.

— Les sociétés modernes demandent à présent au droit pénal non plus de réprimer ou de sanctionner, mais de signifier. Or le droit pénal est un droit très peu subtil qui renvoie les rapports sociaux (administratifs, amoureux, familiaux, politiques, internationaux) à la logique binaire du bourreau et de la victime. Il faudrait réintroduire des distinctions sur la place du droit pénal par rapport au droit civil, administratif.

La sacralité a changé de camp : elle n'est plus dans la souveraineté, elle est dans la plainte

— Quelles sont-elles ?

— Le droit pénal, c'est le droit dont tout le monde est redevable quels que soient son sexe, son statut, son âge, c'est-à-dire le droit de l'homme avant son statut social, devant la loi du bien et du mal. Il relève d'un catalogue restreint d'infractions nécessairement intentionnelles. La responsabilité civile ou administrative est une responsabilité patrimoniale dont l'objectif n'est plus la sanction ou la rédemption mais la réparation.

— Ce que montre l'affaire du sang contaminé, c'est qu'entre les deux catégories de la sanction pénale et du dédommagement civil il en manque une troisième, pour juger les erreurs commises par de hauts responsables dans l'exercice de leurs fonctions. On ne peut plus les juger politiquement, car notre culture française ignore la responsabilité politique. Il faudrait imaginer un système de mise en cause, de questionnabilité, un système dans lequel on puisse demander des comptes des préjudices irréparables.

— Si le droit pénal s'intéresse aux méfaits commis avec l'intention délibérée de faire le mal, en quoi la qualification d'homicide involontaire, dont sont accusés les trois anciens ministres, relève-t-elle du pénal ?

— Elle ne devrait pas relever du pénal, selon moi. Il n'y a pas d'intention criminelle chez les trois anciens ministres qui seront jugés à partir du 9 février. La Cour de justice de la République n'est pas seulement confrontée à des problèmes de composition et de procédure, mais aussi au droit peu cohérent qu'elle a à appliquer. Le procès devrait se situer dans le paracivil ou le parapolitique, pas dans le pénal.

— Qu'auriez-vous à proposer ?

— Je concevais bien un procès dont le but serait non pas de réparer des préjudices souvent irréparables, ni d'envoyer un ministre en prison avec ou sans sursis, mais d'éventuellement déchoir un homme politique de son mandat ou de le rendre inéligible. On serait alors dans le registre civique, politique, au sens noble du terme. Ce qui est très frappant dans l'affaire du sang contaminé comme dans beaucoup d'autres, c'est qu'on ne sait plus avoir de lecture autre que juridique. Dans une époque sur-médiatisée, nous n'avons jamais été aussi opaques à nous-mêmes. Il faut qu'il y ait le procès Papon pour vider notre mauvaise conscience de Vichy. Il faut qu'il y ait l'affaire du sang pour poser certaines questions fondamentales qui sont de l'ordre de l'explication collective.

Propos recueillis par Laurent Greilsamer et Marion Van Renterghem

